

Sécurité globale

N° 16, nouvelle série [N° 42 de la série originale]

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Serge KEBABTCHIEFF, Editions ESKA, Paris

CONCEPTION ET RÉALISATION

NOUVELLE SÉRIE

Charles-Louis FAVILLIER et Xavier RAUFER

COMITÉ DE RÉDACTION

Alain BAUER, Professeur de criminologie au CNAM
Hervé BOULLANGER, Magistrat à la Cour des Comptes
Eric DANON, Directeur général adjoint des Affaires politiques et de sécurité, MAE
Julien DUFOUR, Commissaire de Police, criminologue
François FARCY, Directeur judiciaire, Police fédérale belge
Charles-Louis FAVILLIER, Criminologue, analyste en intelligence économique et stratégique
Michel GANDILHON, Expert ès stupéfiants et toxicomanies
Jean-François GAYRAUD, Commissaire divisionnaire de la Police nationale
Sylvain GOUGUENHEIM, Professeur des Universités, historien
Arnaud KALIKA, Expert et analyste du monde russe et ex-soviétique, Asie centrale, etc.
Philippe LAVault, ANSSI
Doron LEVY, Criminologue, consultant, expert
Stéphane QUÉRÉ, Ecrivain, expert, dirige le *Bulletin hebdomadaire d'informations criminelles*
Mickaël ROUDAUT, Administrateur à la direction générale pour les affaires intérieures de la Commission européenne
Jacques de SAINT-VICTOR, Professeur des Universités, CNAM
Lauriane SICK, Experte, blanchiment de capitaux et financement du terrorisme auprès d'une institution financière, master en criminologie
Christian VALLAR, Doyen de la Faculté de Droit et de Sciences politiques de Nice
Camille VERLEUW, Expert de l'islam radical, notamment chi'ite
Gen. Marc WATIN-AUGOUARD, Directeur du Centre de recherches de l'Ecole des officiers de la Gendarmerie nationale

Sécurité globale

Editions ESKA

12, rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris

Tél. : 01 42 86 55 65 - Fax : 01 42 60 45 35

Site : www.eska.fr

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Le comité de rédaction de la revue est ouvert à toute proposition d'article.

Les auteurs sont priés de respecter les lignes directrices suivantes quand ils préparent leurs tapuscrits :

- ✓ Les articles ne doivent pas dépasser 40 000 signes (notes et espaces comprises).
- ✓ Les articles doivent être inédits. Si justifié par un intérêt éditorial précis, la rédaction accepte néanmoins les versions longues et étayées d'articles préalablement parus.
- ✓ Deux résumés, l'un en français, d'une dizaine de lignes maximum et un autre, en anglais, de la même importance, doivent être fournis avec le manuscrit, accompagnés de la qualité et la liste des dernières publications de l'auteur.
- ✓ Une bibliographie sommaire peut éventuellement être jointe aux articles.
- ✓ Les auteurs feront parvenir leur article par Internet à l'adresse suivante : agpaedit@wanadoo.fr en format MS Word (.doc ou .rtf) ; Times New Roman 11 justifié, interlignes simples.
- ✓ Les auteurs doivent joindre dans un fichier séparé portant mention de l'ensemble de leurs contacts : courriel, adresse postale et le cas échéant numéro de téléphone.
- ✓ L'article doit être présenté de la manière suivante : titre en Times 14, suivi, à chaque fois à la ligne, du prénom et du nom de l'auteur, de sa qualité (notice biographique), du résumé français/anglais et du corps du texte.
- ✓ Les auteurs sont invités à structurer leurs analyses par intertitres afin de faciliter la lecture.
- ✓ Lors de la remise de l'article à la rédaction les fichiers Word doivent être titrés de la façon suivante : NOM (de l'auteur en majuscules) – titre (de l'article en minuscules).
- ✓ Tous les tableaux, graphiques, diagrammes et cartes doivent porter un titre et être numérotés en conséquence et sourcés s'ils ne constituent une œuvre originale. Toutes les figures doivent être transmises séparément en fichiers jpeg ou pdf d'une résolution suffisante (idéal 300 dpi) et leurs emplacements doivent être clairement indiqués dans le texte.
- ✓ Réduire au minimum le nombre de notes, et les placer en notes de fin selon le système de référencement Word.
- ✓ Tous les textes qui ne correspondraient pas aux critères linguistiques standards et aux exigences de rigueur critique seront renvoyés aux auteurs pour adaptation.
- ✓ Une attention particulière devra être portée à la ponctuation : guillemets français, majuscules accentuées (État, À partir de, Égypte, etc.) et à un usage modéré des majuscules conformément aux règles typographiques.

Référence : Collectif, *Lexique des règles typographiques en usage à l'imprimerie nationale*, Imprimerie Nationale, Paris, 2002.

Les articles signés expriment la seule opinion de l'auteur et ne sauraient engager la responsabilité de la revue.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957, n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que des copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustrations, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'art. 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français de Copyright, 6 bis, rue Gabriel Laumain, 75010 PARIS.

Sécurité Globale | N°16, nouvelle série | N°42, série originale
Revue trimestrielle | © Editions ESKA 2018

ISSN : 1959-6782 • ISBN : 978-2-7472-2862-6 • CPPAP : 0921 T 90246

Imprimé en Espagne



Sommaire

N° 16

DOSSIER

Brésil demain : sécurité, économie, écologie

<i>Présentation</i>	7
Bruno RACOUCHOT - <i>Réalité brésilienne et observateurs étrangers : une guerre informationnelle minée par les tabous et obsessions</i>	9
Nicolas DOLO - <i>Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro</i>	17
Hervé THÉRY - <i>Géographie de la violence au Brésil</i>	25
Pierre FAYARD - <i>Corruption - obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption</i>	39
Lt-Col Mauricio APARECIDO FRANÇA - <i>L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité</i>	47
Flavio WERNECK MENEGUELLI - <i>Sécurité au Brésil : état des lieux et prospective</i>	55
Marcelo PASQUALETTI - <i>Les coûts économiques de la criminalité au Brésil</i>	63
Laurent SERAFINI - <i>Entreprises : les règles de base à connaître pour commercer ou s'implanter au Brésil</i>	69
Hervé JUVIN - <i>Crime, écologie et terreur : un nouveau modèle d'optimisation du rendement ? L'exemple du Brésil</i>	79
Xavier RAUFER - <i>Brésil : à l'origine de l'élection de J. Bolsonaro, un délire médiatico-libéral</i>	85





Chroniques et rubriques

PROFONDEUR STRATÉGIQUE

Eric MARTEL - *Robots tueurs - la guerre déshumanisée* 89

Daniel DORY - *Le Sentier Lumineux : un laboratoire pour l'étude du terrorisme* 93

Jean LUCAT - *Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme* 113

CHRONIQUE CRIMINOLOGIQUE - Xavier RAUFER 125

Faits & Idées - Xavier RAUFER & Stéphane QUÉRÉ 135





Brésil demain : sécurité, économie, écologie







Dossier rassemblé et préparé sous l'autorité de **Bruno Racouchot**.

Bruno Racouchot, 59 ans, DEA de Relations internationales et Défense de Paris-Sorbonne, dirige *Comes Communication*, créée en 1999, installée à Paris, Toronto (Canada), São Paulo et Porto Alegre (Brésil). Cette société propose une méthode de communication d'influence reposant sur la valorisation des identités. Elle travaille en collaboration avec des experts de la planification stratégique, du management et du *branding*.

Bruno Racouchot dirige aussi la Lettre de réflexion, *Communication & Influence* (fondée en 2008, www.comes-communication.com rubrique publications). Avant de servir au début des années 80 comme officier des parachutistes d'infanterie de marine, Bruno Racouchot a travaillé de 1977 à 1980 au service d'expansion commerciale de l'ambassade du Brésil en France. De là, sa passion pour un Brésil qu'il a, depuis 40 ans, parcouru en tous sens et où il vit la moitié de l'année, dans le grand sud « *gaúcho* » (Rio Grande do Sul, Etat le plus au sud du Brésil, en bordure de l'Uruguay et de l'Argentine).







INTRODUCTION AU DOSSIER BRÉSIL

Réalité brésilienne et observateurs étrangers : une guerre informationnelle minée par les tabous et obsessions

Bruno RACOUCHOT

Le professeur Hervé Théry, l'un des meilleurs spécialistes français du Brésil - où il réside depuis plus de 40 ans - fin connaisseur du pays profond et excellent décrypteur des réalités sociales, ouvre sa contribution sur la *Géographie de la violence au Brésil* au profit de *Sécurité Globale* en écrivant : «*Les thèmes de la violence et de l'insécurité ont tenu une place majeure dans la campagne pour les élections brésiliennes de 2018 et leur utilisation a été l'une des principales raisons du succès de Jair Bolsonaro. Le Brésil est, de fait, l'un des pays les plus violents au monde, avec des taux d'homicides plus élevés que bien des pays en guerre, dont la Syrie. Mais cette réalité tragique ne paraissait pourtant pas être une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et pour l'opinion brésilienne, qui semblaient la considérer comme une sorte de fatalité, jusqu'à la récente prise de conscience de ce qu'elle avait d'insupportable.*»

Lorsqu'il évoque une prise de conscience, Hervé Théry a parfaitement raison. Ceux

qui observent l'évolution de la société brésilienne depuis environ un demi-siècle, ne peuvent qu'être frappés par l'extraordinaire maturité politique dont font désormais preuve les Brésiliens. On ne peut comprendre le surgissement de Jair Bolsonaro et le bouleversement qu'il induit dans la vie politique brésilienne sans d'abord prendre en compte deux paramètres-clés chers au cœur des criminologues, à savoir la violence et la corruption¹. Pour mesurer l'ampleur du bouleversement en cours, il faut ensuite comprendre que la corruption plonge ses racines dans l'histoire même du Brésil, comme le montre le professeur Pierre Fayard dans les pages qui suivent.

Autrement dit, appréhender correctement le rôle-clé joué par le couple violence/corruption au Brésil exige de multiples approches. C'est ce que nous avons essayé de faire en interrogeant des acteurs de terrain, brésiliens ou français, qui, tous ou presque, ont en commun de connaître parfaitement - depuis toujours ou depuis très longtemps - les réalités de ce





Bruno RACOUCHOT

pays-continent d'une complexité inouïe. Le Brésil demeure un pays difficile à cerner pour les esprits férus de cartésianisme.

C'est ce que mettent bien en relief dans leurs approches les professeurs Hervé Théry et Pierre Fayard, ainsi que l'homme d'affaires qu'est Nicolas Dolo. Percevoir la réalité de la violence et de la corruption au Brésil passe également par l'écoute des professionnels que sont les policiers et les militaires. Le lieutenant-colonel Mauricio França dissèque ainsi le rôle de l'armée brésilienne pendant que les officiers de la police fédérale, Marcelo Pasqualetti et Flavio Werneck Meneguelli, font de même pour leur institution. Mauricio França et Marcelo Pasqualetti connaissent d'ailleurs bien la France et les questions sécuritaires. Le premier est breveté de l'École de guerre française tandis que le second a été officier de sécurité à l'ambassade du Brésil en France².

10

De même, Laurent Serafini est des plus à l'aise avec ces questions, puisqu'après avoir été officier de liaison de la police française à São Paulo, il a voulu rester au Brésil pour y créer une structure aidant les entreprises françaises à commercer et à s'implanter au Brésil, le facteur sécurité étant ici primordial - et ô combien polymorphe... - comme il l'explique bien. Enfin, l'économiste Hervé Juvénat, qui vient de présenter en novembre au Parlement européen un rapport intitulé *Pour une société écologique ; la voie européenne de la paix et d'un nouvel ordre mondial*, expose les menaces criminelles environnementales qui pèsent sur ce pays-référence de la biodiversité dans le monde qu'est le Brésil.

On le voit, les approches sont multiples. Mais elles ne peuvent être saisies dans

leur plénitude que si un obstacle initial est franchi : accepter de voir et d'étudier le Brésil dans sa splendide et terrifiante réalité. Or, la perception qu'en a le public français ou francophone est éminemment biaisée par le filtre déformant des *opinion makers* de toutes sortes, au premier rang desquels la presse française *mainstream*, totalement déconnectée du réel brésilien, le plus souvent pour des motifs d'ordre purement idéologiques. Depuis plus de 40 ans que je vis avec le Brésil, je ne suis jamais parvenu à comprendre de quoi parlait la majeure partie des médias français lorsqu'ils évoquent le Brésil. De quel pays parlent-ils, que diable ? L'acmé de la désinformation - pour ne pas dire de la manipulation - a été atteint lors de la campagne pour les élections générales d'octobre 2018.

Il ne s'agit pas ici de plaider en faveur de l'un ou l'autre camp, mais simplement d'essayer de comprendre ce qui a pu permettre ce basculement politique majeur qu'a constitué le rejet de l'héritage du PT et de ses alliés, et l'élection de Jair Bolsonaro. Comprendre n'est pas approuver. Encore faut-il savoir faire preuve d'objectivité, si ce n'est d'ouverture d'esprit. Mais engoncés dans leur parti-pris et leur formatage idéologique, les médias français n'ont que très tardivement «découvert» la lame de fond populaire qui allait tout emporter sur son passage. Or, quiconque sillonnait le pays savait depuis des mois, sinon des années, qu'une rupture de premier ordre allait survenir, et que ce bouleversement était majoritairement imputable aux deux facteurs-clés étudiés ici : la violence et la corruption.

On le sait, il n'y a jamais de génération spontanée en matière d'éclosion des phénomènes sociaux. C'est là où nos observateurs - qui





sont supposés faire autorité - se révèlent être le plus souvent prisonniers de leurs propres tabous et fantasmes. Le Brésil idyllique, pays arc-en-ciel ou du métissage heureux, n'a jamais existé que dans l'imaginaire d'intellectuels s'accrochant aujourd'hui aussi désespérément au mythe du «bon sauvage» qu'ils sacrifiaient hier au culte du Petit père des peuples ou du Grand Timonier.

Derrière la bonne humeur et la courtoisie subsiste au Brésil une violence latente dans les rapports de force. Qui ne saisit la formidable et complexe architectonique de la société brésilienne ne peut comprendre les jeux subtils qu'entretiennent ici puissance et influence. De fait, pour appréhender correctement les équilibres, il faut s'extraire d'une conception outrageusement occidental-centrée et faire l'effort d'entrer dans l'âme brésilienne.

Dans ses *Méditations sud-américaines*³, le comte Hermann von Keyserling - fondateur de l'École de la sagesse de Darmstadt, penseur qui exerça une grande influence sur Stefan Zweig dans son choix d'exil au Brésil - a parfaitement décrit les subtilités de la *delicadeza* brésilienne et les liens intimes qui l'unissent à la violence. Le problème est que la grande majorité des observateurs et journalistes français au Brésil ne possède pas la grille de décryptage *ad hoc* pour comprendre le pays, restant confinés dans des cénacles intellectuels en rupture totale avec le «Brésil réel» et bloqués sur des schémas mentaux surannés, pour ne pas dire totalement obsolètes. Là encore, la «culture de l'excuse» sert de fourre-tout et dispense d'une analyse rigoureuse des faits. D'où une incompréhension des problèmes-clés que sont, entre autres, la violence et la corruption, incompréhension

qui engendre une complète incapacité à envisager ne serait-ce que leur possible résolution par une voie authentiquement politique. On le sait, sans diagnostic sain, pas de traitement possible.

Pour simplifier, à l'instar des cercles de l'enfer de Dante, trois niveaux de criminalité s'imbriquent l'un dans l'autre et rongent la société brésilienne. Il y a d'abord la formidable violence qui s'exerce dans les rues, celle qui est perceptible par tout Brésilien. Elle n'est rendue possible que par les liens incestueux qui existent au-dessus avec une classe politique aussi corrompue que discréditée. En l'occurrence, rien ne sert de se focaliser sur le seul PT, car c'est bien l'ensemble politique qu'il formait avec ses alliés qui a été condamné lors du scrutin d'octobre dernier. Le PT, certes, a institutionnalisé une forme majeure de corruption en la portant à un niveau inouï, mais il serait malhonnête et simpliste de dire qu'il fut le seul à le faire. Ce que le corps électoral brésilien a bien perçu. D'où le rejet massif des formations classiques et le surgissement d'un Jair Bolsonaro que les médias et instituts de sondage avaient (volontairement ?) sous-estimé.

C'est là que se situe le troisième niveau envisagé, celui où sévit un certain *Deep State* brésilien, aussi opposé à Jair Bolsonaro que le *Deep State* américain l'est à Donald Trump, ce qu'a fort bien disséqué dans son approche Nicolas Dolo⁴. Le maître-mot pour cerner et comprendre les forces à l'œuvre dans cet affrontement est celui de guerre informationnelle⁵. Ce n'est pas un hasard si les grands journaux de la presse internationale - le *Financial Times*, *The Economist* et le *Washington Post* notamment, ont pris ouvertement position contre l'homme-lige





Bruno RACOUCHOT

des militaires, à savoir Jair Bolsonaro. Ce qui est en jeu ici, c'est la souveraineté du Brésil menacée dans son essence même. L'ignorer, c'est se condamner à ne rien comprendre aux articulations criminelles qui ont amené le Brésil au bord du gouffre. Il s'agit là du pivot idéologique central qui a rendu la criminalité omniprésente et omnipotente au Brésil.

Une même logique et une même dynamique animent la criminalité de rue, la corruption politique et la criminalité financière internationale. On se situe là à un niveau de guerre économique déployée à l'échelle mondiale, avec des prédateurs qui veulent faire main basse sur la 8^e économie mondiale. Les enjeux stratégiques sont ici patents. Aussi ne peut-on en l'espèce appréhender correctement les défis actuels du Brésil sans avoir une connaissance claire de ce que représente pour l'armée brésilienne les enjeux de souveraineté. Il suffit d'éplucher soigneusement les noms et cv des militaires que Jair Bolsonaro a propulsé aux postes-clés - infrastructures, mines et énergie, etc. - pour comprendre que l'on va très vite, dès janvier, entrer dans «le bois dur».

On doit donc s'attendre à des chocs majeurs entre les visées criminalo-financières du *Deep State* brésilien et la volonté de défense intransigeante de la souveraineté brésilienne émanant (mais pas seulement) des militaires, des policiers, des juges... Et c'est bel et bien sur le terrain de l'information et de la communication que va s'engager le combat. A cet égard, je ne saurais trop conseiller à nos amis brésiliens d'étudier de près l'excellent film-documentaire de David Gendreau et Alexandre Leraître *Guerre fantôme - La vente d'Alstom à General Electric*⁶. Car si notre pays s'est ainsi fait déposséder d'un

de ses joyaux industriels sans coup férir, nul doute que le schéma se reproduira, en France peut-être mais aussi au Brésil. La question criminelle se trouve ici portée à son paroxysme, comme l'avait montré Xavier Raufer dès 2013 dans son livre *Géopolitique de la mondialisation criminelle : la face obscure de la mondialisation*⁷...

D'où une réflexion à conduire conjointement avec nos amis brésiliens pour prévenir et guérir. Scholiastes et exégètes français seraient ainsi bien inspirés de réfléchir à l'importance que peut avoir l'héritage du général Ernesto Geisel - théoricien du «pragmatisme responsable»⁸ auquel on doit une ouverture et une réorientation des relations extérieures du Brésil, découplée des Etats-Unis, au mitan des années 1970 - dans la praxis politique de Jair Bolsonaro et de ses proches conseillers militaires. De même, l'analyse pointilleuse des grands noms de la géopolitique brésilienne permettrait de resituer la volonté de puissance renaissante à laquelle nous sommes en train d'assister au Brésil⁹.

Remémorons-nous ce que pensèrent et firent dès le siècle dernier José Maria da Silva Paranhos Junior, baron de Rio Branco¹⁰, ou Everardo Backheuser, créateur en 1925 du premier cours de géopolitique au Brésil, lequel Backheuser - tout comme Cassiano Ricardo - eut une grande influence auprès de Gétúlio Vargas dans son projet de «marche vers l'ouest» amazonien. De même, il serait opportun de méditer sans tabous et attentivement les travaux de militaires brésiliens comme Mário Travassos, Golbery do Couto e Silva, Carlos de Meira Mattos, ou encore de géographes comme Wanderley Messias da Costa ou Bertha Becker... C'est en se fondant sur l'analyse pointilleuse de



ces travaux que l'on peut comprendre les enjeux géopolitiques qui se nouent sous nos yeux, mettant aux prises une criminalité transnationale en col blanc avec les défenseurs de la souveraineté brésilienne.

Il s'agit là d'un travail de fond, méticuleux, qui vaut mieux que les diatribes moralisatrices, formulées par certaines de nos élites à l'endroit des Brésiliens. Une telle posture est négative. Surtout que l'attachement à la nation et au drapeau est profond chez les Brésiliens, toutes tendances politiques confondues. Et surtout, sur quoi se fondent ces accusations ? La plupart du temps, non sur une analyse objective des faits et de la situation, mais sur les articles publiés par la presse *mainstream*, qui ne décrit en rien la réalité mais procède à des incantations idéologiques sur le mode du *wishful thinking*. Autrement dit, perception faussée, analyse biaisée, réponse inadaptée. La boucle est bouclée. Et le résultat en sera, si rien ne change, notre décrochage programmé des marchés brésiliens. Car nos amis européens sont autrement plus lucides et efficaces à la manœuvre : Italiens, Allemands, Espagnols... tous, d'un parfait pragmatisme, sont dans la course. Plus que jamais.

Guerre économique et guerre informationnelle sont intimement liées. Et les puissances criminelles qui agissent à l'échelon mondial le savent parfaitement. Peut-être serait-il temps de modifier notre manière d'être-au-monde ? Peut-être serait-il temps de s'inspirer de cette formidable capacité de résilience dont savent faire preuve les Brésiliens en toutes circonstances ? Un adage brésilien veut que «*quem não tem cão caça com gato*» («celui qui n'a pas de chien chasse avec un chat»). Xavier Raufer ne cesse de nous le répéter : les criminels

ont pour atout leur capacité d'adaptation. Qu'attendons-nous pour faire de même ? La France bénéficie encore au Brésil d'un formidable capital d'estime, de sympathie et même d'amitié. Avec une dose de bon sens et une solide volonté, il ne tient qu'à nous de le réactiver avec intelligence.

A condition de renoncer au politiquement correct, d'avoir le courage de regarder les faits avec sérénité et réalisme, en réactivant les bons réseaux. Et pour les moralisateurs, rappelons le succès que constitua à l'automne 1964 le voyage du général de Gaulle en Amérique du sud, voyage conclu avec succès au Brésil... quelques mois après le coup d'Etat ayant porté les militaires au pouvoir... Mais c'était un temps où la France pensait et déployait une grande politique étrangère...

Quelques pistes pour mieux appréhender la question de la violence et la corruption au Brésil

Forum de la sécurité publique au Brésil
<http://www.forumseguranca.org.br/>

Analyse des coûts et conséquences de la violence au Brésil
http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/TDs/td_1284.pdf

Atlas de la violence 2017
http://www.ipea.gov.br/portal/images/170602_atlas_da_violencia_2017.pdf

Coûts économiques de la criminalité au Brésil
http://www.secretariageral.gov.br/estrutura/secretaria_de_assuntos_estrategicos/





Bruno RACOUCHOT

publicacoes-e-analise/relatorio-de-conjuntura/
custos_economicos_criminalidade_brasil.pdf

Fédération nationale des policiers fédéraux
<http://fenapef.org.br/>

Analyses de Nicolas Dolo sur Jair Bolsonaro
et le retour à la volonté de puissance du Brésil
[https://stratpol.com/category/auteurs/libres/
nicolas-dolo/](https://stratpol.com/category/auteurs/libres/nicolas-dolo/)

Deux sites d'Hervé Théry pour mieux appré-
hender les mutations de l'espace et de la
société au Brésil
<https://braises.hypotheses.org/>
<https://journals.openedition.org/confins/>

3 livres pour en savoir plus sur le Brésil

14

*Géopolitique du Brésil - Les chemins de la
puissance*, par Yves Gervaise, PUF

Le Brésil, pays émergé, par Hervé Théry,
Armand Colin

Histoire du Brésil, par Bartolomé Bennassar
et Richard Marin, Fayard/Pluriel

Voir aussi le n°19 (octobre 2018) de la
revue trimestrielle de géopolitique, *Conflits*,
Brésil, illusion, désillusion, [https://www.
revueconflits.com/](https://www.revueconflits.com/)

**Quelques entretiens récents
et ciblés à télécharger pour en savoir
plus sur les thématiques de puissance-
influence-violence au Brésil :**

Brésil : violence, puissance et influence, in
Communication & Influence n°96, 09/2018,

entretiens de Bruno Racouchot avec José
Bustani, ancien ambassadeur du Brésil en
France (*Le Brésilien qui aurait pu empêcher
la guerre d'Irak*), Carlos-Ivan Simonsen,
président de la Fondation Getulio Vargas
(*Le Brésil, un empire tourné vers lui-même*),
Flavio Werneck Meneguelli (*La criminalité,
problème n°1*).

[http://www.comes-communication.com/
files/newsletter/Communication&Influence_
septembre_2018_Bresil.pdf](http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_septembre_2018_Bresil.pdf)

*A la croisée des chemins, le Brésil, un géant
entre puissance et influence : le décryp-
tage d'Hervé Théry*, in *Communication &
Influence* n°97, octobre 2018, entretien de
Bruno Racouchot avec Hervé Théry.

[http://www.comes-communication.com/
files/newsletter/Communication&Influence_
octobre_2018_Herve_Thery.pdf](http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_octobre_2018_Herve_Thery.pdf)

*Brésil : luttes de puissance et d'influence...
Qui est vraiment Jair Bolsonaro ? Le décryp-
tage de Nicolas Dolo*, in *Communication
& Influence* n°98, novembre 2018, entre-
tien de Bruno Racouchot avec Nicolas
Dolo. Téléchargeable sur [http://www.
comes-communication.com/files/news-
letter/Communication&Influence_
novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf](http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf)

Géopolitique d'un Brésil incertain, in Notes
CLES (Comprendre les enjeux stratégiques),
HS 78, octobre 2018, Grenoble Ecole de
Management, entretien de Jean-François
Fiorina avec Hervé Théry, téléchargeable
sur [http://notes-geopolitiques.com/
notesgeo/wp-content/uploads/2018/09/
CLESHS78.pdf](http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2018/09/CLESHS78.pdf)





Réalité brésilienne et observateurs étrangers

Notes

1. Ce qu'explique parfaitement Nicolas Dolo dans l'article qu'il signe dans ce numéro de *Sécurité Globale*.
2. Marcelo Pasqualetti a profité de son passage à Paris pour suivre avec succès les cours du DRMCC de Paris-II, bien connu de nos lecteurs.
3. Stock, 1932, p. 182 sq.
4. Voir http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf p. 4.
5. Sur ce thème, voir les multiples travaux de Christian Harbulot et François-Bernard Huyghe.
6. <https://www.guerrefantome.com/>
7. Paru aux PUF.
8. http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf p. 3.
9. Pour plus d'informations, voir l'article de Gutemberg de Vilhena Silva et Hervé Théry, Géographie politique et géopolitique brésilienne au XXI^e siècle, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4114>
10. L'institut de formation des diplomates brésiliens de l'Itamaraty porte justement le nom de Rio Branco.





Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro

Nicolas DOLO¹

L'élection passablement triomphale au poste de Président de la République brésilienne du candidat Jair Bolsonaro, capitaine de réserve et tenant d'une ligne très dure en matière de sûreté, de corruption publique et d'autorité de l'État, est plus qu'une coïncidence.

Élu et réélu député fédéral avec des marges très confortables depuis 1990, Jair Bolsonaro n'a jamais été inquiété pour le moindre soupçon de corruption. Cette longévité assez unique au Brésil lui a procuré une réelle légitimité à critiquer une classe politique dont il réclamait le renouvellement. Son passé militaire et le soutien explicite d'une grande partie des officiers supérieurs brésiliens ont également rendu particulièrement crédible son discours d'amour pour le Drapeau et la Patrie. Finalement, sa croyance affichée en Dieu et sa liberté de parole, frisant souvent l'outrance, sont particulièrement éloquentes pour les classes moyennes et populaires, qui y reconnaissent leurs valeurs et leur langue fleurie. Son succès tient cependant en grande partie, et

peut-être avant tout, à la violence endémique qui a prévalu jusqu'ici dans le pays.

Dichotomie entre niveau de vie et criminalité

Citoyens d'une nation désormais 8^e puissance économique mondiale, où le niveau de vie moyen est infiniment plus satisfaisant qu'il ne l'était il y a une vingtaine d'années, les Brésiliens ne se satisfont plus du sentiment de peur qui les habite au quotidien. L'un des plus grands paradoxes du pays est bien là. A mesure qu'il est devenu de plus en plus riche, performant à l'international, influent régionalement, et que les inégalités ont commencé à significativement se réduire, le Brésil a connu une explosion de la violence. Hors homicides, les crimes et délits auraient drastiquement diminué dans l'ensemble du Brésil ces dix dernières années, mais l'on ignore en définitive le volume d'affaires qui ne sont pas rapportées à la Police, celles qui font l'objet d'une





Nicolas DOLO

justice plus ou moins privée, ou le point auquel ces statistiques sont truquées pour paraître acceptables.

Seuls les chiffres des meurtres sont implacables et faramineux : de moins de 20.000 morts par an à la sortie de la dictature militaire (début des années 1980), ils ont atteint le niveau record de 62.500 morts en 2017. Malgré de vraies disparités régionales, qui ont du reste varié avec le temps (actuellement surreprésentation du Nord et des villes moyennes), le coût annuel de la violence au Brésil se situerait en tous cas entre 2,3 et 2,5% du PNB annuel.

Le cas extrême de l'État de Rio de Janeiro

18

L'État de Rio de Janeiro est particulièrement représentatif de l'accumulation d'incompétence et de détournements de fonds qui l'ont conduit à sa faillite en 2017, puis à sa reprise en main budgétaire par les autorités de Brasilia. Sa capitale, la « Ville Merveilleuse » de Rio de Janeiro, connaît un développement urbain anarchique et une sociologie criminelle liée aux favelas. Ces-dernières sont elles-mêmes dominées de longue date par le crime organisé : barons du « jogo do bicho » (jeu de hasard illégal) dès les années 1940, actuellement trafiquants de drogue et d'armes. Les trafiquants les plus notoires appartiennent au fameux *Comando Vermelho* (« Commando Rouge »), dont on prétend qu'il contrôlait jusqu'à 60% des zones les plus violentes au milieu des années 2000. Peu ou rarement payés avant et après la faillite de l'État, de nombreux policiers se sont tout simplement convertis en racketteurs des quartiers où ils patrouillaient, assurant leur « protection » tandis

que les gangs poursuivaient leur habituelle « fiscalisation » des quartiers populaires.

Le 16 février 2018, le Président Michel Temer se décide à satisfaire l'opinion publique carioca et nationale, et il décrète l'état d'urgence après les fêtes du Carnaval, qui avaient donné lieu à des débordements inacceptables. Ancien coordinateur de la sécurité des Jeux Olympiques et Para-Olympiques de 2016, le Général Braga Netto confisque toutes les prérogatives de sûreté publique du Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, et il assume seul la direction du maintien de l'ordre dans un sens très étendu : commandement des opérations de police générale, si besoin sous supervision ou intervention directe des forces armées, direction de la Police Judiciaire, et coordination avec la Police Fédérale. L'intervention présidentielle, du jamais vu au Brésil, semblait inéluctable. Elle n'est pourtant, comme trop souvent, qu'une réaction à une situation dramatique qui aurait pu être évitée.

Un pays du Nouveau Monde violent

Des *Bandeirantes*, ces soudards portugais qui conquièrent l'intérieur du territoire au XVII^e siècle à la recherche de richesses qu'ils ne trouvèrent que rarement, aux *Cangaceiros* du Sertão (région aride du Nord-Est) du début du XX^e siècle, sortes de cowboys et bandits de grand chemin qui volaient aux riches mais ne redistribuaient finalement pas grand-chose, le Brésil a de tous temps été un pays violent. C'est un pays gigantesque, que le pouvoir central impérial puis fédéral tenta longtemps de contrôler via des potentats locaux. La consolidation de la doctrine





Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro

de l'Armée brésilienne à partir des années 1920 favorisa cependant la reconquête des territoires nationaux par le gouvernement central, notamment à travers divers projets de colonisation (Pantanal, Amazonie, etc.) et à la maîtrise sans concessions des frontières terrestres, maritimes et aériennes du pays. C'est aussi dans une optique de centralisation que les Polices Militaires de chaque Etat fédéré, jusque-là des milices hétéroclites au service des gouverneurs, prirent une dimension de forces de police standardisées à partir de 1946.

Jusqu'à la fin de la période de la dictature militaire en 1985, en tous les cas, on ne peut pas dire que la police brésilienne manquait d'autorité, ou qu'elle ne savait pas se montrer dissuasive et efficace à prévenir la délinquance. On se souvient par exemple que la tête du célèbre *Cangaceiro* Lampião, Robin des Bois brésilien dans l'imagerie populaire, finit exposée avec celle de ses complices en 1936. Depuis la fin des années 1980, pourtant, l'autorité de l'Etat est mise à mal, l'image de la police est peu flatteuse, et le cynisme de la population total sur ces questions.

L'échec des politiques de sûreté

Il existe bien entendu des facteurs socio-économiques, démographiques voire culturels à l'étonnante violence du Brésil. La chute du prestige de l'armée, ou encore la perte de terrain des églises chrétiennes (en particulier de l'église catholique), mécanismes les plus traditionnels de contrôle social de la jeunesse brésilienne, exacerbent par exemple des envies et modèles d'hyperconsommation que médias et réseaux sociaux mettent trop en avant.

On peut néanmoins faire remonter l'échec général des politiques de sûreté à la Constitution de 1988. Extraordinairement précise et détaillée en matière de droits sociaux et politiques, instaurant un système unifié de sécurité sociale qui fonctionne relativement bien avec des objectifs de long terme, elle est en revanche totalement muette en ce qui concerne les problématiques de sûreté. Depuis l'an 2000, les divers Présidents brésiliens ont à peu près chacun tenté, sans grand succès, de lancer leur propre réforme sur le sujet. Chacun de ces plans a connu une durée de vie moyenne de deux ans, généralement bousculée par les agendas politiques ou l'émotion de la crise du moment.

Se pose aussi le sujet du financement. 80% des 81 milliards de réais (un peu moins de 20 milliards d'euros) dépensés annuellement au profit de Polices Civiles et Militaires, dont les pouvoirs sont limités aux frontières des Etats, sont assurés par les seuls Etats Fédérés. L'Etat Fédéral ne garantit en aucun cas ces budgets (au contraire de ceux de la santé et de l'éducation), et ils finissent souvent par être le parent pauvre des budgets locaux. Confrontés à de vrais problèmes de fonctionnement, d'armement, de recrutement et de salaires, nombre de policiers locaux sombrent au mieux dans la négligence, au pire dans le racket, la corruption et la complaisance (voire la complicité) à l'égard de groupes criminels.

Corruption et déclin de l'autorité de l'Etat

Ce sont pourtant bien l'image générale et l'autorité de l'Etat qui sont aussi, et plus généralement, en cause. Avant même les



Nicolas DOLO

révélations des scandales de corruption politique d'ampleur industrielle du « Mensalão » et du « Lava Jato », qui conduiront à l'incarcération de l'ancien « Lula » Da Silva et à la destitution de sa dauphine Dilma Rousseff, les Brésiliens avaient une image pour le moins écornée de leur pays. La politique y était déjà largement perçue comme un *business*, mais le niveau des détournements de fonds en provenance d'entreprises publiques et privées, le sentiment d'impunité de la classe politique et d'incurie de l'État étaient tout à fait insoupçonnés. La quasi-totalité des personnels politiques est impliquée dans les scandales bien au-delà de toutes les querelles partisans, et nombre d'hommes politiques en fonction demeurent aujourd'hui sous le coup de procédures.

20

Le Politiquement Correct, créature universitaire nord-américaine, est également derrière le manque d'estime des Brésiliens pour leur pays. Cette mauvaise conscience, distillée par une certaine classe intellectuelle, a des conséquences qui vont jusqu'à certains choix en matière de gestion de la sûreté publique, de politique pénale et carcérale. Les excuses pénales liées à l'appartenance à une minorité, à une classe, ou l'idée qu'un bandit puisse faire preuve de « conscience sociale », révoltent par exemple profondément l'homme de la rue.

Les factions au pouvoir

Malgré des magistrats jugés souvent trop laxistes, et une police à l'efficacité parfois discutable, les prisons brésiliennes sont plus que surpeuplées. Depuis 1969 et la création dans une geôle carioca du *Comando Vermelho* (CV), qui rassemblait prisonniers politiques et de droit commun dans une lutte

idéologique contre le régime militaire, les criminels brésiliens ont développé un goût marqué pour les gangs issus de l'univers carcéral. Le *Primeiro Comando da Capital* (PCC - « Premier Commando de la Capitale ») de São Paulo, plus grosse faction du pays, voit ainsi le jour en 1993 dans la prison de Taubaté, pour devenir aujourd'hui une organisation internationale qui tente d'étrangler son plus gros concurrent (le *Comando Vermelho*) en contrôlant les routes d'approvisionnement en drogue de l'Amazonie. Le Nord du pays n'est pas en reste, qui a vu la création de nombreux autres groupes tels que la *Familia do Norte* en Amazonie ou le *Sindicato do Crime* dans le Rio Grande do Norte, souvent affiliés au PCC ou au CV et participant aux guerres en cours.

Le passage du nombre de prisonniers de 232.000 personnes en 2000 à 727.000 en 2016 n'a finalement fait qu'amplifier le problème et la violence. Les luttes d'influence sont vectrices de massacres innombrables au sein des pénitenciers, où mutilations et décapitations sont habituelles entre détenus. Les gardiens, mal payés et souvent moins bien armés que les prisonniers eux-mêmes, sont résignés, parfois corrompus, et ils finissent par souvent laisser faire. Dans la rue, les victimes collatérales des disputes territoriales sont les habitants des quartiers populaires et, indirectement en raison des trafics massifs de drogue et d'armes, l'ensemble de la population brésilienne.

Le pragmatisme du Trump Tropical

Taxé de « Trump Tropical », Jair Bolsonaro n'a pourtant jamais été le candidat des





Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro

Etats-Unis, qui s'inquiètent sans doute de son souverainisme et de ce qu'il peut impliquer en termes de baisse d'influence de l'Etat Profond américain au Brésil. Bolsonaro est en effet partisan d'une ligne de conduite proche de celle de son inspirateur principal, le Président Ernesto Geisel (4^e président de la dictature militaire), dont le programme de « pragmatisme réaliste » fut la fondation des ambitions de puissance globale brésiliennes. Réaliste et très conscient des réflexes de cohésion sociale des quartiers populaires, il sait que s'inspirer à la lettre des politiques pénales nord-américaines, à commencer par celle de la « tolérance zéro » new-yorkaise, serait sans doute une erreur. Sans pouvoir prédire l'avenir et le chemin qu'empruntera Bolsonaro, il est néanmoins un autre pays auprès duquel le nouveau Président pourrait trouver un modèle de réussite en matière de politique sécuritaire : la Russie

L'exemple russe

Le Brésil entretient déjà d'excellentes relations stratégiques et diplomatiques internationales avec la Russie, notamment au travers des BRICS et des institutions onusiennes. Les deux pays ont, malgré des fonds culturels très différents, beaucoup de points communs : territoires gigantesques difficiles à contrôler, criminalité de rue organisée hyper violente, économie « émergée » de niveau de revenu « moyen », et structure d'Etat fédérale. Durant la période des années 1990 à la fin de la première décennie des années 2000, la Russie a, elle aussi, été confrontée à une hausse spectaculaire de la délinquance et à l'explosion de petites mafias de rue au comportement d'une violence inouïe. En

2018, et quand bien même la situation est hétérogène sur le territoire russe, le taux de criminalité est aujourd'hui dans la moyenne européenne basse.

Les Russes ont utilisé plusieurs mécanismes de moyen terme pour parvenir à ces résultats. Ils partaient à vrai dire d'un peu moins loin que les Brésiliens en matière de renforcement de l'autorité de l'Etat Central, puisque c'est le Ministère de l'Intérieur à Moscou qui contrôle l'ensemble des forces de Police. A mesure du resserrement de ce contrôle et de vagues de nominations d'hommes de confiance dans les provinces les plus reculées, il est parvenu à réduire de manière assez franche le niveau de corruption policière qui prévalait bien souvent en province.

Le FSB, fameuse agence du renseignement intérieur russe, voit également dès le début des années 2000 ses missions étendues à de nombreux crimes de droit commun, pour peu qu'ils soient considérés comme constitutifs d'une atteinte à l'autorité et à la sûreté de l'Etat. Enquêteurs et forces d'intervention des antennes locales du FSB s'intéressent de près aux trafics de drogue, d'armes, et à toutes les activités de contrebande. Ils prêtent en outre assistance aux forces de Police traditionnelle sur simple demande. Moscou a bien évidemment doté le FSB d'un budget et de ressources humaines en adéquation avec ses missions.

Dans les cas de situations jugées hors de contrôle, comme cela a pu être le cas début 2018 au Daghestan, le pouvoir central recourt à une législation fédérale d'exception et à la nomination d'un émissaire aux pouvoirs très étendus chargé de « faire le ménage » parmi les autorités politiques et administratives locales. Cet émissaire, le Procureur Vassiliev



Nicolas DOLO

dans le cas du Daghestan, prend ses ordres et directives auprès de Moscou jusqu'au rétablissement total de l'ordre. Il est épaulé par une équipe administrative étendue, et d'une force *ad hoc* constituée d'un mix de policiers du maintien de l'ordre (*OMON*) et de forces spéciales du FSB (*Spetsnaz* des Groupes Alpha et Beta).

La politique pénitentiaire russe a par ailleurs pris un tournant particulièrement répressif et dissuasif durant les années 2000. Les délinquants les plus violents et les récidivistes sont ainsi systématiquement affectés à des colonies pénitentiaires dans les zones les plus isolées de la Russie. La discipline y est plus que draconienne, et les cellules jamais partagées par plus de deux détenus sans aucun contact avec le reste de la prison. Les salaires de gardiens ont été fortement revalorisés afin d'éviter d'éventuelles brimades ou rackets de prisonniers, et afin d'attirer des personnels de qualité.

Dans les villes, particulièrement les plus grandes, la Police peut compter sur la fiabilité des entreprises privées de sûreté, avec lesquelles elle collabore énormément. Depuis la fin des années 2000, le Ministère de l'Intérieur a pris à cœur de favoriser la consolidation de ces sociétés privées, et de retirer les licences d'exploitation de celles qu'il jugeait peu fiables. La plupart des personnels de ces sociétés sont aujourd'hui d'anciens militaires ou policiers en seconde carrière, ce qui facilite d'autant plus les interactions.

Des applications possibles au Brésil

Sans aller jusqu'à demander la centralisation du commandement des Polices

Militaires ou Civiles des Etats Fédérés brésiliens, le modèle russe donne quelques excellentes pistes de travail au futur occupant du *Planalto* de Brasilia. La Police Fédérale brésilienne a effectué un travail remarquable en matière de lutte contre la corruption politique, mais son rôle et ses moyens doivent désormais, à l'instar de ceux du FSB russe, être très largement étendus aux domaines des trafics de drogue et d'arme, qui font peu cas des frontières et compétences des Etats fédérés. Elle doit en outre coordonner le renseignement des diverses agences, fédérées et fédérales, afin de maximiser leurs résultats, largement insuffisants en la matière pour l'heure. Il serait par ailleurs certainement très opportun d'associer l'armée au démantèlement des routes de transit utilisées par les trafiquants dans la zone amazonienne, jugée stratégique par la doctrine militaire. La Police Fédérale doit, finalement, être le fer de lance du grand ménage nécessaire au sein des forces de sûreté du pays.

L'opération en cours à Rio de Janeiro démontre en tous les cas que l'utilisation de régimes d'exception et d'une force d'appoint percutante en cas de crise plus ou moins ponctuelle est possible au Brésil. Sans que l'on puisse lui demander de durablement se substituer à la police, l'armée brésilienne dispose d'une véritable expertise en matière de gestion de la violence urbaine, acquise lors de l'opération de la MINUSTAH en Haïti (dirigée par le Brésil de 2004 à 2017) et de la sécurisation réussie du pays à l'occasion de la Coupe du Monde de Football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016. A mesure que cette expertise s'enrichit encore, l'on pourrait dès lors imaginer une organisation opérationnelle permanente au service de l'exécutif fédéral, prête à rapidement



Racines sécuritaires de la percée électorale de Jair Bolsonaro

intervenir en cas de manquements répétés des autorités locales aux exigences de sûreté publique.

En matière de politique pénitentiaire, l'exemple russe nous paraît là aussi extrêmement pertinent, puisqu'il y a lieu de faire cesser au plus vite la prolifération des factions et de leur recrutement actif dans les prisons brésiliennes. Il faut également redonner des moyens et le pouvoir aux gardiens de prison, totalement démunis face à la surpopulation et à l'extrême violence des détenus de droit commun. Les quatre pénitenciers fédéraux créés par Lula dans des zones isolées et sous-exploitées du pays, recevant très peu de prisonniers (moins de 500), doivent probablement constituer le modèle de redéveloppement de l'institution carcérale au Brésil.

La remise à plat des licences d'opérateurs de sûreté privée nous paraît également très à propos, et elle pourrait permettre le même degré de coopération public/privé que celui qui existe en Russie. Plus généralement, encore qu'il soit difficile d'affirmer comment y parvenir, la restauration de

l'image et de la confiance des Brésiliens pour les forces de sûreté et l'armée est un préalable indispensable au rétablissement de l'autorité de l'Etat. Le sursaut reste possible, mais il passe par une reprise en main stricte des autorités fédérales, l'allocation ferme et non négociable de budgets très conséquents, et très vraisemblablement la modification de nombreuses législations, voire même une réforme constitutionnelle.

Pour en savoir plus

- Pour suivre les différents travaux de Nicolas Dolo publiés sur Stratpol, <https://stratpol.com/nicolas-dolo/>
- *Brésil : luttes de puissance et d'influence... Qui est vraiment Jair Bolsonaro ? Le décryptage de Nicolas Dolo*, in *Communication & Influence* n°98, novembre 2018, entretien de Bruno Racouchot avec Nicolas Dolo. Téléchargeable sur http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf

23

Note

1. Nicolas DOLO, spécialiste en investissement international, management stratégique et intelligence économique, partage son temps entre la France, le Brésil et la Russie. Il est diplômé en droit de Paris XI, management et finance de l'ISG, MBA en Stratégie de Pace University, AMDP de Harvard University, et MRSIC de l'École de Guerre Économique. Polyglotte, il s'attache avant tout à essayer de créer un dialogue et du lien économique entre les entreprises de ces trois pays.







Géographie de la violence au Brésil

*Hervé THÉRY*¹

Les thèmes de la violence et de l'insécurité ont tenu une place majeure dans la campagne pour les élections brésiliennes de 2018 et leur utilisation a été l'une des principales raisons du succès de Jair Bolsonaro. Le Brésil est, de fait, l'un des pays les plus violents au monde, avec des taux d'homicides plus élevés que bien des pays en guerre, dont la Syrie.

Mais cette réalité tragique ne paraissait pourtant pas être une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et pour l'opinion brésilienne, qui semblaient la considérer comme une sorte de fatalité, jusqu'à la récente prise de conscience de ce qu'elle avait d'insupportable.

Il n'est pas évident que les solutions proposées par le nouveau président - répondre à la violence par la violence et faciliter l'accès aux armes - soient les plus pertinentes mais il lui faudra tout d'abord mesurer l'ampleur du phénomène et analyser, pour lutter efficacement contre elle, sa distribution régionale et ses dynamiques. Car - contrairement à ce que l'on croit généralement, même au Brésil - ce n'est pas dans les grandes villes que la violence est la pire, elle s'est

déplacée vers les régions les plus pauvres du pays, Nordeste et Amazonie.

Après avoir situé le Brésil dans le contexte mondial, nous analyserons donc la distribution de la violence dans le pays, selon les États qui composent le territoire de ce pays fédéral et selon les quartiers de sa ville la plus peuplée, São Paulo.

Le contexte mondial

Pour les meurtres, le Brésil est l'un des pires pays au monde. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, lors de la dernière année disponible dans ses statistiques pour tous les pays du monde (2013), il était (avec un peu plus de 40 000 morts) pratiquement à égalité avec l'Inde (qui a une population six fois plus nombreuse), mais devant le Mexique, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Nigeria et l'Afrique du Sud. De plus, si l'on fait le calcul du nombre d'homicides par 100 000 habitants, il était à la 10^e place, avec un taux de 24,6, dépassés seulement par le Honduras (74,6), El Salvador (64,2), le Venezuela (62), l'Afrique du Sud (33) et la Colombie (27,9).





Hervé THÉRY

Tableau 1 : Les pays les plus violents au monde

Pays	Nombre d'homicides 2013	Taux par 100 000 hab. 2013/2014
Brésil	40 974	24,6
Inde	40 752	3,2
Mexique	25 757	15,7
Éthiopie	20 239	8
Nigeria	18 422	10
Afrique du Sud	15 940	33
Colombie	15 459	27,9
Russie	14 574	9,5

* Taux d'homicide par pays selon la dernière année disponible selon l'UNODC.
Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime 2015.

26

Des données plus récentes sont plus inquiétantes encore : selon le Forum brésilien sur la sécurité publique, 58 000 personnes ont été tuées en 2015 dans le pays (en moyenne une toutes les neuf minutes), et 59 080 en 2017. Au total, plus de gens ont été assassinés au Brésil entre 2010 et 2014 (279 000) qu'en Syrie (256 000), alors en pleine guerre.

Cette violence globale est toutefois loin d'être présente avec la même intensité dans tout le pays, et des études récentes ont montré à quel point sa distribution est contrastée, et évolue rapidement.

Géographie de la violence

L'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) a lancé en juin 2017 l'*Atlas de la violence 2017*, produit en partenariat avec le Forum brésilien sur la sécurité

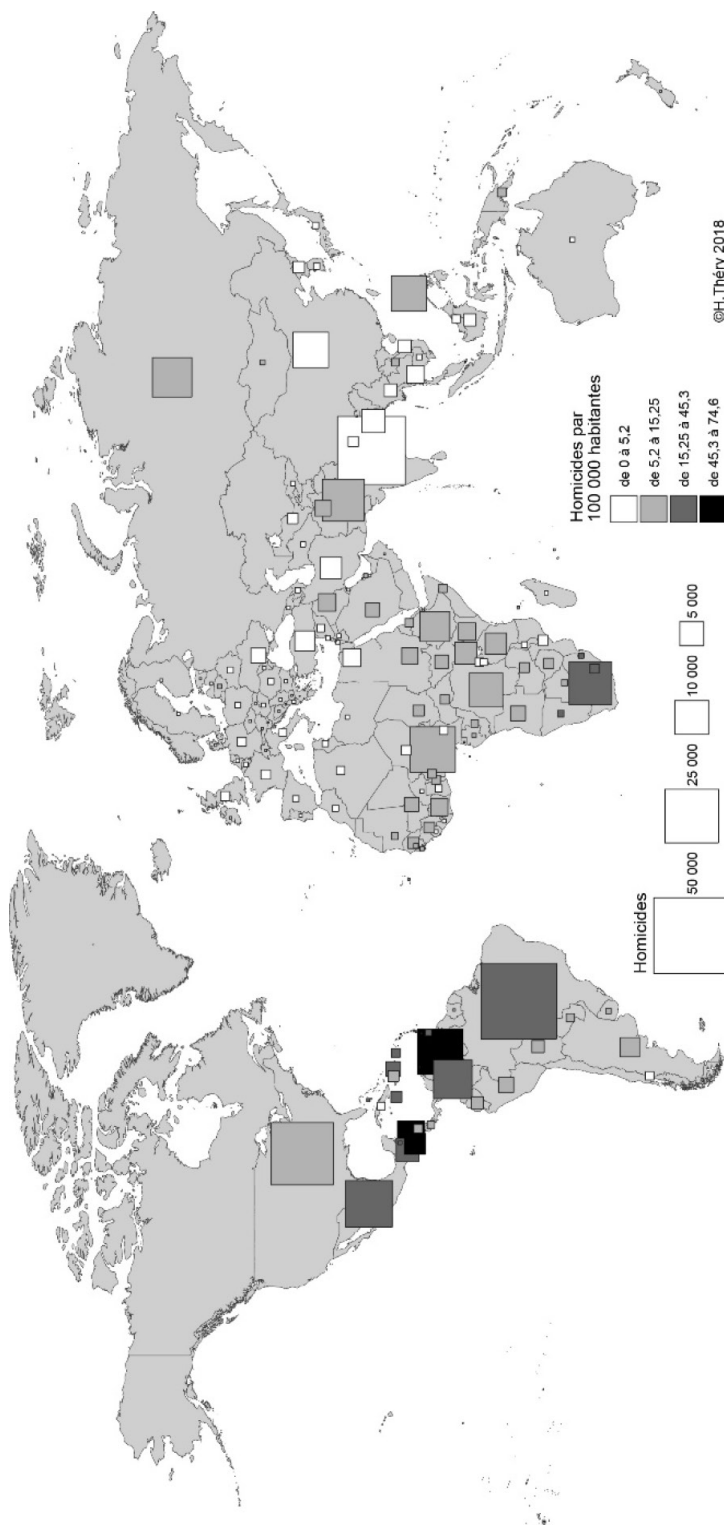
publique (FBSP), qui analyse la répartition régionale des homicides, les sources utilisées pour l'étude étant les données de mortalité du Système d'information sur la Mortalité (SIM) du ministère de la Santé, et l'information tirée des dossiers de police, publiés dans le 10^e Annuaire brésilien de la Sécurité publique du FBSP. L'étude analyse les chiffres absolus et les taux d'homicides par 100 000 habitants (l'indicateur internationalement reconnu pour les comparaisons) entre 2005 et 2015.

Ces données sont effrayantes. Le Brésil a enregistré en 2015, 59 080 homicides, alors qu'en 2005 ils n'étaient « que » 48 136, soit une augmentation de 22,7%. Cela représente 160 morts violentes par jour, l'équivalent du nombre de passagers d'un Airbus A320 ou d'un Boeing 727-100 : imaginons la consternation et les réactions dans le pays si l'un de ces avions tombait tous les jours, tuant tous ses passagers...





Figure 1 : Homicides dans le monde



Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.





Hervé THÉRY

Pour le Brésil dans son ensemble le taux était de 28,9 mais l'Atlas le détaille par région, État fédéré et communes de plus de 100 000 habitants. Notons d'abord que la violence est concentrée dans certaines parties du pays puisque 2% des communes (111 sur 5 570) ont représenté en 2015 la moitié des cas de meurtre dans le pays, et que 10% d'entre elle (557) concentrent 76,5% de tous les décès. Et que la distribution des crimes évolue rapidement, se reportant de la périphérie des grandes villes du *Sudeste* et du Sud du pays vers ses périphéries pauvres, le nord amazonien et surtout *Nordeste*.

Les États qui ont plus que doublé leur taux de meurtre dans la période analysée sont en effet tous situés dans les régions du Nord et du Nord-Est, le pire cas étant le Rio Grande do Norte avec une augmentation de 232% (44,9 en 2015 contre 13,5 en 2005). Viennent ensuite Sergipe (134,7%) et le Maranhão (130,5%). On constate aussi, heureusement, des développements plus favorables, Pernambuco et Espírito Santo ont réduit leur taux de 20% et 21,5%, mais les réductions les plus importantes se situent dans le Sudeste, à São Paulo le taux a chuté de 44,3% (de 21,9 à 12,2) et à Rio de Janeiro de 36,4% (48,2 à 30,6).

Bien que le titre soit « Atlas », l'ouvrage offre peu de cartes mais comme il est disponible en ligne (gratuitement) en format pdf, il a été possible d'en extraire les données et de les cartographier de façon plus complète. La figure 2 regroupe et cartographie des données qui sont séparées dans l'Atlas, les taux d'homicides par État et par commune de plus de 100 000 habitants. Ils sont classés en quatre niveaux de taux d'homicides par 100 000 habitants représentés par quatre

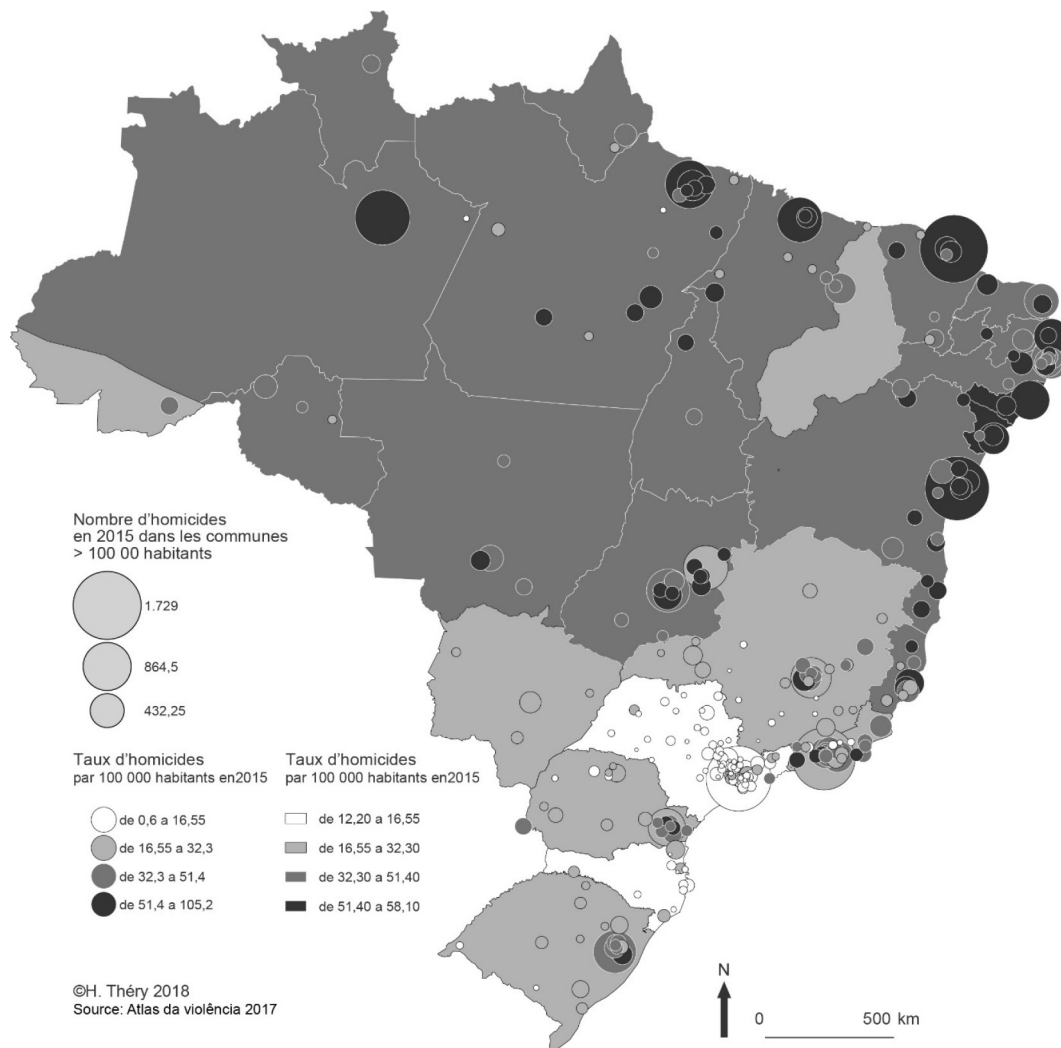
nuances de gris d'intensité croissante dont les bornes sont volontairement les mêmes (en dehors du minimum et maximum) pour pouvoir observer les écarts qui se produisent entre la situation générale chaque État et celles de certaines de ses grandes villes (la taille du cercle est proportionnelle au nombre d'homicides dans la commune).

- Pour certains États, en particulier Santa Catarina et São Paulo, le taux général de l'État et ceux des grandes villes sont faibles - par rapport à la moyenne nationale - ce qui se traduit par de cercles clairs dans États de couleurs claires (moins de 16,65 d'homicides 100 000 habitants).
- Une deuxième catégorie est formée par les États du Sud et du Sud-Est (plus l'Acre et le Piauí), aux couleurs un peu plus fortes (16,55 à 32,30 et de 32,30 à 51,40 homicides par 100 000 habitants) qui incluent des villes aux couleurs plus foncées (51,4 homicides par 100 000 habitants), comme les régions métropolitaines de Curitiba, Porto Alegre, Belo Horizonte et principalement Rio de Janeiro.
- La troisième catégorie se compose des États de la troisième catégorie (32,2 à 51,4 homicides par 100 000 habitants), tous du Nord et du Nord-Est, plus l'Espírito Santo, et deux États de la quatrième catégorie (plus de 51,4 homicides par 100 000 habitants), l'Alagoas et le Sergipe. Notons que presque toutes les grandes villes y sont dans des situations encore pires, généralement dans une plage dont le maximum dépasse largement le maximum enregistré pour les États (jusqu'à 105,2 homicides par 100 000 habitants contre 58,10). Se détachent ici - tragiquement - les cas de Fortaleza, Salvador et Manaus, ainsi que - dans





Figure 2 : Homicides par État et par commune de plus de 100 000 habitants



Source : http://www.ipea.gov.br/portal/images/170609_atlas_da_violencia_2017.pdf

une moindre mesure - Belém, São Luís, Recife et João Pessoa. En dehors des grandes villes littoral apparaît également un groupe de six communes situées dans le « bec de perroquet » et au long de la Transamazonienne, aux confins du Pará, du Maranhão et du Tocantins.

Meurtres et autres violences

La seule analyse isolée des taux d'homicides peut cacher le véritable niveau d'agression meurtrière dans une commune. Un des exemples est Barreiras (Bahia), où a été enregistré un seul homicide en 2015, ce





Hervé THÉRY

qui mettrait la ville parmi les plus paisibles du pays. Cependant, il y a eu aussi dans la même ville, cette année-là, 119 « morts violentes de causes indéterminées » (MVCI), un taux de 77,3 par 100 mille habitants, ce qui la situe parmi les communes les plus violentes du pays.

C'est pourquoi l'étude a porté à la fois sur les décès dus à l'agression (homicide) et sur les morts violentes de causes indéterminées (MVCI): Altamira, dans le Pará, est alors en tête, avec un taux de 107, viennent ensuite quatre communes du Nordeste, Lauro de Freitas (Bahia, 97,7), Nossa Senhora do Socorro (Sergipe, 96,4), São José de Ribamar (Maranhão, 96,4) et Simões Filho (Bahia, 92,3). Dans l'ensemble, les régions du Nord et du Nord-Est représentent 22 communes sur les 30 plus violentes en 2015 et parmi les 30 les plus paisibles, 24 sont des communes du Sudeste et du Sud. Les deux premières sur la liste sont situées dans l'État de Santa Catarina : Jaragua do Sul (3,7) et Brusque (4,1). Viennent ensuite Americana (4,8) et Jau (6,3), dans l'État de São Paulo, Araxa (Minas Gerais, 6,8) et Botucatu (São Paulo, 7,2).

Si nous calculons ce même taux d'homicides pour 100 000 habitants, grâce à des données de l'IPEA (Institut de Recherche Économique Appliquée) les cartes de la figure 3 qui en sont tirées montrent que les régions les plus dangereuses ne sont en effet pas les grandes villes (sauf Brasília et ses environs), mais surtout « l'arc du déboisement » amazonien. Le Nordeste présente des situations difficiles, en particulier dans la zone côtière, où se situent la culture de la canne à sucre et les conflits fonciers qu'elle engendre, tandis que les régions de l'intérieur semblent beaucoup plus calmes.

Il est à noter que l'arrière-pays, qui a la réputation d'être une région violente, est aujourd'hui l'une des régions les plus sûres du pays, avec le sud du Minas Gerais et l'intérieur des États de São Paulo et du Rio Grande do Sul, qui ont pourtant voté en masse pour Jair Bolsonaro.

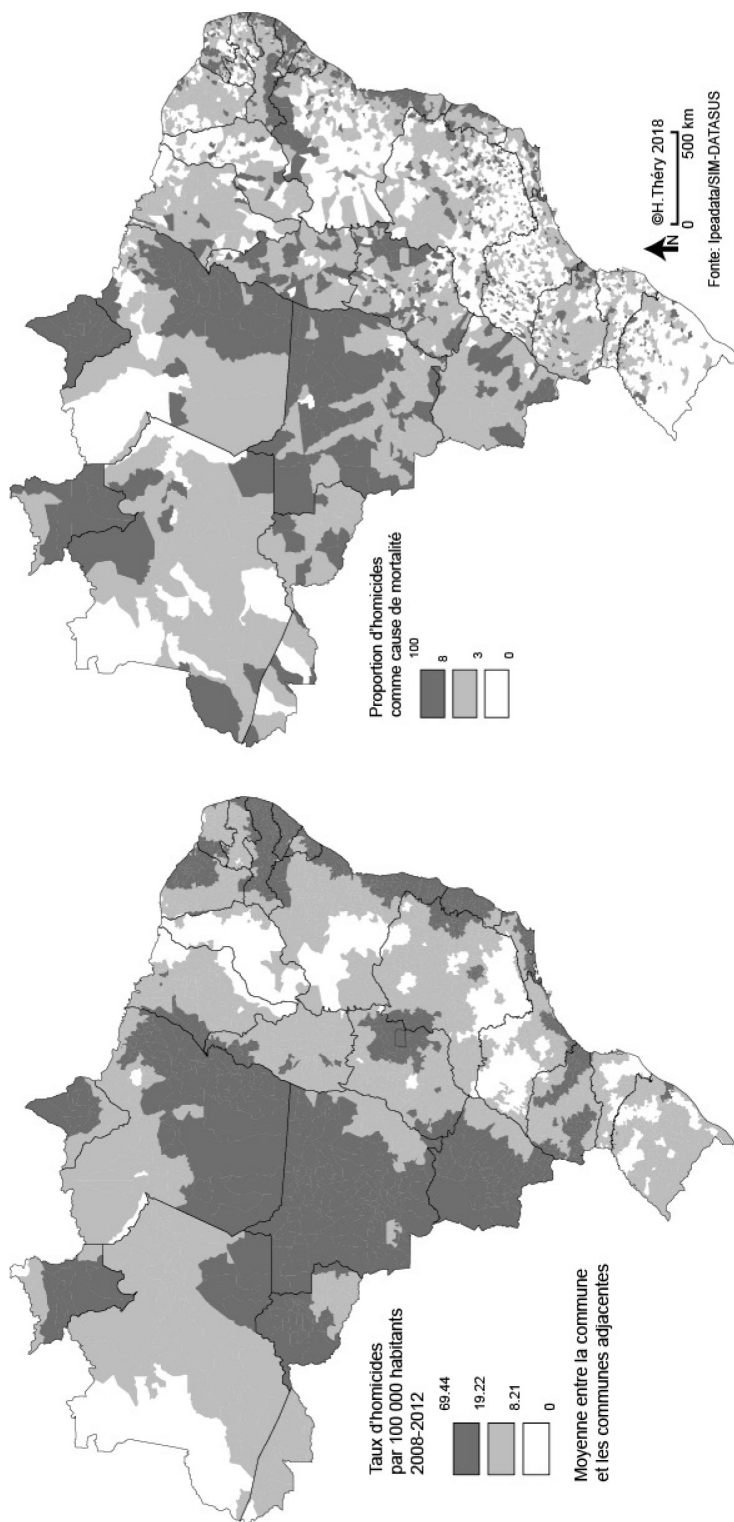
Si l'on analyse la proportion des homicides dans les causes de décès, les régions les plus dangereuses sont plus petites et sont à nouveau identifiées à l'arc de déforestation, en particulier au nord du Mato Grosso et à l'est du Pará, ainsi qu'à la frontière entre les États de Bahia et de Pernambuco, la principale zone de production de marijuana.

À partir des données par État publiées par l'IPEA, ont été préparées trois cartes analytiques et une carte synthétique (Figure 4). Les cartes d'analyse montrent les fortes proportions de décès causés par des armes à feu et de la part des jeunes dans le total des homicides, et l'une des causes les plus troublantes de décès, l'intervention de la police (en service ou hors service), qui met en évidence le cas de Rio Grande do Norte.

La carte synthétique, réalisée en utilisant la technique de classification hiérarchique ascendante (dite aussi analyse de *cluster*) groupe les États en fonction d'un certain nombre de critères décrits dans l'Atlas. Cette analyse permet de dégager cinq profils, chacun caractérisé par le fait que le groupe est pour chacun d'entre eux au-dessus de la moyenne globale (barre vers la droite) ou au-dessous (barre vers la gauche), la longueur de la barre indiquant la façon dont le groupe diffère de moyenne pour ce critère. La taille des cercles sur chaque État est proportionnelle au nombre d'homicides et sa couleur indique à quel groupe il appartient.



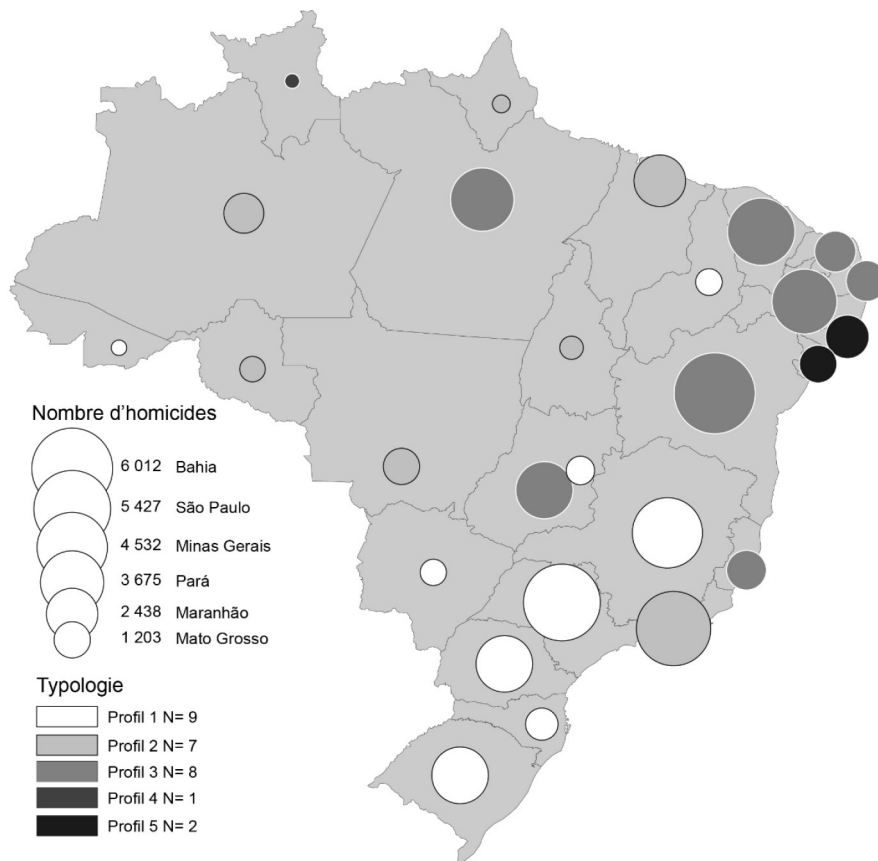
Figure 3 : Taux d'homicides et part des homicides dans la mortalité



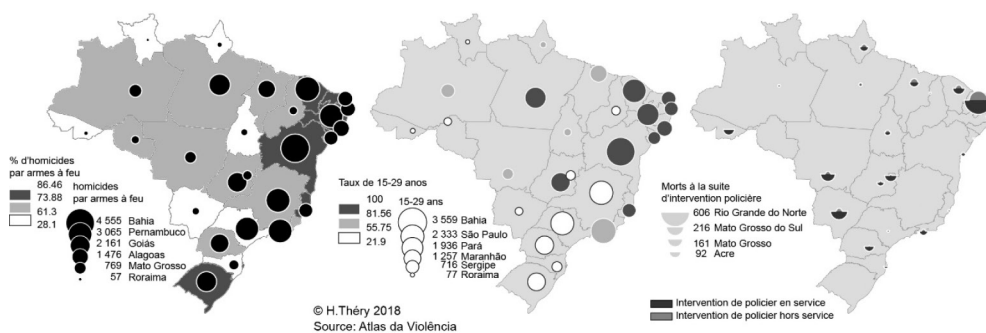
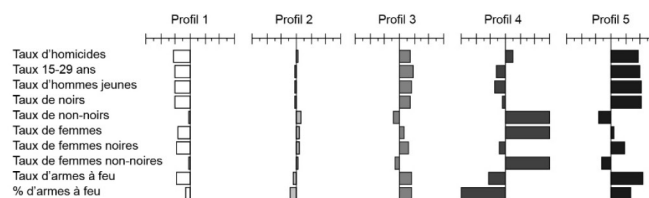


Hervé THÉRY

Figure 4 : Homicides au Brésil, une synthèse



32



© H.Théry 2018
Source: Atlas da Violência

Source : http://www.ipea.gov.br/portal/images/170609_atlas_da_violencia_2017.pdf





- Le profil 1 (cercles blancs sur la carte), qui comprend neuf États, en particulier du Sud et du Sud-Est, est au-dessous la moyenne pour tous les critères.
- Le profil 2, qui regroupe sept États, est proche de la moyenne, généralement un peu en dessous, sauf pour le taux global, les victimes non-noires, les femmes et les femmes non-noires.
- Le profil 3 compte sept États, dont quatre dans le Nordeste, est au-dessous de la moyenne pour les victimes non noires et les femmes non noires, mais bien au-dessus de la moyenne pour le taux général, les taux de jeunes, d'hommes jeunes, de noirs, de femmes, de femmes noires, et l'utilisation d'armes à feu. C'est l'une des situations les plus préoccupantes.
- Le profil 4 concerne un seul État, le Roraima, qui est bien au-dessus de la moyenne pour les victimes non noires, les femmes et les femmes non noires.
- Le profil 5 est spécifique de deux États, Alagoas et Sergipe, il est au-dessus de la moyenne pour tous les critères, sauf les victimes non noires et les femmes non noires.

Pour affiner l'analyse, on peut enfin se pencher sur le cas de la ville de São Paulo qui est, avec 18 millions d'habitants, la plus peuplée du pays, un cas qui montre que les contrastes existants dans le pays peuvent se répéter à l'échelle locale.

São Paulo, entre Suède et Afrique du Sud

Une enquête publiée par la *Folha de S. Paulo*² analyse, quartier par quartier et rue par rue, le nombre de morts violentes dans

la ville, à partir de la base de données du gouvernement de l'État, qui recense des milliers de décès. Le critère adopté celui qui est utilisé à l'échelle internationale, il retient les homicides, les lésions corporelles suivies de décès et les vols suivis de décès, mais exclut les décès liés à des affrontements avec des policiers.

La concentration des crimes dans quelques endroits fait partie de la dynamique de la violence dans cette ville si marquée par les inégalités. La région qui comprend les quartiers Jardim São Luís, Capão Redondo, Jardim Angela, Campo Limpo et Grajaú, au sud-ouest, concentre 20% des morts violentes de toute la ville.

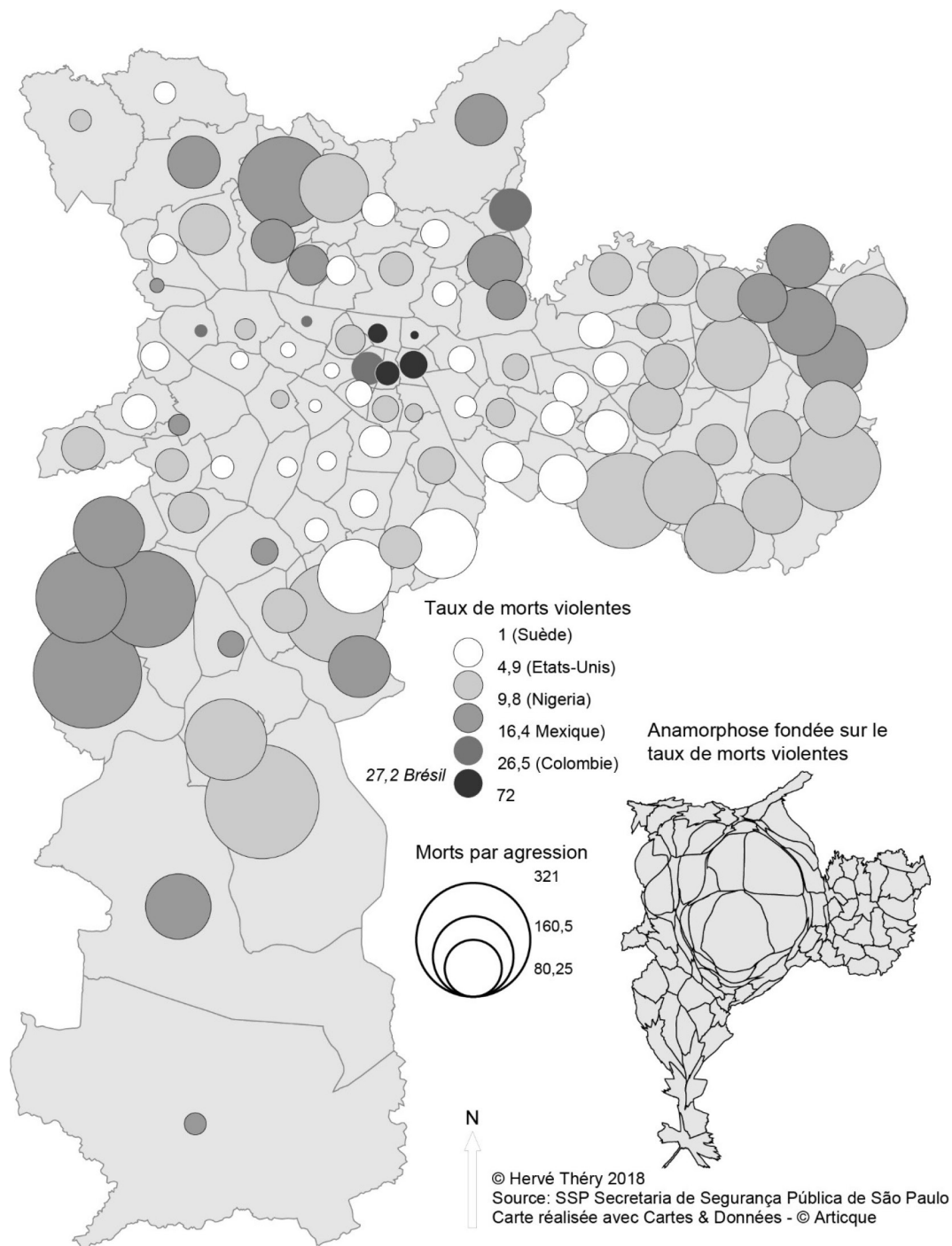
Le Jardim Paulista, un des quartiers les plus chics de la ville, dans la zone ouest a pour ces catégories un taux de 1 décès pour 100 000 habitants. Un autre « jardin », bien moins chic, le Jardim São Luís a eu pour sa part un taux de 16 décès par mort violente pour 100 000 habitants, soit deux fois la moyenne de la ville. Les quartiers violents se situent en grande partie dans le sud de la ville (Figure 5) mais celui de Jaçanã (zone nord) apparaît dans une situation pire encore, avec 23 décès pour 100 000 habitants. Les districts centraux comme celui de la Sé (la cathédrale) ont des taux qui dépassent 70 morts pour 100 000 habitants, mais ils ne reflètent pas la réalité de la région, car ils ont peu de résidents permanents (ce sont en grande partie des quartiers d'affaires), et l'indice ne tient pas compte de leur nombreuse population flottante qui y circule, comme celle de la Cracolândia (le « quartier du crack »), où les drogués sont souvent prêts à tout pour se procurer leurs doses.



Hervé THÉRY

Figure 5 : Taux de morts violentes par district

34





Le gouvernement de l'État de São Paulo affirme que le nombre de décès violents a connu une « chute expressive », y compris dans les régions périphériques. « Les cas d'homicides intentionnels ont diminué de 17,74% et ont atteint le plus bas niveau pour la série historique commencée en 2001 : 51 par mois, 11 de moins que les 62 comptabilisés en août de l'année dernière », indique une note du Secrétariat de la sécurité publique. Selon les comptes du gouvernement, le nombre de morts par 100 000 personnes dans cette région est passé de 88,71 à 13,26. En ce qui concerne le district de Jaçanã (zone nord), le secrétariat affirme que les décès ont diminué de 75% au cours de la même période, et la police militaire y a saisi des armes (2 700 en 2016) pour réduire les homicides et cherché à montrer au maximum sa présence, dans le but d'inhiber les actes de violence.

L'évolution est donc positive et les comparaisons sont plutôt favorables à l'échelle nationale, mais si l'on passe à l'échelle mondiale elles le sont beaucoup moins. En graduant deux « thermomètres » selon une échelle qui compare la « température » des quartiers de São Paulo à celle de pays étrangers, de la Suède à l'Afrique du Sud (dont les valeurs sont reprises pour les limites de classe de la figure 5), la *Folha* montre que l'indice de morts violentes de São Paulo est pour certains quartiers plus élevé que celui de pays comme la République démocratique du Congo, ou la Colombie, deux pays qui ont connu ou connaissent encore des guerres civiles.

São Paulo a donc des quartiers où le niveau de violence est proche de ceux de l'Europe, comme le Jardim Paulista, un quartier aisé de l'ouest qui a un taux de mortalité violente

de 1 pour 100 000 habitants, semblable à celui de la Suède. Si l'on s'en tient aux crimes entraînant des décès, 33 des 96 districts de la ville ont des taux inférieurs à ceux des États-Unis (4,8). Mais Jaçanã (zone nord), avec 23 décès par 100 000 habitants, a un taux plus haut que celui du Mexique, en proie à une véritable guerre entre les trafiquants de drogue.

L'Atlas et l'étude publiée par la *Folha* fournissent un diagnostic clair, que les cartes tirées de leurs données rendent encore plus évident. L'un et les autres sont à la disposition des forces de l'ordre et des nouvelles autorités politiques, ainsi que des ONG qui défendent les droits humains, des médias et de la population, la victime constante de cette violence. Les équipes qui dirigeront le pays à partir du 1^{er} janvier 2019 savent maintenant où devraient se concentrer les efforts qu'ils devront faire pour réduire progressivement un niveau de violence inacceptable et qui a été une des causes principales de leur accession au pouvoir.

Pour en savoir plus

<https://journals.openedition.org/confins/>

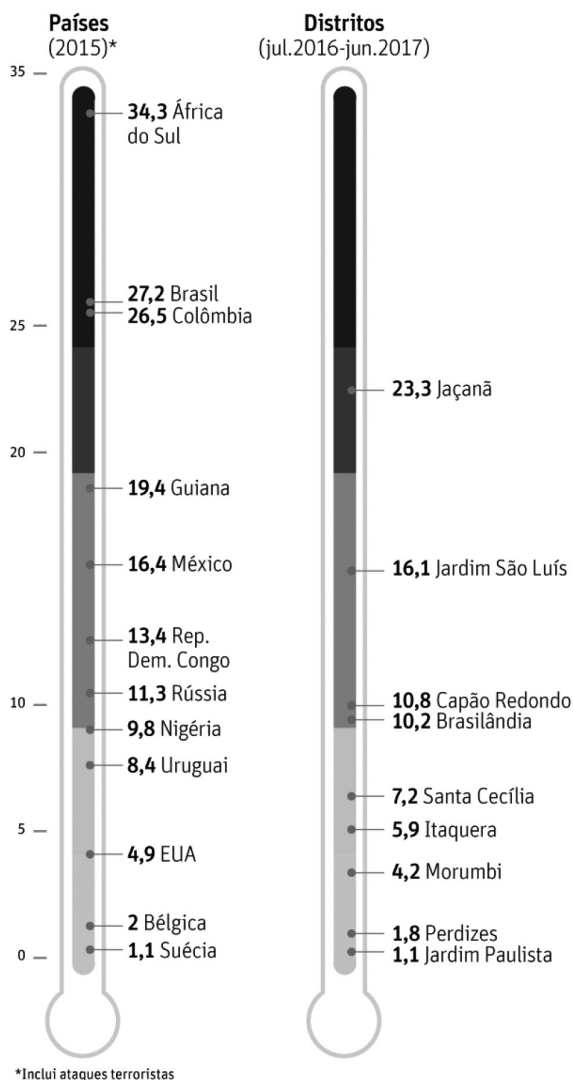
Pour mieux connaître la géographie brésilienne, *Confins* est une revue franco-brésilienne *online* de géographie dirigée et animée par Hervé Théry et Neli Aparecida de Mello-Théry, consacrée à la publication d'articles originaux, en français ou en portugais et à des traductions d'articles existants. Abondamment illustrés, les articles portent sur des sujets brésiliens, français ou autres, avec une préférence donnée aux articles comparatifs et aux articles de Brésiliens sur l'Europe. La revue





Hervé THÉRY

Figure 6 : Morts violentes à São Paulo et dans le monde



36

diffuse dans les deux sens les acquis de la recherche en géographie, dans toutes ses composantes, avec toutefois une priorité à la géographie régionale.

<https://braises.hypotheses.org/>

Dans la même idée de mieux appréhender les dynamiques de ce grand pays qu'est le

Brésil, on se reportera au site *Braises*, là aussi dirigé et animé par Hervé Théry et Neli Aparecida de Mello-Théry. Pour le sujet qui nous concerne ici, citons en particulier deux articles :

<https://braises.hypotheses.org/1017> Cet article met en valeur une application qui cartographie les fusillades à Rio de Janeiro,





dans un but de recension à vocation scientifique certes, mais aussi pour prévenir et alerter les populations.

<https://braises.hypotheses.org/1272>

Il s'agit là d'une courte analyse sur une innovation consistant à suivre les camions par GPS, notamment en vue de prévenir les vols de cargaisons, mais aussi permettant de suivre l'exploitation illégale de la forêt amazonienne. A noter en fin d'article, une bibliographie détaillée.

Enfin on pourra utilement télécharger deux entretiens récents du professeur Hervé Théry :

- *A la croisée des chemins, le Brésil, un géant entre puissance et influence, le décryptage d'Hervé Théry*, in *Communication & Influence*, n°97, octobre 2018. Téléchargeable sur http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_octobre_2018_Herve_Thery.pdf
- *Géopolitique d'un Brésil incertain*, in Notes CLES (Comprendre les enjeux stratégiques), HS 78, octobre 2018, (Grenoble Ecole de Management), téléchargeable sur <http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2018/09/CLESHS78.pdf>

Notes

1. Hervé Théry est directeur de recherche émérite au CNRS-Creda et professeur invité à l'Université de São Paulo (USP-PPGH et GPP). Ancien élève, professeur et directeur du département de géographie de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, il est l'auteur de *Le Brésil pays émergé* (Armand Colin, 2^e édition 2016) et *Le Brésil* (Armand Colin, 6^e édition 2012).
2. Artur Rodrigues, Raphael Hernandes, Daniel Mariani et Marlene Bergamo, Folha de S. Paulo, 9/10/2017, <http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2017/10/1925481-mapa-da-morte-em-sp-vai-da-suecia-ate-o-mexico-locais-dos-crimes-se-repetem.shtml>





Corruption – obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption

Pierre FAYARD¹

Le Brésil n'est pas fait pour les débutants

Tom Jobim

Tout au long de ses quelques cinq siècles d'existence jusqu'à nos jours, la société brésilienne a développé une culture de la ruse partagée autant par les dominés que par les dominants. Faute de la prégnance d'un intérêt public supérieur, entendu comme un bien commun dont le respect incomberait à tous, des *arrangements* des plus inoffensifs aux plus criminels se justifient comme des fruits de la... nécessité au point d'accréditer la thèse selon laquelle il serait indispensable d'y recourir pour rendre les choses possibles. Dans une tradition de clientélisme et d'impunité, la confusion des pouvoirs dès l'époque coloniale fut propice à un certain fatalisme accréditant une incapacité à instaurer un ordre clair et valable pour tous. Dans les défaillances de références légales et d'une complexité souvent peu innocente, la corruption s'est

imposée comme une *solution* pour gagner du temps et rendre réalisable ce qui devrait l'être sans recours à la ruse. Dès lors, tout devient potentiellement un business, de l'appropriation induite d'espaces publics pour garer un véhicule sans risquer de se le faire voler, aux collusions entre intérêts publics et privés telles que l'actualité le souligne. Le texte qui suit a pour ambition de donner à percevoir en quoi cette culture de la ruse est intimement liée au quotidien de la corruption de cette société australe qui, en dépit de son atmosphère cordiale, *n'est pas faite pour les débutants*.

Selon une terminologie contemporaine, la naissance du Brésil résulte d'une stratégie globale d'intelligence économique prédatrice mise en œuvre par le Portugal à l'instigation de l'infant Henri le Navigateur





Pierre FAYARD

(1394/1460). En concentrant le meilleur de la cartographie maritime, des progrès dans les techniques de navigation et du savoir-faire des pilotes de navires, ce petit royaume aux marges de l'Europe fit figure de pionnier dans l'expansion coloniale occidentale. Il développa des réseaux commerciaux fondés sur des comptoirs balisant des routes maritimes qui s'étendaient jusqu'au Japon en passant par les côtes indiennes et africaines, ce qui relève d'une réelle performance pour son administration. Curieusement, la langue portugaise ne distingue pas entre *exploration*, à finalité de découverte et de connaissance, et *exploitation*, à des fins économiques. Pour elle, le seul vocable *exploração* suffit à rendre compte de l'un et de l'autre, ce qui n'est pas innocent.

40

Alors peuplé de trois millions d'habitants seulement, le royaume portugais pouvait difficilement s'engager dans des colonisations de peuplement. C'est pour contrer les ambitions françaises dans la baie de Rio et le Maranhão, et hollandaises dans le Pernambouc qu'il s'y résolut pour sécuriser son emprise et ses sources de profit à destination de la métropole. Pour pallier l'insuffisance quantitative en ressources humaines et composer avec la distance considérable entre Lisbonne et ce si vaste espace qui deviendra le Brésil, la solution consista à octroyer tous les pouvoirs à des capitaineries générales héréditaires cumulant le politique, le policier, le militaire, l'économique et le juridique dans un mélange des genres qui a perduré sous diverses formes et en toile de fond jusqu'à nos jours.

À la différence de ce qui se passera en Amérique du Nord où les émigrants étaient en quête d'une installation pérenne et de

nouveaux départs sur des bases claires, au Brésil l'exploitation à titre individuel et l'exportation des richesses s'imposa comme une règle servie par trois siècles d'un esclavage aboli en toute fin du dix-neuvième siècle. La noblesse de la recherche du gain avant tout s'imposa sur la valeur d'un travail d'autant plus dévalorisé qu'il était manuel. En réaction, la figure romantique et populaire du *malandro* désigne un expert en ruses de toutes sortes, dont l'amoralité tire parti sans efforts de toutes les opportunités qui lui permettent de bien vivre de l'air du temps sans se fatiguer et en prenant toute liberté quant aux *us*, coutumes et des règles établies. Alors que l'Amérique espagnole fonda dès le seizième siècle des universités dans ses principales capitales, il faut attendre le début du vingtième pour que s'affirme une authentique université au Brésil². C'est dire l'importance accordée à la connaissance et à l'éducation dans la Colonie, l'Empire et puis la République...

Comme un fil rouge historique, une logique patrimoniale s'imposa en faisant fi de la chose publique, d'un intérêt supérieur collectif fixant les droits et les devoirs de citoyens égaux entre eux. Ce n'est pas le fait du hasard si Livia Barbosa, l'une des spécialistes de l'art de la ruse au Brésil (*jeitinho*), définit celui-ci comme *l'art d'être plus égal que les autres*³. Socialement, politiquement et économiquement, cette confusion fait que la proximité du pouvoir et les relations prennent le pas sur les fonctions et les devoirs. Cela ouvre le champ à des compromissions et à l'impunité des puissants et de leurs obligés comme le souligne l'adage brésilien : *tout pour mes amis et pour mes ennemis la loi*⁴ ! Le patrimonialisme brésilien assimile le public au privé, et s'appuie sur un autoritarisme





Corruption - obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption

violent qui exclut toute possibilité d'alternative. La relation fait quasiment figure de droit effectif, mais toujours non écrit pour maintenir des marges de manœuvre en devenir. La rigidité des règles et leur contournement ne constituerait-il point un couple s'auto-justifiant réciproquement ? La question mérite d'être posée.

Curieusement, la culture brésilienne a une profonde aversion pour le conflit, pour l'opposition nette et déclarée qui dit les choses telles qu'elles sont sans négociation ou arrangement possible. Dès lors qu'une vérité apparaît dérangeante, cruelle ou sans appel, on l'édulcore pour ne pas en souffrir et déclarer flexible sa définition. Il en va ainsi des rapports entre les nantis et ceux qui les servent. L'entretien de relations cordiales est fort éloigné d'une réalité d'exploitation. Calme et concorde règnent pour la reproduction du système. Ceux qui souligneraient le contraire s'exposent à se voir rappeler à qui ils sont en train de parler ?⁵ Cette expression courante assortie d'une menace implicite ne démontre rien, mais elle rappelle à des contrevenants qui est explicitement dominant. L'affirmation renvoie à un non-dit nécessaire et suffisant pour que l'on ne se risque plus à réclamer ou à invoquer une justice quelconque. Fin de la discussion. Sous une façade affichée d'optimisme se profile une résignation sous-jacente selon laquelle le changement de l'ordre des choses est illusoire, et qu'il se perpétue envers et contre tout. L'expérience des gouvernements successifs pétistes en témoigne avec éloquence. Il faut donc, d'une manière ou d'une autre, et par réalisme, composer ! Cela renforce la croyance en des solutions individuelles et relationnelles où la ruse, le *jeitinho*, prend place toutes classes sociales confondues, y compris

pour celles qui tirent largement profit de cette continuité.

Forts de la confusion des pouvoirs, les colons portugais n'avaient guère besoin de grande inventivité pour parvenir à leurs fins et promouvoir leurs intérêts. Il suffisait d'ordonner pour être obéis, au besoin en s'affranchissant ponctuellement des règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées et qu'ils étaient censés faire appliquer. Cela donna naissance à une tradition de comportements arbitraires faisant fi de l'autre, du dominé réduit à obtempérer et à donner suite à des injonctions servies par un rapport de force brutal, sans contre-pouvoir ou recours possibles. C'est du côté des sans-pouvoirs, soit des esclaves, qu'une créativité si ce n'est stratégique du moins tactique, se développa en contrepoids. Les maîtres prohibant l'usage des armes ou d'apprendre à se battre, toute tentative allant à l'encontre de cette interdiction devait impérativement être invisible ou suffisamment masquée et maquillée.

C'est ainsi que sous des apparences dansées, un art martial redoutable, la *capoeira*, est né. Ici encore, un mélange des genres, une confusion volontaire s'applique à ses mouvements qui estompent la différence entre offensif et défensif. Puisqu'il faut éviter que la réalité d'un ordre injuste et hypocrite soit soulignée, manifester ses intentions à visage découvert est prohibé comme tous les comportements ou les propos explicites. Dans la *capoeira*, les postures s'enveloppent l'une dans l'autre sans que l'on puisse aisément faire la part entre elles, en identifier la naissance et le sens pour en prévoir le devenir. Cet art martial embrouille l'adversaire dans un manège d'apparences et de diversions



Pierre FAYARD

qui l'abuse, le dérouté et au final, qui le rend vulnérable. Ces postures inversées et contradictoires perdent l'observateur et l'adversaire. Cette non-lisibilité du jeu, tout comme l'impossibilité de le figer pour l'analyser, contribue à la marge de manœuvre du *capoeiriste*. Rythme, vitesse, imprévisibilité et conduites paradoxales égarent et condamnent tout effort pour rendre le mouvement prévisible afin de l'anticiper ou de le contrer.

Si l'on rapproche l'esprit de la *capoeira* de celui du jeu emblématique africain des semailles, l'*awélé*, on constate qu'ils répugnent tous deux à l'idée de prise d'initiative. Cela ne manque de surprendre lorsqu'on raisonne stratégie et tactique. Il est effectivement recommandé de ne pas saisir l'initiative d'emblée au cours d'une partie d'*awélé*. On s'efforce au contraire d'accumuler un potentiel d'action dans un *grenier* selon le terme consacré, et cela en vue d'en user lorsque le partenaire se retrouvera dans une situation de fragilité que l'on aura contribué à créer. Enjeu majeur, cette vulnérabilité est construite tout au long de la partie jusqu'à contraindre le partenaire à céder. Pour emprunter aux catégories de François Jullien⁶, il s'agit là d'une orientation stratégique *en fonction* de ce dont la situation est porteuse, et non *a-priori* qui impose une transformation à partir d'une position de force et d'un objectif clairement établi. Le Brésil se situe à l'opposé exact des propensions nord-américaines en termes de stratégie.

Le peuple brésilien est très connu pour sa ginga⁷ qui se manifeste aussi bien physiquement dans ses danses, que psychologiquement dans ses attitudes et ses façons de faire face à différentes situations⁸. Ce

balancement de la *ginga* traduit une capacité d'adaptation de ses propres mouvements à ceux de l'autre. Coller étroitement aux positions et aux évolutions d'un adversaire le prive de l'espace et du temps nécessaires à une prise d'élan pour frapper ou développer une manœuvre indépendante de l'interaction des parties. Dans cette tactique d'étouffement dans l'œuf par l'étreinte permanente, l'harmonie et l'anticipation sont des armes. La pratique courante de la *sentimentalisation* des relations des subalternes avec leurs supérieurs tend à enchaîner ces derniers de manière similaire. Lorsqu'ils sont pris subitement à revers, ils se retrouvent en situation de ne pouvoir refuser la *faveur* qu'on leur demande à brûle-pourpoint quand leur défiance et leurs défenses se sont dissoutes dans le talc suave des connivences, d'une cordialité ostensiblement célébrée et des effusions de reconnaissance. Des expressions habituelles comme *vous êtes quelqu'un de très spécial* ou *vous le méritez...*⁹ traduisent cette pratique en apparence inoffensive mais profondément stratégique comme dans le jeu de l'*awélé*.

Si l'explicite caractérise la culture nord-américaine où *yes means yes, no means no* et *what you see is what you get*, il n'en est rien au Brésil où l'on privilégie l'entre-deux et l'indéfini qui déjoue le fixe non-négociable, conforte une marge de manœuvre relationnelle et évite le choc des positions. Cela au point que dans une discussion, un *peut-être*¹⁰ puisse être presque plus crédible et affirmatif qu'un *oui* aux apparences franches et massives. La recherche de solutions interpersonnelles négociées et sans dommage ne signifie pas le renoncement à l'exercice antagoniste des volontés. La fertilité des formes d'intermédiations et





Corruption - obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption

d'adaptation ne signifie pas que l'opposition soit bannie. En revanche, une forme dominante de socialité tend, autant que faire se peut, à ne pas manifester d'opposition mais à prendre en compte les intérêts de chacun pour trouver des sorties à l'amiable. Cela se traduit dans le développement d'un savoir-faire convivial qui évite le conflit, pour que tout se passe bien et que la concorde, réelle ou simulée, règne dans une réalité dont les contours demeurent en devenir.

Venons-en à présent à la figure emblématique du *jeitinho*, ou de la culture de la ruse à la brésilienne. Le terme vient du verbe *ajeitar* qui signifie arranger, apprêter et disposer de manière spécifique. Au Brésil, on dit que pour chaque situation un peu complexe ou bien bloquée, il existe une manière d'en sortir au moyen d'un truc, d'un tour, d'une ruse, d'un expédient peu conventionnel mais qui marche, autrement dit d'un *jeitinho*. L'anthropologue Roberto da Matta le définit comme *une pratique sociale destinée à résoudre les conflits, apte à rendre compatibles des intérêts et à créer des alternatives originales pour chaque situation problématique, et à assouplir les processus de décision*. Le *jeitinho* est avant tout un biais, une pratique astucieuse, souvent un peu limite, voire complètement pour qu'à la fin *tout le monde soit content*¹¹ ou feigne de l'être faute de mieux. Curieusement, la conviction profonde selon laquelle, on parvient toujours à une solution, est si ancrée et si incantatoire dans la société brésilienne, qu'elle en devient génératrice effective de réalité, ce qui ne manque pas de surprendre !¹² Un *jeitinho* se traduit par un procédé économique et élégant pour se sortir dans l'instant, de manière imprévue d'un mauvais pas ou pour tirer profit d'un avantage soudain. Il

met en jeu l'intelligence, l'inventivité et la rapidité et il défie la prétention à réguler revendiquée par les normes établies ou des méandres administratifs trop rigides pour être honnêtes et ne pas laisser porte ouverte à des arrangements. Objectivement, cela constitue un terrain idéal pour trouver des accords, des contournements, jusqu'à une corruption considérée comme indispensable pour rendre les choses possibles, que cela soit dans le domaine des affaires ou dans la vie quotidienne.

Le *jeitinho* prétend porter la justice du «je» contre celle d'un ordre qui ne servirait que les intérêts particuliers *des autres*. La liberté de la personne ne saurait être enfermée dans le carcan d'une logique causale, déterministe, obligée et dépourvue de possibilités de compromis plus ou moins à l'amiable, de combinaisons et des aménagements qui ne devraient, rationnellement ou légalement, ne pas exister. Derrière le recours au *jeitinho*, se profile une représentation du monde selon laquelle on ne saurait survivre honorablement en respectant des réglementations faites par et pour d'autres que soi, pour ceux qui injustement dominent, en tirent profit et au besoin s'arrangent en toute impunité et dans leur seul intérêt particulier. Au gré des circonstances, chacun se voit placé dans l'obligation de corriger cet ordre et de le subvertir au moyen de solutions individuelles et inspirées¹³ dont on s'efforce d'effacer les traces aussitôt qu'appliquées. Puisque les choses sont supposées mal faites, le «je», la personne à la différence de l'individu anonyme, doit nécessairement redistribuer les cartes selon une idée géniale et opérationnelle, créatrice d'une issue favorable immédiate pour se tirer d'affaire. En termes tactiques, cela se traduit par une capacité vélocité à établir



Pierre FAYARD

rapidement des relations originales et profitables entre les éléments qui caractérisent une situation bloquée afin de la reconfigurer sous un jour favorable. Lorsque la seule considération raisonnable des conditions démontre que rien n'est possible, il n'est d'autre recours que d'inventer une manière de faire mentir cette logique insupportable car non conforme aux besoins des personnes. Dès lors, le champ est largement propice à la corruption à tous les étages de la vie sociale, politique et économique, de bas en haut et de haut en bas.

44

En percevant de manière intuitive, et sans a priori, rythmes, implications et contraintes qui président aux intentions et aux tendances en œuvre, les femmes et les hommes doués de *jeitinho* débusquent des ouvertures là où la rationalité d'une analyse n'en identifiait aucune. En cela, le *jeitinho* a quelque chose de quasiment «miraculeux» dans son pied de nez aux canons et aux conventions établies. Conviction intérieure, état d'esprit résolument positif et confiance en soi se conjuguent pour inventer ou débusquer des issues favorables jouées prestement. Comme dans la Métis, l'intelligence rusée de la Grèce ancienne, le *jeitinho* répugne aux choses trop définies car contraires à la liberté d'action. Il privilégie au contraire l'inexploré et l'indéfini du fait qu'ils recèlent un haut potentiel en bifurcations. De là à considérer que compliquer à dessein une situation est créateur de circonstances propices à la ruse, voire à une corruption, il n'y a qu'un pas.

Le *jeitinho* économise le coût de l'opposition frontale, au besoin en usant d'écarts quant à l'éthique ou en versant dans la roublardise. Objectivement, la complexité et les lenteurs bureaucratiques - allant parfois jusqu'à

l'absurde au Brésil - servent sa nécessité si ce n'est sa... légitimité, son bien-fondé, ou son obligation. Tenants de l'ordre administratif et contrevenants par nécessité s'en accordent bénéfice mutuel au détriment d'un intérêt public, de fait hors-jeu, considéré comme inexistant ou au service d'un ordre injuste pour les personnes que nous sommes tous et qui se reconnaissent tacitement comme telles.

Le schéma du *jeitinho* est tactique plus que stratégique car il est *immédiatiste*¹⁴. A l'instar du stratagème, il ne s'impose pas a priori mais dérive des caractéristiques mêmes que les situations portent en elles. Une fois qu'une solution est trouvée, la mémoire de la ruse disparaît de crainte de se voir opposer une contre-stratégie qui la rendrait inefficace. Ne pas agir vite laisserait le temps à l'ordre décrété injuste de revenir à la charge pour s'imposer. C'est la *capacité au jeitinho* qui prime et non une quelconque base de données de procédés codifiant des stratagèmes passés. On ne s'en vante pas car, par définition, il procède du non-recommandable, de la limite, de la marge, de l'extrême. En anglais, on dirait qu'il est *borderline*, voire au-delà. Il pose la supériorité de la personne à la norme entendue comme dévalorisante, emprisonnant et contraire à la liberté. Il se traduit sous la forme d'une intelligence situationnelle qui se manifeste à l'encontre d'états de fait contre lesquels l'action conventionnelle est supposée impuissante.

Lorsqu'un problème survient aux Etats Unis, plaisantent les Brésiliens, on y recommande de consulter la notice, texte explicite d'un processus qui dit comment les choses *doivent fonctionner*. Au Brésil en revanche, on ne s'attarde pas à de





Corruption - obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption

semblables considérations : on invente un *jeitinho* porteur d'une solution individuelle, non généralisable, et qui défait momentanément l'absurdité de règles qui *doivent* nécessairement être *interprétées* par tout un chacun dans son contexte particulier. La personne l'emporte sur la procédure. Les réseaux relationnels sont propices aux *jeitinhos* et l'institution officieuse du *despachante* est éloquente en la matière. Il s'agit d'un professionnel qui a pignon sur rue et dont le tissu relationnel permet de commercialiser des prestations coupe-fil qui font gagner un temps précieux dans des démarches administratives complexes ou interminables. En mettant de l'huile dans les rouages, cela renforce paradoxalement le fonctionnement et la légitimité

de l'administration puisqu'il existe un biais pour s'en émanciper et qu'elle est prévisible.

Aujourd'hui, la confusion des pouvoirs se fissure avec une justice qui revendique et exerce de plus en plus son indépendance et ses prérogatives. Cela dit, sans les conditions d'un civisme et la conscience partagée d'un intérêt public supérieur qui s'impose de manière égale pour tous, la confusion entre ruses facilitant la vie sociale et corruption à grande échelle, a de beaux jours devant elle. Cela dit, le Brésil est aussi un pays où *lorsque quelque chose est impossible, elle est possible*. Comment ? Il en va du génie propre de ce pays comme son histoire et sa culture en témoignent, et qui ne manque pas de surprendre.

Notes

1. Ancien directeur général du Centre Franco-Brazilien de Documentation Scientifique et Technique à Sao Paulo entre 2004 et 2008 (Ministère des Affaires Étrangères), Pierre Fayard est professeur émérite à l'Université de Poitiers. Il enseigne l'approche comparée des cultures de la stratégie, notamment au Brésil. Auteur de livres sur la stratégie et de fictions, son bestseller « Comprendre et appliquer Sun Tzu. En 36 stratagèmes » (Dunod, 2017) est disponible en italien, roumain, portugais du Brésil et du Portugal, et prochainement en anglais (VA Edition, 2019). Le chapitre cinq de son dernier livre « Douze stratégies pour séduire. Quand la séduction fait son cinéma » (VA Edition, 2018) traite spécifiquement de l'art brésilien de la ruse.
2. Les universités péruvienne San Marco et mexicaine San Pablo, créés au milieu du seizième siècle, sont les plus anciennes des Amériques. L'université brésilienne de São Paulo vit le jour dans la première moitié du vingtième.
3. A arte de ser mais igual que os outros.
4. Tudo para meus amigos, para meu inimigos: a lei!
5. Você sabe com quem esta falando?
6. Le traité de l'efficacité.
7. Terme spécifique à la capoeira, désignant le mouvement fondamental d'où partent tous les coups offensifs et défensifs à travers lequel le capoeirista cherche à désorienter l'adversaire.
8. Ana-Cristina Fachinelli, thèse doctorale, Université de Poitiers 2002.
9. Você é uma pessoa muito especial - Você merece...
10. Pode ser.
11. Que no final tudo dé certo.





Pierre FAYARD

12. Une fois encore : no final da certo, e se nao da certo é que nao chegou no final, si une solution n'est pas trouvée, c'est que l'on n'est pas, encore, parvenu à la fin de la question.
13. On parle aussi de la capacité du jogo da cintura que l'on pourrait assimiler à jouer des coudes mais avec une certaine grâce et astuce.
14. Concept brésilien qui rend compte, par exemple, du mal-développement qui exploite sans compter une ressource sans se préoccuper des conséquences de cette exploitation ni de quoi sera fait demain. Tout se joue aujourd'hui (hoje) quant au reste, c'est amanhã, soit un demain trop lointain pour être pris en compte.





L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité

Lt-Col Mauricio APARECIDO FRANÇA¹

Traduit en français par Nicolas Dolo

Introduction

Les Forces Armées Brésiliennes sont des institutions nationales, permanentes et régulières, organisées avec une base hiérarchique et une discipline toutes deux strictes, et placées sous l'autorité suprême du Président de la République. Leurs missions sont définies par la Constitution Fédérale (CF) de 1988 et peuvent être résumées aux principes suivants : la défense de la Patrie, mission traditionnelle de toutes les forces armées du Monde ; la garantie de la loi et de l'ordre (GLO), en cas de compromission grave de l'ordre public ; et la garantie des pouvoirs constitutionnels. La Loi Complémentaire à la Constitution Fédérale n°136 du 25 août 2010 ajoute à ce spectre de tâches et missions fondamentales une compétence supplémentaire en matière de crimes transfrontaliers et environnementaux.

Avant d'étudier les contributions de l'Armée brésilienne au combat contre la criminalité,

il est nécessaire de comprendre les grandes lignes de l'organisation de l'État brésilien à proprement parler, où les trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) coexistent au niveau fédéral, au niveau des Etats fédérés, et dans certains cas au niveau des communes. En ce qui concerne la sûreté publique, le pays est organisé par l'article 144 de la Constitution Fédérale :

- La Police Fédérale, la Police Autoroutière Fédérale et la Police Ferroviaire Fédérale sont toutes placées directement sous l'autorité du pouvoir exécutif fédéral. Ces organes de police sont responsables des crimes et délits qui dépassent les limites des Etats fédérés ou qui sont transfrontaliers.
- La Police Civile, qui exécute des missions de police judiciaire, et la Police Militaire (PM), qui est une police de proximité, sont sous contrôle direct du pouvoir exécutif des Etats fédérés.
- Enfin, il existe une Force Nationale de Sûreté Publique, qui est constituée





Lt-Col Mauricio APARECIDO FRANÇA

d'éléments de toutes les Polices Militaires des 26 Etats fédérés, et qui constitue une sorte de réserve en cas d'évènements graves.

Lorsque l'on cherche à comprendre l'approche de l'Armée dans son combat face à la criminalité, il faut se souvenir de sa vision institutionnelle. Celle-ci est décrite dans le manuel d'instruction militaire, lequel s'efforce d'explicitier le principe constitutionnel de Garantie de la Loi et de l'Ordre : « *Ce principe autorise les forces armées à assurer le respect de la loi, des droits et devoirs dans l'ordre juridique en vigueur en assumant, sur décision du Président de la République, la responsabilité principale du maintien de la sûreté publique lorsque les instruments de préservation de l'ordre public définis par l'article 144 de la Constitution ont été épuisés* » (EB20-MF-10.101, 2014, p. 3-4).

48

Rappelant donc ici que la Constitution prévoit que l'armée n'est qu'une force d'appoint en matière de lutte contre la criminalité et le crime organisé, on est en droit de se poser la question du rôle, en pratique, des Forces Armées dans ce type d'opérations ?

Opérations de Garantie de la Loi et de l'Ordre (GLO)

Si l'on se réfère aux directives contenues dans la publication officielle de l'armée brésilienne mentionnée plus haut, il est possible de définir précisément les circonstances dans lesquelles il lui est possible de déclencher une opération de GLO : tout d'abord, il doit exister une menace grave pour l'ordre public ou la sûreté des

personnes et des biens ; ensuite, la situation d'insuffisance de moyens doit être caractérisée. Par insuffisance de moyens, il faut entendre ceux des forces de police « ordinaire », dont la mission principale est l'ordre public. Mais voyons ensemble le processus de déclenchement d'une opération de GLO.

Le point de départ est une situation de crise, par exemple une forte vague de violences urbaines contre laquelle les forces de sécurité locales n'ont pas ou plus la capacité de faire face. Il s'agit de la Police Civile et Militaire, dont on se souvient qu'elles sont placées sous l'autorité du gouverneur de l'État concerné, et qui forment le premier rempart de défense face aux activités criminelles.

À tout moment, le gouverneur de l'État a compétence pour déclarer que les forces de police sont indisponibles, inexistantes ou insuffisantes pour remplir la mission de rétablissement de l'ordre public face à la vague de violence imaginée dans notre scénario. Par le biais d'une demande officielle adressée au Président de la République, le gouverneur est alors en droit de solliciter l'aide du gouvernement fédéral pour résoudre la crise.

La première réponse normale du gouvernement fédéral sera d'y dépêcher la Force Nationale de Sûreté Publique afin de renforcer les forces de police de l'Etat en crise. Si cette force de réserve n'est pas capable de résoudre la crise, le Président de la République pourra alors, par décret, déclencher un déploiement des forces armées dans le cadre du GLO, dans une région bien définie et pour une durée normalement courte.





Voici quelques exemples récents de l'emploi de l'armée brésilienne dans le cadre du GLO.

Grève de la police militaire

Dans l'histoire très récente du Brésil, plusieurs mouvements de grève d'officiers de la police militaire ont eu lieu en appui à des revendications salariales. En février 2017, par exemple, la police militaire de l'Etat d'*Espirito Santo* a suspendu ses activités, provoquant une explosion de violence, notamment celle liée à la criminalité organisée.

Le gouverneur de l'Etat a alors sollicité l'appui du gouvernement fédéral, qui a déployé la Force de Sûreté Publique Nationale puis les forces armées afin de rétablir l'ordre, notamment dans la capitale *Vitoria*. Concrètement, leurs opérations tenaient du travail policier « classique » : patrouilles dans les rues, contrôle des troubles civils, etc. La population d'*Espirito Santo* a largement soutenue cette initiative, elle s'est conformée aux ordres de l'armée brésilienne, ce qui a permis d'assurer le retour au calme jusqu'au retour aux affaires de la Police Militaire de l'état.

Une situation en tous points similaire s'est également produite dans l'État du *Rio Grande do Norte* à la fin de l'année 2017.

Grève des camionneurs

En mai et juin 2018, les syndicats de chauffeurs routiers indépendants ont coordonné un blocage des grandes routes du pays, empêchant autant le transport de marchandises que celui des personnes. Le chaos a été

tel que la population a commencé à souffrir de pénurie de biens de consommation de base et de médicaments dans toutes les régions du pays.

Le président de la République, Michel Temer, a donc sollicité le recours aux forces armées afin de garantir la libre circulation des personnes et des biens les plus essentiels pour la population et les infrastructures.

L'on craignait alors des confrontations avec les camionneurs, dont certaines revendications concernant le prix du carburant étaient reprises par une partie de la population. Mais fort heureusement, la crise a fait l'objet de négociations, permettant ainsi aux forces armées d'assurer l'approvisionnement minimal des villes.

L'armée brésilienne a réalisé pas moins de 948 escortes de véhicules sur la période, dont 574 avec le soutien d'autres agences gouvernementales ou d'agences de sécurité publique. Elle a ainsi escorté 14 947 camions citernes transportant du diesel, de l'essence ou du bio-carburant (environ 500 millions de litres de carburant), 455 camions citernes transportant du kérosène pour l'aviation (un peu plus de trois millions de litres de kérosène), un millier de camions transportant des bonbonnes de gaz domestique, 753 camions de nourriture et 462 camions de médicaments et matériel hospitalier.

Les forces armées ont ainsi, et une nouvelle fois, démontré à la société leur « rigueur sereine » dans l'accomplissement d'une mission en droite ligne de leur tradition d'évitement de l'affrontement et de volonté de conciliation.





Lt-Col Mauricio APARECIDO FRANÇA

L'intervention fédérale à Rio de Janeiro – un cas à part

Au début de l'année 2018, le taux de criminalité dans l'Etat et la ville de *Rio de Janeiro* a atteint un niveau totalement critique, conduisant à la mise en place d'une intervention fédérale directe. Il ne s'agit pas pour autant, comme on a pu le lire dans la presse internationale, d'une intervention militaire *stricto sensu*, ni du reste d'un GLO « classique ». Le Président de la République a chargé le Général Braga Netto de diriger sur place le Bureau d'Intervention Fédérale (BIF), une organisation créée pour l'occasion, et de l'organiser autour de deux grands axes : soutien à la réorganisation opérationnelle des forces de sécurité de l'état de *Rio de Janeiro* ; renforcement du sentiment de sécurité par et pour la population. Le renforcement du sentiment de sécurité passe par un rétablissement de l'ordre dans les rues, très sérieusement compromis, pour lequel le BIF s'appuie avant tout, sur le terrain, sur les forces armées.

La période d'intervention fédérale devrait normalement se terminer le 31 décembre 2018, date à laquelle le contrôle de la sécurité publique dans l'Etat sera rendu au Gouverneur de l'Etat. Selon un récent sondage², 66% de la population de la ville de *Rio de Janeiro* affirme soutenir l'action du BIF, qui semble commencer à porter ses fruits si l'on observe les chiffres de la criminalité par rapport ceux de 2017 pour la même période : diminution de 15% des vols de véhicules, de 16% des vols de rue, de 20% des vols de fret, etc.³ Cependant, malgré ces chiffres encourageants, les défis sont encore loin d'avoir été surmontés, et seule une approche globale du problème

de la sûreté publique pourra résoudre le problème de *Rio de Janeiro*.

Opérations dans les zones frontalières

Une partie de la mission de l'armée brésilienne en matière de sûreté publique se déroule dans les zones frontalières, mission permanente ne nécessitant pas un décret présidentiel comme dans le cas des opérations de Garantie de la Loi et de l'Ordre. La loi complémentaire à la Constitution n°136 du 25 août 2010 attribue cette mission aux forces armées :

- «... en sus de leurs attributions normales, les forces armées sont également responsables en tant que forces subsidiaires, dans le respect des compétences exclusives de la police judiciaire, d'actions préventives et répressives aux frontières terrestres, maritimes, et dans les eaux territoriales, et, quel que soit les droits de détention, de propriété, les objectifs ou charges détenus par les éventuels contrevenants, contre les infractions transfrontières et environnementales, seuls ou en coordination avec d'autres organes du pouvoir exécutif, en mettant en œuvre, entre autres, les actions suivantes :
I. Patrouilles ;
II. Inspection des personnes, véhicules terrestres, navires et aéronefs ;
III. Arrestations en flagrant délit».

Ici encore, il est nécessaire de souligner la complémentarité entre les actions des organes de sécurité publique et des forces armées. Les actions de l'armée brésilienne menées à l'extérieur des frontières ne sont pas destinées à se substituer à celles de la



L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité

police fédérale, dont c'est le rôle de lutter contre les crimes transnationaux.

En juin 2011, le gouvernement fédéral lance le Plan Stratégique pour la Frontière (PEF), qui vise à renforcer la présence de l'État dans les régions frontalières avec les dix pays voisins du Brésil. Grâce à ce plan, les actions menées par diverses entités étatiques dans la prévention et la lutte contre la criminalité transfrontalière - telles que la contrebande d'armes et de drogues - ont commencé à être intégrées, amplifiant leur impact. Sous l'autorité directe du Vice-Président de la République, le PEF est articulé autour de deux opérations : Sentinelle et Agate.

L'opération Sentinelle, coordonnée par le ministère de la Justice, est avant tout axée sur le travail d'enquête, de renseignement, et la coordination de plusieurs agences de sécurité fédérale.

L'opération Agate, coordonnée par le ministère de la Défense et les chefs d'état-major des forces armées, mobilise ponctuellement les personnels de la marine, de l'armée de terre et de l'armée de l'air à des points stratégiques de la frontière. En septembre 2018, par exemple, cette opération a permis la saisie de 1,4 tonne de stupéfiants à la frontière entre le Brésil et le Paraguay en seulement quatre jours. Il semble que, cette année, les résultats vont dépasser le record de 2016 où plus de 11 tonnes ont été saisies.

Au-delà du PEF, l'armée brésilienne est présente 24 heures sur 24 sur les frontières dans une optique de défense de l'intégrité territoriale du pays, et elle dispose à cet égard d'une autonomie et d'un champ d'action considérables pour contribuer à la lutte

contre le crime, tout particulièrement dans les régions du pays où la présence de l'État Brésilien n'est finalement matérialisée que par la présence de troupes (dans certaines zones d'Amazonie par exemple). Les efforts déployés par ces troupes sont à rapprocher des récentes paroles du Commandant en Chef de l'armée brésilienne, qui affirmait récemment que le crime organisé et les trafics en découlant constituent « à l'heure actuelle, la plus grande menace pour la souveraineté du Brésil ».

Dans le but de renforcer les actions à la frontière, le système intégré de surveillance des frontières (SISFRON) a été conçu à l'initiative du commandement de l'armée de terre brésilienne suivant le triple principe de surveillance/contrôle, mobilité et présence physique. L'idée directrice de ce système est d'aboutir à un renforcement de la capacité de surveillance et d'action de l'État brésilien au niveau des frontières terrestres, et indirectement de lutter plus efficacement contre les activités criminelles transnationales.

- Le système intégré de surveillance des frontières, doté d'un budget de 12 milliards de R\$ (environ 4 milliards d'euros), vise à renforcer la capacité d'action de l'armée dans la zone frontalière du pays, d'une superficie de 1,2 million de kilomètres carrés. C'est pour cette raison que Sisfron est considéré comme le plus grand système de surveillance des frontières au monde. Il s'agit d'un ensemble intégré de ressources technologiques (systèmes électroniques de surveillance et de contrôle, technologies de l'information diverses, armes de guerre électronique) et de renseignement, qui, associé à des grands travaux d'infrastructure, réduira



Lt-Col Mauricio APARECIDO FRANÇA

les vulnérabilités de toute la zone frontalière. Le projet, qui devrait être pleinement déployé d'ici 2021, comportera au cours d'une première phase pilote 68 antennes de communication et un réseau dédié.

Cet important projet stratégique peut être synthétisé dans l'interaction permanente détecteurs-décideurs-exécutants (*sensores-decisores-atuadores*), comme indiquée dans la figure ci-dessus. L'objectif est de faire en sorte que les actes illicites dans la zone frontalière soient perçus le plus tôt possible, de manière à pouvoir être, de manière dissuasive, évités et si nécessaire combattus. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, SISFRON jouera un rôle important dans la construction d'un Brésil plus sûr pour tous.

52

Considérations finales et prospective

- « L'armée brésilienne a participé, participe et continuera de participer activement à tous les épisodes décisifs de notre histoire, dont l'intégration, le bien-être, la dignité et la grandeur de la Patrie, en guidant toujours par sa présence la vie nationale. Institution ouverte à tous les groupes ethniques et religieux et à toutes les classes sociales, elle est le reflet à travers ses membres des aspirations nationales, auxquelles elle est sensible, ce qui se traduit par une intégration parfaite avec la nation brésilienne. » (EB20-MF-10.101, 2014, p. 3-9)

L'armée brésilienne, institution de grand prestige auprès de la population brésilienne, oriente ses actions dans le cadre

des instruments juridiques qui régissent ses interventions. Elle participe dans ce cadre à des opérations visant à réduire les taux de criminalité dans le pays, de telles opérations contribuant à un environnement plus stable et favorable à une économie robuste, autant de facteurs-clé dans la construction d'un pays plus sûr.

À nos frontières, elle agit de manière permanente afin de réduire les crimes transnationaux. Les investissements dans le système SISFRON devraient renforcer significativement cette capacité à affaiblir les activités criminelles internes et transnationales.

Il convient de noter une fois encore que les opérations de Garantie de la Loi et de l'Ordre (GLO) sont limitées à des cas épisodiques de graves atteintes à l'ordre public, qu'elles n'ont pas vocation à durer dans le temps, et qu'elles sont destinées à permettre à d'autres institutions « ordinaires » de sûreté publique de s'acquitter à nouveau, en fin d'opération, de leur mission.

Nous sommes souvent questionnés quant à l'idée d'une intervention permanente des forces armées dans la politique de sûreté publique nationale. A la lecture de cet article, vous aurez compris que nos opérations en zones frontalières s'inscriront dans la durée, tandis que les opérations de GLO n'auront lieu que dans la mesure où elles seront nécessaires. La vraie question est de savoir pour combien de temps et où les Etats de la fédération auront encore besoin du soutien de l'armée pour lutter contre le crime.

Le recours aux forces armées, malgré certaines réussites, ne peut être considéré





L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité

comme une solution définitive au problème de la violence au Brésil. Comme dans de nombreux autres pays, seule une solution globale, entraînant la participation de tous les secteurs du gouvernement et de la société civile, est en mesure de réduire sensiblement les taux hors normes de criminalité rencontrés actuellement au Brésil.

Notes

1. Le Lieutenant-Colonel Mauricio Aparecido França est officier d'infanterie dans l'Armée de Terre brésilienne. Après avoir terminé l'École de Commandement et d'État-Major de l'Armée de Terre à Rio de Janeiro, il a fréquenté l'École de Guerre à Paris en 2017-2018. Au cours de cette même année scolaire, il a suivi le programme de maîtrise de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE), effectuant un travail de recherches sur l'évolution de la pensée géopolitique brésilienne. Il fait actuellement partie du personnel de l'état-major de l'armée de terre à Brasilia, où il est responsable du portefeuille Europe au sein de la section des relations internationales.
2. http://www.eb.mil.br/web/noticias/noticiario-do-exercito/-/asset_publisher/MjaG93KcunQI/content/operacao-sao-cristovao-exercito-apresenta-os-resultados-apos-normalizar-servicos-a-populacao-
3. http://arquivos.proderj.rj.gov.br/isp_imagens/uploads/infograficoroubodecarga.pdf







Sécurité au Brésil : état des lieux et prospective

Flavio WERNECK MENEGUELLI¹

(Traduit en français par Nicolas Dolo)

L'escalade alarmante de la violence au Brésil est notoire. Au cours de la seule dernière décennie, 553 000 Brésiliens ont perdu la vie par homicide. Des mesures structurelles sont nécessaires et urgentes pour faire face aux problèmes historiques auxquels l'État brésilien est confronté en matière de sûreté publique. De même, face au trafic international de drogue et d'armes, la police se doit d'accélérer et améliorer la production de preuves et de mieux se coordonner avec le ministère public afin de briser le cycle de l'impunité dans notre pays.

Selon les statistiques du Ministère de la Santé (SIM/MS), 62.517 homicides ont été commis au Brésil en 2016. Cela signifie que, pour la première fois de l'histoire, le pays a dépassé le seuil des trente décès pour 100.000 habitants (taux égal à 30,3).

En 2016 également, le onzième annuaire annuel de la sûreté publique brésilienne recensait 49.497 cas de viols enregistrés par

la police. La même année, 22.918 incidents de la même nature étaient enregistrés par le système de santé unifié, ce qui représente environ la moitié des cas signalés à la police. Les deux bases de données sous-représentent cependant l'ampleur du problème puisque les viols sont, dans les deux systèmes de recensement, largement sous-déclarés et en-deçà de la réalité.

Le Brésil est en outre confronté à une corruption systémique. Selon la CGU (*NDT : Controladoria-Geral da União*, sorte de Cour des Comptes rapportant à la Présidence de la République), environ 80% des municipalités brésiliennes présentent des irrégularités, s'échelonnant de moyennes à graves, en matière de détournements de ressources publiques fédérales. L'opération *Sanguessuga* (opération *Sangsue*, enquête fédérale liée à des détournements de fonds publics en matière de santé entre 2004 et 2006), avait déjà, à elle seule, constaté des comportements illicites pour environ





Flavio WERNECK MENEGUELLI

10% des municipalités brésiliennes, notamment de la part de leurs administrateurs et élus, tandis que plus de 500 municipalités faisaient alors l'objet d'une enquête approfondie.

Ces chiffres s'expliquent en grande partie par l'absence d'un système unifié de poursuites pénales, à laquelle s'ajoute une relative inefficacité des politiques de prévention dans le pays, engendrant plus généralement une certaine impunité pour les criminels.

Nous avons donc clairement besoin d'un nouveau modèle constitutionnel en matière de sûreté publique, adapté aux défis du XXI^e siècle. Il s'agit en premier lieu de réorganiser la police brésilienne, ses compétences, ses perspectives de carrière, sa doctrine et protocoles d'action. Il faut ensuite rechercher des alternatives au modèle actuel en matière de prévention, en travaillant sur la transversalité de la sûreté/politique publique (besoins en logements décents, amélioration de l'employabilité, de l'éducation, développement de la culture et du sport, réorganisation urbaine, etc.), comme de la modernisation immédiate du système pénal, de la procédure pénale et de l'exécution des peines.

Samira Bueno, directrice exécutive du Forum National de la Sûreté Publique, a déclaré lors d'une interview à BBC Brasil que « *les premières informations recueillies sur les lieux des crimes sont essentielles à leur résolution, et à l'inverse, lorsqu'il n'y a pas bonne coordination entre les diverses forces de police* [NDT : dans chaque Etat fédéré, la Police Militaire est une police de proximité, la Police Civile une police judiciaire ; les crimes et délits trans-étatiques sont gérés par la Police Fédérale], *le taux*

de résolution des homicides, par exemple, est très faible au Brésil : sur les 60 000 cas enregistrés chaque année, seuls 8% sont résolus. » Elle poursuit : « *Rien ne nous empêche de cumuler les services de police, mais tous doivent s'intégrer dans un cycle complet d'investigation. L'interruption du cycle de l'enquête criminelle, où l'une ou l'autre force de police effectue une partie de la tâche globale s'avère inefficace. L'un et l'autre service vont mutuellement s'accuser de ne pas avoir pu clarifier l'affaire. Lorsqu'un seul service est en charge du cycle complet d'investigation, il n'a plus personne à blâmer que lui-même.* »

Il est aussi indispensable d'instaurer un système d'avancement fondé sur la méritocratie pour les professionnels de sûreté publique. Il n'y a aujourd'hui que peu de notion de mérite dans l'accession aux fonctions de responsabilité des services de police, puisque les commissaires et officiers supérieurs de Police Militaire débutent leur carrière déjà à des postes de direction, tandis que les autres personnels sont condamnés à un avancement interne laborieux et des plus aléatoires. A l'inverse, sur la base d'un système méritocratique, une carrière dans la police brésilienne pourra dès lors sembler aussi séduisante que dans les meilleurs services du monde. Les personnels méritants ne stagneront pas éternellement à des postes sans potentiel d'avancement, toujours subordonnés à ceux dont la seule fonction est d'être « chefs ». Il est à craindre cependant que cette solution ne remette quelque peu en cause le recrutement actuel de commissaires et officiers supérieurs sur concours. Il faut donc promouvoir une culture du mérite dans le temps, les aspirants aux postes de responsabilité devant prouver chaque jour qu'ils sont les plus



capables et les plus compétents à ces fonctions. Un tel système permettrait de maintenir vivant quelque chose de fondamental pour l'être humain : sa motivation.

Dans notre modèle actuel de recrutement, la méritocratie se limite à une reconnaissance *a priori* de compétences. Lorsqu'un commissaire ou officier supérieur réussit son concours d'entrée, le système approuve par avance et tacitement ses compétences et ses qualifications pour les 35 prochaines années de service à divers postes de direction. Ce modèle érode la motivation et maintient les professionnels dans des systèmes de castes imperméables. Nous pensons qu'il n'y a aucune contrainte légale ou constitutionnelle à l'adoption d'un tel système, certains services fédéraux tels que le FBI américain ou la Police Fédérale Autoroutière (PRF) brésilienne l'appliquant avec grand succès. Les meilleurs éléments dans des secteurs définis parviennent ainsi à exercer, à terme, des responsabilités correspondant à leurs compétences et domaines de connaissances propres.

Pour une meilleure compréhension du processus pénal/criminel au Brésil, nous examinerons les quatre phases principales (prévention, enquête, procédure pénale et exécution des peines), et suggérerons des améliorations à apporter au système actuel au niveau de chacune de ces phases.

1. La Prévention

En matière de prévention, considérons deux aspects des choses : la prévention à proprement parler dans les Etats, le District Fédéral (Brasilia) et les municipalités, et la maîtrise des frontières.

L'Institut latino-américain d'éducation pour la sécurité et la sûreté aborde le thème de la prévention et met l'accent sur le concept de sûreté humaine, qui place le respect des droits de l'homme au cœur de la protection des personnes et la nécessaire articulation de sept catégories de sûreté/sécurité critiques afin de prévenir le phénomène criminel et la violence :

- Sécurité économique ;
- Sécurité alimentaire ;
- Santé publique ;
- Sécurité environnementale ;
- Sûreté personnelle ;
- Sécurité communautaire ;
- Sécurité politique.

Il nous semble que la réduction des taux de criminalité au Brésil doit passer par un changement de culture des pratiques policières et l'adoption de techniques de prévention déjà éprouvées dans de nombreux pays, qui pourraient inclure :

- Des pratiques de pacification et de renseignement en lien avec une police de proximité ;
- L'utilisation de technologies de cartographie ;
- La généralisation des systèmes d'audit anti-corruption policière par les agences fédérales *ad hoc* ;
- La suppression du clientélisme politique, dans un environnement qui a connu de grands scandales de corruption et d'évasion fiscale, sur les nominations aux postes de responsabilité ;
- La maîtrise et l'autonomie du cycle criminel.

Pour ce qui est du contrôle des frontières (terrestres, maritimes et aériennes), il y a lieu



Flavio WERNECK MENEGUELLI

de pallier d'urgence aux manques d'effectifs et de technologie à la disposition de la Police Fédérale, qui a constitutionnellement juridiction sur ces questions.

2. La phase d'enquête

Face à la multiplication des forces de police aux compétences ou juridictions souvent contradictoires ou disruptives, et au risque de nous répéter, la maîtrise et l'autonomie du cycle d'investigation constituent un principe qui doit urgemment être adopté au Brésil, et ce quelle que soit la force concernée (police municipale, fédérale, autoroutière, voire même agents socio-éducatifs ou agents pénitentiaires). L'idée est avant tout de trouver dans ce principe des avantages en termes d'efficacité, de rationalisation des coûts et des personnels au sein du système de sûreté publique, et finalement d'amorcer la mise en place d'un système général de notation et d'avancement basé sur le mérite. La multiplication des autorités investigatrices devrait pouvoir tout simplement mener à la spécialisation de la conduite des enquêtes en fonction de la gravité et/ou de la nature des crimes et délits commis, et ainsi améliorer cette prestation de service au profit de la population générale. A défaut de crime spécifique, c'est l'autorité constatant le crime qui devrait être habilitée à mener l'intégralité de l'enquête.

Selon la Fédération Nationale de la Police Fédérale « ... l'importance du cycle complet de la police est fondamentale afin que les activités de prévention et d'enquête soient menées par le même corps de police [...] L'agent de police qui assiste à un crime ou le révèle doit avoir la possibilité légale d'enquêter jusqu'au bout, et de réunir son

expertise opérationnelle et sa capacité d'enquête. » Et la même Fédération précise : « Le citoyen souhaite et a besoin de se sentir soutenu par l'État qui, à son tour, a le devoir d'assurer sa sécurité. Dans le concept du cycle complet, c'est l'expérience de terrain qui sert de clé à l'élucidation de la criminalité en tant que phénomène social, dans la mesure où une enquête nécessite une connaissance du contexte, de la vie, de la dynamique sociale, de la complexité du drame humain local, des désirs, conflits, déviations et conséquences dans les relations complexes qui existent entre les individus et les groupes auxquels ils appartiennent ou ceux qu'ils côtoient. »

La remise à plat du Code de Procédure Pénale est également indispensable face au chaos sécuritaire. L'enquête policière doit être modernisée pour évoluer, non pas vers plus de bureaucratie, mais réorientée vers la production de preuves techniques et scientifiques. Un rapport d'enquête, accompagné d'un exposé des faits, d'une authentification de la personne qui a perpétré les faits, accompagné, le cas échéant d'un rapport d'expertise, suffirait largement dans la plupart des cas à assurer les poursuites du Parquet. Cette débureaucratiation pourrait constituer le début de la fin du modèle pénal brésilien, anachronique à bien des égards par rapport à celui des États-Unis, de la France ou de l'Allemagne.

3. La procédure pénale

Teori Zavascki, ancien ministre de la Cour Supérieure de Justice (2003-2012), faisait référence aux pratiques judiciaires européennes du XIII^e siècle pour décrire le sentiment de la population brésilienne de nos



jours : « Dans le cadre d'un État inexistant, l'égalité de traitement entre les personnes était simplement formelle, dépourvue de toute représentation factuelle. Il ne s'agissait que d'une illusion. » Comme le dit l'adage populaire, qui connaît l'histoire ne commet pas les mêmes erreurs à l'avenir.

A mesure que le Code de Procédure Pénale s'est étoffé, les tribunaux se sont retrouvés sérieusement congestionnés, quelles que soient les instances ou les juridictions concernées, notamment les instances d'appel qui servent souvent de manœuvres dilatoires aux prévenus, en particulier ceux qui ont les moyens financiers et humains d'y recourir. En ce qui concerne l'exécution des décisions de justice, en outre, la situation est peut-être encore plus critique : même en matière de réparations civiles acquises, les vainqueurs d'action en justice ne parviennent pas à faire valoir leurs droits, tandis que les perdants se réfugient derrière la lourdeur de l'exécution. Le sentiment d'inefficacité du système judiciaire est général, et il nuit gravement à son image et à la confiance que la population peut avoir à son endroit. Dans les procédures pénales, tout particulièrement, il s'agit donc de rapidement retrouver un équilibre entre la rapidité et l'efficacité de la justice tout en défendant les principes de droit de la défense, par exemple - mais pas uniquement - en limitant le nombre d'appels dans les procédures pénales.

4. L'exécution des peines

L'exécution des peines, dans le cadre juridique actuel, est confronté à une crise insoluble. Il est indispensable que les prisons brésiliennes cessent au plus vite d'être des

centres de recrutement pour les diverses factions criminelles qui existent dans le pays et reviennent à leurs fonctions de départ : appliquer les peines et resocialiser les détenus.

Aussi, dans une stratégie de reconstruction du système, le rétablissement de la discipline dans le système pénitentiaire par le travail et l'éducation paraissent ainsi être des pistes intéressantes, pouvant permettre tant la réadaptation des condamnés que la possible compensation financière des victimes ou de leurs familles. En outre, il s'agit en parallèle de repenser au rôle de l'Etat dans la gestion des familles des condamnés et des victimes. La perte de revenu provoquée par l'enfermement d'un membre-clé d'une famille modeste tend il est vrai à perpétuer le cycle de la violence parmi les plus jeunes membres de cette famille en l'absence de compensation financière, qu'elle provienne de l'Etat ou qu'elle soit le fruit du travail du détenu.

Pour les victimes et leurs familles, le traumatisme des violences est une peine parfois encore plus pesante que celle à laquelle celui qui a commis le forfait a été condamné, *a fortiori* si la victime a été assassinée et que la famille se voit dépourvue de toutes les aides sociales. Il est donc aujourd'hui inévitable d'intégrer les droits de la victime, y compris financiers, dans le processus pénal et la nature de la réparation.

5. Autres considérations

L'adoption en juin 2018 du Système Unique de Sécurité Publique (SUSP) par le Parlement brésilien prévoit une meilleure gestion de l'information, la mise en place de normes,





Flavio WERNECK MENEGUELLI

l'échange et la diffusion des connaissances par les services de sûreté publique, notamment à travers la mise en commun des bases de données de la police pour une utilisation plus ciblée et individualisée. Cependant, cette mise en coordination théorique est aujourd'hui très imparfaite, et son déploiement fortement aléatoire. En effet, alors que sa mise en oeuvre est tout juste embryonnaire, le Président de la République, disposant d'un droit de veto en la matière, a rejeté la participation du système socio-éducatif au SUSP, ce qui limitera par définition l'extensivité des bases de données disponibles pour ses utilisateurs. En ce sens, Luiz Eduardo Soares, dans une analyse sur le système de sécurité publique actuel, et plus particulièrement le SUSP, déclarait que « *le Brésil, dans le domaine de la sûreté publique, est devenu le royaume [...] de la dérision, de l'improvisation, et plus largement, de la rhétorique plutôt que du traitement sérieux et objectif des problèmes réels* ».

60

En ce qui concerne la gestion de frontières, il est impératif d'intensifier la lutte contre le crime organisé, avec pour priorité le contrôle de la criminalité transfrontalière, une menace majeure pour le pays puisque la lutte contre le trafic international de drogues et d'armes est essentielle pour contenir la violence dans les principaux centres urbains. Le défi tient ici à l'énorme étendue de la zone frontalière brésilienne (frontière terrestre de 16.886 kilomètres, frontière maritime de 9.198 km). De plus, les nombreux ports commerciaux constituent autant un atout économique pour le pays que de points d'entrée ou de sortie de marchandises illicites. Or, il n'existe pas à ce jour de contrôle effectif des frontières et points d'entrée dans le pays, ni de

centralisation des actions de ces opérations, qui sont sous la responsabilité primaire de la Police Fédérale. Celle-ci a connu, au cours des trois dernières décennies, une inflation de compétences sans que soient nécessairement alignées les ressources indispensables à l'exercice de toutes ces compétences, et en premier lieu la criminalité transnationale et trans-étatique.

Conclusions

Les coûts engendrés par la violence au Brésil sont trois fois plus élevés que les budgets alloués aux politiques de sûreté publique et de prévention de la criminalité. En 2013, les homicides, services de santé d'urgence et contrats de sécurité privés ont à eux seuls consommé 193 milliards de reais, soit environ 4% du PIB national, si l'on en croit l'annuaire de sûreté publique brésilien. Les prisons et unités de mesures socio-éducatives exclues, la violence au Brésil coûterait environ 258 milliards de reais, soit 5,4% du PIB, sans la corruption publique, dont le coût annuel serait de 200 milliards de reais (46 milliards d'euros). On estime aussi que la corruption a coûté au Brésil 200 milliards de reais en 2017.

Selon un récent sondage de l'UNB, cette culture de la corruption semble solidement ancrée dans le pays puisque :

- 50,3% des Brésiliens déclarent qu'ils favoriseraient l'embauche de personnes de leurs familles s'ils étaient à un poste de responsabilité publique ;
- 28,1% indiquent qu'ils utilisent des cartes de crédit d'entreprise pour des dépenses personnelles ;





Sécurité au Brésil : état des lieux et prospective

- 22,5% des fonctionnaires admettent avoir déjà contrevenu à la loi ;
- 18,1% des Brésiliens avouent avoir déjà versé un pot-de-vin pour accélérer l'obtention de droits auxquels ils avaient droit.

Ces données se reflètent directement et indirectement dans l'économie et la vie quotidienne brésiliennes, puisque, outre les coûts susmentionnés, on peut estimer les coûts et pertes supplémentaires indirectement liés à la sécurité et à la corruption à au moins de 150 milliards de reais supplémentaires (35 milliards d'euros). Ce qui fait dire à Bruno Paes Manso, chercheur au Centre pour l'étude de la violence à l'Université de Sao Paulo, que l'erreur de gestion des dépenses de sécurité publique réside essentiellement dans le fait « *de ne pas investir dans la prévention, et de réinvestir dans un modèle qui ne fonctionne pas depuis au moins 30 ans.* »

La faillite dans le modèle de sûreté publique se traduit par un sentiment général d'impunité et de défiance. L'indice de confiance dans la justice brésilienne, mesuré par la Fondation Getulio Vargas, montre que 81% de la population estime qu'il est trop facile de désobéir aux lois brésiliennes, et qu'il est

toujours possible de « trouver un moyen » [NDT : culture du « jeitinho », voir à ce sujet l'article du professeur Pierre Fayard dans ce numéro]. En outre, 57% pensent qu'il n'y a aucune raison particulière de respecter les lois. Aussi nous semble-t-il extrêmement important de repenser dans sa globalité le système pénal brésilien, en l'adaptant aux aspirations de notre société et à la réalité du pays. Les Brésiliens vivent au quotidien dans un chaos sécuritaire et subissent les effets d'une défaillance généralisée du système. Il s'agit donc désormais, soit de retenir les bonnes pratiques provenant d'autres pays, soit de subir l'augmentation exponentielle du cycle de la violence et de l'impunité, au risque d'aboutir à la mainmise des organisations criminelles organisées et au discrédit total du modèle démocratique de gouvernement.

Pour en savoir plus : Flavio Werneck Meneguelli a accordé un entretien à la revue Géopolitique Conflits (n°19, octobre 2018, Brésil, illusion, désillusion - <https://www.revueconflits.com/>) qui a été repris dans la Lettre Communication & Influence et peut être téléchargé à l'adresse suivante : http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_septembre_2018_Bresil.pdf

Note

1. Diplômé en droit, titulaire d'un Master en criminologie (Universidad del Imprensa, Montevideo, Uruguay), policier fédéral ayant une solide expérience en matière de sécurité publique et de lutte contre la criminalité (notamment en matière de corruption), travaillant en lien avec Interpol, Flavio Werneck Meneguelli est le vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux (<http://fenapef.org.br/>).







Les coûts économiques de la criminalité au Brésil

Marcelo PASQUALETTI¹

Traduit en français par Nicolas Dolo

Le Brésil est confronté à une grave crise en matière de sécurité publique depuis de nombreuses années. Après la longue période de régime militaire, au cours de laquelle les garanties de base ont été supprimées, le pays a redécouvert le régime démocratique et s'est doté d'une nouvelle constitution, élaborée en 1988. Cette «Constitution Citoyenne» a apporté des avancées indéniables dans le domaine social et des garanties individuelles. Mais elle était aussi le fruit d'une période de transition entre plusieurs régimes, et l'armée l'a influencée dans plusieurs domaines. L'un d'entre eux était la sécurité publique, dont la définition est restée vague à travers un seul article assez général du texte constitutionnel.

Le Brésil a un modèle unique de sécurité publique, avec deux types de police dans chaque Etat de la Fédération - une police de terrain appelée «militaire» et une seconde police d'investigation de type judiciaire, appelée «civile» - lesquelles, en sus de ne pas gérer chacune le cycle complet des

enquêtes, communiquent peu entre elles. Ce modèle est une bombe à retardement, dont nous voyons les effets s'accumuler au fil des années, notamment au travers de taux d'homicides extrêmement élevés d'un côté et d'un taux dérisoire de résolution de l'autre.

Traversant l'une de ses crises économiques les plus graves, le Brésil souffre de deux maux qui y sont directement liés : la récession et le chômage. De nombreux Etats fédérés ont par conséquent été contraints d'augmenter leur niveau d'endettement, certains comme celui de Rio de Janeiro, du Minas Gerais et du Rio Grande do Sul dépassant largement les limites fixées par la loi en la matière. Il n'y a tout simplement plus d'argent pour payer les salaires et les dépenses ordinaires, en particulier en matière de sûreté publique.

Le rapport intitulé *Analyse des coûts et conséquences de la violence au Brésil*, publié par l'Institut de Recherche Économique





Marcelo PASQUALETTI

64

Appliquée (IPEA), présente à cet égard quelques conclusions intéressantes¹. Selon Bourguignon et Morrison (2000), il est important de cartographier le coût social de la violence et de la criminalité avec trois objectifs : identifier l'importance de la violence par rapport à des politiques sociales données ; répartir les ressources au mieux entre politiques sociales et de sûreté publique ; permettre l'orientation de ces ressources publiques vers les programmes sociaux représentant le meilleur bénéfice en termes de sûreté publique. Toujours selon ces mêmes auteurs, le coût de la violence et de la criminalité au Brésil pourrait être divisé en trois groupes principaux : les coûts de production du crime (coût des ressources utilisées pour l'acte criminel, coûts publics de prévention et de répression du crime, y compris coûts judiciaires et pénitentiaires) ; coûts collatéraux pour les victimes ; et, enfin, coûts sociaux associés divers, tels que taux d'investissement plus faibles et de chômage plus élevés.

Pour bien saisir l'ampleur du phénomène criminel au Brésil, rappelons que, selon l'*Atlas de la violence 2017*², le nombre total d'attaques terroristes en 2017 est inférieur au nombre d'homicides au Brésil pour chaque période de trois semaines : 3.314 décès imputables au terrorisme annuellement, contre 3.400 meurtres toutes les trois semaines au Brésil.

Sous l'angle strictement économique, un homicide représente avant tout une perte de main-d'œuvre. L'homicide d'une personne jeune, en particulier, est constitutive de l'exclusion prématurée et permanente de sa main-d'œuvre du marché, soit une perte de production annuelle qu'une étude de la Présidence de la République estime

à 550.000 reais (environ 137.000 €). Ce chiffre est à rapprocher du fait que 70% des victimes d'homicide ont moins de 34 ans. La valeur annuelle de la perte de production liée aux homicides serait donc, avec l'augmentation du taux d'homicides sur la période, passée d'environ 18 milliards de reais en 1996 à 26 milliards de reais en 2015, pour une perte cumulée qui dépasserait 450 milliards de reais (un peu plus de 110 milliards d'euros). L'incapacité temporaire de travail des personnes blessées représente en outre un coût représentant jusqu'à 2,6 milliards de reais annuels, les coûts médico-thérapeutiques de la criminalité représentant en outre environ 0,05% du PIB brésilien.

Récession et violence au Brésil forment en fin de compte un cercle vicieux : la récession génère de la violence, et la violence augmente encore les effets de la récession. Selon le journal *O Globo*, les dépenses de sûreté des entreprises ont atteint 1 milliard de reais (250 millions d'euros) pour le seul Etat de Rio de Janeiro en 2017. Sans surprise, plus la criminalité est importante dans une zone géographique donnée, plus les fermetures des magasins et d'usines sont importantes, et cela est particulièrement vrai à Rio. Au premier semestre 2017, environ 8.000 entreprises ont ainsi fermé leurs portes dans l'État de Rio de Janeiro, soit une croissance de 38% des fermetures par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de l'insécurité. Le groupe de distribution Luiza a ainsi annoncé l'ouverture de 60 nouveaux magasins dans le pays, mais aucun à Rio de Janeiro pour cette même raison.

La société L'Oréal a fermé les activités de son usine située dans le quartier de Pavuna,





Les coûts économiques de la criminalité au Brésil

qui est en tête des statistiques du vol de fret à Rio, et l'a transférée dans l'État de São Paulo. Il est vrai qu'une des rues de ce quartier concentre à elle seule 1% de tous les vols de fret recensés au Brésil... Au cours des sept premiers mois de 2017, Rio de Janeiro a enregistré 10.599 cas de vol de fret, soit 883 épisodes par mois ou un vol toutes les 50 minutes. Ce nombre est nettement plus élevé que celui enregistré dans l'État de São Paulo (10.584 cas), dont la population est pourtant trois fois supérieure à celle de Rio. La Fédération des industries de Rio de Janeiro a publié une étude intitulée «L'impact économique du vol de fret dans l'État de Rio de Janeiro», dans laquelle elle fait état de la création d'un supplément de facturation collecté par les transporteurs pour des trajets à destination ou en provenance de Rio de Janeiro baptisé la taxe d'urgence exceptionnelle, qui augmente le prix marginal de chaque produit de 1,5%. La même étude montre également que, tandis que le pays enregistrerait une augmentation de 86% du nombre de ces délits entre 2011 et 2016, cette augmentation était de 220% dans l'État de Rio de Janeiro. Selon Eduardo Eugênio, président de la FIRJAN (Fédération des Industries de Rio de Janeiro), «L'escalade du vol de fret a atteint un niveau insoutenable et des chiffres honteux. Avec la hausse des coûts de fret, ceux qui paient la facture ne sont pas seulement les entreprises mais aussi les consommateurs. En outre, le budget public est affecté par la baisse des recettes fiscales.».

Les pertes se produisent également dans le secteur du tourisme. Une étude de la Confédération nationale du commerce montre que, de janvier à août 2017, Rio de Janeiro a perdu 657 millions de réais (près de 164 millions d'euros), soit environ

30% du chiffre d'affaires du secteur. Les bars et restaurants ont enregistré une perte de 332 millions de réais (83 millions d'euros) ; les transporteurs, agences de voyage et sociétés de location 215 millions de réais (53 millions d'euros) ; les hôtels, auberges de jeunesse et établissements assimilés 97 millions de réais (24 millions d'euros) ; les autres activités culturelles et de loisirs 14 millions de réais (3,5 millions d'euros). Cette crise sévère traversée par l'État de Rio de Janeiro a conduit le gouvernement fédéral à adopter une mesure sans précédent en matière de sûreté publique, le décret présidentiel numéro 9288, prévoyant une intervention fédérale et la nomination de deux généraux pour diriger les opérations jusqu'en décembre 2018.

Hors du cas particulier et dramatique de Rio, le rapport *Coûts économiques de la criminalité au Brésil*³ du Secrétariat aux affaires stratégiques de la Présidence de la République, considère que la criminalité a un impact négatif de 4,38% sur le produit national brut national, ainsi ventilé : dépenses supplémentaires de sécurité publique (1,35 %) ; de sécurité privée (0,94%) ; assurances et pertes matérielles (0,8%) ; frais judiciaires (0,58%) ; perte de capacité de production (0,40%) ; coûts pénitentiaires (0,26% du PIB) ; services médicaux et thérapeutiques (0,05% du PIB). Entre 1996 et 2015, ces coûts additionnels directement liés à la criminalité et à la violence seraient passés de 113 milliards à 285 milliards de réais (70 milliards d'euros) par an. Au cours de la même période, les seules dépenses consacrées à la sûreté publique sont passées de 32 milliards à 90 milliards de réais par an (22 milliards d'euros). Les États fédérés couvrent 80% de ces dépenses et l'État fédéral 20%.





Marcelo PASQUALETTI

Entre 1996 et 2015, l'augmentation cumulée des dépenses de sûreté a été respectivement de 170% pour le secteur public et de 135% pour le secteur privé, avec un rendement social particulièrement négatif, puisque le nombre d'homicides dans le pays est, sur la même période, passé de 35.000 à 54.000 par an.

Le coût global de la criminalité brésilienne pèse aujourd'hui pour plus de la moitié sur le secteur privé : 149 milliards de reais en 2015, contre 135 milliards de reais pour le secteur public. Les pertes totales estimées dans le pays au cours de la période 1996-2015 s'élèveraient en tous les cas à environ 4.000 milliards de reais (1.000 milliard d'euros). Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), en 2014, ce coût pour le Brésil représenterait 53% du coût total de la criminalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes, et 78% de celui du « cône sud » (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay). Cette étude souligne tout particulièrement la dimension continentale du Brésil et la nécessité d'envisager ce pays à travers toute sa diversité régionale, tant il est vrai que différents Etats pèsent plus ou moins significativement sur ces chiffres globaux.

66

Conclusion

Le 28 octobre, le Brésil a élu Jair Bolsonaro Président de la République avec un peu plus de 55% du total des suffrages exprimés. L'une de ses premières mesures a été de nommer le juge Sergio Moro, connu pour avoir mené l'immense opération anti-corruption du « Lava Jato », comme Ministre de la Justice. A ce titre, M. Moro aura directement autorité sur la police fédérale,

la police fédérale autoroutière, le secrétariat national de la sûreté publique (équivalent du ministère de l'intérieur) et du département pénitentiaire national. Expert en droit pénal et procédure pénale, il devrait être en mesure de faire évoluer la législation actuelle et les politiques de sûreté publique, et de faire sortir le Brésil du triste scénario actuel de l'insécurité et des pertes économiques décrit plus haut. Nous connaissons également le nom du futur Directeur de la Police Fédérale, Mauricio Valeixo, un policier expérimenté passé par certains programmes d'échanges avec le FBI aux États-Unis et ancien directeur des services de renseignement de l'agence. Il pourra poursuivre et encore améliorer le travail de ses prédécesseurs, Leandro Daiello et Rogério Galloro. Quant au gouverneur élu de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, ancien juge fédéral, il a déjà annoncé un certain nombre de propositions très controversées en matière de sûreté publique, dont beaucoup ont reçu l'approbation des policiers mais la critique de plusieurs universitaires et criminologues. Celui de Sao Paulo, João Dória, a nommé pour la première fois depuis 1979 un militaire de réserve à la tête de la sûreté publique de l'État.

Jusqu'à récemment, l'État brésilien a failli en manquant de planifier, proposer, gérer, exécuter et contrôler les politiques publiques dans le domaine de la sûreté intérieure. Le recours à des mesures pouvant sembler populistes ou extrêmes est particulièrement populaire dans la société brésilienne, qui a déjà énormément souffert de la violence terrible qui sévit dans le pays. L'avenir nous dira si ce type de mesures, jugées inefficaces par une partie des criminologues, sera pertinent au Brésil.





Les coûts économiques de la criminalité au Brésil

1/ Analyse des coûts et conséquences de la violence au Brésil

http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/TDs/td_1284.pdf

2/ Atlas de la violence 2017 http://www.ipea.gov.br/portal/images/170602_atlas_da_violencia_2017.pdf

3/ Coûts économiques de la criminalité au Brésil

http://www.secretariageral.gov.br/estrutura/secretaria_de_assuntos_estrategicos/publicacoes-e-analise/relatorio-de-conjuntura/custos_economicos_criminalidade_brasil.pdf

Note

1. Officier de la Police Fédérale, Marcelo Pasqualetti est diplômé en droit, et a suivi des cursus universitaires spécialisés, notamment en Gestion de la sécurité publique (université du sud du Santa Catarina - Brésil), en Intelligence stratégique (Ecole supérieure de guerre, Rio de Janeiro - Brésil), et en Analyse des menaces criminelles contemporaines (université Paris II - Panthéon-Assas, Paris - France). Après avoir suivi une formation en renseignement criminel à l'université de Lausanne (Suisse), il fait actuellement un cours de Master II en Intelligence économique à l'université de Poitiers (France). Marcelo Pasqualetti a été chef du Service central de renseignement policier de la Police Fédérale, Attaché-adjoint de sécurité intérieure auprès de l'Ambassade du Brésil à Paris. Il est actuellement chef du bureau de représentation de la Cour supérieure de justice à Rio de Janeiro.





Entreprises : les règles de base à connaître pour commercer ou s'implanter au Brésil

Laurent SERAFINI¹

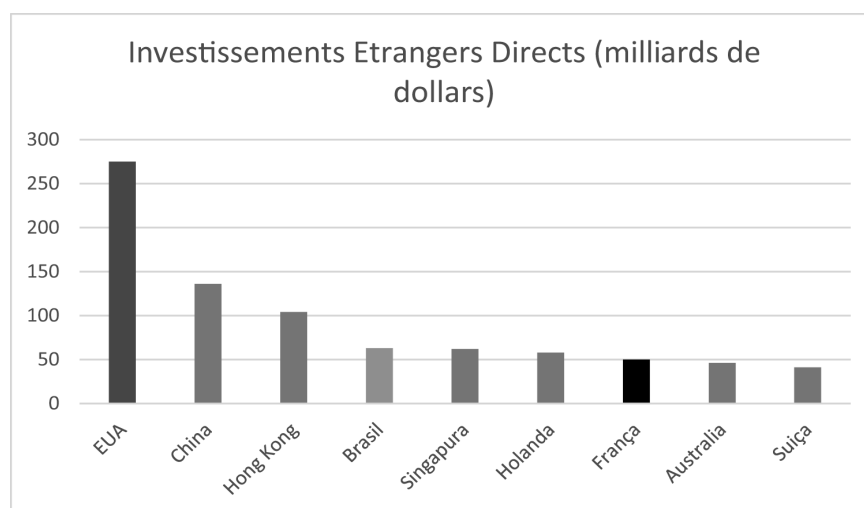
Brésil : des perspectives prometteuses

en 2018 (United Nations Conference on Trade and Development).

Ce n'est pas un hasard si le Brésil est placé au 4^e rang des destinations des investissements directs étrangers (IED) dans le monde

Un tel constat n'est pas seulement dû au fait qu'il s'agit du plus grand pays d'Amérique Latine, du plus grand marché intérieur, ou

Figure 1



Source : UNCTAD, FDI/MNE database (www.unctad.org/fdistatistics).





Laurent SERAFINI

parce que la monnaie s'y est effondrée. Non. Le Brésil fascine. Parce que tout le monde sait que beaucoup reste à faire et que tout reste possible. Cependant, si l'image d'éternel Eldorado fait rêver, elle reste en partie chimérique. Le Brésil se mérite, comme on le répète sans cesse. Parmi les centaines d'entreprises que nous avons accompagnées durant ces 7 dernières années, celles qui se sont effondrées l'ont été essentiellement du fait l'arrogance de leurs dirigeants, souvent mal conseillés. Or, le Brésil n'est pas un pays pour amateurs. Pour illustrer cet adage, dans nos formations, nous prenons souvent l'exemple de la capoeira, cet art martial brésilien que certains confondent avec une danse [ndlr : voir l'article *Corruption obligation ?* de Pierre Fayard dans ce numéro]. De prime abord, on croit avoir affaire à une danse. Erreur : la capoeira est un art martial. Cette appréhension ambivalente résume bien le pays, cher, compliqué et complexe. Pour y entrer comme pour y rester, si l'on veut affronter la bipolarité économique, l'étouffante bureaucratie, les énormes différences culturelles et un scénario catastrophique de violence, il faut être bien préparé et bien accompagné.

70

Brésil : un pays extrêmement dangereux pour les expatriés

Selon l'étude Expat Insider 2018, réalisée sur la base de 18.135 entretiens d'expatriés résidant dans 68 pays différents, le Brésil occupe la dernière place en ce qui concerne le volet de la sécurité. Comme le démontre l'étude, 56 % des expatriés interrogés résidant au Brésil évaluent de manière négative leur sécurité - la moyenne globale étant de 9%. Quant à la famille des expatriés, 50% d'entre elles ont peur pour la sécurité de

Tableau 1

Pays	Position du classement
Colombie	59
République Dominicaine	60
Egypte	61
Inde	62
Argentine	63
Turquie	64
Pérou	65
Kenya	66
Afrique du Sud	67
Brésil	68

Source : Expat Insider 2018.

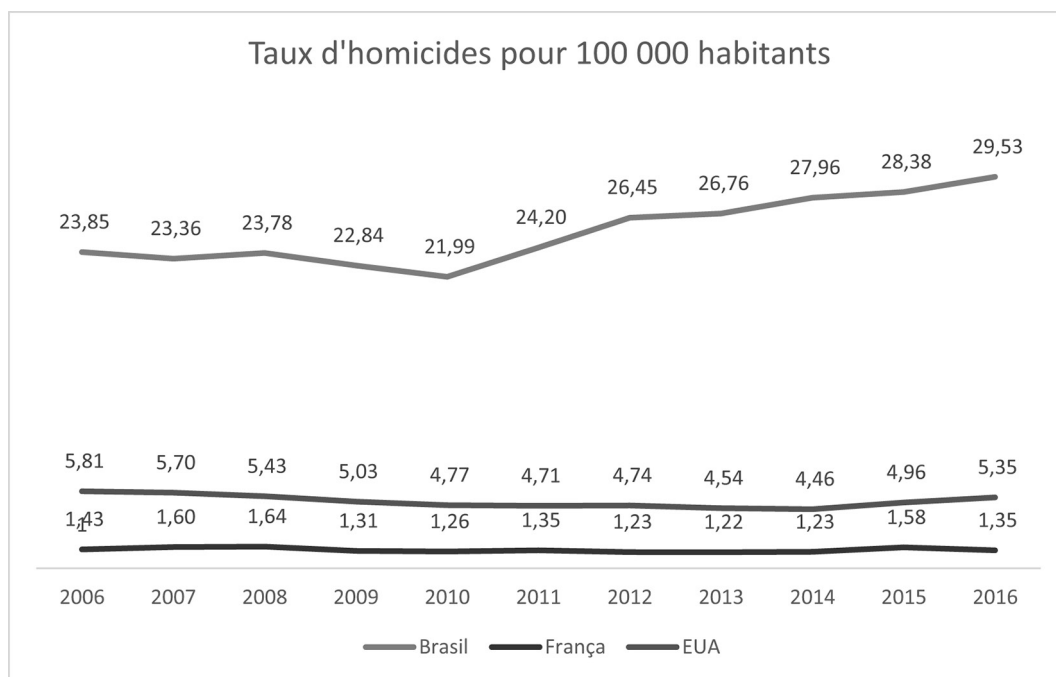
leurs enfants, la moyenne globale étant de 10%. Pourquoi les expatriés se sentent-ils si peu en sécurité au Brésil ?

Pour bien saisir la complexité et l'âpreté de la situation, il faut garder à l'esprit qu'entre 2006 et 2016, plus de 600 000 personnes ont été assassinées dans le pays (Atlas de la Violence 2018, p. 27). Le nombre d'homicides au Brésil impacte directement l'économie du pays, et ces taux de violence extrêmement élevés éloignent le Brésil du monde développé.

Il ne s'agit pas là d'être alarmiste, mais réaliste. Sans prôner la bunkerisation des sites ni empêcher les expatriés de se rendre dans certains lieux, il faut trouver les solutions réalistes capables de prévenir ou contrer au mieux les menaces existantes. Cependant, le niveau de plus de 60 000 homicides par an dans un pays sans guerre officielle - qu'elle soit religieuse, ethnique ou territoriale - reste difficilement pensable pour un expatrié. Dès lors, il est



Figure 2



Source : UN Office on Drugs and Crime's International Homicide Statistics database.

logique que les entreprises prennent les mesures nécessaires pour garantir la protection de leurs expatriés. D'autant que la législation française et les jurisprudences en vigueur obligent d'ailleurs ces entreprises à offrir des garanties en termes d'information sur les risques de la région et à prendre des mesures concrètes, comme des services de protection aux expatriés, pour s'exonérer de toute responsabilité en cas de problème. D'où la mise en place de veilles quotidiennes d'événements politiques, sociaux, sécuritaires et environnementaux, susceptibles d'avoir un impact sur le bon fonctionnement des activités ou sur la sécurité des personnels, notamment les expatriés. Ainsi, lorsqu'une situation à risques est identifiée, une alerte est envoyée par e-mail ou SMS afin que des mesures préventives puissent

être prises. Ce service est souvent accompagné de la Hotline, ligne d'assistance téléphonique 24h/24 mise au service des expatriés qui peuvent appeler au cas où ils se trouveraient dans une situation à risques. De plus, des services de protection physique pour les collaborateurs peuvent également être demandés. Classiquement, sont alors mis en place des plans de protection VIP et/ou dispositifs de sécurité sur mesure avec l'ensemble des ressources et équipements nécessaires à la prestation de services tels que des agents de sécurité, véhicules, hélicoptères, entre autres.

L'incapacité de l'Etat brésilien à garantir la sécurité publique ne se traduit pas seulement par un taux d'homicides extraordinairement élevé. De nombreux crimes de toutes sortes



Laurent SERAFINI

affectent directement la vie quotidienne des Brésiliens, des expatriés et plus généralement le développement économique du pays. Ainsi, un entrepreneur industriel sur trois affirme que le manque de sécurité détermine les décisions d'investissement, en termes de localisation de l'entreprise par exemple, tandis que sept brésiliens sur dix déclarent que ce même manque les a conduit à changer certaines habitudes, limitant ainsi les possibilités d'apprécier les bénéfices de la vie urbaine. (Confédération Nationale de l'Industrie, Portraits de la Société Brésilienne 38 : Sécurité Publique, 2017).

Le simple choix du lieu de l'installation d'une entreprise requiert une attention particulière. Pour cela, il est essentiel de connaître l'environnement et de comprendre les schémas de la violence dans le pays, chaque région pouvant être exposée à différents types de risques [NDLR : voir l'article de Hervé Théry dans ce numéro portant sur la géographie de la violence]. Il convient de rappeler que la superficie du Brésil recouvre celle du continent européen, avec des réalités fortement contrastées. Si l'on veut être sûr que les salariés et les installations soient en sécurité, il est nécessaire de procéder en amont à une évaluation des risques (criminels, sociaux et sanitaires), afin d'identifier les vulnérabilités du dispositif de sécurité. Une telle mesure est vivement recommandée aux entreprises étrangères qui ne sont pas encore familiarisées aux problématiques du contexte brésilien. Une analyse de risques de ce type permet d'anticiper des problèmes dans le déroulement des opérations de l'entreprise, d'éviter de grandes pertes en termes de patrimoine et d'inclure le coût de la sécurité dans les budgets des entreprises souhaitant s'installer au Brésil.

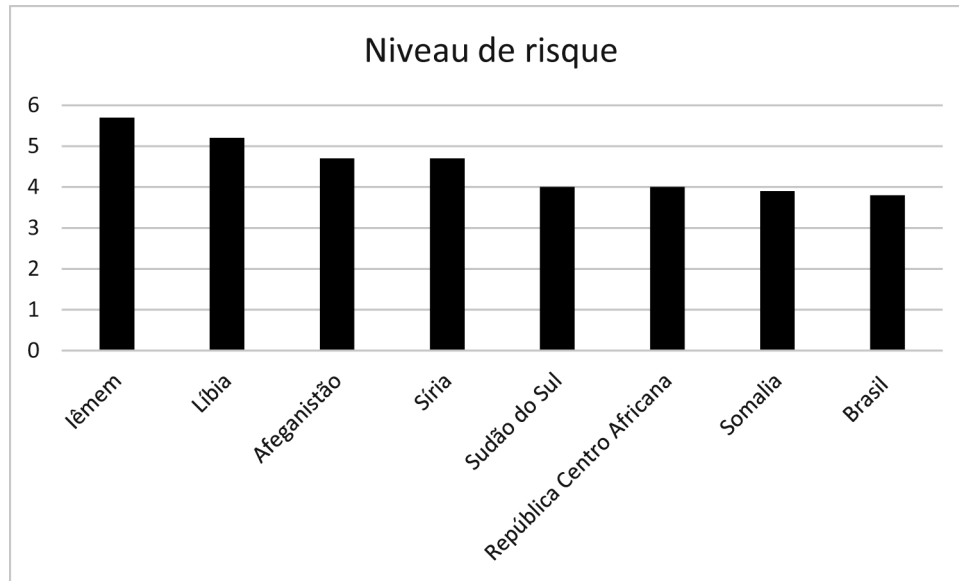
Si ce travail n'est pas fait au préalable, le préjudice peut-être grand. Nous avons ainsi été sollicités par une entreprise du secteur de la grande distribution qui avait une politique mondiale excellente, mais inadaptée au Brésil. Le pillage et les vols systématiques étaient quotidiens dans un magasin entouré par 23 favelas, et dans un premier temps, les pertes avaient été exorbitantes. Pour arrêter l'hémorragie, il a fallu installer immédiatement des moyens humains et techniques coûteux, et sur le moyen terme, investir en actions relevant de la Responsabilité Sociale des Entreprises. Non prévus, ces coûts étaient supérieurs aux bénéfices du magasin, rendant ce dernier non profitable. Il a ainsi fallu revoir les dispositifs de plusieurs magasins, adapter la politique globale au contexte local et revenir à des indicateurs rentables, notamment en réduisant les pertes qui permettaient de payer les coûts de sécurité additionnels, coûts non budgétisés initialement.

Les défis du transport de marchandises au Brésil

Les crimes relatifs aux vols de transports de marchandises nuisent gravement à l'économie de par leurs effets en chaîne, aboutissant à une forte perte de compétitivité et à de sérieux transferts de coûts supplémentaires pour la société au travers du prix final des marchandises. La perte s'applique aussi au gouvernement, qui ne percevra aucun impôt sur les marchandises volées, lesquelles seront probablement commercialisées clandestinement. Autre impact social : le vol de cargaison est utilisé dans certains Etats pour financer le trafic de drogue et d'armes et participe, de ce fait, à l'augmentation de la violence.



Figure 3



Source : version 163 du rapport JCC Cargo Watchlist.

L'entreprise anglaise Joint Cargo Committee évalue au niveau mondial les risques pour le marché de l'assurance des cargaisons. Selon la version 163 du rapport JCC Cargo Watchlist, élaboré le 5 octobre 2018, les routes brésiliennes : BR-116 Autoroute Curitiba - São Paulo, SP 330 Autoroute Uberaba - Porto Santos, BR-116 Autoroute Rio de Janeiro - São Paulo e a BR 050 Autoroute Brasília - Santos, figurent parmi les pires endroits au monde pour transporter des marchandises.

Une étude récente de la Fédération des Industries de l'Etat de Rio de Janeiro (FIRJAN - 2017), a montré que les vols de cargaison ont augmenté de 86% au Brésil durant les six dernières années, passant de 12.124 en 2011 à 22.547 en 2016. Entre 2011 et 2016, 97.786 vols de transport de marchandises ont été enregistrés dans le pays, ce qui représente une perte supérieure

à R\$ 6,1 milliards (1,5 milliard d'euros). Outre les problèmes causés par les attaques criminelles, une autre particularité brésilienne affecte la logistique des entreprises. Le Brésil compte 111.700 entreprises de transport, 374.000 conducteurs de fret autonomes et 274 coopératives de transport de marchandises. L'importance du secteur est telle que 60% de tout ce qui est produit dans le pays est transporté par autoroute. Le fait que le transport soit une activité sous-traitée - autrement dit, le client n'a aucun contrôle sur les transporteurs... - augmente les possibilités de fraude.

Cet exemple pris parmi tant d'autres montre bien que connaître ses partenaires commerciaux et fournisseurs s'impose comme une pratique incontournable. Les mesures de Due Diligence sont au Brésil absolument indispensables : il est impératif de collecter des informations vérifiées et pertinentes dans





Laurent SERAFINI

le cadre d'un éventuel contrat ou un accord commercial. En outre, scanner le profil des partenaires commerciaux n'est pas seulement l'un des piliers d'un bon programme de Compliance, mais contribue également à exercer une veille concurrentielle utile à l'entreprise. Des investigations axées sur les actifs, le patrimoine et les relations commerciales méritent presque toujours d'être effectuées. Les analyses de réputation et d'éthique d'entreprise sont de même fondamentales pour connaître les acteurs dans les domaines les plus divers, de la perspective de nouvelles affaires jusqu'à la signature de contrats. Pour ce faire, il est opportun de proposer aux directions des entreprises-clientes des solutions KYC, KYE et KYP, conçues pour fournir aux clients des informations pertinentes sur les entreprises et individus concernés (notamment leurs antécédents).

phishing, qui peuvent être reçues par courrier électronique, sites Web et programmes infectés. En raison du nombre important de fraudes, le Brésil est devenu le deuxième pays le plus touché, derrière la Chine.

Les attaques de phishing pointent les failles humaines, elles sont simples mais redoutablement efficaces. Aucun secteur, y compris les banques, organisations gouvernementales et entreprise privée, n'est à l'abri. D'où la nécessité de bénéficier d'une assistance en matière de protection des informations et des données sensibles et confidentielles, au travers d'audits et de validation de processus. On doit aussi réaliser des opérations de sécurité électroniques (OSE), qui consistent en une inspection physique et détection de dispositifs d'écoutes clandestins grâce à des équipements électroniques afin de prévenir le vol ou la fuite d'informations sensibles. Ces opérations peuvent être réalisées dans des véhicules, des résidences, des hôtels, des entreprises... Selon l'entreprise Serasa Experian, société brésilienne d'analyses et d'informations pour les décisions de crédit et de soutien aux entreprises, ce type de services revêt une importance primordiale au Brésil. Un exemple parmi tant d'autres : une tentative de fraude eu lieu toutes les 16,8 secondes au premier semestre de 2018.

74

Toutes les 16 secondes, 1 tentative de fraude sur le net brésilien

La cybercriminalité occupe malheureusement beaucoup de place au Brésil. Selon les données communiquées lors de la Semaine de la cybersécurité de Kaspersky, le Brésil est le pays le plus touché par les attaques de

Tableau 2

Indicateurs	Chine	Brésil	France	Global
Victimes de crimes cybernétiques	352.7 milhões	62.21 milhões	19.31 milhões	978 milhões
Perte	US\$66.3 bilhões	US\$22.5 bilhões	US\$7.1 bilhões	US\$172 bilhões

Source : Norton Cyber Security Insights Report 2017 Global Results





Corruption : entreprises, gouvernements et personnes

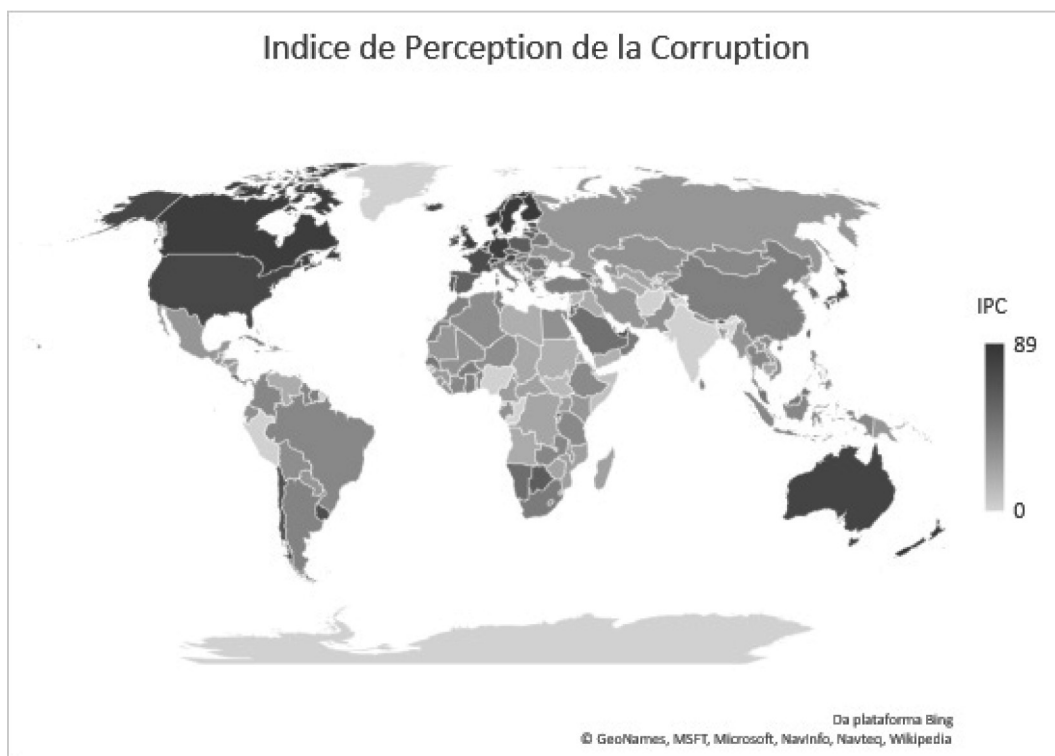
Les indices élevés de criminalité présentés jusqu'à présent sont exacerbés par des individus corrupteurs et corrompus qui agissent au sein et avec l'Etat brésilien. L'organisation Transparency International a créée l'Indice de Perception de la Corruption, qui mesure le niveau de corruption perçue dans 180 pays. Plus le score d'un pays est élevé, plus la perception de la corruption y est faible. Le Brésil se situe à la 96^e position.

L'émission télévisée Fantástico, de la Rede Globo, a mis en évidence les travaux de Claudio Frischtak, docteur en économie de

l'Université de Stanford, relatifs au coût de la corruption dans le secteur public. Selon l'économiste, sur la base des données fournies par la Cour fédérale des comptes, entre 1970 et 2015, il y a eu une surfacturation de 100 milliards à 300 milliards de reais (de 25 à 75 milliards d'euros) pour les travaux d'infrastructure.

Comment cela est-il possible ? Compte tenu de l'organisation du système politique brésilien, le chef de l'exécutif, c'est-à-dire le président, doit négocier avec le pouvoir législatif, donc avec les députés et les sénateurs, s'il veut obtenir le soutien de ses mesures (le politologue brésilien Sergio Abranches a nommé ce système d'équilibre

Figure 4



Source : Indice de Perception de la Corruption 2017. Transparency Internacional, 2018).





Laurent SERAFINI

entre les pouvoirs, un «présidentialisme de coalition»). Ainsi, en l'échange d'un soutien législatif, il est devenu courant de nommer des législateurs alliés à des postes importants de direction dans de grandes entreprises publiques brésiliennes. Une fois à ces postes, ces nouveaux dirigeants ont une voix déterminante sur les entreprises qui seront choisies pour décrocher des contrats gouvernementaux lucratifs. Ces recommandations ne sont pas, la plupart du temps, basées sur des facteurs techniques qui mesurent la capacité opérationnelle ou de gestion de l'entreprise recommandée, mais sur des facteurs politiques, afin d'obtenir des avantages, de favoriser les sponsors et les alliés, que ce soit au travers de pots-de-vin ou d'activités de conseil.

76

L'opération anti-corruption Lava-Jato a montré à quel point ce type de corruption s'est généralisé. Ainsi, comme l'ont relevé les procureurs, de nombreux dirigeants de Petrobras, entreprise pétrolière brésilienne d'Etat, avaient pour fonction principale de piloter des surfacturations dans le cadre de contrats signés avec les entreprises les plus importantes du secteur privé brésilien. La valeur surfacturée était transférée aux partis, après la ponction d'une commission pour leur propre bénéfice. Autre cas emblématique : plusieurs études ont montré que, depuis 1997, les entreprises impliquées dans de tels schémas de corruption avaient obtenu environ 20 milliards de dollars de la Banque nationale de développement du Brésil (BNDES - Spektor et Mello, *Comment réparer le problème du Brésil: briser la dépendance à un mauvais gouvernement*, Foreign Affairs, 2017). Le problème va même encore plus loin, puisque de telles pratiques se reproduisent en dehors de la sphère publique. La grande société d'audit

et de conseil PWC réalise chaque année une étude relative aux dirigeants d'organisations mondiales. En 2018, l'enquête mondiale sur la fraude et les crimes économiques a été faite dans 123 pays, 7.200 personnes ont été interrogées. Au Brésil, 50% des personnes interrogées ont déclaré que leur entreprise avait été victime d'un type de fraude ou de crime économique, commis dans 58% des cas par des membres de l'entreprise. C'est dire l'ampleur du phénomène de corruption !

Malgré quelques avancées récentes, le pays doit encore beaucoup évoluer dans la lutte contre la fraude et la corruption. Un projet est en cours, le Projet de Loi du Sénat n° 455, de 2016, qui prévoit de modifier le Code pénal afin de prévenir le délit de corruption privée. Cela dit, il n'y a aucune prévision quant à la date de son vote.

Compliance : protection et avantage concurrentiel

On comprend que dans une telle configuration, les mécanismes de Compliance se révèlent être indispensables pour les entreprises qui souhaitent être en conformité avec les réglementations, surtout dans un contexte marqué par des scandales de corruption. Ce mouvement d'adhésion à l'éthique a été renforcé au Brésil avec la loi n° 12.846/13, également appelée loi anti-corruption. La non-conformité à la loi peut conduire à des sanctions financières, administratives et judiciaires, tant pour l'entité juridique que pour ses dirigeants.

Les conséquences de pratiques illicites, voire l'absence de contrôles internes solides, peuvent causer des dommages irréparables





Entreprises : les règles de base à connaître pour commercer ou s'implanter au Brésil

aux entreprises. Afin de prévenir de tels risques, il est impératif de vérifier la mise en adéquation des sociétés aux différentes lois et procédures établies par les organismes de réglementation, et d'effectuer des cartographies du degré de conformité des entreprises, afin de s'assurer de leur respect des normes, démarches qui peuvent être utilement complétées par des services d'investigations visant à vérifier des suspicions de fraude et d'éventuels comportements anti-éthique. De telles enquêtes visent à prévenir les atteintes à la réputation, protéger les opérations commerciales et éviter des sanctions financières élevées. Engager de telles mesures n'est pas un luxe au Brésil, c'est tout simplement une condition de survie.

Piraterie et commerce illicite

La vente et la distribution de produits de contrefaçon, sans l'autorisation des titulaires de marques et d'enregistrement, sont classées dans la piraterie moderne et occupent une place de plus en plus importante dans les circuits du commerce illicite. Selon une enquête du Forum national contre la piraterie et l'illégalité (FNCP), le Brésil perd 130 milliards de reais (plus de 30 milliards d'euros) par an à cause du piratage, de la contrefaçon et du commerce illégal de produits. Les vastes frontières du pays [NDLR : voir l'article du Lt-Col Mauricio França dans ce numéro], mal surveillées, contribuent à l'entrée de produits illégaux. Comme on l'a vu ci-dessus, le taux élevé de vols de cargaison et de fraudes contribue également à ce que de telles pratiques soient si courantes au Brésil. Les organisations criminelles étant financées, entre autres, par la contrebande, le commerce illicite a des

conséquences directes sur l'augmentation des chiffres de la violence dans la société. En plus de la criminalité, la contrebande génère également une perte de perception des impôts, favorise le chômage et impacte négativement la compétitivité des entreprises au Brésil.

Dans un tel cadre, pour une entreprise, comment combattre le commerce illicite ? Elaborer un plan d'action efficace contre la contrefaçon passe par la vérification de la chaîne de production et par une veille des plateformes de commerce *online* et *offline*, pour identifier les produits - et/ou ses composants - vendus à des prix très bas ou via des canaux de vente non officiels. Dans le cas d'irrégularités identifiées, une seconde étape du travail concerne l'enquête sur les informations, la collecte de preuves pouvant se révéler utile dans le cadre d'une procédure judiciaire.

77

Le Brésil ? Un pays riche, séduisant, prometteur pour les entreprises, mais où il convient de se montrer d'une prudence extrême

Le Brésil dispose d'un immense potentiel, les perspectives d'avenir y sont prometteuses, mais nombre de mesures doivent être absolument prises - si possible très en amont - pour prévenir ou atténuer les risques des opérations commerciales dans un environnement où la violence et la corruption atteignent des niveaux alarmants. D'où l'impérieuse nécessité de se faire accompagner par une structure *ad hoc*, qui possède l'expérience nécessaire pour guider, sensibiliser, conseiller et soutenir





Laurent SERAFINI

techniquement les entreprises dès le début de leurs opérations au Brésil.

Pour en savoir plus

Travailler entre hauts risques criminels et fort potentiel économique : l'exemple

du Brésil, Cas d'école - La géopolitique pour les entreprises, n°3, 1^{er} juin 2017 (Grenoble Ecole de Management), note où interviennent Laurent Serafini et Marcelo Pasqualetti, à télécharger sur <http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2017/06/CE3.pdf>

Note

1. Laurent SERAFINI, CEO-Amérique latine de Velours International (www.groupevelours.com), un des leaders français de la gestion de risques et de l'Intelligence Economique en Amérique Latine. Titulaire de deux masters - droit international, administration d'entreprise - titulaire d'un global executive MBA, Laurent Serafini a été officier de liaison de la Police française en poste au Brésil de 2007 à 2011, date à laquelle il se place en disponibilité et crée Velours International Amérique Latine, aujourd'hui installée dans quatre pays du sous-continent. Laurent Serafini anime souvent des conférences pour des entités publiques brésiliennes ou des cadres du secteur privé. Conseiller élu et membre de la direction de la Chambre de Commerce et d'Industrie franco-brésilienne de São Paulo, il anime depuis 2015 le comité d'entreprenariat de la Chambre de Commerce, et depuis 2017 le comité des startups. Membre du Conseil d'Administration de la French Tech Hub São Paulo et mentor d'un accélérateur d'entreprises « Founder Institute », il accompagne l'implantation de dizaines d'entreprises par an au Brésil.



Crime, écologie et terreur : un nouveau modèle d'optimisation du rendement ? L'exemple du Brésil

Hervé JUVIN

Sixième extinction des espèces animales, effondrement des systèmes vivants, mort des terres et des eaux rendues stériles par l'accumulation chimique... Les annonces négatives se succèdent. Elles mettent en jeu la sécurité globale des populations, à laquelle il faut désormais ajouter une dimension environnementale partout présente. Elles font parfois oublier cette réalité ; il y a des gagnants et des perdants à la révolution écologique qui vient, et la carte géopolitique en est déjà bouleversée. En témoigne l'attention nouvelle portée aux mers glacées qui entourent l'Arctique, dont le dégel ferait une route maritime majeure, de nature à bouleverser les relations entre l'Europe et l'Asie. En témoigne tout autant l'attention constante suscitée par la forêt amazonienne, plus souvent connue comme « poumon vert » de la planète, et plus généralement par le territoire brésilien. Attention des multinationales, soucieuses de contrôler les futures ressources rares.

Attention des Brésiliens, conscients de la valeur unique de leur espace national. Attention aussi de la petite et de la grande criminalité, qui fait de la fraude, du trafic ou du crime environnemental une source croissante de ses revenus. Car s'il y a des gagnants et des perdants à la révolution écologique en cours, il se pourrait bien que les premiers gagnants soient les groupes et réseaux criminels, tant il y a à gagner à polluer, à tuer, à déforester, en-dehors des lois, des normes et des frontières. La grande criminalité environnementale est une autre fille perdue de la globalisation...

1. La sécurité environnementale devient un enjeu criminel majeur

La règle générale est simple, et elle s'applique particulièrement dans le domaine environnemental ; plus un bien est rare, plus les autorisations, les taxes, les normes





Hervé JUVIN

sont exigeantes, plus les prix sont élevés, et plus les revenus que le commerce illégal peut en tirer augmentent.

La règle détermine ce phénomène mondial : des faux médicaments aux trafics d'espèces protégées, du commerce illégal de bois aux décharges non contrôlées ou aux fausses certifications, la montée des contrôles, des interdictions et des taxes provoquée par la montée des nouvelles raretés ou par les peurs humaines a fait en vingt ans de la criminalité environnementale l'une des sources de revenus majeures des organisations criminelles, sans doute comparable au trafic des êtres humains. Deux phénomènes sont remarquables :

- des activités anecdotiques, artisanales, sont devenues structurées, internationales, voire industrielles ;

- les délits et crimes environnementaux sont devenus plus divers, à mesure que s'étendait le domaine des raretés et celui des normes.

Citons les principales catégories d'activités criminelles liées à l'environnement :

- Le trafic d'espèces protégées concerne des espèces vivantes, perroquets ou singes au Brésil, le trafic de viande de brousse en Afrique, qui ravitaille les rébellions locales. Il est surtout porté par l'appétit insatiable des pays du Golfe, de la Chine et du Vietnam pour l'ivoire d'éléphant et pour la corne de rhinocéros, qui est en train de conduire ces espèces au bord de l'extinction, exploitant dans ce but des situations de guerre qu'il va jusqu'à provoquer, au Kasai ou au Kivu au Congo RDC, au Sud-Soudan ou en Centrafrique (il resterait à peine quelques

centaines d'éléphants en RCA, sur plus de 18 000 en 2000 !). La logique du marché est impitoyable ; les prix montent à mesure que la disparition des espèces visées se rapproche ; la récente et peu compréhensible décision des autorités chinoises autorisant à nouveau la commercialisation « à fins thérapeutiques » de la corne de rhinocéros et des os de tigre va l'accélérer encore.

- Moins spectaculaire, mais financièrement bien plus importante, est la pêche illégale, réalisée notamment par des bateaux-usines qui dépassent les quotas, ne respectent pas les méthodes de pêche autorisées, et pillent les eaux territoriales de pays qui n'ont pas ou ne prennent pas les moyens de les défendre (la France, notamment dans le canal du Mozambique, subit cette situation, comme une grande partie des pays d'Afrique) ou de faire respecter leurs zones protégées (à l'exemple de la Grande-Bretagne ou des calanques près de Marseille).

- L'exploitation illégale ou dissimulée de l'or, de métaux, de minerais précieux ou rares instaure sur certains territoires un ordre mafieux contre lequel les forces de l'ordre, et parfois les armées, sont impuissantes ; les orpailleurs clandestins, en Guyane, ont fait subir des pertes aux gendarmes français lors de véritables opérations de guerre pour le contrôle du territoire et empoisonnent au cyanure, en toute impunité, les eaux et les sols. Dans ce domaine, la criminalité s'est récemment étendue au prélèvement illégal de sable sur les plages fluviales ou maritimes (Chine, Inde).

- La production et la vente de substances interdites, ou contrôlées, prend des proportions inquiétantes, par exemple avec le soupçon de la production de CFC (un gaz



Crime, écologie et terreur : un nouveau modèle d'optimisation du rendement ?

interdit utilisé dans les procédés réfrigérants) par des usines chinoises, ou encore par les massives contrefaçons de produits pharmaceutiques par des usines indiennes, chinoises ou africaines. Les groupes chimiques ne sont pas en reste dont certains organisent, semble-t-il, la commercialisation de certains de leurs produits, interdits ou contrôlés, dans des conditions propres à contourner les contrôles (produits phytosanitaires, pesticides, etc.).

- Le traitement des déchets, des produits industriels en fin de cycle, le recyclage des batteries et autres substances chimiques, en raison du coût croissant des dispositifs autorisés, est une composante majeure des liens entre collectivités territoriales et groupes criminels. Les groupes criminels italiens se sont spécialisés dans le traitement des ordures ménagères - en fait, dans leur non-traitement ; le sud de la France n'a pas été épargné par des réseaux de corruption qui touchent toute la vie politique locale.

- L'exploitation ou la surexploitation des terres peut mobiliser des réseaux criminels, par exemple ceux qui organisent la coupe illégale de bois précieux, y compris dans des réserves et parcs nationaux (Congo, bois de rose à Madagascar), mais aussi ceux qui assurent à des multinationales l'accès et le contrôle de terres arables au détriment des communautés locales, par l'intimidation, le détournement de procédures, ou la corruption des pouvoirs locaux.

- La qualification de « crimes contre l'environnement » est désormais régulièrement employée contre les entreprises qui fraudent sciemment sur les tests d'émissions de carbone et de particules fines par leurs moteurs (à l'exemple de divers fabricants

automobiles aux Etats-Unis), contre les entreprises qui inventent, diffusent et accréditent de la « fausse science » pour prévenir des normes plus sévères, voire l'interdiction de leurs produits. Ainsi, l'exemple des producteurs d'OGM ou de néonicotinoïdes, comme celui des diffuseurs d'ondes des réseaux 4G ou 5G ou de certains produits pharmaceutiques rappelant celui des cigarettiers qui ont réussi, pendant plusieurs décennies, à paralyser toute étude sur le lien entre la cigarette et le cancer. La même appellation devrait être employée contre les entreprises de génie génétique qui acquièrent par brevets la propriété de gènes d'espèces endémiques à certains territoires (exemple de Madagascar) et exigent ensuite des redevances pour toute recherche ou toute utilisation de ces gènes.

- Citons enfin un sujet qui peut être assimilé à des crimes contre la biodiversité, celui de l'annihilation par les producteurs de semences de toutes les variétés endémiques locales, grâce à une captation réglementaire qui tend à interdire les échanges de semence ou la commercialisation de semences non enregistrées à des producteurs non professionnels (il faut signaler l'étonnante censure par le Conseil constitutionnel, en novembre 2018, de l'article 78 de la loi Egalim, qui en rétablissait le principe).

L'ensemble aboutit à ce constat : à mesure que la richesse se déplace vers les ressources naturelles et la biodiversité, le crime lui aussi se déplace. Il n'est dès lors pas étonnant que le Brésil, premier pays au monde pour la biodiversité terrestre, détenteur avec la forêt amazonienne d'un bien national précieux pour l'humanité, fasse l'objet de toutes les manœuvres criminelles... et de toutes les manipulations.





Hervé JUVIN

2. Le Brésil, prochain champ de bataille écologique ?

Quelle est la situation du Brésil ? Première réserve de biodiversité au monde, végétale et animale avec sans doute des milliers d'insectes d'espèces encore inconnues à découvrir, mais aussi foyer de la diversité des sociétés humaines avec quelques-unes des dernières sociétés à vivre avec très peu - voire pas - de contacts avec ce qu'il est convenu d'appeler la civilisation, une forêt amazonienne qui reste la plus grande forêt pluviale au monde, mais aussi avec des surfaces cultivables qui ont peu d'équivalent au monde, le Brésil est une cible, une terre convoitée pour ses ressources naturelles, une terre souvent offerte au crime par la faiblesse de l'administration centrale et des forces de police et de l'armée. Il est donc aussi objet privilégié de la criminalité environnementale, l'un des éléments de la criminalité brésilienne dont chacun sait qu'elle est l'une des plus élevées au monde.

82

Beaucoup a été dit sur les raisons de l'arrivée au pouvoir du Président Bolsonaro, notamment l'ampleur de la corruption, et des niveaux de criminalité équivalents à ceux d'un pays en guerre. Beaucoup également a été affirmé quant au mépris du Président élu pour l'environnement, l'accord de Paris sur le climat, la forêt amazonienne, l'action des ONG en faveur des Indiens et des paysans pauvres. L'opinion dominante, de ce côté-ci de l'Atlantique, étant que le Brésil s'apprête à accélérer la déforestation, à multiplier les barrages sans tenir compte des populations indigènes, à livrer les terres disponibles aux grands propriétaires latifundiaires que l'arrivée au pouvoir du Président Lula avait fait trembler, ou bien aux trusts agroalimentaires américains, et

à en finir avec ces dernières communautés de la grande forêt ou du grand fleuve. A l'inquiétude de ceux qui ont appris que la forêt amazonienne était « le poumon vert de la planète », s'ajoute la sympathie romantique pour ces témoins de l'âge de pierre qui demeureraient parmi nous. L'abandon du projet de retrait du Brésil de l'accord sur le climat serait seulement tactique ; le Brésil choisit de ne pas s'isoler d'une communauté internationale acquise au principe de la lutte contre le changement climatique, sans doute parce qu'il constate le fait qu'aucun pays signataire, à ce jour, n'a rempli ses engagements... D'ailleurs, le Brésil a annoncé qu'il renonçait à accueillir la « COP 25 », futur sommet mondial sur la lutte contre le changement climatique. Dès lors, ONG, Fondations et experts sont bien accueillis par les media quand ils répètent les mises en garde ; l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro signifierait une catastrophe écologique, la destruction de la forêt, une menace pour la survie de l'humanité. Comme le titrait un quotidien britannique, « Le monde ne peut pas supporter un Bolsonaro » !

La réalité est sans doute plus complexe. Quelques faits incitent à la circonspection. D'abord, la continuité de l'orpaillage clandestin, du trafic d'animaux protégés et des coupeurs de bois illégaux n'a jamais été démentie, quel que soit le régime au pouvoir à Brasilia. Difficultés d'accès, étendue des territoires à surveiller et profondeur de la corruption expliquent une situation structurelle ; la délinquance, voire la criminalité environnementale, fait vivre une part de la société et des régions du Brésil. Certaines estimations portent à près de 20 % du revenu régional la part des activités clandestines ou criminelles dans les régions frontalières





Crime, écologie et terreur : un nouveau modèle d'optimisation du rendement ?

de l'Amazonie, ce qui signifie que toute une part de la société et du territoire est installée dans une économie parallèle. Pas plus la dictature militaire que la présidence de Lula n'y ont changé grand-chose, la présidence de Bolsonaro le pourra-t-elle ?

Ensuite, l'ambiguïté des discours et des actions des ONG environnementalistes et des Fondations internationales. Proclamer que la forêt amazonienne est le poumon du monde, pour réclamer une sorte d'extraterritorialité protectrice, c'est s'attirer l'opposition immédiate et légitime d'une population attachée à l'indépendance du Brésil, et plus encore, d'une armée qui se considère dans sa grande majorité comme l'instrument de la souveraineté nationale. Des maladresses (comme l'admonestation du Président Emmanuel Macron au Président Bolsonaro, à l'occasion du G20 en Argentine), des provocations, des actions ressenties comme ingérence dans les affaires intérieures du Brésil, ne servent pas la cause que ces ONG et ces Fondations prétendent défendre ; elles ont fourni un terrain rêvé aux proclamations souverainistes des partisans du Président Bolsonaro et de l'armée. Une question analogue est soulevée par la défense des tribus amazoniennes ; outre les accusations d'ingérence et de manipulations, voire d'atteinte à l'unité nationale, portées contre ceux qui animeraient « les Indiens à plumes de Brasília », une majorité de la population brésilienne se sent bien loin de la représentation folklorique et marginale qu'une certaine presse occidentale tend à véhiculer, alors qu'elle attend tout du développement économique - à tort ou à raison. La situation n'étonnera pas ceux qui ont vu avec quelle violence les pays sortis de la colonisation ont imposé la modernisation à leurs minorités ! Ici

encore, les ambitions modernistes et les projets de mise en valeur annoncés lors de la campagne ont valu au Président Bolsonaro une popularité facilement compréhensible.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, parce que l'emprise des multinationales, des ONG et des grandes organisations internationales s'est généralement fort bien accommodée de la montée du crime organisé, jusqu'à susciter chez beaucoup de Brésiliens le sentiment d'une convergence des intérêts. Quand la criminalité au quotidien élimine les petits vendeurs et la vie des rues, les gagnants sont les centres commerciaux sécurisés... et les gros investisseurs qui les gèrent. Quand les ONG ciblent invariablement l'action des forces de police ou les interventions de l'armée, en oubliant les multinationales (à l'exception curieuse mais répétée de Total...), le résultat est l'élimination des chefs syndicaux, des militants locaux de défense de l'environnement, des autorités locales, et le champ ouvert aux exploitations minières, agricoles ou forestières des grands propriétaires ou des multinationales (la superposition des assassinats criminels et des implantations de groupes internationaux est tout aussi frappante au Mexique). La France et aussi l'Europe doivent y réfléchir : si l'illusion du « doux commerce » est depuis longtemps dissipée, la réalité est que non seulement le « big business » peut très bien s'accommoder de situations d'insécurité criminelle élevée, mais il peut tout aussi bien en bénéficier - de là à penser qu'il puisse les créer...

Dans cette situation, l'ambiguïté de la situation du Brésil est forte. Des nominations au rang de ministre, notamment celles du ministre de l'économie et de celui de la justice, tendent à accréditer la thèse



Hervé JUVIN

européenne d'un pouvoir tenu par les Etats-Unis, qui serait prêt à tout pour mobiliser ses ressources. Mais le mouvement qui a porté Bolsonaro au pouvoir peut aussi s'interpréter comme la nostalgie d'une époque où les militaires assuraient à la fois la sécurité intérieure dans le pays, et la poursuite de l'intérêt national. Les militaires retrouvent une partie du pouvoir qu'ils avaient perdu. Et si l'armée est majoritairement devenue républicaine, sa doctrine stratégique est nationaliste, elle est souverainiste, et s'inspire encore en grande partie des leçons léguées par le général Ernesto Geisel (1907-1996, Président du Brésil de 1974 à 1979), théoricien du « pragmatisme responsable » [ndlr : voir à ce sujet l'analyse de Nicolas Dolo dans le présent numéro]. Les géopoliticiens brésiliens, au premier rang desquels le général Golbery do Couto e Silva (1911-1987), ont d'ailleurs souvent attribué à l'armée le rôle principal dans la tenue de cette frontière centrale qu'est l'Amazonie.

84

Dès lors, le débat s'ouvre sur la doctrine de souveraineté pertinente pour le siècle

à venir. Que signifient « mise en valeur », « développement », « valorisation des actifs nationaux » ? L'effondrement redouté des systèmes vivants va faire à brève échéance de la biodiversité, des puits de carbone, et simplement de terres arables fertiles, des actifs d'une immense valeur politique et géopolitique. De même que, dans le monde de la globalisation, le travail humain et les compétences humaines sont surnuméraires et que leur valeur décroît rapidement tandis que les prix des ressources naturelles augmentent, de même, les valeurs relatives des actifs économiques, des infrastructures, etc., devraient baisser par rapport à des actifs naturels devenus vitaux - et rares. Dans cette perspective, toute politique de souveraineté doit s'employer à préserver, à enrichir et à mettre en valeur ces actifs climatiques, naturels, écologiques. C'est notamment le cas du Brésil, l'un des pays, sinon le pays, au monde disposant du premier actif naturel au monde : la biodiversité. La politique la plus ambitieuse pour le Brésil est une politique du vivant : en est-il vraiment d'autres ?





Brésil : à l'origine de l'élection de J. Bolsonaro, un délire médiatico-libéral

Xavier RAUFER

Le 1^{er} octobre 2003, la banque d'affaires new yorkaise Goldman Sachs - gentiment baptisée «pieuvre vampire» par la revue *Rolling Stone* - lançait le concept des Brics (*Dreaming with Brics : the path to 2050 - Global Economics Paper N° 99*). Cinq pays - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud - seront les moteurs de l'économie mondiale, à l'horizon de l'an 2050. D'où bien sûr, l'urgence de vastes implantations et de massifs investissements - dont il va de soi que Goldman Sachs se chargera volontiers contre rétribution.

Le schéma est connu : toujours un peu celui de l'arnaque financière des *subprimes* : amalgamer des emprunts immobiliers solides à d'autres dépourvus de valeur, en faire des titres à vendre tous ensemble - se défausser enfin avant que ne s'écroule le château de cartes. Avec les BRICS, l'entourloupe est plus géopolitique : on associe trois pays solides dans leurs fondamentaux

(Chine, Inde, Russie) à la branlante Afrique du Sud et au Brésil, pays déjà ravagé par le crime et la corruption. Partant de là, mille lucratives combines peuvent s'imaginer et se multiplier.

Peu après - amusante coïncidence - les grands médias mondiaux, *The Economist* et le *Financial Times* en tête - lancent tous sur le Brésil une massive et extatique campagne de publicité rédactionnelle - on ne trouve pas d'autre terme. Campagne en comparaison de laquelle les plus magistrales *fake news* de Kim Jung-Un & co. ne sont qu'anodines cogitations d'un tâcheron.

Le Brésil est la nouvelle Cité de Dieu... L'icône du multiculturalisme, du métissage, de la diversité... La puissance émergente du XXI^e siècle... Le pays du futur, jeune, sexy, dynamique... Un gentil géant heureux et sympa... Un miracle brésilien est en cours... Le Brésil et son économie





Xavier RAUFER

florissante... Dieu est brésilien... Un pays qui gagne... L'Eldorado pour investisseurs... Le Brésil, idole du *World Economic Forum* de Davos... Luiz Inacio «Lula» Da Silva, prophète de la Mecque de la mondialisation fusionnelle - Et de gauche en prime ! C'est le chef du Parti des Travailleurs : médias énamourés, extase des journalistes post-trotskyistes (l'espèce est nombreuse). Dans un spasme orgasmique, les constamment comiques *Inrockuptibles* titrent en Une «Le pays où la gauche a réussi».

[Le lecteur dubitatif recherchera avec profit «Brésil Eldorado» sur un moteur de recherche : il sera édifié.]

86

Pourquoi cette «brésilatricie» limite fanatique, sans nulle distance ni vérification ? Une stratégie de communication, même efficace, saurait-elle produire une telle unanimité ? Ce, si durablement - le matraquage de ces indécentes publi-reportages a duré plus de cinq ans ? Pourquoi, toutes ces années durant et dans tous ces journaux, magazines et sites, n'a-t-on pas trouvé une seule enquête un peu critique ?

Corruption ? Faveurs ? Unanimité banc-de-sardines ? Consanguinité ou symbiose de milliardaires-banquiers et milliardaires-patrons de presse ? Qui suscitera un *BraziLeaks* pour faire éclater la vérité ? En tout cas, on constate un déni flagrant du réel par tous ces médias.

Car il suffisait d'aller au Brésil et d'y ouvrir les yeux - il suffisait de questionner des brésiliens dans la rue - pour qu'à l'instant, la média-bulle de savon éclate ; pour que la consternante réalité du Brésil surgisse - dès 2003, dès l'initial acte d'idolâtrie médiatique : gouvernement survivant par

acrobaties comptables... infrastructures ravagées... corruption babylonienne de politiciens et patrons brésiliens, à coup de dessous-de-table et contrats-copinage... Population cyniquement ahurie par une télé-poubelle inondant 95% des foyers, le Brésilien adulte passant 6 heures *par jour* en moyenne devant l'écran... Bureaucratie immense et paralytique... Népotisme et clientélisme omniprésents... Gauche factice, la direction du Parti des Travailleurs étant en fait hypnotisée par Goldman Sachs. Bref : la «puissance émergente» était imaginaire et les investisseurs-gogos furent floués.

On s'en doute, les prédateurs financiers avaient alors fui avec leurs profits.

Lentement, péniblement, le vrai Brésil sort du mirage-médias courant 2012 : «La poudre parle à Bahia»... «Le Brésil ne parvient pas à endiguer la corruption politique»... «Le Brésil impuissant face à l'explosion des homicides»...

Depuis, la vérité triomphe : «Lula» Da Silva et Dilma Rousseff, qui lui succéda, étaient «à la tête d'une coopérative criminelle sophistiquée et complexe»... Un «pacte de corruption» unissait des pans entiers de la classe politique aux grands groupes économiques et financiers brésiliens, publics ou privés... Voilà ce qu'au quotidien, dénoncent d'impavides magistrats brésiliens. Sous Dilma Rousseff d'ailleurs, un économiste brésilien - de gauche mais écœuré - crucifiait son propre pays où, disait-il «L'abîme séparant le capital du travail est à l'exacte apogée de l'obscénité».

Été 2018, lorsque s'écrivit ce texte : au Nord-Est du Brésil, dans les mégapoles du pays, l'anarchie est si répandue, le gouffre





Brésil : à l'origine de l'élection de J. Bolsonaro, un délire médiatico-libéral

si proche que l'armée nationale constitue désormais le seul rempart face à de véritables régiments criminels, eux aguerris et surarmés.

Ce rempart est-il solide ? Non : les soldats de l'armée de terre sont surtout des gamins de 20 ans, fâcheusement inexpérimentés ; et l'armée elle-même n'a pas vraiment combattu l'ennemi depuis un siècle et demi. Face à elle, les redoutables *sicarios* de l'armée du crime, assassins dès leur quinze ans, d'usage trucidés avant leur vingtième année ; maniant avec expertise des armes dernier cri et connaissant mieux que personne le dédale de leur favela.

Opérons pour conclure un utile retour aux contes de Grimm ; ici, à la légende du «Chasseur de rats de Hameln» qui joue de sa flûte magique - et tous les rats d'abord, tous les enfants de la ville ensuite, le suivent jusqu'à la Weser, rivière voisine, et y disparaissent à jamais. A l'origine de ce conte, une histoire réelle devenue légendaire, advenue en 1284 en Saxe. Sept siècle et dix-neuf ans plus tard, les malheureux Brésiliens sont tombés dans le même piège. Car là où règnent l'aveuglement médiatique, la crédulité et la voracité financière, nul algorithme, nulle jugeote, ne peuvent rien.

La réalité criminelle du Brésil

Janvier 2018 : le ministre brésilien de la Défense annonce la «faillite du système de sécurité du pays», fusillades chaque jour entre méga-gangs, des centaines de morts par semaine.

Homicides, 2016 : 61 619, 1 184/semaine, 7/ HEURE, + 3,5% sur 2015. Taux d'homicides :

30/100 000 (Union européenne : - de 2/100 000). 98% des victimes sont des hommes ; dont 82% entre 12-29 ans ; 76% de ceux-ci, des Noirs. En 2015 : 58 870 homicides, ± 29/100 000.

Homicides *par armes à feu* (connus) : 34 921 en 2006 ; 44 475 en 2016, + 27,4%.

Nord-est du Brésil : explosion des homicides en 2016 : Etat de Pernambuco, + 38% sur 2015, Ceara, + 32%, Rio Grande Do Norte, + 26%. A Fortaleza (N-E) le taux d'homicide des 12-20 ans atteint l'effarant niveau de 11/1 000.

Le seul Brésil recense 10% de TOUS les homicides du monde. De 1980 à 2010, le pays a compté ± 3 millions de morts violentes (15 fois Hiroshima+Nagasaki). Dans ces 30 années, le taux d'homicides a explosé de + 124%.

Rio de Janeiro, carte postale et réel criminel

La mégapole de Rio a ± 12 m. d'habitants. On y trouve un millier de *favelas* (aimable euphémisme pour bidonville, 30% de la population) ; ± 20 contrôlées par la police ou l'armée, les 980 autres par des méga-gangs surarmés, ou de (si possible) encore pires «milices anti-crime» formées d'ex-militaires ou policiers ripoux.

Homicides : 1^{er} semestre 2017 : 3 500 (+ 15% sur 1^{er} semestre 2016) ; dont 650 morts par «balles perdues». Taux d'homicides : 32/100 000.

Fusillades (jan-juin 2017) : 197 fusillades en 183 jours. La ville a une application



Xavier RAUFER

«OTT - *Onde Tem Tiroteo* («où ça flingue») qui les signale en temps réel.

Vols avec armes et/ou violences (2^e semestre 2016) : 68 000, 340 par JOUR.

Depuis vingt ans TOUS les successifs gouverneurs de l'Etat de Rio ont été condamnés

pour corruption. L'Etat/ville de Rio sont loin d'être les plus violents du pays. Le Nord-Est du Brésil (fief de l'aimable Lula) est bien pire.

**** Toutes nos sources sont disponibles sur demande.*





Chroniques Et Rubriques







PROFONDEUR STRATÉGIQUE - 1

Robots tueurs – la guerre déshumanisée

Eric MARTEL

Editions FAVRE, Lausanne, Paris, 2018

1. Quelle est selon lui l'utilité, quels sont les pièges, à utiliser de tels robots tueurs dans la lutte contre le terrorisme ?

Les robots tueurs doivent être compris dans un cadre global, comme je le montre dans mon ouvrage, qui est celui de l'automatisation de la guerre. En conséquence, ils doivent être appréhendés comme des systèmes intelligents disposant de « bras armés » que l'on appelle effecteurs. Mais l'intelligence artificielle peut aussi être exploitée telle quelle sans dispositifs mécaniques lorsque par exemple vous avez recours à des algorithmes qui ratissent Internet.

En termes pratiques, les robots tueurs peuvent être utilisés pour inspecter des bâtiments et répliquer à des individus armés et hostiles qui

auraient ouvert le feu sur ses propres forces. Sachant que le combat en zone urbaine est très dangereux, cela permettrait d'éviter des pertes dans ses propres rangs. Autre avantage, celui de pouvoir couvrir de larges zones géographiques. À titre d'exemple une flottille de 12 mini sous-marins autonomes serait, selon Singer, apte à couvrir l'ensemble du Golfe persique. On pourrait donc avoir recours à des flottes de drones pour surveiller de grands espaces.

Néanmoins au niveau opérationnel, il ne faut pas oublier que ces engins discriminent mal, voire très mal les combattants ou terroristes des civils, ce qui risque d'entraîner des bavures. Déjà aujourd'hui, selon le journaliste Andrew Cockburn, l'usage de ces engins pilotés à distance que sont les drones entraîne un certain nombre d'erreurs liées au fait qu'aucune caméra n'arrive à restituer ce que l'œil humain est capable de percevoir.





Eric MARTEL

Au niveau plus global, je ferai le parallèle avec la voiture. Lorsque que vous utilisez systématiquement votre véhicule pour tous vos déplacements vous atrophiez vos jambes. De la même façon, lorsque vous faites strictement confiance à des systèmes intelligents quels qu'ils soient, c'est votre intelligence qui s'étiole. Vous aurez alors tendance comme le montrent divers exemples, dont l'affaire du Vol 655 Iran Air qui a fait 290 morts, à faire entièrement confiance aux capacités forcément très supérieures de la machine. Le terroriste, par contre, est confronté à un tel réseau de contraintes, que quoi qu'il arrive, vous pouvez être sûr que son cerveau sera au maximum de ses capacités. Il sera donc toujours apte à vous surprendre par des idées improbables qu'un système intelligent à la recherche d'irrégularités statistiques pourrait difficilement prévoir.

92

2. Mêmes question... lutte contre le crime organisé ?

La problématique du crime organisé est assez proche du terrorisme. In fine, la question qui se pose étant celle de la créativité humaine face à l'omniscience et la fulgurance de la machine. Les systèmes intelligents n'ont pas leur pareil pour identifier des anomalies statistiques et réagir à des vitesses électroniques. Cela ne veut pas dire que l'humain ne soit pas apte à avoir recours à une tactique militaire millénaire : la ruse. Néanmoins de par leur capacité à avoir recours à des compétences informatiques de haut niveau, le crime organisé constitue un opposant qui ne saurait être négligé. Les mafias russes ont ainsi montré qu'elles pouvaient avoir recours à des spécialistes qu'elles puisent dans ce riche vivier que constitue l'informatique russe.

3. Quelles sont les fragilités de ces robots tueurs ? piratage ? Sabotage ? brouillages, etc. ?

Comme les drones, le point faible de ces machines est principalement leur système de communication qui permet de les coordonner et de les superviser. Les Iraniens ont ainsi réussi à détourner un drone américain ultrasophistiqué en 2011. Cette faiblesse conduit paradoxalement les militaires à rendre ces machines complètement autonomes afin qu'elles se coordonnent en essais dont le comportement n'est pas entièrement prévisible. Cette perspective dérange quelque peu, et on les comprend, les militaires.

Une autre faiblesse réside dans l'usage d'armes à impulsion électromagnétique massive, mais elles ne peuvent être développées que par des puissances moyennes et non des organisations.

Par contre un certain nombre de technologies liées aux robots tueurs peuvent être détournées et utilisées par des organisations terroristes ou criminelles et c'est là que réside le danger majeur lié à l'apparition des robots tueurs. Pensez par exemple au mini drone Perdix qui a été développé dans un institut universitaire pour l'armée américaine afin de fonctionner en essais. Il a été conçu pour être fabriqué avec une imprimante 3D. La majeure partie de ses bibliothèques logicielles circule librement dans le milieu universitaire. Même si je doute fort que *Daech* dispose de spécialistes aptes à contrôler efficacement des essais de drones, ce n'est pas forcément le cas d'organisations disposant elles de compétences informatiques moyennes.





PROFONDEUR STRATÉGIQUE - 2

Le Sentier Lumineux : un laboratoire pour l'étude du terrorisme

*Daniel DORY**

Pour beaucoup d'observateurs non spécialisés dans les questions latino-américaines, le Sentier Lumineux péruvien apparaît comme un phénomène lointain, exotique et relevant plus de l'histoire que de l'actualité. Or cette impression est fautive, au moins pour deux raisons, qui justifient son étude non seulement dans une perspective comparative, mais aussi pour mieux comprendre le recours au terrorisme en relation (ou non) avec un processus insurrectionnel dont le déroulement peut être très éclairant en regard de réalités européennes actuelles.

D'abord, le Sentier Lumineux n'a pas du tout disparu après 1992, lorsque son chef Abimael Guzmán fut capturé. Au contraire, bien que très affaibli militairement et divisé idéologiquement, il a expérimenté une série de mutations en deux directions plus ou moins complémentaires. L'une relève de l'hybridation croissante avec le narcotrafic dans une logique à la fois mercenaire et entrepreneuriale. L'autre consiste dans la tentative de construire un instrument légal

destiné à s'insérer dans le système politique péruvien en profitant de la sorte des garanties constitutionnelles en vigueur.

Ensuite, le cas du Sentier Lumineux permet d'analyser, avec un recul suffisant, la létalité et le rôle du terrorisme lorsqu'il s'inscrit (ou pas) dans une dynamique insurrectionnelle. En effet, entre 1980 et le milieu des années 1990, cette entité déploie une stratégie visant à déboucher sur une guerre civile. Sa létalité est alors extrêmement élevée (environ 35 000 morts) comparable à celles, par exemple, du LTTE au Sri Lanka ou encore des FARC colombiennes. En une deuxième phase, post-insurrectionnelle, on a affaire à un ensemble de groupes pratiquant des attentats à la bombe, des assassinats sélectifs, des embuscades, des prises d'otages, etc., avec un bilan en termes de victimes beaucoup plus modeste, de l'ordre de quelques dizaines par an, mais présentant sur la durée une capacité de nuisance certaine. On retrouve alors des chiffres comparables à ceux d'organisations qui





Daniel DORY

ont échoué dans leur projet insurrectionnel comme, par exemple, l'ETA (environ 900 morts), les Brigades Rouges (environ 360 morts), la RAF/Bande à Baader (57 morts), ou encore Action Directe (12 morts) ou le FLQ québécois avec... 1 mort.

Cette approche contextuelle et géopolitique du terrorisme, qui permet aussi de mieux comprendre les déterminants de la plus ou moins grande létalité des organisations qui recourent à cette forme de violence politique, ouvre par conséquent des pistes de réflexion tout à fait pertinentes pour analyser des situations actuelles. En particulier en enrichissant les acquis de quelques travaux quantitatifs comme celui de Asal ; Rethemeyer (2008) dont les conclusions sont difficilement généralisables par manque de données vraiment fiables.

94

Mais le Sentier Lumineux qui débute une « guerre populaire » au Pérou en 1980, et dont des avatars militaires et politiques subsistent encore, constitue d'abord et avant tout un exceptionnel laboratoire pour l'étude du terrorisme. Et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, on a affaire ici à un phénomène dont la gestation remonte aux années 1960, lorsque la rupture sino-soviétique aboutit à la confrontation, au sein du mouvement communiste international, de deux horizons stratégiques divergents. L'un basé sur la coexistence pacifique (URSS), l'autre inspiré des thèses maoïstes incluant le recours à la guerre pour imposer le communisme localement et/ou mondialement. Le *Partido Comunista del Peru - Sendero Luminoso* qui se développe alors dans le département andin pauvre et isolé d'Ayacucho sous la direction d'Abimael Guzmán, ancien professeur de philosophie à l'université locale (devenu *Presidente Gonzalo*), après une série

de scissions et d'épurations, aboutira à une pratique insurrectionnelle en rupture plus ou moins nette (et violente) avec les différentes composantes de la gauche péruvienne et, en particulier, de sa mouvance maoïste (Navarro, 2010). Ensuite, le modèle de « guerre populaire » envisagé, qui combine une rigide orthodoxie maoïste avec des relents de messianisme andin, se présente aussi en rupture avec les différentes adaptations latino-américaines du modèle castriste (le « foquisme » associé au Che Guevara), théorisé à l'époque par Régis Debray (1967), qui en 1980 avait déjà démontré sa stérilité pratique, d'abord sous forme de guérillas rurales (Pérou 1965, Bolivie 1967, etc.), puis urbaines (Tupamaros, ERP argentin, etc.).¹ Par l'accès qu'il offre à une profondeur historique exceptionnelle, le Sentier Lumineux présente un chantier privilégié pour l'étude du terrorisme, car on y trouve, au cours d'une évolution s'étendant sur plusieurs décennies, un recours à différentes formes de l'action insurrectionnelle, violente ou non, allant de la consolidation d'organisations diverses, de formes originales de propagande (dont le théâtre et les slogans peints sur les murs), des actions de guérilla (rurale et urbaine) et, enfin, car c'est cela qui nous intéresse ici : le recours au terrorisme en des moments et lieux qu'il s'agit d'élucider. En outre, les expériences accumulées en matière de lutte contre-insurrectionnelle par l'État et la société péruvienne, notamment avec les autodéfenses paysannes (les *rondas campesinas*) doivent absolument être intégrées dans toute recherche géostratégique visant à saisir la complexité des faits en cause.

Pour aborder cet ensemble de faits et la littérature qui s'y rapporte il est essentiel de bien focaliser, dès le départ, le champ





de l'analyse. Et celui-ci concerne ici spécifiquement le terrorisme, c'est-à-dire une technique de violence politique parmi d'autres à laquelle des groupes (voire des individus) ont recours en des moments et en des lieux qu'il s'agit de comprendre à partir de données situationnelles et de contraintes opératives données. Pour ce faire, il est donc d'abord nécessaire de formuler une proposition de définition s'ajoutant, certes, aux quelques centaines de définitions actuellement en circulation (Schmid, 2013, 39-157), mais dont la formulation est néanmoins indispensable pour préciser le plus exactement possible ce dont on parle. A ce titre on peut affirmer que *le terrorisme consiste en la réalisation (et/ou la menace) d'actes de guerre visant à transmettre un message émotionnellement impactant à des audiences différentes des victimes immédiates de l'action violente* (Dory, 2017b).

Sans qu'il soit ici nécessaire de procéder à un commentaire détaillé de cette formulation et de ces implications théoriques, retenons cependant qu'outre l'aspect communicationnel (relevant à ce titre aussi de la guerre psychologique), l'attention est ici dirigée vers l'identité des victimes. Celle-ci peut être *personnelle* lorsqu'un roi, président, ou un quelconque individu est visé en fonction de sa singularité (non substituable), ce qui en fait généralement la victime d'un assassinat politique. L'identité *fonctionnelle* (liée à des fonctions dans l'appareil d'État, une organisation subversive une Police, une Armée, etc.), caractérise des victimes plus ou moins indifférenciées, mais relevant de certaines catégories de la population, le plus souvent appartenant aux forces armées dans le cas de guérillas rurales ou urbaines. Enfin, l'identité *vectorielle* se réfère à la capacité

qu'ont certaines catégories d'une population, en fonction de critères (ethniques, d'âge...) à transmettre au mieux, par le spectacle de leur victimation, le message que les auteurs de l'attentat veulent faire parvenir à des audiences déterminées ; (par exemple : les victimes au Bataclan à Paris en 2015, ou celles de l'attentat de la rue Tarata, lorsque le Sentier Lumineux fait exploser, le 16 juillet 1992, deux voitures piégées dans un quartier résidentiel de classe supérieure de Lima). Et c'est, précisément, ce type d'actions qui caractérise au mieux le terrorisme dans ce que l'on pourrait qualifier sa « pureté » et tant que technique de la violence politique.

Une telle définition à vocation scientifique se distingue, bien évidemment, de la désignation polémique/politique du « terrorisme » et du « terroriste » comme infame, lâche, barbare et sanguinaire ; en clair, notre ennemi absolu, quel qu'il soit et, de plus en plus, quoiqu'il puisse faire. Elle diffère aussi de la strate définitionnelle juridique qui vise à qualifier des actes en vue d'éventuels procès, et dont les variations internationales demeurent considérables.

De ces considérations se détachent un certain nombre de conséquences qui sont à la base de toute recherche un tant soit peu rigoureuse sur le terrorisme en général et sur le Sentier Lumineux (désormais : SL) en particulier. D'abord, le constat que, contrairement à ce qui est trop souvent implicitement admis dans la littérature, en aucun cas des termes comme « violence politique », « insurrection », « guérilla » et « terrorisme » ne sont interchangeables, chacun renvoyant à des réalités différentes. Ensuite, que la désignation d'une organisation comme « terroriste » impose toujours au moins





Daniel DORY

deux niveaux complémentaires d'analyse ; à savoir celui qui rend compte des enjeux politiques/polémiques de la désignation, et qui concerne la lutte sémantique inscrite dans le périmètre d'un conflit concret ; et celui qui a trait au recours effectif au terrorisme par l'organisation en question, qui très habituellement inscrit ce mode d'action dans un répertoire beaucoup plus vaste de l'action politique, violente ou non, (propagande, recrutement, financement, création d'organisations légales, guérilla...). A défaut de cette discrimination analytique, le risque est grand de tomber dans une sorte d'attribution tautologique consistant à qualifier de « terroristes » toutes les activités d'une organisation qualifiée de terroriste (le plus souvent en fonction de critères polémiques), ce qui aboutit à une impasse intellectuelle et pratique désastreuse.

96

Enfin, on comprend aisément que dans cette perspective l'interrogation centrale autour de laquelle une étude scientifique du terrorisme peut véritablement se structurer vise avant tout à répondre à la question de savoir pourquoi, où et quand, une organisation à visée le plus souvent insurrectionnelle a recours au terrorisme. Et ce avec quel(s) résultat(s) immédiats et/ou différés, et débouchant sur quelles modifications de la situation géopolitique et géostratégique dans laquelle l'ensemble des acteurs en conflit se trouvent engagés.

Envisagée dans un tel cadre, l'étude de SL en tant que tel, et l'évaluation de la littérature qui lui est consacrée, présente un intérêt indéniable pour la recherche sur le terrorisme. Ce qui suppose non seulement d'adopter une distance critique par rapport aux discours inscrits dans cette seule problématique qui a donné lieu à

une « senderologie » trop souvent autoréférentielle², mais aussi de tenter de cerner les acquis potentiellement généralisables auxquels la recherche sur SL est progressivement parvenue. Et ce, dans le but de parvenir à formuler des hypothèses de travail permettant une meilleure connaissance du fait terroriste dans toute sa complexité, débouchant éventuellement sur des propositions valides de politiques publiques visant à combattre, non pas le « terrorisme » (car un mot n'est pas un ennemi), mais des organisations, réseaux et groupes qui recourent à cette forme de violence politique.

Cela dit, venons-en aux travaux récents sur SL et à leur mise en perspective en fonction des critères antérieurement mentionnés.

Quelques apports récents (et inégaux) à la connaissance de Sentier Lumineux

L'étude des organisations ayant recours au terrorisme a donné lieu à un ensemble de travaux monographiques offrant des matériaux de qualité fort inégale, incluant la simple désinformation au profit d'intérêts divers, le sensationnalisme journalistique et, heureusement, aussi quelques enquêtes solides débouchant sur des connaissances utiles. Malheureusement, tant l'(in)organisation actuelle de la recherche scientifique sur le terrorisme, que les difficultés objectives (notamment linguistiques, mais aussi pratiques, étant données les conditions de secret et clandestinité qui entourent notre objet) ont abouti à une grande dispersion méthodologique en la matière. Ce que l'on sait donc sur chaque organisation est





difficilement comparable avec les connaissances accumulées sur d'autres, ce qui n'empêche pas de tenter des généralisations prudentes, pour autant que leurs bases empiriques soient soigneusement évaluées.

Très concrètement, on peut soutenir que toute étude d'une organisation dite terroriste gagnerait beaucoup à se structurer autour de trois axes majeurs. D'abord, une solide connaissance de son *histoire*, incluant l'analyse de la situation géopolitique (interne et externe) au sein de laquelle l'organisation émerge, les étapes de la constitution du groupe, son élaboration idéologique, son recrutement et ses rapports avec d'autres entités en termes d'alliances, compétition ou affrontement. Relève également de la recherche historique la nécessité d'étudier la construction par l'organisation de son répertoire de l'action politique, violente et/ou pacifique, et d'établir la place que le recours à l'action terroriste y occupe, non à titre de qualification exogène infamante, mais du fait d'un choix délibéré d'une technique violente obéissant aux critères indiqués plus haut.

Ensuite, les *caractéristiques géographiques* de l'organisation doivent être abordées au moins à partir de deux interrogations complémentaires. D'une part la distribution spatiale des actions spécifiquement terroristes, envisagée notamment à partir du clivage rural/urbain, tout en prenant en compte l'ensemble des caractéristiques géographiques (physiques et humaines) des territoires concernés. D'autre part, il est aussi nécessaire de connaître la ou les localisation(s) de l'organisation, réseau ou nébuleuse en considérant ses sanctuaires, bases d'appui, zones d'opération, routes de circulation des flux (de personnes, ordres,

armes, argent...) et la configuration, au moins approximative, de son archipel de la clandestinité (caches, logements, contacts...). Et l'étude d'une organisation largement défaite comme SL, donne évidemment bien plus d'informations en la matière que lorsque l'on a affaire à des groupes encore actifs.

Enfin, une dimension trop souvent négligée : l'ensemble des dispositifs et des stratégies étatiques visant à affronter l'organisation considérée sous forme de *politiques contre-terroristes et/ou anti-insurrectionnelles*. Sont à prendre ici en considération tant les doctrines en vigueur (formulées généralement dans des manuels d'accès plus ou moins restreint), que les cadres législatifs (par exemple, l'introduction d'une loi sur les repentis), tout comme la nature des forces engagées (Armée, Police, renseignement, groupes irréguliers...), et, si possible, des indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité des politiques publiques concernées.

A ces trois axes indispensables à prendre en considération pour pouvoir disposer d'un corpus de matériaux permettant d'entreprendre une recherche comparative rigoureuse, on peut encore ajouter un exercice riche en enseignements. A savoir l'évaluation de la place et du statut de l'organisation concernée dans le champ des études sur le terrorisme, en entendant par-là l'ensemble des travaux s'inscrivant malaisément dans une perspective disciplinaire, dont les conditions de production (dans des centres de recherche civils et militaires, des entreprises plus ou moins privées et, plus rarement, des universités) manifestent une autonomie variable par rapport à des demandes politiques souvent peu explicites³. Sont à prendre en compte



Daniel DORY

ici avant tout les bases de données, les bibliographies, les encyclopédies et dictionnaires, sans oublier, éventuellement, les anthologies, les manuels ou encore les histoires du terrorisme.

En fonction de cette grille d'analyse, il est maintenant possible d'évaluer quelques publications récentes sur SL, non de façon générale, mais par rapport à leur intérêt pour la connaissance du fait terroriste, c'est-à-dire en les mettant en perspective par rapport aux principaux travaux qui fournissent, en quelque sorte, une ligne de base dans la recherche spécialisée sur la question.

L'histoire de Sentier Lumineux a fait l'objet de la majorité des contributions récentes avec, en particulier, une nouvelle tentative de synthèse générale (Ríos ; Sánchez, 2018) qui n'apporte malheureusement que peu d'éléments nouveaux, malgré l'accès maintenant possible à une masse de sources et de textes considérable. Pour en apprécier la portée, on peut adopter - au moins à titre d'hypothèse - la périodisation suivante de l'histoire de SL.

1.- *Années 1960 - 17 mai 1980.* Construction idéologique et organisationnelle de SL.

2.- *17 mai 1980 - fin 1982.* Prise de contrôle partielle de la zone rurale andine centrée autour de la région d'Ayacucho, au moyen d'attaques aux (rares) postes de police et de l'élimination par assassinats sélectifs des autorités étatiques locales et des délinquants de droit commun. L'État péruvien en pleine transition démocratique sous-estime le processus insurrectionnel et en confie la répression à une Police

mal équipée, peu motivée et largement... terrorisée.

3.- *1983 - Milieu des années '80.* Intervention de l'Armée avec une doctrine inadéquate et des pratiques relevant parfois du terrorisme d'État. Expansion de SL vers le nord andin, les centres urbains et les zones de production de coca/cocaïne de l'Alto Huallaga (zone de *ceja de monte* à l'est des Andes dont les vallées appartiennent à l'ensemble amazonien).

4.- *1985 - 12 septembre 1992.* Perte progressive d'influence de SL dans les zones rurales andines en raison de la résistance paysanne, notamment du fait de la mise en place des *rondas campesinas* avec le soutien de l'Armée, qui commence à adopter des pratiques contre-insurrectionnelles plus adaptées à la nature du conflit et à la réalité physique et humaine du terrain. Simultanément, SL en raison de sa stratégie d'encercllement des villes par les campagnes, accroît ses actions terroristes dans les villes et tout particulièrement à Lima. Cette période s'achève avec la capture d'Abimael Guzmán le 12 septembre 1992.

5.- *1992 - 2000.* Capture ou reddition de la plupart des cadres combattants et fragmentation du SL résiduel. Repli vers les zones de production de coca/cocaïne de l'Alto Huallaga et du VRAEM (vallées des rivières Apurimac, Ene et Mantaro). Fin en 2000 de la présidence Fujimori.

6.- *2000 à nos jours.* Présence résiduelle d'éléments armés plus ou moins héritiers de SL dans des zones fortement marquées par le narcotraffic. En 2009 est créé le MOVADef (*Movimiento por la Amnistía y los Derechos Fundamentales*) qui tente, pour l'instant





sans grand succès, d'inscrire le projet de SL dans le système politique péruvien.

En relation avec cette périodisation il est possible de mieux cerner les apports de la littérature récente, en l'évaluant principalement par rapport aux travaux fondamentaux de McCormick, (1987), Harmon, (1992) et Palmer, (1995) qui ont ouvert la voie à l'étude de la place et des fonctions du terrorisme dans la pratique de SL. Ainsi le livre de Ríos et Sánchez (2018) offre d'utiles aperçus sur la genèse de SL qui seront surtout appréciés par les non spécialistes, mais néglige l'analyse approfondie de la mouvance maoïste péruvienne de l'époque, déjà bien analysée par Navarro (2010) et ne prend pas assez en compte l'importance du volontarisme révolutionnaire de la direction de SL, bien mis en lumière par Palmer (2017). Mais c'est, évidemment, sur les deux périodes les plus récents (en gros depuis 1992) que ce livre apporte une mise à jour opportune, en particulier sur le MOVADef, à propos duquel on trouvera aussi des données dans Santillán (2017) et Salazar ; Tamara (2011), qui mettent bien en évidence la flexibilité tactique de SL, lui permettant d'adopter des formes institutionnelles et des discours conjoncturels adaptés à un environnement changeant, tout en gardant intact le projet initial basé sur le « marxisme-léninisme-maoïsme-*pensamiento Gonzalo* ». La période 2001-2010 peut également être utilement abordée factuellement à l'aide de l'article de Holmes (2015) qui manifeste, par ailleurs, la confusion conceptuelle habituelle entre terrorisme, guérilla, violence subversive et/ou guerre civile.

En arrière-plan de ces travaux, l'enquête journalistique de Strong (1992) demeure utile à maints égards pour la compréhension

des circonstances politiques et sociales de l'époque ; ainsi que la monographie, théoriquement faible, mais éclairante de Kirk (1993) sur la place (considérable) des femmes dans SL. Très éloigné d'une recherche à vocation scientifique, l'article de Ron (2001) contribue (un peu) à formuler la question du choix des cibles de la violence de SL, thème qui mériterait de faire l'objet de recherches approfondies en fonction des lieux et moments du procès insurrectionnel.

Les aspects géographiques de SL, pourtant indispensables à la compréhension de cette organisation, de ses actions et des spécificités de l'insurrection qu'elle a conduite, sont jusqu'à présent peu étudiés. Et ce, malgré quelques travaux importants qui jalonnent une réflexion de grande qualité qui n'a malheureusement pas encore abouti à la construction d'une problématique donnant lieu à une accumulation critique des connaissances.

Trois approches complémentaires structurent principalement la géographie du terrorisme : a) la distribution spatiale des actes terroristes ; b) les caractéristiques spatiales des organisations, groupes et/ou réseaux terroristes (ou, plus exactement, qui ont recours à des actions terroristes) ; c) l'analyse géographique (physique et humaine) des territoires utilisés par diverses organisations pour planifier, préparer et commettre des actes terroristes. A ces trois composantes majeures on peut ajouter l'étude géopolitique des enjeux du terrorisme et des luttes autour de la désignation de telle ou telle organisation (localisée) comme « terroriste ».

En ce qui concerne SL, la publication du remarquable article de Kent (1993), qui





Daniel DORY

100

montre notamment l'expansion des zones d'action de SL au travers de la cartographie de l'instauration progressive des zones sous état de siège (c'est-à-dire passant sous autorité militaire), marque le début de la recherche géographique. Ce travail qui traite du déploiement spatial de SL en fonction à la fois de sa stratégie propre (encercllement et étouffement des villes à partir de la domination sur les campagnes), et des contraintes qu'impose la géographie contrastée du Pérou, n'a pas (encore) été suivi par des recherches portant sur la distribution des actes terroristes, différenciés suivant leurs modes opératoires (assassinats, bombes, sabotages, etc.) et leurs fonctions (élimination sélective, propagande, provocation d'ennemis ou concurrents, intimidation...). On peut néanmoins citer, parmi les quelques travaux contribuant à la réflexion géographique, l'étude de Koc-Menard (2007) qui tente de comprendre les variations régionales de l'implantation de SL au cours des années 1980-1995 en fonction d'indicateurs de pauvreté relative, de présence d'organisations politiques concurrentes, de possibilités locales de financement et des capacités variables des forces contre-insurrectionnelles. Dans une perspective méthodologique similaire Holmes (2015) étudie les conditions de deux zones (Haut Huallaga et VRAEM) où des avatars résiduels de SL agissent au cours de la période 2001-2010, en étroite interaction avec les différents acteurs impliqués dans le narcotrafic.

S'inscrivant pleinement dans le champ de la géographie du terrorisme, on a ensuite quelques travaux qui abordent le clivage entre actions rurales et urbaines de SL. Sur ce point, l'étude de McCormick (1992), déjà ancienne mais dont la consultation

demeure indispensable, fournit la base d'un questionnement structuré sur les fonctions changeantes du recours au terrorisme en fonction des lieux et des étapes d'un procès insurrectionnel. Cette problématique qui a aussi fait l'objet d'un intéressant texte de Degregori (1991), a été approfondie dès la première moitié des années 1990 grâce à des monographies portant notamment sur les Andes d'Ayacucho (Isbell, 1994), Andahuaylas (Berg, 1994) et la vallée du Haut Huallaga (Gonzales, 1994). Cette dernière étude concerne une région présentant énormément de similitudes avec le Chapare bolivien (Dory ; Roux, 1998), également productrice de coca/cocaïne et foyer - à la même époque - de mouvements politico-syndicaux à fort potentiel insurrectionnel, qui n'a pourtant jamais connu (sauf actes épisodiques) un recours au terrorisme. Au contraire, grâce aux ressources du narcotrafic, à l'aide de diverses ONG et à l'ouverture du système politique bolivien, le mouvement *cocalero* a pu, en 2005 porter son dirigeant Evo Morales à la présidence de la République par des voies légales. Dans ce cas on assiste donc non pas à une connexion entre organisations politiques ayant recours au terrorisme et acteurs du narcotrafic (cas péruvien), mais à une pénétration des acteurs du narcotrafic au cœur même d'un État. En tout état de cause, la comparaison entre les cas péruvien et bolivien, déjà esquissée dans ILDIS, (1990) mériterait d'être approfondie afin d'échapper définitivement aux explications simplistes attribuant les causes du terrorisme à la pauvreté, à la frustration, à la « discrimination » ou encore à l'absence de l'État⁴.

Pour ce qui est des aspects urbains de la propagande, recrutement et violence (notamment terroriste) de SL, deux études





méritent de retenir l'attention. La première (Smith, 1994) concerne le district industriel d'Ate Vitarte, stratégiquement situé à l'est de la conurbation de Lima, sur la route centrale qui relie la capitale à la zone andine dont dépend son approvisionnement en vivres, eau et électricité. Ici, tout comme à Villa El Salvador, remarquablement étudiée par Burt (1999), on se trouve dans ce que SL appelle la « ceinture de fer » de bidonvilles plus ou moins consolidés qui entourent Lima, et dont la vocation est d'étouffer physiquement et politiquement le siège du pouvoir central en mettant en œuvre les principes géostratégiques de la « guerre populaire prolongée » maoïste. Mais l'intérêt majeur de ces contributions, qui dépasse leur seule pertinence locale, consiste à permettre de comprendre les mécanismes concrets d'infiltration de SL dans des tissus sociaux fragilisés notamment par la croissance démographique, la crise économique de la fin des années 1980 et, surtout, les divisions et conflits internes de la gauche légale qui a trop souvent, par aveuglement ou opportunisme, favorisé par une complicité passive l'implantation d'une organisation dont les buts ultimes de « justice », « libération », etc. ne lui étaient pas antipathiques. Ce dernier point renvoie aux complexités de l'analyse du *terreau* politique (ici les partis et organisations de la gauche péruvienne), de la *mouvance* potentiellement violente (maoïste, mais dans une certaine mesure aussi guévariste avec le début de la lutte armée du MRTA⁵), et d'une partie de SL qui constituera le *noyau actif* recourant au terrorisme. Il montre aussi le rôle, trop souvent négligé, de la micropolitique locale qui détermine grandement, non seulement le dosage de la violence terroriste, mais aussi ses fonctions changeantes en

relation avec des audiences internes et/ou externes plus ou moins réceptives. A ce propos l'excellent travail de Burt sur Villa El Salvador (une *barriada* au sud de Lima) est particulièrement éclairant, car son approche se fonde sur une compréhension correcte du terrorisme comme faisant partie d'un registre plus ample (violent et non violent) de l'action politique, inscrit dans une situation géopolitique évolutive à saisir à différents niveaux (ici : local, régional et national)⁶.

La contre-insurrection a fait l'objet d'un nombre plus réduit de travaux, mais on trouve parmi eux quelques textes d'une grande qualité analytique, dont la portée dépasse souvent le seul cas péruvien. Plusieurs critères peuvent être retenus pour différencier les phases successives de la réponse étatique à SL. Parmi ceux-ci importent tout particulièrement la nature des forces engagées et les doctrines appliquées par ces dispositifs contre-insurrectionnels/ contreterroristes. Ainsi on a :

a) *Une première phase (1980-1982)* où le nouveau gouvernement civil élu sous-estime l'insurrection (on parle alors de « criminels », « voleurs de bétail », etc.), et lui oppose, sans succès, diverses unités appartenant à la Police.

b) *A partir de la fin de 1982*, l'Armée intervient, et son action souvent brutale et indiscriminée (notamment faute de renseignement), relèvera parfois du (contre)terrorisme d'État, favorisant donc un recrutement accru de SL, mais dont les quelques succès sont à relier au surgissement plus ou moins spontané des autodéfenses paysannes (les fameuses *rondas campesinas*) qui vont radicalement modifier le périmètre du conflit.





Daniel DORY

c) Vers la fin des années 1980, le dur apprentissage de la lutte contre-insurrectionnelle par une armée au départ exclusivement formatée pour la guerre régulière, ponctué par de nombreux scandales liés à des massacres, aboutira progressivement à un changement de doctrine, insistant sur la protection des populations et leur transformation en alliées contre SL⁷. En même temps, une rationalisation et professionnalisation du renseignement permettra de parvenir à une répression plus sélective, et surtout à la capture d'Abimael Guzmán le 12 septembre 1992.

d) À partir de 1992, le déclin rapide de SL, et son repli vers des zones de production de coca/cocaïne au cours de la deuxième moitié des années 1990, ajouté aux effets considérables de la Loi sur les repentis (mai 1992) qui fournira aux services de renseignement de précieux informateurs (cependant pas toujours fiables), configurent, dans ses grandes lignes, le cadre du dispositif antiterroriste péruvien, dont l'instabilité institutionnelle est une des caractéristiques, sans doute encore accrue après 2000, dans les années postérieures à la présidence de Fujimori.

Cette évolution de la lutte contre-insurrectionnelle, dont l'étude est inséparable de celle de SL (chose que de trop nombreux chercheurs tendent à oublier), peut être utilement abordée par l'excellente mise à jour récente de Taylor (2017), centrée sur les développements actuels dans les zones de production de drogues où des reliquats plus ou moins « orthodoxes » de SL survivent encore, tout en offrant un bon panorama critique des phases précédentes du conflit. Ce texte fait d'ailleurs suite à une autre publication indispensable

de Taylor (1998), qui couvre les années 1980-1996. Ces deux références peuvent être complétées par la bonne synthèse de Bolivar (2002) qui offre le point de vue éclairé d'un spécialiste péruvien, et par l'article de Burgoyne (2010) de l'US Army qui élargit quelque peu le champ de l'analyse en l'inscrivant dans le cadre de la « Guerre Mondiale contre la Terreur » en vogue depuis 2001. Sur le phénomène complexe des autodéfenses, surtout paysannes, dont l'intégration dans les doctrines contre-insurrectionnelles est encore largement à faire, on dispose d'une source de première main avec Starn (1993) qui réunit des témoignages de participants directement engagés dans les *rondas campesinas*. La monographie de Degregori (1999) sur les *rondas* dans la région d'Ayacucho à l'intérêt de montrer leur rôle majeur dans la défaite de SL dans le centre-sud andin déjà avant la capture de Guzmán en 1992⁸.

La place de Sentier Lumineux dans les études sur le terrorisme

Les recherches portant sur SL, on l'a vu, ont abouti au cours des trois décennies passées à un corpus de textes véhiculant des connaissances, inégalement solides, mais néanmoins riches en enseignements pour toute réflexion sur le fait terroriste prétendant se fonder sur l'analyse de la diversité de ses manifestations.

Il est, dès lors, intéressant de se pencher sur la place qu'occupe SL dans le champ (on hésite à écrire : la discipline) des études sur le terrorisme, ou plus exactement, car il s'agit d'une entreprise presque exclusivement anglophone, des *terrorism studies*⁹. Pour ce faire on peut procéder à un rapide



sondage concernant trois instruments de travail dont l'utilisation est - en principe - indispensable à toute recherche spécialisée sur le terrorisme, à savoir : les bases de données, les bibliographies et les usuels (annuaires, encyclopédies et dictionnaires).

Les bases de données. Il est ici hors de propos de retracer leur histoire (qui commence vers 1968), ni insister sur leur diversité (d'abord limitées au terrorisme dit international, puis généralistes). Leurs conditions de production ne peuvent cependant pas être ignorées, en particulier leur dépendance par rapport aux sources ouvertes, essentiellement journalistiques, ainsi que leur financement par des organismes plus ou moins directement liée à des États et à leurs gouvernements (principalement : Etats-Unis, Israël et dans une moindre mesure Royaume Uni), engagés dans un combat (souvent sélectif) contre des entités qualifiées de « terroristes » en fonction de critères, on l'a vu, souvent plus polémiques que scientifiques¹⁰. Ceci étant, il est intéressant de chercher à cerner la place de SL dans quelques-unes des plus importantes bases de données qui ont fourni les matériaux empiriques à d'innombrables travaux de recherche parus depuis le dernier tiers du XX^e siècle. Dans la mesure où l'on ne prétend pas ici à une exhaustivité qui déborderait du cadre du présent travail, on se limitera à quelques sondages suffisants pour fournir un aperçu utile.

Concernant *le terrorisme international*, deux sources ont été retenues : Mickolus *et al.* (1989a ; 1989b) qui fournit la matière de la base ITERATE (*International Terrorism : Attributes of Terrorist Events*) pour les années 1980-1987 ; celle de la RAND (Gardela ; Hoffman, 1988) pour l'année 1987 qui nous servira d'année-test.

- Dans Mickolus *et al.* on a 38 actions attribuées à SL entre 1980 et 1987 (dont 6 en 1987). Par leur nature « internationale », ces incidents ont surtout une fonction publicitaire, consistant en des attaques (le plus souvent par bombe/dynamite) contre des ambassades et entreprises étrangères, dont la létalité est faible ou nulle. Le profil qui se dégage ici assimile donc SL à d'autres organisations « antiimpérialistes » comme le MRTA, et ne permet aucunement d'en cerner la spécificité car c'est seulement une toute petite partie de ses actions qui est ici enregistrée.
- RAND reporte également 6 actions pour 1987, dont seulement 3 sont communes avec Mickolus. Ce fait illustre sur un petit échantillon les problèmes persistants de sélectivité, complétude et homogénéité des bases de données qui servent de support empirique à de nombreux travaux sur le terrorisme.

Pour le *terrorisme en général*, on peut consulter Cline (1982) qui offre une chronologie pour l'année 1981, comprenant une vingtaine d'incidents au Pérou (à partir de septembre...). Cette source est surtout révélatrice des incertitudes d'attribution des actes au tout début de l'insurrection de SL, dont on entrevoit, cependant, le début de montée en puissance.

La base de données généraliste la plus complète et aisément accessible est sans aucun doute la GTD (*Global Terrorism Database*) produite par le Consortium START (*Study of Terrorism and Responses to Terrorism*), hébergée à l'Université du Maryland et étroitement liée au gouvernement des Etats-Unis¹¹. D'une interrogation avancée (le 23/06/2018), en optant pour les





Daniel DORY

critères les plus restrictifs (excluant notamment les cas ambigus et les attentats faillis), les informations suivantes ressortent :

- Entre 1980-2016, 3 920 incidents (toutes catégories) sont répertoriés, dont une écrasante majorité se produit entre 1980 et 1994.
- Pour 1987, notre année-test, on a 464 actes identifiés comme terroristes ; parmi lesquels les attaques à la bombe/dynamite (N=258) représentent 55% des cas, suivis par les attaques armées (qui relèvent le plus souvent de la guérilla lorsqu'elles ciblent la Police et/ou l'Armée) avec 21%, et les assassinats (de civils, fonctionnaires, élus, policiers, militaires confondus...) s'élevant à 15%. Les autres catégories (prises d'otages variées et attaques aux infrastructures) étant faiblement représentées, ce qui peut surprendre étant donnée l'importance des sabotages, notamment de l'infrastructure électrique, dans l'activité de SL.

104

Il est possible d'évaluer comparativement les données de START en ayant recours à une chronologie réalisée par un centre de recherches non gouvernemental péruvien qui couvre les années 1980-1988 (DESCO, 1989, 65-249). Ce qui réserve quelques surprises. En effet, le nombre d'événements répertoriés par DESCO, toujours pour 1987, n'est que de 108, c'est-à-dire moins du quart du nombre obtenu par START ! Cependant, la description des incidents y est suffisamment précise pour pouvoir faire l'objet d'une analyse discriminante¹² entre :

- Actes de terrorisme : 62 cas, (57,5%).
- Actes de guérilla : 11 cas, (10%).
- Actes mixtes terrorisme-guérilla : 15 cas, (14%).

- Actions du MRTA : 7 cas, (6,5%).
- Autres : 13 cas, (12%).

L'intérêt de ce genre d'analyse est évident, dès lors que l'on cherche à étudier spécifiquement le rôle et les fonctions des actes terroristes, en les distinguant des autres actes qui conforment le répertoire de l'action de SL. En outre, elle permet, réciproquement, d'interroger la consistance en matière de terrorisme des bases de données, telles que celle de START, qui fournissent peu d'informations descriptives permettant, par exemple, de distinguer clairement ce qui relève de la guérilla du terrorisme, ou encore de comprendre les différentes fonctions des actes terroristes en relation avec la situation qui les motive.

Pour avancer encore un peu dans cette exploration, on a eu recours à un sous-échantillon encore plus réduit, à savoir les incidents enregistrés pour le mois de juillet 1987 (pris au hasard), pour lequel on a :

- START : 43 incidents, dont 7 (16%) relèvent de la guérilla, et 36 (84%) du terrorisme.
- DESCO : 5 incidents, tous à caractère terroriste.

Signalons, par ailleurs, que pour le même mois Mickolus *et al.* ne reportent aucune activité de terrorisme international, et RAND seulement une. Mais ce qui retient davantage l'attention est la discordance - dont les causes sont probablement variées - entre les données de START et de DESCO. En effet, sur les 5 cas inclus dans DESCO, seul un se retrouve dans START, mais avec un nombre de morts différent (trois chez START et quatre dans DESCO) et à une date variant d'un jour. Il va de soi que de





telles divergences dans les données, qui ne concernent sans aucun doute pas le seul cas de SL, incitent à une très grande prudence dans la manipulation statistique des chiffres (en outre souvent affectés par le biais des petits nombres) relevant du « terrorisme » tels qu'ils apparaissent dans les sources dont il vient d'être question. On retrouve ainsi à partir du cas de SL une problématique plus générale concernant les bases de données en matière de « terrorisme », dont les éléments principaux sont traités dans le très utile article de Sheehan (2012).

Les bibliographies sur le terrorisme permettent d'évaluer l'importance accordée à une organisation par la communauté - en partie - scientifique se consacrant à l'étude du terrorisme. Leur nature thématiquement sélective et presque exclusivement anglophone en limite, bien entendu, l'importance pour l'étude de SL. Elles peuvent toutefois, comme c'est le cas, manifester la relative marginalité de cet objet de recherche au sein des *terrorism studies*. Ainsi, en ne prenant en considération que les bibliographies parues après 1980¹³, on constate dès 1986 la présence significative de SL dans Lakos (1986) avec 14 entrées (sur 5 622), alors que la même année Ontiveros (1986) n'en mentionne aucune. Tout au long des deux décennies suivantes on trouve quelques références éparses à SL, comme par exemple dans Mickolus ; Flemming (1988) avec 5 entrées concernant SL sur 81 portant sur l'Amérique latine ; Babkina (1998), avec 3 entrées ; ou encore dans Forest *et al.* (2006) où sur 5 références concernant le Pérou, seulement une porte exclusivement sur SL. L'impression qui se dégage de ce rapide examen des bibliographies est celle d'une prise en compte de SL avant tout comme un phénomène exotique, dont l'existence

doit être connue, mais dont les caractéristiques ne méritent pas de faire l'objet de recherches approfondies au-delà du cercle - très restreint - des « senderologues ». Et ce, d'autant plus que SL n'est jamais apparu comme une organisation menaçant vraiment la sécurité des Etats-Unis et/ou d'Israël, et que son insurrection fut donc vue comme un problème interne au Pérou. Pour apprécier plus précisément la place qu'occupe SL dans le développement de la réflexion scientifique et de la recherche sur le terrorisme on peut aussi s'adresser à d'autres sources, complémentaires des bibliographies.

Les annuaires de groupes (dits) terroristes ont une vocation avant tout indicative et descriptive, sans qu'il soit toujours possible d'identifier clairement les motifs d'inclusion de telle ou telle organisation dans ces répertoires. Ainsi, si l'on passe sur la liste des organisations terroristes étrangères établie par le Département d'État US depuis 1997, et où les critères politiques/polémiques sont évidents, la question se pose souvent pour les annuaires de Janke (1983), Rosie (1987), sans parler de l'étonnante liste fourre-tout qui figure au chapitre 6 de Schmid, (2013, 341-442) censée contenir entre plus de 6 400 (p. 341) et environ 3900 (p. 344) noms ! Très concrètement, s'agit-il simplement de prendre acte du fait qu'une organisation - ici SL - est qualifiée de terroriste quelles qu'en soient les raisons, et donc d'en fournir la notice correspondante ; ou bien de justifier cette inclusion en (dé)montrant et expliquant le recours au terrorisme par ce groupe, soit comme pratique exclusive (ce qui est extrêmement rare), soit en tant que technique de la violence politique à laquelle il recourt dans certaines circonstances qu'il s'agit alors d'élucider. La seconde option, la





Daniel DORY

seule qui rendrait ces instruments de travail véritablement indispensables pour l'étude du terrorisme, ne semble pas avoir été sérieusement envisagée. Ainsi pour SL, Janke (p. 505), outre une mention à ses origines maoïstes, offre un exposé de ses différents modes opératoires, mais sans distinguer ce qui relève, par exemple, de la guérilla ou du terrorisme clairement définis. Pour sa part, Rosie expédie SL en 12 lignes de lieux communs, tout comme Ashley (2012) dont le traitement historique est plus fouillé, sans justifier, là encore, le caractère terroriste de certains actes de SL qui ne résument pas l'ensemble de ses activités.

106 *Les dictionnaires* sur le terrorisme conduisent à des constats similaires. Toutefois dans ce genre d'ouvrages, tout comme dans les encyclopédies on dispose, normalement, d'une entrée « terrorisme » qui devrait permettre (si on n'y prend pas simplement acte de l'instabilité conceptuelle prévalente) d'apprécier les critères qui ont présidé au choix des matériaux. Parmi les dictionnaires les plus utilisés figure le Anderson ; Sloan (2002) où, malgré quelques erreurs factuelles, SL fait l'objet d'un bon traitement historique quoique sans guère de mention du ...terrorisme. Dans Trackrah (2004) SL n'a pas droit à une entrée et est traité factuellement dans l'article « Pérou » ; et on a seulement un faible aperçu historique sans aucune implication théorique dans Wright-Neville (2010). Le dictionnaire espagnol de Banegas (2004, 515-518) contient, quant à lui, un aperçu plus détaillé de l'histoire et de la stratégie de SL, mais toujours sans préciser ce qui relève précisément du terrorisme.

Les encyclopédies, enfin, devraient être parmi les usuels spécialisés les plus susceptibles

d'offrir des apports conceptuels et théoriques. Car c'est bien d'encyclopédies sur le *terrorisme* dont il est question, et non pas d'ouvrages (qui existent par ailleurs) sur la violence, les guérillas, les révolutions, etc. Or, ici encore la moisson est plutôt décevante. Certes, de bonnes informations historiques et stratégiques sont présentées dans Crenshaw ; Pimlott (1997), tant sur l'insurrection de SL que sur la contre-insurrection conduite par l'État péruvien (traités dans deux articles séparés), mais là encore la question - pour nous centrale - de la spécificité du terrorisme n'est pas vraiment abordée. Il n'y a presque rien à dire sur l'entrée SL dans Combs ; Slann (2007) qui se concentre sur des généralités d'ordre surtout idéologique, en contraste avec l'excellente analyse développée par Baud (2009, 1030-1040) qui, elle, débouche sur une réflexion véritablement centrée sur le terrorisme. La confusion guérilla-terrorisme est en revanche constante dans le texte consacré à SL dans Martin (2011) qui est avant tout une récapitulation historique. Des remarques similaires peuvent être faites à propos de Chalk (2013, Vol. 2) dont l'entrée SL est indigente.

En somme, ce rapide examen de la présence de SL dans quelques-uns des principaux instruments de travail à la disposition des chercheurs en matière de terrorisme, confirme le caractère périphérique de cette organisation dans le corpus des *terrorism studies*, très largement dominé depuis ses débuts par les incidents liés au Proche-Orient d'abord, et par l'islamisme jihadiste à partir de la fin du XX^e siècle. Il en est résulté un regrettable rétrécissement du domaine empirique à partir duquel la réflexion théorique sur le fait terroriste a été menée au cours des dernières décennies.





Et ceci avec des conséquences pratiques non négligeables, notamment concernant la difficulté à intégrer le terrorisme dans les séquences insurrectionnelles dont il participe dans un grand nombre de cas.

Conclusions

Plus que de chercher à entreprendre une présentation générale de SL, ou de l'ensemble de la littérature qui lui est consacrée, cet article visait à insister sur trois points principaux.

Premièrement, montrer l'état actuel de la recherche spécialisée concernant SL, dont l'importance pour l'étude du fait terroriste, et surtout pour la compréhension de sa place dans la logique séquentielle d'un procès insurrectionnel (Dory, 2017b) est trop peu explorée. Et ceci est non seulement regrettable sur le plan scientifique, mais aussi difficile à comprendre si l'on ne prend pas pleinement la mesure de la dépendance des *terrorism studies* (et de leur influence internationale) par rapport à la strate polémique, telle qu'elle se configure en fonction de la situation géopolitique mondiale (passant, principalement de la guerre froide à la « guerre mondiale contre la terreur » post-2001) et, surtout, Proche Orientale. Par rapport à ce contexte il est certain que SL n'a jamais présenté une menace pouvant être présentée comme « mondiale ». Cependant, malgré ce lourd handicap en matière de visibilité polémique, médiatique et scientifique, on n'a pas du tout affaire avec SL à un groupe dénué d'importance. Bien au contraire, ayant à son actif au moins 35 000 morts entre 1980 et 2000, parmi les quelques 70 000 tués au cours de l'insurrection qu'il a déclenché¹⁴,

SL est sans aucun doute l'une des entités recourant au terrorisme insurrectionnel les plus meurtrières de l'histoire, et ses actions ont eu durant presque deux décennies un impact énorme sur la vie politique, économique et sociale d'un pays entier, et suscité plus que des inquiétudes chez ses voisins immédiats (surtout la Bolivie). On est donc loin de l'anecdote, et les leçons de cet épisode méritent d'être sérieusement tirées au profit d'une réflexion scientifique portant notamment sur les usages et les fonctions du terrorisme, ce qui nous amène au point suivant.

Deuxièmement, comme on l'a montré plus haut, l'analyse attentive du recours au terrorisme par SL, au moyen de modes opératoires différents suivant les moments et les lieux, configurent un procès insurrectionnel, certes original, mais aisément intégrable dans une recherche comparative qui devrait permettre un approfondissement et un élargissement du cadre général des études sur le terrorisme. Le cas de SL offre, en effet, au chercheur une masse immense de données sur : a) les conditions du passage à la violence par une organisation politique à forte composante idéologique¹⁵ ; b) la structure, organisation et modes de direction d'un groupe engagé dans une « guerre populaire prolongée » ; c) la relation entre le noyau actif terroriste et une mouvance (ici le maoïsme péruvien), un terreau (la gauche péruvienne avec ses multiples partis, associations et ONG) et un potentiel démographique (la population en général envisagée en fonction de différentes variables ethniques, géographiques, économiques...) ; d) la typologie des actes terroristes et leurs fonctions respectives dans des contextes (notamment urbains/ruraux) variables ; e) l'efficacité différentielle des





Daniel DORY

réponses contre-insurrectionnelles mises en œuvre par l'État péruvien au cours des phases successives de l'affrontement ; f) les causes et modalités de l'effondrement de SL à partir de 1992 ; g) les relations de SL avec le narcotrafic avant et après 1992, etc.

Et le moins que l'on puisse dire, est qu'à l'heure actuelle les enseignements que livre l'étude de SL sont encore très peu capitalisés par la recherche scientifique spécialisée sur le terrorisme. Il en résulte d'une part une difficulté persistante à comprendre pleinement le recours au terrorisme par d'autres mouvements également porteurs d'une forte charge idéologique, ancrés dans des mouvances et des terreaux désormais de nature islamiste, et dont l'inscription dans une logique insurrectionnelle mérite, pour le moins, de faire l'objet d'un examen attentif. D'autre part, il est probable qu'une meilleure connaissance de phénomènes tels que SL éviterait que bon nombre de « découvertes » en matière de terrorisme faites par d'experts « jihadologues » puissent être comprises comme portant sur des réalités inédites et seulement comparables entre elles dans une logique autoréférentielle récurrente. Ce qui n'enlève, d'ailleurs, rien à l'importance des études islamologiques en tant que telles, mais conduit à les situer à leur juste place, qui n'est pas automatiquement celle de la recherche scientifique sur le terrorisme qui a un domaine propre et des conditions de production spécifiques¹⁶.

Troisièmement, et ceci découle des considérations précédentes, l'analyse méthodique de SL est susceptible de contribuer à la construction d'une véritable expertise en matière de terrorisme¹⁷. Celle-ci déborderait alors du seul cadre de ses manifestations immédiates (par exemple en Europe au cours des deux

dernières décennies), et mobiliserait une base de connaissances empiriques élargie, permettant d'interpréter et éventuellement d'intégrer dans une logique séquentielle des séries de faits qui se présentent tant comme des « signaux faibles » (relevant largement de la « petite » délinquance et/ou criminalité) que comme des signaux pas faibles du tout (attentats réussis).

Quelques pistes pour une telle démarche sont fournies par l'article de Englund ; Stohl (2016), malgré les limites d'une tentative de comparer dans leur ensemble deux organisations (ici : SL et l'État Islamique), plutôt que de chercher à comprendre la place et le rôle du terrorisme dans leurs registres respectifs de l'action. C'est pourtant au prix d'un effort de recherche soutenu dans cette dernière direction que la connaissance scientifique du fait terroriste et la construction d'hypothèses sur ses manifestations futures a le plus de chances de se concrétiser. Et dans cette perspective, l'immense chantier empirique que représente SL devrait être enfin mis à profit.

• Bibliographie

- ANDERSON S., SLOAN S., 2002, *Historical Dictionary of Terrorism*, 2nd Ed. Scarecrow Press, Lanham.
- ASAL V., RETHEMEYER R., 2008, « The Nature of the Beast : Organizational Structures and the Lethality of Terrorist Attacks », *The Journal of Politics*, Vol. 70, N° 2, 437-449.
- ASHLEY P., 2012, *The Complete Encyclopedia of Terrorist Organisations*, Casemate, Philadelphia.
- BABKINA A., 1998, *Terrorism. An Annotated Bibliography*, Nova Science, New York.
- BANEGAS J. M., *Diccionario Espasa. Terrorismo*, Espasa, Madrid.
- BAUD J., 2009, *Encyclopédie des Terrorismes et Violences Organisées*, Lavauzelle, Paris.





Le Sentier Lumineux : un laboratoire pour l'étude du terrorisme

- BERG R., 1994, « Peasant Responses to Shining Path in Andahuaylas », in : PALMER D. S. (Ed.), *Shining Path of Peru*, 2nd Ed. St. Martin's Press, New York, 101-122.
- BOLIVAR A., 2002, « Peru », in : ALEXANDER Y. (Ed.), *Combating Terrorism. Strategies of Ten countries*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 84-115.
- BOWIE N., 2017, « Terrorism Events Data : An Inventory of Databases and Data Sets, 1968-2017 », *Perspectives on Terrorism*, Vol. 11, N° 4, 50-72.
- BURGOYNE M., 2010, « The Allure of Quick Victory. Lessons From Peru's Fight Against Sendero Luminoso », *Military Review*, Sept-Oct., 68-73.
- BURT J.-M., 1999, « Sendero Luminoso y la « batalla decisiva » en las barriadas de Lima : el caso de Villa El Salvador », in : STERN S. (Ed.), *Los senderos insólitos del Perú*, IEP-UNSCH, Lima, 263-300.
- BUTLER R., 1976, « Terrorism in Latin America », in : ALEXANDER Y. (Ed.), *International Terrorism*, Praeger, New York, 46-61.
- CHALK P. (Ed.), 2013, *Encyclopedia of Terrorism*, 2 Vol., ABC-CLIO, Santa Barbara.
- CLINE R., 1982, « Theme issue : Worldwide chronology of terrorism », *Terrorism*, Vol. 6, N° 1-2, 107-388.
- COMBS C. ; SLANN M., 2007, *Encyclopedia of Terrorism*, 2nd Ed., Facts On File, New York.
- CRENSHAW M. ; PIMLOTT J., 1997, *Encyclopedia of World Terrorism*, 3 Vol., Sharpe, Armonk.
- DEBRAY R., 1967, *Révolution dans la révolution ?* Maspero, Paris.
- DEGREGORI C. I., 1991, « Jóvenes y campesinos ante la violencia política : Ayacucho 1980-1983 », in : URBANO H. (Ed.), *Poder y violencia en los Andes*, Centro Bartolomé de Las Casas, Cusco, 395-417.
- DEGREGORI C. I., 1999, « Cosechando tempestades : las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso en Ayacucho », in : STERN S. (Ed.), *Los senderos insólitos del Perú*, IEP-UNSCH, Lima, 133-159.
- DESCO 1989, *La violencia política en el Perú 1980-1988*, Lima.
- DORY D., 2017a, « Compte-rendu de l'Atlas du terrorisme islamiste de M. Guidère », *L'Espace Politique*, (en ligne)
- DORY D., 2017b, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *L'Espace Politique*, N° 33, (en ligne).
- DORY D. ; ROUX J.-C., 1998, « De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien », *Autrepart*, N° 8, 21-46
- ENGLUND S. ; STOHL M., 2016, « Violent Political Movements : Comparing the Shining Path to the Islamic State », *Perspectives on Terrorism*, Vol. 10, N° 4, 21-31.
- FOREST et al., 2006, *Terrorism and Counterterrorism : An Annotated Bibliography*, Vol. 2, CTC, West Point.
- GARDELA K. ; HOFFMAN B., 1988, *The RAND Chronology of International Terrorism for 1987*, RAND, Santa Monica.
- GONZALES J., 1994, « Guerrillas and coca in the Upper Huallaga Valley », in : PALMER D. S. (Ed.), *Shining Path of Peru*, 2nd Ed. St. Martin's Press, New York, 123-143.
- HARMON C., 1992, « The Purposes of Terrorism Within Insurgency : Shining Path in Peru », *Small Wars and Insurgencies*, Vol. 3, N°2, 170-190.
- HOLMES J., 2015, « Sendero Luminoso after Fujimori : A sub-national analysis », *The Latin Americanist*, Vol. 59, N° 2, 29-50.
- ILDIS 1990, *Las condiciones de la violencia en Perú y Bolivia*, La Paz.
- ISELL B., 1994, « Shining Path and peasant responses in rural Ayacucho », in : PALMER D. S. (Ed.), *Shining Path of Peru*, 2nd Ed. St. Martin's Press, New York, 77-99.
- JANKE P., 1983, *Guerrilla and Terrorist Organisations : A World Directory and Bibliography*, Macmillan, New York.
- KENT R., 1993, « Geographical dimensions of the Shining Path insurgency in Peru », *The Geographical Review*, Vol. 83, N° 4, 441-454.
- KIRK R., 1993, *Las mujeres de Sendero Luminoso*, IEP, Lima.
- KOC-MENARD S., 2007, « Fragmented Sovereignty : Why Sendero Luminoso Consolidated in Some Regions of Peru but Not in Others », *Studies in Conflict and Terrorism*, Vol. 30, N° 2, 173-206.
- LAKOS A., 1986, *International Terrorism : A Bibliography*, Westview, Boulder.
- MARTIN G., 2011, *The Sage Encyclopedia of Terrorism*, Sage, Los Angeles-London.



Daniel DORY

- McCORMICK G., 1987, « The Shining Path and Peruvian Terrorism », *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 10, N° 4, 109-126.
- McCORMICK G., 1992, *From the Sierra to the Cities. The Urban Campaign of the Shining Path*, RAND, Santa Monica.
- MICKOLUS *et al.*, 1989a, *International Terrorism in the 1980s. A Chronology of Events. Vol. 1, 1980-1983*, Iowa State University Press, Ames.
- MICKOLUS *et al.*, 1989b, *International Terrorism in the 1980s. A Chronology of Events. Vol. 2, 1984-1987*, Iowa State University Press, Ames.
- MICKOLUS E. ; FLEMMING P., 1988, *Terrorism ; 1980-1987. A Selectively Annotated Bibliography*, Greenwood, New York.
- NAVARRO P., 2010, « A Maoist Counterpoint. Peruvian Maoism Beyond Sendero Luminoso », *Latin American Perspectives*, Vol. 37, N°1, 153-171.
- ONTIVEROS S., 1986, *Global Terrorism. A Historical Bibliography*, ABC-CLIO, Santa Barbara.
- PALMER D., 1995, « The Revolutionary Terrorism of Peru's Shining Path », in : CRENSHAW M. (Ed.), *Terrorism in Context*, The Pennsylvania State University Press, Pennsylvania, 249-308.
- PALMER D., 2017, « Revolutionary leadership as necessary element in people's war : Shining Path of Peru », *Small Wars ans Insurgencies*, Vol. 28, N° 3, 426-450.
- RAUFER X., 2012, *Les nouveaux dangers planétaires*, Ed. du CNRS, Paris.
- RIOS J. ; SANCHEZ M., 2018, *Breve historia de Sendero Luminoso*, Catarata, Madrid.
- RON J., 2001, « Ideology in Context : Explaining Sendero Luminoso's Tactical Escalation », *Journal of Peace Research*, Vol. 38, N° 3, 569-592.
- ROSIE G., 1987, *The Directory of International Terrorism*, Paragon House, New York.
- SALAZAR M. ; TAMARA L., 2011, « MOVADef : Rezagos de un fenómeno violento », *Revista Andina de Estudios Políticos*, N° 4, (en ligne).
- SANTILLAN P., 2017, *Sendero Luminoso : evolución histórica y relevancia actual*, Doc. Opinión, IIEE, Madrid.
- SCHMID A. (Ed), 2013, *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, Routledge, London-New York.
- SCHUURMAN B., 2018, « Research on Terrorism, 2007-2016 : A Review of Data, Methods, and Authorship », *Terrorism and Political Violence*, (Preprint en accès libre).
- SHEEHAN I., 2012, « Assessing and Comparing Data Sources for Terrorism Research », in : LUM C. ; KENNEDY L. (Eds.), *Evidence-Based Counterterrorism Policy*, Springer, New York, 13-40.
- SMITH M., 1994, « Shining Path's urban strategy : Ate Vitarte », in : PALMER D. S. (Ed.), *Shining Path of Peru*, 2nd Ed. St. Martin's Press, New York, 145-165.
- STARN O. (Ed.), 1993, *Hablan los ronderos. La búsqueda por la paz en los Andes*, IEP, Lima.
- STRONG S., 1992, *Sendero Luminoso. El movimiento subversivo más letal del mundo*, Peru Reporting, Lima.
- TAYLOR L., 1998, « Counter-insurgency strategy, the PCP-Sendero Luminoso and the civil war in Peru, 1980-1996 », *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 17, N° 1, 35-58.
- TAYLOR L., 2017, « Sendero Luminoso in the New Millennium : Comrades, Cocaine and Counter-insurgency on the Peruvian Frontier », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 17, N°1, 106-121.
- THORP *et al.*, 2006, « Inequality, Ethnicity, Political Mobilisation and political Violence in Latin America : The cases of Bolivia, Guatemala and Peru », *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 25, N° 4, 453-480.
- TRACKRAH J., 2004, *Dictionary of Terrorism*, 2nd Ed. Routledge, London- New York.
- WEINBERG L., 1991, « Turning to Terror. The conditions under Wich Political Parties Turn to Terrorist Activities », *Comparative Politics*, Vol. 23, N° 4, 423-438.
- WRIGHT-NEVILLE D., 2010, *Dictionary of Terrorism*, Polity, Cambridge.
- YAWORSKY W., 2009, « Target Analysis of Shining Path Insurgents in Peru : An Example of US Army Psychological Operations », *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 32, N° 4, 651-666.
- ZAPATA A., 2016, *Elena Yparraquirre : la mirada de la número tres*, Université du Havre, (Document en ligne).





Résumé

Cet article montre l'importance du Sentier Lumineux (SL) pour l'analyse du fait terroriste à partir de deux approches. D'une part l'évaluation de la littérature récente consacrée au procès insurrectionnel que cette organisation a conduit au Pérou à partir de 1980. D'autre part une analyse de la place de SL dans les bases de données, bibliographies et autres instruments de travail à la disposition des chercheurs en matière de terrorisme. A partir de ce cas, des propositions sur les définitions et les fonctions du terrorisme sont proposées, avec des implications directement pertinentes pour la compréhension du terrorisme contemporain et, donc, pour les stratégies destinées à le combattre.

Abstract

This paper demonstrates the importance of the peruvian Shining Path for the analysis of terrorism following two approaches. First, an evaluation of the most recent literature dealing with the insurrectional process this organisation led since 1980. Second, by an exploration of the place that Shining Path occupies in the field of terrorism studies, through an examination of the main databases, bibliographies, encyclopedias and dictionaries. Some consequences of this survey are proposed concerning the definitions and the functions of terrorism, which are relevant for the understanding of its present manifestations and, obviously, also for the implementation of counterterrorism strategies.

Notes

- * Daniel Dory est géographe ayant également une formation en sociologie, histoire et criminologie. Maître de conférences HDR à l'Université de La Rochelle, spécialisé en géopolitique et en analyse des conflits où les acteurs ont recours au terrorisme. Entre 1997 et 2000, membre du gouvernement bolivien, notamment comme vice-ministre (ai) chargé de l'aménagement du territoire ayant aussi en charge la coordination politique et technique (sur le plan national et international) de plusieurs missions de sécurité intérieure liées au narcotrafic et aux infiltrations des FARC et du Sentier Lumineux en Bolivie. Auteur notamment d'un récent article de synthèse sur l'approche géopolitique du terrorisme paru dans *L'Espace Politique*, (2017).
1. Pour des raisons surtout polémiques, ces insurrections ont souvent été désignées comme « terroristes » (par exemple : Butler, 1976), diluant ainsi - comme on le verra plus loin - la spécificité des actions proprement terroristes que ces organisations ont réalisées, en les confondant avec des opérations de guérilla, ce qui empêchera durablement leur analyse correcte.
 2. Tout comme aujourd'hui on dispose d'une « jihadologie » en plein essor, dont les manifestations les plus médiatisées tendent à se présenter comme des expertises portant sur le terrorisme, alors que leur contribution en la matière (au-delà de références contextuelles indispensables) est plutôt mince, (Dory, 2017a).
 3. Pour un aperçu sur les *terrorism studies* anglophones (absolument dominantes en termes de volume de production) on peut consulter Schmid (2013).
 4. Les limites d'une comparaison centrée sur la dimension historique des mobilisations ethniques pour expliquer la « violence politique » est, par ailleurs, perceptible dans Thorp *et al.* (2006).





5. Le *Movimiento Revolucionario Tupac Amaru*, créée en 1982, engage la lutte armée en 1984. Il est surtout célèbre pour la prise massive d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima entre le 17 décembre 1996 et le 22 avril 1997.
6. Sur la pénétration de SL à Villa El Salvador on peut aussi voir le très bon film d'Alberto Durant (1998), *Coraje*, (disponible sur YouTube).
7. Un épisode peu connu de tentative de montage d'opérations psychologiques avec la collaboration de l'US Army à partir de 1988 est évoqué dans Yaworsky (2009).
8. Ce point est important, et il est au centre d'un débat interprétatif sur la place des *rondas* dans la défaite de SL, dont on trouve un écho dans le passionnant témoignage d'une de ses principales dirigeantes (Elena Yparraguirre), recueilli en prison par Zapata (2016).
9. Pour un rapide aperçu sur l'état actuel des *terrorism studies* on peut consulter Schuurman (2018).
10. Pour un premier aperçu sur la diversité des bases de données, leurs avantages et limites, voir : Schmid, (2013, 294-340) et Bowie (2017).
11. Son accès est libre et gratuit : www.start.umd.edu, et ses modalités de consultation sont très aisées.
12. La base des critères ici retenus est la suivante : a) *Actes de terrorisme* : explosion à but publicitaire, assassinat de civils (surtout paysans) et d'autorités avec une fonction d'intimidation, sabotage d'infrastructures... b) *Actes de guérilla* : assassinats et attaques armées (avec souvent une intention de contrôle territorial) contre les forces militaires et de Police ; c) *Cas mixtes terrorisme-guérilla* : assassinats et attaques contre les membres des *rondas campesinas* et autres autodéfenses organisées partiellement par l'Armée ; d) *Activités de MRTA*, retenues ici comme données contextuelles ; e) *Autres* : informations sur des arrestations, évasions, dénonciations, activités de propagande, etc.
13. Des bibliographies spécialement consacrées au terrorisme commencent à paraître dans les années 1970, et surtout à partir de 1975, la plupart du temps comme documents administratifs internes répondant aux besoins de différentes branches du gouvernement nord-américain. En 1980 paraissent les premiers ouvrages à visée (aussi) scientifique, suivis jusqu'en 2006 par une série de volumes de portée et qualité diverse. A partir de 2007, pour faire face à l'immense flux de la littérature plus ou moins spécialisée, des actualisations bibliographiques thématiques sont périodiquement publiées dans *Perspectives on Terrorism* (revue en ligne).
14. Ces chiffres proviennent du rapport final (2003) de la *Comisión de la Verdad y Reconciliación*, mise en place en 2001 et ayant abouti, deux ans plus tard, à ce document (consultable en ligne) dont la méthodologie, les biais idéologiques et les conclusions ont provoqué d'âpres débats. Ils sont donc cités ici à titre purement indicatif pour donner une idée en termes d'ordres de grandeur de l'impact des actions de SL, dont la létalité est bien plus grande que celle de la majorité des organisations dites terroristes qui retiennent l'essentiel de l'attention politico-médiatique actuelle.
15. Ce thème a commencé à être exploré, notamment par Weinberg (1991), en référence explicite à SL.
16. Pour quelques idées complémentaires sur ce point, voir notre compte-rendu de l'Atlas du terrorisme islamiste de Mathieu Guidère, (Dory, 2017a).
17. Sur cette notion d'expertise et les conditions de sa validité, voir : Raufer (2012, 204-207).





PROFONDEUR STRATÉGIQUE - 3

Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

Jean LUCAT

Introduction

Il circule sur le Net un texte, et les commentaires le concernant, abordant un côté confidentiel de la politique, plus spécialement de la droite européenne, dans une période allant de la fin de la seconde guerre mondiale aux environs de l'effondrement du système communiste, au début des années 90. On se procure ce texte sur Amazon, ou sur des sites tels que www.fr.scribd.com, et on peut aussi en consulter les commentaires ou les citations sur d'autres sites tels que : www.tueriesdubrabant.winnerbb.com/, www.isgp-studies.com/, www.sourcewatch.org, etc.

Le texte décrit ce qui s'apparente à un service de renseignements parallèle, sans doute installé au profit de la politique américaine et, de toutes les actions engagées par cette organisation pour le compte de la droite dure, certaines ont sans doute

« dérapé » et relèvent plutôt du grand banditisme. Ce système semble avoir disparu, du fait du bouleversement provoqué par la chute de l'empire soviétique et suite à la disparition naturelle des hommes qui l'avait mis en place vers la fin des années 40. Mais il reste intéressant de chercher s'il n'aurait pas perduré sous une forme ou une autre. Les hommes n'ont pas grande capacité d'innovation, mais de grandes aptitudes à l'imitation. Cependant, il importe d'abord d'analyser ce que fut ce Cercle Pinay pendant les dizaines d'années où il resta inconnu du grand public.

Le Cercle Pinay

« Les Agents voyous », ou « Rogue Agents », sous titré « The Cercle Pinay complex 1951-1991 » est le titre d'une étude écrite par David Teacher qui décrit un aspect de la droite





Jean LUCAT

européenne le plus secret, le Cercle Pinay, de son appellation et de son complexe d'associations. Parmi les membres, on constate la présence de nombreux anciens de tous les services américains, européens et d'Afrique du Sud, (Pour la France, uniquement le SDECE est cité). De plus on trouve dans ses relations la plupart des mouvements d'extrême droite de l'époque.

En 1993, ce réseau n'avait pas encore fait l'objet d'une large investigation. Certaines de ses caractéristiques avaient en fait été découvertes dans le livre de Brian Crozier « Free Agent - The unseen War 1941-1991 ». Ce complexe d'association peut être considéré comme une coalition des vétérans d'extrême droite des services de renseignements, de professionnels de la communication et de politiciens qui mettront en forme les années 70 et 80.

114

Le Cercle Pinay en lui-même est un réseau informel et confidentiel n'ayant au centre un noyau dur autour duquel gravitent des invités occasionnels venant de cercles étrangers. Ceux-ci n'étaient pas tous conscients des activités du noyau dur du Cercle notamment de ceux qui formeront plus tard un service de renseignement secret, nommé 6I, au sein du Cercle Pinay. Dans ces groupes, le principe du « besoin d'en connaître » régnait en maître. Le manuscrit cite nombre de personnalités en contact avec ce réseau dans les pays européens, mais nous envisagerons ici les faits concernant la France et l'organisation propre de ce « Cercle Pinay ».

Après la seconde guerre mondiale, les services américains ont financé des mouvements pour l'union européenne. The European Movement, the Bilderberg Group, the Congress for Cultural Freedom

(CCF). Brian Crozier, dont il est question ensuite, est embauché en 1964 par le CCF. Il est lancé l'année suivante en créant le Forum World Features, nouvelle agence de presse financée par la CIA. Avec l'European Movement et le CCF, la CIA crée un troisième forum, plus secret et plus puissant que les deux premiers, le Bilderberg Group en 1952. On y trouve le nouveau président du conseil français, Antoine Pinay, un autre politicien français, Guy Mollet et d'autres personnalités politiques européennes et américaines. Hors de sa carrière politique, Antoine Pinay était convaincu de la nécessité de la réconciliation franco-allemande et avait créé un réseau de contact qui prit finalement la forme du Cercle Pinay.

Via le club de Bilderberg, il avait accès aux personnes les plus importantes de la politique et de la finance internationales. Dans cette tâche, il s'est beaucoup appuyé sur son bras droit, l'avocat Jean Violet, proche du CNPF, qu'il avait recommandé à Pierre Boursicot, le directeur du SDECE. Jean Violet devient l'un des plus éminents correspondants du SDECE et est traité après le départ de Boursicot par les directeurs successifs du service, les généraux Grossin, Jacquier et Guibaud. Violet était le cerveau d'un service spécial promouvant les objectifs du Général De Gaulle dans le domaine de la défense et de la politique étrangère. Il est amusant de voir que Brian Crozier, futur associé de Violet dans le Cercle surveillait dans la même période (sans doute pour les services américains et anglais), les objectifs de De Gaulle avec grande suspicion.

De bonne heure, Violet a eu un autre associé, le Révérend Père Yves-Marc Dubois, aussi correspondant du SDECE. Il était porte-parole de l'ordre des Dominicains et membre





Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

officieux de la délégation pontificale aux Nations Unies. Le SDECE pensait qu'il était en fait le chef des services secrets du Vatican. Jean Violet jouera un rôle important de 1957 à 1961 dans le rapprochement Franco-Allemand, réel noyau central de la communauté européenne. Une affaire scabreuse survient cependant en 1964, quand Violet, agissant pour le compte de Pinay (ex-ministre des finances), et avec l'aval de Franz-Josef Strauss, ex-ministre de la défense allemand, présente au ministre allemand de la défense en fonction, des demandes de réparations pour les livraisons de métaux françaises pendant la guerre. Or les documents de livraison étaient faux et l'escroquerie sera dévoilée.

Sous l'influence des services américains le groupe Bilderberg organise des réunions afin d'évoquer l'action à l'ouest des partis communistes, mais ils n'étaient pas seuls et les services européens officiels poussaient l'idée d'un rapprochement franco-allemand visant à renforcer la lutte anti-communiste. L'un des artisans de ces réunions était le Colonel Antoine Bonnemaïson, du SDECE, qui sous couvert d'un « Centre de Recherches du Bien Politique » était le coordinateur des opérations psychologiques développées par le 5^e bureau.

Lors de ces réunions le colonel Bonnemaïson rencontre Brian Crozier en 1958-1959, élément clé de l'appareil contre-subversif du Royaume Uni. Après la décision de Charles De Gaulle de fermer les unités de guerre psychologique françaises, trop influencées par les officiers Algérie française, la participation des Français à ces réunions diminua. Le support du SDECE fut retiré au 5^e bureau. Le Colonel Bonnemaïson démissionne et se tourne vers l'industrie privée. Il crée une

nouvelle structure privée, le Centre d'Observation du Mouvement des Idées et reçoit des fonds de Péchiney et de l'Air Liquide.

Cette structure était suffisante pour organiser des colloques, mais n'était plus à la hauteur pour d'autres activités et les Néerlandais prirent la place des français avec une structure, Interdoc (International Documentation and Information Center). Un centre international de documentation financé par Royal Dutch Shell, dirigée par le Prince Bernhard de Hollande, aussi président du Bilderberg Group, de sa création en 1954 jusqu'à sa démission en suite au scandale des pots de vin de Lockheed.

Interdoc reçoit aussi de l'aide des services allemands et anglais et on retrouve dans son comité consultatif des personnalités des services anglais et Brian Crozier. De nombreux groupes travaillant sur les relations Est-Ouest sont suscités par les services de renseignements européens vers la fin des années 50. Parmi ceux-ci, le BND (Allemand) et le BVD (Hollandais) sont sûrement impliqués dans les réunions du Colonel Bonnemaïson et dans l'Interdoc en 1963. Cependant, trois propagandistes actifs dans la fin des années 50 et le début des années 60 doivent être mentionnés à ce stade car, bien que leurs liens avec Interdoc restent confus, ils sont plus tard impliqués dans les opérations de contre subversion du Cercle Pinay au milieu des années 1970. Il s'agit de Georges Albertini, de Karl-Friedrich Grau et du Docteur Peter Sager.

Georges Albertini est décrit comme un pilier de l'anticommunisme français de l'après-guerre. Ayant eu des difficultés du fait de sa collaboration pendant la guerre, il se rapproche des Gaullistes du fait de sa



Jean LUCAT

camaraderie passée avec Georges Pompidou. Il fut un conseiller de l'ombre de Pompidou et de Jacques Chirac et un conseiller du SDECE. Associé de longue date d'Antoine Pinay, les deux hommes avaient assisté en 1960-61 aux conférences de Suzanne Labin de la section française de la WACL (World anticommunist league). Albertini était aussi éditeur de la revue *Est-Ouest*, publication en langue française de la plus haute autorité sur le problème du communisme selon Brian Crozier. Albertini est très impliqué dans le Cercle Pinay et joue un rôle significatif dans le service privé de renseignement 6I de Brian Crozier.

Les deux autres cités, Grau (Allemand) et Sager (Suisse) sont des hommes de l'ombre de l'anticommunisme dans leurs pays respectifs. De toutes ces structures et des réflexions et actions engagées, naît une période de mobilisation qui va de 1964 à 1970, où émerge ce que l'on a appelé la Stratégie de la tension. L'un des principaux artisans de cette stratégie est le Général italien Giovanni De Lorenzo, chef des services secrets SIFAR, devenu le SID en 1966. C'est lui qui a finalisé le plan Solo, coup d'état prévu pour l'été 1964, comportant l'assassinat du Premier ministre Aldo Moro et son remplacement par un Chrétien Démocrate de droite, et l'arrestation de 157 000 personnes sur les dossiers préparés depuis 1959 par le SIFAR.

Ce plan, organisé avec la complicité d'une vingtaine de commandants des Carabiniers, est annulé suite à l'accord politique entre Socialistes et Chrétiens Démocrates. Ensuite, en 1964, le SIFAR suscite la création de l'Institut Alberto Pollio qui organise un an plus tard la conférence tenue à l'hôtel Parco dei Principi du 3 au 5 mai 1965, qui marque

la naissance idéologique de la stratégie de la tension. A cette conférence, assistaient l'élite des militaires italiens et des partis d'extrême-droite, notamment Stefano della Chiaie, créateur de l'Avant Garde Nationale (AN), fondée grâce au banquier Carlos Pesenti, futur soutien du Cercle Complex.

Une année après cette conférence, est créée l'agence Aginter Press avec la collaboration d'anciens de l'OAS réfugiés au Portugal, dirigée par Yves Guérin-Sérac, ancien de l'OAS et, avec Della Chiaie, un des pionniers de la stratégie de la tension. Aginter Press fonctionne comme une agence de déstabilisation et de renseignements sous la protection de la PIDE, service de renseignements portugais et est lié à divers services de renseignements américains, allemand, espagnols, sud-africains et grecs. La stratégie de la tension débute en Italie en avril 1969 avec une bombe de l'AN à Milan, puis avec le coup d'Etat avorté du Prince Borghese la nuit du 7 décembre 1970. Après cette première bombe d'avril, 149 attentats à la bombe adviennent d'ici la fin décembre 1969 en Italie.

Parmi ceux impliqués dans ce coup d'Etat, on retrouve des membres de l'ISSID (Istituto di Studi Strategici e per la Difesa), organisme italien qui coopère étroitement avec l'Institut pour l'Etude des Conflits de Brian Crozier dans les années 1970. Ce sont les anglais qui, les premiers après la seconde guerre mondiale, ont reconnu le besoin de contrôler la menace communiste et l'offensive idéologique de Staline et ont décidé en 1947-48, la création de l'IRD (Information Research Department).

C'est une unité de propagande et de désinformation, qui compte près de 400 personnes au Foreign Office et sert de modèle pour la



Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

plus importante opération de manipulation des médias de la CIA. En effet, la division internationale de la CIA utilise en 1965 son département intellectuel, le Congrès pour la liberté culturelle pour créer une nouvelle agence de presse, le « Forum World Features », dirigé de 1966 à 1974 par Brian Crozier. Les révoltes étudiantes de la fin des années 60 changeront bien les choses et Brian Crozier, étudiant ces phénomènes, découvre (dit-il) une faille dans ces études l'aspect prise de contrôle par des moyens non-militaires des mouvements violents, par les Soviétiques, n'était pas assez pris en compte. Ce pourquoi il crée en 1968 le CARSC (Current Affairs Research Services Centre).

Que ce soit l'IRD (Information Research Department), le Forum World Features ou l'ISC (Institut for the Study of Conflict), tous étaient formés par des gens, soit anciens, soit liés aux services de renseignements américains ou anglais et financés par des millionnaires américains liés au pouvoir et à ces services. Le travail de ces instituts servait de propagande pour les services de renseignements qui pouvait ainsi faire publier leurs travaux dans la presse sous couvert de travail de recherche académique. A la fin des années 1960, cependant l'IRD rompt avec deux importants réseaux continentaux, Interdoc et celui de Georges Albertini. Pour Interdoc, l'intérêt décrut après l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt. Pour Albertini, à la tête d'un réseau d'influence privé très efficace, Crozier déclare rester en relation officieuse avec lui pour ses excellents contacts ; il lui donnait accès les travaux de l'IRD, sachant qu'il en ferait bon usage.

L'influence d'Albertini restait importante surtout après l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en 1969, membre de Bilderberg et

ex-camarade d'école d'Albertini. Cependant, la principale entité politique ouverte aux inquiétudes de l'ISC sur la menace de subversion communiste était le « Monday Club », créée dans le parti conservateur anglais en 1961 pour s'opposer à la politique de décolonisation du premier ministre conservateur Harold Macmillan. Le Monday Club comptait des membres du parlement issus de la droite du parti conservateur, souvent liés services de renseignements anglais. Certains étaient aussi membre du Cercle Complex : Julian Amery (futur Lord), ancien de MI6 et du SOE plus tard président du Cercle Pinay. Le Monday Club s'engage fort dans l'anti-immigration et la subversion.

Parallèlement à ces instituts dirigés par Brian Crozier, Jean Violet organisait une nouvelle base logistique pour le cercle Pinay et ses alliés politiques, l'allemand Strauss, le Prince de Habsbourg et l'espagnol Sanchez Bella. L'homme choisi pour ce rôle crucial était le belge Florimond Damman. Depuis longtemps, Damman était au centre des réseaux représentés par PEU, CEDI et WACL, des formations européennes de la droite dure. Damman organisait des banquets qu'il nommait les « Grand Charlemagne Dinners » où il rassemblait les représentants et les personnalités des mouvements épars de la droite européenne convaincue. En janvier 1969, Damman crée l'AESP (Académie Européenne des Sciences Politiques) qui continue la tradition des « Grand Charlemagne Dinners » et est un lieu de rassemblement pour les européens attirés par les mouvements de la droite dure.

Il y avait des antagonismes entre tous ces groupes et l'ambition de Damman était de les transcender et de fédérer ces groupes. Il y avait cependant une lutte entre le Prince



Jean LUCAT

de Habsbourg (CEDI) et Coudenhove Kalergi (PEU), achevée le 27 juillet 1972 par la mort naturelle de ce dernier. Cependant, prenant les devants, Damman crée une autre entité, le CREC qu'il dirige avec un nouvel allié, Yves Guérin-Sérac, déjà directeur d'Aginter Press. L'objectif du CREC était de réconcilier deux positions conflictuelles, la droite traditionnelle, anticommuniste, mais non anti-parlementaire et l'extrême droite représentée par Aginter Press.

Dans les années 1970, de nombreux groupes européens se spécialisaient dans la contre-subversion marxiste et échangeaient entre eux sous forme de bulletins privés. On cite le parti Bavarois CSU, les « French geopolitical groups » dont « the Cercle Pinay » et des groupes dans presque tous les pays d'Europe, dont certains membres occupaient de hautes fonctions, parfois gouvernementales.

On retrouve, agissant pour le Cercle Pinay, des hommes comme Marcel Collet, ex-directeur d'Euratom, Jean Violet, Vittorio Pons, Secrétaire général pour l'international de l'Union Panneuropéenne, François Vallet, industriel pharmaceutique, le père Dubois et le banquier Carlos Pesenti. On remarque aussi la présence du belge Pierre Bonvoisin, l'un des fondateurs en 1952 du Bilderberg Group avec Antoine Pinay et celle d'André Voisin, conseiller du premier ministre français en 1970 et aussi l'un des fondateurs du Bilderberg Group.

Au début des années 70, on retrouve Damman et Violet au cœur du scandale des avions renifleurs. Cette technologie, censée détecter les gisements de pétrole, était une escroquerie lors de laquelle certains ont reçu d'importantes subventions. L'un des financiers du début de l'opération fut Carlos

Pesenti, l'un des trois banquiers du Vatican (les deux autres étant Michele Sindona et Roberto Calvi). Il apportait aussi des fonds au Cercle Pinay. ELF perdit beaucoup d'argent dans l'affaire et 50 millions de £ ne furent jamais retrouvées.

Ces fonds arrivaient à temps, car le réseau du cercle avait subi trois revers. Le premier fut la décision de l'IRD britannique de couper les ponts avec INTERDOC et le réseau d'Albertini et le second l'arrivée au pouvoir en Allemagne du gouvernement hostile de Willy Brandt. Enfin, l'arrivée de Georges Pompidou au pouvoir, si elle renforçait la position de Georges Albertini, fut catastrophique pour Jean Violet après la nomination d'Alexandre de Marenches au SDECE, car ce dernier s'aperçut vite de l'énormité des sommes remises à Violet et de la piètre qualité des informations fournies. Il dû quitter le SDECE en octobre 1970.

On apprit dans le rapport de Hans Langemann, chargé d'affaires civil en Bavière pour les affaires de sécurité, écrit en 79-80, que de 1962 à 1966, le SDECE donnait à Violet 72 000 DM par an, la même somme lui étant attribuée par le BND du Général Gehlen. Dans ses mémoires, Alexandre de Marenches écrit en 1986 qu'il avait découvert en 1970 des parasites servant de nombreux lobbies, n'ayant nul souci des affaires de l'Etat et causant de gros problèmes au SDECE. Le Cercle Pinay était un de ces lobbies : il remplaça les subsides du SDECE par ceux de Carlos Pesenti.

Au milieu des années 1970, Jean Violet rencontre Brian Crozier et il y a des échanges aboutissant à la publication par l'ISC (Institut for the study of Conflict) d'un rapport intitulé « European Security and the Soviet Union ».



Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

Ce rapport était en plein accord avec les vues du Pinay. Antoine Pinay (alors âgé de plus de 80 ans, mais toujours actif. Il décède à 103 ans) avait présenté ce rapport au Président Nixon, au Dr Kissinger et Président Pompidou. Les liens entre Brian Crozier et l'ISC avec le Cercle Pinay furent renforcés à cette occasion et les travaux de l'ISC publiés en français dans deux revues, le Bulletin de Paris et Le Monde Moderne.

Un second rapport fut rédigé pour analyser la crise dans les sociétés occidentales à la lumière de la subversion soviétique. L'impressionnante liste de contacts de l'ISC sert de plate-forme pour une autre opération entre Crozier, Violet et Damman, le lancement d'un appel pour les droits de l'homme, la liberté et le libre mouvement des personnes. L'appel fut nommé « Peace without Frontiers ». Les organisateurs prétendent que cette initiative fut au cœur de l'insistance de l'occident pour le Panier N° 3 des discussions d'Helsinki.

En 1972, on voit la création d'un groupe très à droite au sein du Parti Social Chrétien (PSC) belge. Il s'agit du CEPIC (Centre politique des Indépendants et des Cadres Chrétiens). En 1973, des rapports de la gendarmerie belge signalent que des membres du CEPIC sont engagés dans un mouvement d'extrême droite, le NEM Clubs et en 1976, un autre rapport de gendarmerie note que ce groupe avait été l'un des participants majeurs dans la préparation d'un coup d'Etat avec des éléments de la gendarmerie au début 1973. L'un des membres les plus connus du CEPIC était l'ex-premier ministre Paul Vanden Boeynants membre du groupe de Damman.

Au moment où il était cité dans divers rapports comme organisant un coup

d'Etat, il était ministre de la Défense et donc, contrôlait la Gendarmerie. L'autre figure du CEPIC était le Baron Benoît de Bonvoisin, conseiller politique de Paul Vanden Boeynants alors ministre de la Défense. Il était aussi l'organisateur de nombreuses réunions des mouvements d'extrême droite européens et une relation privilégiée d'Antoine Pinay.

Des chercheurs se sont interrogés sur les liens entre de Bonvoisin et Jean Violet. Il semble que Damman et Bonvoisin se soient disputés sur le bénéficiaire des fonds venant de Violet. Cependant la dispute cessa à la fin de l'affaire des avions renifleurs. On relève qu'un auteur écrivant sous pseudonyme soulève l'hypothèse suivante : et si Violet, comme les Brigades Rouges, avait organisé deux « colonnes » en Belgique, selon le vieux principe de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ? Au Royaume Uni, l'ISC s'investit dans la contre-subversion en donnant des conférences et en rédigeant des rapports ; et dans la lutte contre la subversion communiste. Au milieu des années 1970, le Cercle Pinay avait su créer un réseau international de contacts travaillant sur ces sujets. En France, le prestige de l'ancien premier ministre Antoine Pinay et ses contacts au SDECE assuraient son influence.

Cependant, toutes ces formations et réseaux s'inquiétaient de la lente progression des forces politiques de gauche allant prendre le pouvoir dans certains pays européens et tous les « think-tank » et instituts de cette mouvance engagent des mesures pour discréditer les forces de gauche montantes... Sans pour cela empêcher l'inéluctable. En France par exemple, le Cercle Pinay engage une campagne massive de dénigrement contre François Mitterrand. La



Jean LUCAT

sympathie du Cercle Pinay allait d'évidence à Giscard d'Estaing, qui avait reçu son premier poste ministériel d'Antoine Pinay, plusieurs membres du parti de Giscard étant membres de l'AESP. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières édite 9 millions de brochure anti-Mitterrand, tandis qu'Albertini et l'ALEPS (Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social) envoient 170 000 brochures et 750 000 lettres, plus 8 millions d'exemplaires du fac-similé d'un journal intitulé France-Matin, décrivant les horreurs arrivant en France si Mitterrand était élu.

Après l'élection de Giscard en 1974, le cercle devint plus actif et organisa des liens aux Etats-Unis avec le WISC (Washington Institute for the study of conflict) et Albertini, vieil ami de Crozier lança « La lettre de l'Homme libre » avec le Colonel Maurice Robert, ancien du SDECE où il avait dirigé le département Afrique. Robert entre ensuite chez Elf pour superviser un service de renseignements privé dirigé par le Colonel Jean Tropel, aussi ex-officier du SDECE. C'est chez ELF que l'affaire des avions renifleurs pris l'élan que l'on connaît.

Entre 1974 et 1976, le Cercle Complex bénéficie de fonds Sud-Africains pour une campagne de propagande soulignant la menace soviétique et ses ambitions en République Sud-Africaine. On voit les membres du Cercle Pinay liés à nombre d'américains, engagés à des titres divers dans les opérations de contre-terrorisme menées par les Etats-Unis sur tous les continents. Antoine Pinay avait des liens privilégiés avec Nixon et Kissinger et après la chute de Nixon, il a aussi des liens étroits avec les présidents Ford et Carter.

Au milieu des années 1970, le changement de régime au Portugal, la mort du Caudillo en Espagne, l'arrivée de Wilson au pouvoir en Grande Bretagne et la position toujours plus favorable de Mitterrand en France, inquiétaient tous ces groupes, à la position politique très marquée à droite. Au Portugal, le Cercle Pinay soutint le Général de Spinola qui assista à une rencontre du Cercle en tant qu'invité en 1976 selon le rapport de Hans Langemann, directeur de la sécurité de Bavière.

Pendant au milieu de toutes ces activités, les finances du Cercle Pinay devenaient fragiles, de par la défaillance du banquier Carlos Pesenti en grande difficulté. L'affaire des avions renifleurs sauva le Cercle Pinay de la faillite. En 1976, il y eut une entrevue avec les représentants d'ELF, de Villegas et le cercle restreint du Cercle Antoine Pinay lui-même, Jean Violet et le père Dubois. Le contrat entre Elf et Fimalma est signé le 29 mai 1976, suivi d'une rencontre entre Giscard, le président d'ELF Pierre Guillaumat et Antoine Pinay, représentant Violet tenue le 2 juin.

50 millions de francs suisses sont reçus par Fimalma, en quatre paiements successifs. Notons aussi que le Cercle Pinay comptait d'importants membres anglais, Brian Crozier, Moss et Amery et d'autres européens, tels que Vallet, René-Louis Picard, Jacques Jonet. Selon l'auteur, le peu de documents disponibles concernant ces organisations telles que ISC, AESP, ISP et CEDI ne peut masquer le fait que cette coalition de politiciens de rangs élevés au sein de la droite et les opérations clandestines qu'ils ont menées ont nécessité des rencontres lors des années 70, ne pouvant qu'être que le sommet de l'iceberg.



Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

En 1977 Brian Crozier, éminent membre du Cercle, crée un service de renseignement privé qu'il nomma 6I (Sixth International). De nombreux membres des services anglais en font partie, dont Nicolas Elliot, celui qui avait confondu Philby en 1963 avant son départ pour Moscou. Cela était largement dû à la crainte que le Labour ne transforme la Grande Bretagne en démocratie populaire : il semblait nécessaire aux gens du Cercle de doubler les services officiels pour plus d'efficacité dans la contre-subversion. La création du 6I consistait en fait à transformer les contacts du Cercle un service de renseignements. Les objectifs du 6I étaient : recherche de renseignements, guerre psychologique et financement secret, excluant toute action armée et toute coercition physique. Ce, en s'affranchissant de toutes les restrictions des services officiels.

On reparle en 1978 de l'affaire des avions renifleurs prévoyant un autre contrat dans lequel ELF devait payer à Fisalma 500 millions de francs suisses, mais qui donnait à ELF le droit d'inspection sur la technologie de l'avion renifleur. Les avertissements d'Alexandre de Marenches, patron du SDECE, attirant l'attention sur ces escrocs internationaux, mit fin à l'opération. L'argent cependant récupéré servit à monter le « Cercle Charlemagne », sorte de secrétariat central, avec des moyens d'édition important et un fichier de 10 000 contacts. Mais le Cercle Charlemagne brûla un peu plus tard. A la fin des années 1970, on voit l'action du Cercle par le biais du service 6I tenter de s'exercer en Iran, peu avant la chute du régime, ainsi qu'en Amérique latine, mais nous aurons une vue plus précise de ses activités par les révélations en 1982 de Hans Langeman, directeur de la sécurité du Land de Bavière.

Langeman avait travaillé au BND, où il était adjoint de Gelhen, pour les opérations spéciales. Ecarté par le SPD pour ses liens avec Strauss, il rejoignit le Land de Bavière comme responsable sécurité. Langeman, qui recevait à l'insu de Crozier tous les rapports du 6I, mit au jour les appuis solides que Crozier et son Service 6I recevaient des patrons du MI6, Sir Arthur « Dickie » Franks et du SDECE, Alexandre de Marenches, sans compter les liens qu'il entretenait avec la CIA qui était fort consciente de son action. Il révéla aussi que le but principal du 6I était d'amener au pouvoir des membres de la droite dure : Margaret Thatcher, F-J Stauss et Ronald Reagan.

En mars 1980, Langeman décrit ainsi le Cercle : un rassemblement de politiciens conservateurs, anti-communistes, communicants, banquiers et d'importants membres de diverses professions se rencontrant environ 2 fois l'an dans le monde. L'origine est liée à l'ancien premier ministre français Antoine Pinay. Compte tenu du grand âge de Pinay, l'avocat Jean Violet en a pris la coordination et il a des liens particuliers avec les services de renseignements occidentaux.

Au début des années 1970, on voit également des membres du Cercle impliqués dans une tentative de coup d'état en Belgique animée par des éléments d'extrême-droite de la gendarmerie belge. Leur implication est aussi relevée dans l'affaire des tueries des « Brabant Wallon killers », gang de « supposés bandits » spécialisé dans les braquages de supermarchés avec un maximum de violence et un minimum de gains. Ces braquages causent la mort de 28 personnes entre 1982 et 1985 et les motifs d'appât du gain, prétexté par



Jean LUCAT

le ministre de la justice belge ne résistent pas à l'examen. Ces actions tiennent plus, à l'analyse, d'une stratégie de la tension avec motifs politiques.

Les enquêtes montrent des liens avec des éléments d'extrême-droite de la gendarmerie belge. Des membres de la gendarmerie belge avertiront d'ailleurs les autorités de l'infiltration de cette institution et des projets d'assassinats également préparés, dont celui d'un major de la gendarmerie dont les investigations devenaient dangereuses pour les concepteurs d'un autre futur coup d'état. Les investigations exposent les liens des conspirateurs avec des membres du Cercle Pinay, le CEPIC notamment en Belgique. Certains points communs existent dans les trois pays où exista une stratégie de la tension, Italie, Portugal et Belgique. Dans ces trois pays les bénéficiaires de cette stratégie furent des contacts du Cercle Pinay : Andreotti, Spinola et Vanden Boeynants. On retrouve aussi des membres du Cercle Pinay dans le scandale de la Banque Ambrosiano, banque de la Loge P2, dirigée par Carlos Pesenti, et au sein du P7, groupe discret d'avocats et de banquiers utilisés par la CIA pour financer la Loge P2.

Le Complex Pinay sera mis de nouveau au service de la propagande de l'Ouest lors de la crise du déploiement des missiles russes SS20 en 1977 et de sa contrepartie, les missiles Pershing. C'est le service 6I de Brian Crozier qui œuvre fort dans l'opération. Au milieu des années 80, les activités du Cercle diminuèrent du fait que certains de ses participants moururent et aussi parce que des enquêtes journalistiques dévoilèrent le rôle de certains de ses membres, surtout dans l'affaire des avions renifleurs où le rôle de Violet fut exposé par Pierre Péan.

Brian Crozier prétend avoir quitté le Service 6I en 1985 et l'avoir fermé en 1987. Cependant, vers la mi-1988, une campagne à laquelle il pris part fut organisée contre Mikhaïl Gorbatchev et la glasnost. Il y eu une réunion du Cercle le 21 février 1989, à laquelle il assista avec Pinay et le nouveau directeur du Cercle, Amery, entre autres. La réunion visait à discréditer Genscher, ministre des affaires étrangères de la RFA, et à affaiblir Kohl (?) et Gorbatchev.

La chute du mur de Berlin surpris tout cela, mais tandis que le Cercle et son service 6I continuait d'agir, notamment en organisant l'Institut d'Etudes de la Désinformation, sis aux Champs Elysées, une autre composante du Cercle, le PEU d'Otto de Habsbourg avait un rôle significatif en Autriche dans l'ouverture de la frontière avec la Hongrie, prélude à la chute du mur.

Conclusion

Le texte de Mr David Teacher fourmille de détails et il est parfois difficile d'y voir clair dans tous les noms, sigles et organismes cités. Il faudrait aussi pouvoir étudier certains ouvrages cités dans sa bibliographie pour approfondir la connaissance de la période décrite. Mais une description se dégage de cette étude : celle d'un vaste système de renseignement actif de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute de l'Union Soviétique. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Au profit de quelle puissance ? Difficile de ne pas penser aux Etats-Unis. Brian Crozier et Antoine Pinay étaient tous deux bien introduits dans les milieux politiques américains ; sans doute, des



Les « agents voyous » : fin de la guerre froide, anticommunisme et terrorisme

agents d'influence de la politique américaine. La création du service 6I par Brian Crozier répond à cet objectif de disposer d'un service de renseignements pérenne au cas où les gouvernements de certains pays occidentaux sortiraient de l'orbite exacte de Washington.

Avec qui ? A l'issue du conflit mondial de 39-45, tout ce que l'Europe comptait de partisans de la droite extra-parlementaire était orphelins car, avec le discrédit pesant sur la NSDAP, ceux qui avait collaboré étaient réprouvés. Le seul point commun possible avec les partis politiques de la droite « classique », était l'anticommunisme, ce pourquoi l'on retrouve dans les rangs du Cercle Pinay et de ses nombreuses associations des individus ayant travaillé dans les services de sécurité de l'axe avant 1945. De plus, la fin des guerres coloniales avait laissé sur le chemin nombre d'activistes, disponibles pour toutes les aventures.

Contre qui et pourquoi ? Surtout contre le communisme et les pays de l'Est, mais plus précisément, cet outil était voué à permettre l'accession et la conservation du pouvoir par des partis politiques de la droite « dure », favorables à la politique américaine.

Pour quel résultat ? Si le but principal du système était d'empêcher la formation de gouvernements de gauche en Europe, craignant création de « démocraties populaires », admettons que cette opération a échoué. Car des gouvernements de gauche sont arrivés au pouvoir, avec des résultats divers en termes d'efficacité, mais des alternances politiques ont eu lieu et nul de ces pays n'a versé en « démocratie populaire ».

On constate cependant les conséquences nocives des « stratégies de la tension » mise en œuvre à cette époque au vu du nombre de morts suscités et de leurs issues catastrophiques. Plusieurs fois, en Belgique et en Italie surtout, le système échappa à ses concepteurs ; ou bien ces derniers n'avaient pas des vues politiques claires sur les pays ouest-européens, car vouloir susciter des coups d'Etat en Italie ou en Belgique ne montrait pas une grande clairvoyance politique. Il y eut des apprentis sorciers parmi les « marionnettistes » de ces réseaux.

Cependant, dans ces deux pays, le fascisme et le rexisme avaient laissé des traces durables, au contraire de l'Allemagne qui, après 1945, avait été strictement dénazifiée et était occupée par des armées étrangères. Par ailleurs, si l'on considère que le but ultime de l'organisation était la lutte contre l'influence de URSS, le système, comme d'ailleurs tous les services officiels occidentaux n'a rien vu venir de l'effondrement du système communiste. Des signaux faibles étaient cependant apparus, mais ils n'ont pas été correctement interprétés.

Abordons enfin le problème du Gladio, les réseaux « Stay behind », organisés au cas d'une invasion de l'Europe occidentale par l'Union Soviétique. Autant des hommes de renseignement peuvent réaliser leur travail discrètement et sans débordement, autant il est difficile de demander à des hommes d'action pareille discipline. C'est peut-être ainsi qu'il faut voir les stratégies de la tension en Italie et en Belgique. En France, les guerres coloniales ont longtemps occupé beaucoup de monde - et peut-être évité semblable aventure.





Chronique criminologique

Xavier RAUFER

Quand assez d'informations intéressantes paraîtront, nous les publierons en chronique des nouvelles et événements criminologiques : controverses révélatrices, données scientifiques, alertes inquiétantes, annonces problématiques, etc. Voici notre première chronique.

• Les débuts (mondiaux) de la statistique criminelle¹

La première statistique criminelle en France (et sans doute, dans le monde) remonte à 1827, sous Charles X, le Premier ministre étant Joseph de Villèle (1821-1828) et le ministre de l'Intérieur (mêmes dates), Jacques-Joseph Corbière.

Ce premier volume statistique paraît comme «Compte général de l'administration de la justice criminelle pour 1827», sous l'autorité

du Directeur des affaires criminelles et des grâces, Jacques Guerry de Champneuf ; l'auteur du «compte général» étant Jacques Arondeau, responsable de la statistique judiciaire.

Pour la première fois en Europe, une étude couvre toutes les juridictions pénales du pays partant d'une collecte statistique uniformisée à l'échelle nationale. A cette fin, une circulaire adressée aux procureurs généraux en janvier 1826 les prie de fournir des tableaux portant sur les trois niveaux de juridictions : Cours d'Assises, Tribunaux correctionnels et Tribunaux de simple police. Tout convergeant au bureau des statistiques de la Chancellerie.

Dans ces années-là, la mode est à la statistique : en 1830, dans le journal *La Mode* (29/05/1830), H. de Balzac écrit un article (un peu agacé) intitulé «de la mode en littérature» ; on y lit ceci : «*Le moindre caco-graphe est membre d'une société savante, et ceux qui ne savent rien ou ne peuvent pas écrire comptent les fontaines de Paris ou examinent les couleurs des numéros que le*

125



Xavier RAUFER

préfet impose aux maisons, et se prétendent occupés de statistiques ; car la statistique est devenue à la mode et c'est une position que de statistiquer».

Laudateur, le médecin et criminologue Alexandre Lacassagne écrit, lui, en 1905 (cf. note 1) *«Depuis 1925, le compte-rendu de la justice criminelle fournit des chiffres annuels absolument incomparables. Une mine où psychologues, sociologues et médecins peuvent chercher des informations précises sur le niveau moral du pays. Tous les autres pays ont depuis imité la France (...) Il est du plus haut intérêt de suivre les mouvements de la criminalité, de rechercher ses origines, ses causes, ses rapports avec les progrès de la civilisation, ses transformations - de vérifier en un mot si les principes nouvellement introduits dans la législation exercent une heureuse influence sur la moralité publique».*

Depuis lors, la Chancellerie a fourni sans discontinuer une chronique statistique annuelle - la plus ancienne d'Europe donc sans doute, du monde.

• Alertes criminologiques²

• **Piratage de l'ADN** - comme voici trente ans les premiers pirates informatiques, de souvent juvéniles «bio-hackers» opérant depuis le cadre (légal) de l'ingénierie génétique, ont entrepris de modifier, cloner ou synthétiser, de l'ADN. Ce, pour se l'injecter et entreprendre ainsi - sans succès connu à ce jour - de s'auto-«améliorer» ; ou encore pour jouer les virologistes amateurs et bricoler des «bio-armes» : nouvelles variétés

de variole... bacilles du charbon (anthrax) résistants aux médicaments, etc.

Cette sorte de «course aux armements» défis, compétition - est fort peu contrôlée à présent. Ce qui est fâcheux, certains de ces «jouets», efficacement modifiés et répandus dans la nature, pouvant ravager un continent et provoquer 30 millions de morts.

• **Alerte récente de la faculté de médecine de l'Université Harvard** : on trouve désormais en vente aux Etats-Unis, moins de 300 dollars, des trousseaux (*Krispr Kits*), permettant de détecter par l'ADN des maladies héréditaires (fibrose kystique, dystrophie musculaire, etc.). Or ces «kits», permettent aussi de manipuler du génome humain, d'altérer (ou «corriger») l'ADN du sang (cellules-souches) d'un individu, qui peut donc disparaître des bases documentaires ADN et échapper aux enquêtes de police.

• **Morphine de synthèse par brassage high-tech** - d'usage, l'héroïne se produit par raffinage chimique de l'opium (sève) du pavot, en morphine puis héroïne. (Ou bien par voie chimique sans base végétale : Fentanyl, etc.). Or d'ici peu, on pourra produire de l'héroïne pure à bas prix, partant de levures génétiquement modifiées - biologie de synthèse permettant d'obtenir de l'héroïne à partir de *sucre*. La dernière étape du processus permettant de «brasser» de la morphine - comme de la bière - a été publiée en mai 2015 dans la revue *Nature Chemical Biology* - étude fascinant sans doute plus les cartels de la drogue que l'industrie pharmaceutique. D'où l'importance de mettre sous clé ces souches de levure génétiquement modifiée, pour interdire leur usage criminel.

• Criminologie et sciences (humaines, de la nature)³

• **Génétique 1** - L'étude des marqueurs génétiques permettra-t-elle un jour de détecter les criminels ? Plus modestement, de mieux comprendre la violence et ses origines ? La recherche en neurosciences établit le caractère plutôt mineur de l'influence de la génétique sur les troubles psychiatriques, rendant peu convaincante (pour l'instant) une explication génétique des comportements criminels (ou pas). Les gènes peuvent altérer les fonctions du cerveau et déclencher des comportements liés à l'anxiété - il pourrait en aller de même pour la violence. Mais bien sûr *influencer* un comportement n'est pas le *déterminer*.

• **Génétique 2** - Des scanners du cerveau pourraient révéler des modèles d'activité aidant à déterminer si un individu a commis certains actes (crimes) par étourderie ou en connaissance de cause. Ainsi, dans le futur, si la recherche progresse au point qu'on puisse «lire» (déchiffrer) l'activité cérébrale, des scans du cerveau pourraient-ils être utilisés comme preuve par la justice. Selon les *Proceedings of the (US) National Academy of Sciences*, l'état mental d'un individu commettant un crime pourrait-il avoir des implications judiciaires majeures car impactant sa responsabilité. Exemple : la «mule» savait-elle ou non que sa valise contenait des stupéfiants ? Selon l'étude de neurologues sur 40 cobayes, l'activité cérébrale des sujets diffère significativement, selon qu'ils savent ou pas. Si le cobaye sait, le «Cortex insulaire antérieur» du cerveau est bien plus actif. Mais d'importantes recherches sont encore à effectuer, pour qu'on décode comment le cerveau discrimine entre légal/illégal, avec intention/sans intention

(par exemple, écraser quelqu'un en voiture) et licite/illicite. Reste aussi la difficulté de retrouver l'état mental antérieur du sujet, au moment de l'infraction.

• **Recherches psychologiques 1** - Des criminologues de Penn State University (Pennsylvanie, Etats-Unis) voulant comparer les évolutions criminelles dans la jeunesse de leur pays et celle de Taiwan, hors facteurs biologiques/neurologiques, ont compilé les données et statistiques du Taiwan criminal investigation bureau (Police administration agency) et du FBI (Uniform crime report) y cherchant les facteurs criminels pour les crimes violents (vols à main armée, vols violents) et les crimes non-violents (vol, fraude). Leur conclusion :

- Dans la culture américaine individualiste, l'implication dans l'illicite advient dans l'adolescence (15-20 ans) et diminue ensuite.
- Dans la culture asiatique collective, il y a peu de séparation entre générations. A Taiwan, où les jeunes sont surveillés jusqu'après 18 ans, l'activité illicite culmine entre 25 et 35 ans.

• **Recherches psychologiques 2** - D'après une étude suédoise, la capacité temporelle à différer ou non ses attentes (en anglais : *time discounting*) serait un marqueur, un élément prédictif, de la disposition à l'illicite - plus d'ailleurs dans le registre infraction d'acquisition qu'infraction violente. A Stockholm en 1966, une cohorte de 13 606 élèves de 13 ans est choisie ; issus de toutes les couches sociales (école publique), avec dossier administratif et pénal complet sur chacun d'entre eux. En 1966, tous se voient demander : préférez-vous 100 Kroner aujourd'hui, ou 1 500 Kroner dans cinq ans ? Les élèves sont suivis jusqu'à 18 ans d'abord, jusqu'à 31 ans



Xavier RAUFER

ensuite. Enfin, le travail de compilation et d'analyse commence. Résultat : en moyenne, les élèves ayant répondu «1 500 Kroner dans cinq ans», ont 33% de condamnations pénales en moins. Conclusion (renforçant d'antérieures observations empiriques), utile pour déceler les élèves à risque : l'acte illicite tend à être associé à un horizon temporel court.

• **Stupéfiants et cerveau humain** (homme, femme) Selon la Faculté de médecine de l'Etat du Colorado, n'en déplaise aux fans de la «fluidité de genre», les stupéfiants *stimulants* provoquent des effets fort divers sur les cerveaux des hommes et des femmes, les deux sexes ne réagissant différemment à ces drogues. Selon le sexe en effet, la cocaïne et les amphétamines affectent ainsi les deux sexes : «Ayant soumis leurs cobayes à une batterie de tests dont un IRM, les chercheurs ont observé que les femmes ex-droguées voyaient leur matière grise significativement diminuer après 13,5 mois d'abstinence, changement absent chez les hommes ex-drogués comme chez les individus des deux sexes du groupe de contrôle. Diminution de la matière grise corrélée (là encore chez les seules femmes) à de plus grands taux d'impulsivité et de goût pour la prise de risque - éléments dépendant bien sûr de la gravité de la dépendance et de la «dureté» de la drogue utilisée».

128

• Criminologie : orientations, bonnes & problématiques⁴

• **Suède - Supprimer les espèces du commerce** - Selon la Banque centrale de Suède, dès 2016, les espèces représentent moins de 2% du total des paiements. Dans le pays, il n'y aurait plus de liquide du

tout en 2030. 110 Braquages de banque en Suède en 2010, 11 en 2017. Société sans *cash* égale société sans crime ? Pas vraiment : on constate une augmentation des braquages de camions contenant des biens de valeur, produits de luxe, etc. Et le taux de victimation des Suédois (pour des atteintes aux personnes) est à 15%, un plus haut historique. Augmentent aussi les fraudes et pratiques de marché noir, surtout sur le *Dark Web*. Conclusion de psychologues locaux : «plus on abandonne les espèces, plus le citoyen moyen est prêt à tricher ou voler» - classique processus de dés-inhibition.

• **Italie - Des logiciels comptables contre la mafia** - Détecter les entreprises sous contrôle mafieux n'est pas simple, du fait de l'Omerta. D'autant que pour «passer sous le radar», les bonnes vieilles enveloppes d'espèces du racket (*pizzo*) ont laissé place à de faux dons charitables, à l'utilisation de fournisseurs mafieux, etc. Or désormais, deux logiciels visent à détecter les extorsions et le blanchiment en radiographiant les livres de comptes, pour y trouver la trace de mouvements d'argent étranges, de trafics d'êtres humains, de circulation d'armes et de drogue, etc. L'idée étant que des symptômes multiples, fréquents et durables égalent anguille sous roche.

Ainsi, quand une entreprise ne demande jamais de prêt ou d'avance à sa banque, quand ses administrateurs sentent trop l'homme de paille, quand les feuilles de paie, factures et transferts de fonds ou d'hommes entre divers départements d'une entreprise sont anormaux ; ce, d'abord dans les secteurs chéris des mafieux : construction, commerce de détail propreté, restauration, transports... quand les liquidités y sont trop abondantes, le logiciel alerte et



un contrôle policier approfondi est lancé. Ces logiciels malins se fondent sur l'analyse approfondie des quelque 500 entreprises mafieuses déjà saisies par la justice, ces vingt dernières années.

- **Etats-Unis - Supprimer la case « passé criminel » des fiches d'emploi** - «Ban the box !», c'est supprimer des formulaires d'emploi en ligne la case à cocher si l'on a un casier judiciaire, un passé criminel. Ce, au nom de la lutte anti-discriminations, cette case étant d'usage remplie par de jeunes Noirs. Là encore, l'enfer est pavé de bonnes intentions : comme parmi les 30% de trentenaires noirs non diplômés (dans le total des chômeurs), 70% ont déjà été condamnés et détenus, l'absence de case «passé criminel» pousse en masse les potentiels employeurs à délaisser la catégorie entière, d'où un chômage plus massif encore chez les trentenaires noirs au passé cependant impeccable.

- **Un délire américain oublié : la précédente crise à la #MeToo** - Parfois les Etats-Unis partent en vrille. Un délire collectif les prend - sorcières de Salem, fanatisme de la *temperance* devenue prohibition, Maccarthisme - dans un pays d'où le communisme était quasi-absent, etc. Moins connue, mais dramatique - et ignorée ou oubliée en Europe, la crise de la «restauration des mémoires de viols», ancêtre oublié du présent #MeToo.

Dans cette crise, les inquisiteurs sont des gourous psychiatres ou analystes, exerçant une emprise totale sur une clientèle surtout féminine ; clientes dépendantes de psy à l'imposante figure paternelle - quand elles ne sont pas éprises d'eux. Ces patientes crédules, malléables et mal dans leur peau se plaignent à leur psy de toute sorte de symptômes : «peur du noir»... maux

de tête... crises d'angoisse... culpabilité... faible «estime de soi»... plus, dépressions et malaises divers. Pour les psy, ces symptômes ont une unique origine : le refoulement au fin fond de la psyché de souvenirs de trauma infantiles graves - viols voire «messes noires», «cérémonies sataniques» ou «possession démoniaque».

Freudisme de pacotille : plus la patiente nie et dément - plus cela prouve la répression ! Là est l'explication de tout le reste. Que faire ? retrouver les souvenirs réprimés et ainsi récupérer son équilibre et sa santé mentale. Le psy l'affirme : la *Recovered Memory Therapy* est la seule possible. Pour maintes patientes, c'est une révélation : tout s'explique ! divorces... échecs... Rien n'est de leur faute ! Irréparable blessure dans l'enfance, vie chaotique ensuite... Ces « survivantes » acquièrent ainsi l'enivrant statut de victime, attirent l'intérêt, on leur porte attention. Vie «sans qualité» avant mais ensuite : l'adrénaline, le mystère, le drame - l'excitation. La machine est lancée. Une première starlette en mal de projecteurs exhibe «son» viol infantile... un premier livre à succès *The courage to heal...* Une cause néo-féministe est née. Attisés par les médias, les cas se multiplient aux Etats-Unis - par centaines puis par milliers. Des femmes assiègent les psy pour qu'on restaure leurs souvenirs enfouis. Des collections de *Recovery Self-Help books* expliquant comment retrouver, sur le pouce, des souvenirs d'inceste et de viols infantiles se vendent comme de petits pains ; des groupes de « survivantes » type «alcooliques anonymes» prolifèrent.

Les drames s'enchaînent : Eileen F. «retrouve» dans ses souvenirs (réprimés 20 ans durant) l'assassinat par son propre père d'une enfant, 21 ans auparavant...



Xavier RAUFER

George F., père sans reproche prend vingt ans de prison à l'été 1990, sur l'unique base de «souvenirs récupérés» sans nulle preuve additive. D'autres « survivantes » accusent leur père de viol, un quart de siècle plus tard ; lors de procès très médiatisés, des filles demandent des millions de dollars à leurs parents pour maltraitance enfantine - trente ans après. Le tourbillon s'intensifie : plus le public absorbe ces histoires et images - plus la contagion mentale lui en fait ressentir les symptômes. Avec à la clé : paniques de culpabilité par association... tentatives de suicide... divorces... familles déchirées... Les gourous expliquent : ça va toujours plus mal avant d'aller mieux.

Salem, toujours. Les héroïques psychiatres américains (des deux sexes) osant dénoncer ce mythe sont boycottés par leurs confrères, dénoncés comme «ennemis des femmes», accusés de maltraiter leurs propres enfants, virés de leur université ou hôpital après confiscation de leurs archives et documents - interdits, même, de publier ou de révéler les résultats de leurs recherches.

Or lentement, péniblement, la réalité émerge : quasi-toujours, on a affaire à des lavages de cerveau - la psychiatrie sérieuse dit «implantation iatrogénique» de traumatismes imaginaires, en anglais *memory editing*. A la fin, les Britanniques, anglo-saxons plus raisonnables, créent la *British False Memory Society* qui publie un ouvrage ravageur *Miscarriage of Memory* (Quand la mémoire avorte). Aux Etats-Unis, le soufflé retombe. La mode passe. Les médias, le public, ont la tête ailleurs, parlent d'autre chose. Les prisonniers sont libérés avec excuses. Morale de l'intention ! Nous pensions bien faire... En attendant un prochain délire.

130

• **Criminologie : sottises & bobards**⁵

• **La misère sociale provoque le crime : ah bon ?** - livre rempli de faits et de données, à lire en anglais *The rise and fall of violent crime in America*, Barry Latzer, Encounter Books, 2016. Il montre l'ineptie de la «culture de l'excuse» pour laquelle, aux Etats-Unis notamment, la misère sociale génère le crime. Ainsi, pendant la grande dépression de la décennie 1930 et au-delà, 68% de la population vit sous le seuil de pauvreté d'alors. La famine ravage une Amérique où l'on meurt de faim dans la rue. Or selon les lieux, la criminalité violente y stagne ou baisse. Même les violences intra-communautaires des «ghettos», criminalité «entre soi», règlements de comptes, etc. sont en baisse.

Etats-Unis, période de **récession** parfois violente :

- décennie 1890) *net déclin de*
- décennie 1930) *la criminalité*
- années 2007-2009) *violente*

Etats-Unis, période de forte **expansion** :

- décennie 1920) *explosion*
- décennie 1960) *criminelle*

Autre exemple, les Haïtiens à Miami dans la décennie 1980 : ils sont Noirs (ce qui est rarement optimal aux Etats-Unis...), clandestins, ont un lourd passé d'exploitation et d'esclavage ; d'usage illettrés-francophones, ils parlent peu l'anglais ; bref, ils sont misérables et rejetés. Or dans la décennie 80 et ensuite, le taux de criminalité des Haïtiens est bien plus faible que celui des



Noirs américains intégrés, anglophones et gagnant largement mieux leur vie.

• **La misère sociale génère le terrorisme : ah bon ? (2)** - En juin 2003, le Norwegian Institute of International Affairs organise une conférence d'experts sur les causes premières du terrorisme. Ce colloque, et d'autres dans la même décennie, ont conclu à l'absence de causalité - même de lien - entre misère et terreur. Morceaux choisis :

(Karin von Hippel, 2002) «Entre terrorisme et pauvreté, le bon sens semblerait indiquer une corrélation directe... or tous les éléments probants rassemblés à ce jour infirment ce jugement. Pire : ces preuves vont dans le sens contraire».

(Alan Krueger, 2003) «Le lien entre pauvreté et terrorisme est aussi faible qu'indirect. A titre individuel, les terroristes ne viennent d'usage pas de milieux pauvres. A l'inverse, ils sont en général mieux éduqués et plus à l'aise que leurs contemporains. Les niveaux de terrorisme ne sont pas très hauts dans les pays les plus pauvres ; à l'inverse, les pays se développant normalement et connaissant de vives phases de modernisation fournissent au terrorisme un nombre élevé de recrues».

(New York review of Books, 2016) «Par malchance pour cette idée politiquement séduisante, que la pauvreté soit la racine du terrorisme n'a jamais été concrètement prouvé. Après le 11 septembre (2001), nombre d'études systématiques par des sociologues n'ont pas établi de lien entre pauvreté et propension de jeunes gens à devenir terroristes. Ces chercheurs ont trouvé que les terroristes et leurs partisans vivaient d'usage bien au dessus du seuil de

pauvreté et disposaient d'une éducation secondaire ou supérieure».

• **Arrêter les suspects habituels : une honte ?** - Pas toujours : en janvier-mai 2016, les homicides explosent de + 62%, les fusillades de + 60% à Chicago (2,7 m. d'habitants) ville où la police confisque de 150 à 200 armes de poing par semaine, plus qu'à New York et Los Angeles réunis (les deux métropoles américaines majeures, Chicago est la troisième). Une enquête identifie les 1 400 morts ou blessés de ces fusillades : la plupart sont des gangsters que la criminologie contemporaine nomme «prédateurs violents» ; des «suspects habituels» au plein sens du terme - à qui le fait d'avoir été auparavant incarcérés aurait sans doute sauvé la vie - ou la santé.

• Criminologie : laxisme, autorité⁶

• **Instruments judiciaires délaissés** - Depuis 2002, le Code pénal comprend un article 227-17 qui punit de 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende «le fait, par le père ou la mère, de se soustraire sans motif légitime à des obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité [nous soulignons] ou l'éducation de son enfant mineur». Or cette loi, qui réglerait le cas des mineurs errant de nuit dans les rues, sans besoin d'arrêté ou de décret local ou municipal, n'est presque jamais appliquée par les magistrats, quoi qu'encore renforcés en 2007 par une loi (du 5 mars) sur la prévention de la délinquance instituant dans son article 9 un Conseil des droits et devoirs des familles très complet.



Xavier RAUFER

Rien de cela ne sert à prévenir ou réprimer la délinquance juvénile, et moins encore dans les quartiers et cités hors-contrôle, où d'usage, la jeunesse est laissée à l'abandon, au contact de bandes criminelles et/ou d'islamistes fanatisés.

- *Laisser une «deuxième chance» aux criminels ou les sanctionner d'emblée ?* - Enquête de la police de Chicago (CPD) en novembre 2017. Elle porte sur 200 individus poursuivis pour homicide (entrepris ou réussi). 133 ont déjà été arrêtés par CPD auparavant, en moyenne deux fois - certains, 20 fois ! 74 d'entre eux ont déjà été interpellés pour violences avec arme. Ce, sur le seul ressort du CPD - ces malfaiteurs peuvent en avoir fait autant ou pire, ailleurs aux Etats-Unis.

132

Autre étude du CPD, portant sur une autre cohorte de malfaiteurs, arrêtés à Chicago pour homicide, ou (un cran en dessous) usage criminel d'une arme à feu ; en moyenne, tous ont 12 interpellations antérieures ; 20% de la cohorte, plus de 20.

Autre étude, celle-ci criminologique, de l'Université de Chicago, portant sur des individus arrêtés pour homicide, ou usage criminel d'une arme à feu :

- 90% ont déjà été interpellés,
- 50%, déjà condamnés pour crime violent,
- 40%, pour port d'arme illicite.

Enfin, étude fédérale (*Department of Justice, statistics*) portant sur les 75 comtés les plus peuplés des Etats-Unis : 53% des assassins ont déjà été auparavant condamnés pour un crime sérieux.

Que faire de ces meurtriers en série ? Leur donner indéfiniment des secondes... troisièmes... chances ? Ou les mettre pour de bon hors d'état de nuire ?

- **Californie et Pacific North-West, laxisme urbain, laxisme judiciaire**

- *La ville de Seattle*, dont la mairie est libérale-libertaire, est toujours plus envahie par les SDF, de véritables bidonvilles y poussent comme des champignons. Au même moment (hasard ?) la ville subit une poussée violente de la toxicomanie aux opioïdes et des surdoses mortelles.

- *San Francisco*, vitrine du *high-tech*, à l'orée de la Silicon Valley est pire : ses rues jonchées de déjections humaines et de seringues usagées. Sur 153 pâtés de maisons inspectés, on trouve 41 seringues de toxicomanes et 96 étrons. Des malades mentaux et vagabonds agressifs hantent le centre-ville. Pour un professeur de médecine à la (fort progressiste) université de Berkeley, spécialiste des maladies infectieuses, les rues de San Francisco sont plus sales et infectées que celles de certains bidonvilles du Tiers-Monde.

- *Pour la Californie entière* : en 2014, un bienséant référendum (proposition 47, *Californians for safety and justice*) réduit les peines pour possession de stupéfiants, vols, vols à la tire, vols d'identité, recel de vol, non-provision ou falsification de chèques. Devenues de simples délits (*misdemeanor*) ces infractions n'entraînant plus la prison. Selon le *Public Policy Institute*, (les partisans de la loi parlent de «coïncidence») la criminalité violente a augmenté depuis de 13%. Aussi, les vols avec effraction dans un véhicule (infraction typique des gangs juvéniles) : + 9% de 2014 à



2016 (135 de ces vols/100 000 habitants). Depuis, signalent encore les commerçants, les toxicomanes volent impunément.

• **Grand Londres : laxisme face aux armes blanches** - Dans cette métropole, la majorité des condamnés pour violences par arme blanche ne va pas en prison et reçoit un simple «avertissement». La minorité incarcérée l'est en moyenne pour 7,5 mois. (Interpellations pour comportement violent et port d'arme blanche en 2017 : 20 982 ; incarcérations : 7 628 individus, 36% du total, dont 14% de mineurs). En Ecosse, depuis que la peine moyenne pour cette infraction est montée à 15 mois, on constate la chute verticale du nombre des interpellés avec arme blanche. CQFD.

• **Ecosse : fermeté intelligente à Glasgow** - En 2010 l'organisation mondiale de la santé (OMS) qualifie Glasgow de «capitale européenne des homicides». La plupart des morts sont des membres de gangs rivaux, tués à l'arme blanche. Or depuis (2004-2017) les admissions pour blessure à l'arme blanche des hôpitaux de Glasgow ont baissé de - 65% quand plus récemment (2014-2017) Les crimes à l'arme blanche (blessures, homicides, etc.) explosaient de + 54% dans l'ensemble Angleterre + pays de Galles (L'Ecosse et l'Ulster font statistiques à part). Que s'est-il passé ? En 2006 la police de Glasgow crée une *Violence reduction Unit*, modèle repris depuis par les autres polices urbaines d'Ecosse.

- D'abord, la police obtient un durcissement pénal et multiplie les arrestations et fouilles de suspects, bandits juvéniles, etc. La peine moyenne pour possession d'arme blanche *triple* alors notamment (15 mois fermes, comme vu plus haut).

- L'ordre rétabli, la police lance une prévention ciblée (toxicomanie, familles à grossesses précoces et violences familiales, etc.), dans les zones hors-contrôle de Glasgow East-End.

Dès 2007, les homicides à Glasgow baissent de moitié - à la joie des contribuables car selon les officiels écossais, le coût sociétal total d'un seul homicide dépasse les 2 millions d'euros.

• **High Point (Caroline du Nord) une lutte intelligente contre les dealers** - Il s'agit ici du *West-End* de la ville de High Point. La police y lance en 2005 un plan de lutte contre les gangs, les dealers, etc. Objectif : rendre le *West-End* vivable à nouveau. La police y identifie et cible d'abord les *dealers* habituels, qui sont 16, dont trois individus fort agressifs et violents. Partant d'un efficace dossier de renseignement, les trois hommes dangereux sont arrêtés et filent en prison. La police entame avec les 13 autres une discussion type carotte et bâton : on vous aide à vous en sortir - mais si le deal continue, vous rejoignez vos trois complices en prison. Une menace crédible car pour les trois dangereux, la punition a été rapide et certaine. En revanche, la durée de la peine importe moins, pour des individus (*vu plus haut*) concevant mal la profondeur temporelle. Sur les 13 voyous, douze acceptent le marché ; la criminalité baisse nettement pendant quatre ans. Depuis lors sur 2002-2016 : les homicides (peu nombreux) ont un peu baissé à High Point ; les vols à main armée, cambriolages, vols et vols de véhicule ont nettement diminué. Toutes infractions confondues, la moyenne délictuelle/habitant passe de 521 en 2005 à 351 en 2016.



Notes

1. Statistiques criminelles et mesure de la délinquance, Renée Zauberman, Philippe Robert - Electronic Journal for History of Probability and Statistics EHESS, 2011-17 - Alexandre Lacassagne, Statistique criminelle, L'Année Psychologique, 1905, vol. 12 - Histoire & Mesure XXII-2 - 2007 - Déviance, justice et statistique, Bruno Aubusson de Cavarlay - Des compte-rendu à la statistique criminelle, c'est l'unité qui compte (France, XIX^e-XX^e siècles).
2. Daily Mail - 6/06/2018 «Criminals could manipulate their own DNA to avoid detection» - New York Times International - 16/05/2018 «The dangers of do-it-yourself genetics» - New York Times International - 19/05/2015 «Brewed morphine raises concern about regulation».
3. Daily Mail - 7/08/2017 «Teenage brains are not as hardwired for crime as previously thought: scientists claim it is individualistic societies that causes them to rebel» - Sabah - 15/03/2017 «Criminal intentions visible in brain scans, study says» - The Guardian - 13/07/2017 «Brain scans can spot criminals, scientists say» - Ars Technica - 22/05/2016 «Children with weak future planning are more likely to be involved in crime» - Slate - 30/04/2016 «La quête du 'gène du crime' n'est pas finie» - L'Obs - 17/07/15 «Alcool, cocaïne, nicotine... Hommes et femmes réagissent différemment à la drogue».
4. The Economist - 18/08/2018 «Seeking the devil in the details» - Business Insider Nordic - 14/06/18 «Bank robberies declines as Sweden ditches cash - but more people are turning to black market crime instead» - New York Review of Books - 22/08/2016 «Bans on asking job seekers criminal past may backfire» - The Guardian - 25/11/2010 «False memories of sexual abuse lead to terrible miscarriages of justice» - Slate - 27/05/2010 «The Recipe: a cookbook for memories of sexual abuse».
5. New York Review of Books - 24/11/2016 «The war on terror vs the war on poverty» - The Atlantic - 20/06/2016 «Policy exchange - The cultural roots of crime» - The Economist - 4/06/2016 «Predictable policing, a hot summer awaits the city's new police chief» - Terrorism and Political Violence - Vol18 N°1 (2006) - James A. Piazza «Rooted in Poverty? Terrorism, poor economic development and social cleavages» - NBER Working Paper, October 2004 - Alberto Abadie «Poverty, political freedom and the roots of terrorism» - The Journal of Economic Perspectives - vol 17 N°4, fall 2003 - Alan B. Krueger & Jitka Maleckova «Education, poverty and terrorism: is there a causal connection?» - Political Quarterly - August 2002 - Karin von Hippel «The roots of terrorism: probing the myths».
6. The Economist - 25/08/2018 «Cutting edge» - City Journal - 19/06/2018 «Left coast lawlessness progressivism is wrecking cities in the Pacific Northwest» - Fox News - 13/06/2018 - «Theft rise after California reduces criminal penalties» - The Sun - 6/06/2018 «Knife thugs are jailed for just seven months on average - is this why Britain youth feel so confident in carrying a blade?» - City Magazine - 02/2018 «Second, third and fourth chances: at what price?» - The Economist - 24/10/2009 «The Velvet Glove» - Libération - 28/01/2008 «Parents de mineurs délinquants : les juges boudent les sanctions».



Faits & Idées

Xavier RAUFER

Régulièrement, Sécurité Globale propose des chiffres et données récents, collectés par sa base documentaire internationale. Vérifiés et recoupés, ces faits couvrent tout le champ du crime, du terrorisme, plus tout élément contextuel pertinent. D'où l'objectif et le nom de cette chronique : donner aux lecteurs des faits, pour qu'ils aient (plus et mieux encore) des idées ; ce, pour enrichir notamment le débat criminologique.

- **Faits & données criminels à l'échelle mondiale**

Ici, les faits et données d'envergure mondiale ; au minimum, transcontinentale.

CONTEXTE : l'économie informelle à l'échelle mondiale ¹

(Organisation Internationale du travail, avril 2018) - Par «économie informelle», on entend : l'ensemble des travailleurs

hors-couverture et hors dispositifs officiels. A l'échelle planétaire, l'économie informelle comprend environ 2 milliards de gens. Sa plus importante composante, le travail dissimulé, ou informel, impacte sérieusement les finances publiques, surtout des pays du Sud. Pays émergents ou en développement : 82% de l'emploi mondial et 93% du travail informel (TI) ; hommes, 63%, femmes, 58%. Les zones rurales ont deux fois plus de TI que les urbanisées.

- Afrique - TI en proportion du total : ± 86%
- Asie pacifique - TI : 62%
- Monde Arabe - TI : 69%
- Amériques - TI : 40%
- Europe + Asie centrale - TI : 25%

VIOLENCE ET ÉCONOMIE MONDIALE² : En 2017, «La violence» (terroriste, militaire, criminelle, guérillas + agitation sociale violente) obère l'économie mondiale, en «parité de pouvoir d'achat», à hauteur de 14,76 billions de US\$ (en français, un billion = mille milliards), soit 12,4% de la performance macro-économique mondiale (+ 2% en 2017, sur 2016). Une grande part



Xavier RAUFER

du désastre est imputable aux entreprises néocoloniales américaines malheureuses (Afghanistan, Irak, Syrie, etc.).

FRANCE : en matière de violence, la France est au 61^e rang mondial du classement de l'IEP. Pour l'Europe, France : 30^e sur 36 derrière l'Albanie (26^e) et le Monténégro (29^e).

Impact économique - sur une base 100 de dépenses publiques, les risques ou situations de violence pèsent à hauteur de (dépenses militaires) $\pm 37\%$; (insécurité intérieure et maintien de l'ordre), 27% ; (coût des homicides) 17% ; (criminalité violente+viols) 4% ; (sécurité privée) 6% ; (conflits) 8%, etc.

136

PIRATERIE MARITIME ³

(ONG *Oceans Beyond Piracy*) Croissance des cas de piraterie en Amérique du Sud & Caraïbes : 71 cas en 2017 (± 1 m\$ de préjudice total), + 163% sur 2016 ; à environ 60%, ce sont des vols à main armée de yachts, près des ports du Venezuela, de Saint-Vincent & Grenadines, de Colombie, de Sainte-Lucie, etc.

Diminution des cas de piraterie en Afrique - préjudice total :

- 2017 : 1,4 md\$
- 2016 : 1,7 md\$
- 2010 : 7 md\$

Corne/Est de l'Afrique : 54 incidents en 2017, 27 en 2016

Afrique occidentale : 97 incidents en 2017, 95 en 2016

Préjudice Afrique : 2017, ± 818 m\$; 2016, ± 794 m\$.

PÊCHERIES ILLICITES ⁴

Poissons pêchés illicitement ces dernières années : environ 26 millions de tonnes par an (profit annuel : 10 à 20 md\$/an).

Total des pêches licites ou non : 170 m/tonnes de produits aquatiques par an, pour un CA annuel de ± 218 md\$.

HOMICIDES DE MASSE ⁵

Selon le site d'échanges académiques *The Conversation*, il y a eu de 1983 à 2013, 119 tueries de masse dans le monde, dont 66% aux Etats-Unis.

- Etats-Unis : 78
- Allemagne : 7
- France : 6
- Australie & Canada : 4
- Nouvelle-Zélande & Royaume-Uni : 3
- Belgique, Finlande, Pays-Bas, Suède & Suisse : 2
- Autriche, Norvège, Portugal, Espagne : 1
- Pays culturellement protestants : 108/119
- Pays culturellement catholiques : 11/119

CONTREFACONS DANGEREUSES, FAUX MÉDICAMENTS ⁶

Médicaments défectueux ou contrefaits, sur 100 de médicaments analysés : Inde : 3% ; Bangladesh, 3 à 5% ; Nigeria, 20 à 30%. Dans les 39 pays de l'Afrique subsaharienne, sur 5m. d'enfants, morts avant 5 ans, 120 000 meurent du fait des médicaments





contrefaits. En Afrique, chaque année, de 72 000 à 169 000 enfants meurent de ce fait. A l'échelle mondiale, il n'existe sur ce drame nulle estimation sérieuse et crédible.

• **Faits Et méfaits de la DGSI (Davos-Goldman-Sachs-Ideologie)** ⁷

Prédateurs-patronnesses : la 1^{re} église baptiste de Palo-Alto (Silicon Valley) est «de gauche», ouverte aux LGBT, etc., Gregory Stevens y est pasteur de 2015 à 2018 - et claque enfin la porte, après une ravageuse tribune libre dans le *San Francisco Chronicle* : «mercier élitiste... lieu répugnant... prétention de justice et d'écologie, sinistre farce... monstrueuse inégalité sociale et économique... ghetto de fric et de pouvoir... Rapacité du *high-tech*... Gouffre entre les méga-riches et les pauvres... Mégalomanes persuadés d'améliorer le monde, de fait, prédateurs féroces... Impossible de prêcher les pauvres et les marginalisés à de tels hypocrites... Les enclaves *high-tech* chassent à coup de fric tout l'habitat modeste... Les travailleurs virés de ces enclaves n'en tirent nul bénéfice.

De fait : depuis la crise financière de 2008-2009, les profits des entreprises ont cru, en moyenne annuelle, de + 6,5%/an ; pour la même décennie, les salaires ont cru en tout et pour tout de + 3%.

Les dix plus grosses fortunes du monde (mai 2018) : 1 - Jeff Bezos (Amazon) \$ 112 md ; 2 - Bill Gates (Microsoft) \$ 90 md ; 3 - Warren Buffett (Berkshire-Hathaway) \$ 84 md ; 4 - Bernard Arnault (LVMH) \$ 72 md ; 5 - Mark Zuckerberg (Facebook) \$ 71 md ;

6 - Amancio Ortega (Zara) \$ 70 md ; 7 - Carlos Slim (America Movil) \$ 67 md ; 8 et 9 - Charles et David Koch (Koch Industries) \$ 60 md chacun ; 10 - Larry Ellison (Oracle) \$ 59 md.

En Grande Bretagne, 14 millions de gens vivent dans une relative pauvreté ; le budget annuel de la santé du Royaume-Uni est de 144 £md ; de la Défense, 37 £md, des transports 29 £md. Et les 1 000 britanniques les plus riches pèsent ensemble 724 md£ (813 Md €), + 66 £md depuis 2016 et + 274 £md depuis 2013. Les 40% des Britanniques les plus modestes possèdent collectivement 567 £md.

(*Office for national statistics*) En 2017, les 1 000 Britanniques les plus riches possèdent 22% de la richesse nationale ; c'était 15% en 1984. De 30 à 40% de la fortune du Top 1 000 serait détenue dans des *offshores*. Les 10% les plus riches possèdent 44% de la richesse totale (patrimoine moyen de £ 3,23 m. environ) ; les 50% des plus modestes, 9% de cette richesse (patrimoine moyen, £ 1 411 environ).

France - Comment sont partagés les bénéfices des entreprises ? :

- Actionnaires, dividendes : 67,4%
- Réinvestissements : 27,3%
- Salariés : 5,3 % (15 fois plus aux actionnaires qu'aux salariés)

En 2016 les Pdg du CAC 40 ont gagné en moyenne 257 fois le Smic et 119 fois plus que la moyenne de leurs salariés ; en 2009, c'était 97 fois plus que cette dernière moyenne.

Qui régit la France ? Quelque 10% de la population, nés, éduqués et diplômés





Xavier RAUFER

au bon endroit, bien connectés et payés, «progressistes», sous la houlette de patrons de gauche et milliardaires philanthropes, dominant et orientent les idées morales, la finance, le milieu intellectuel, culturel et technologique. Ce, en dociles vassaux de la Silicon valley et de Wall Street, éliminant impitoyablement les dissidents et voix discordantes. Voici ce qu'affirme, en un éclair de lucidité, *L'Obs* du 14/06/2018 (cf. note de bdp).

France (2) Evolution du patrimoine brut des Français (Insee), de 1998 à 2015 et par tranche (1^{er} décile, les plus pauvres ; 10^e décile, les plus riches).

- 1^{er} décile : - 31 %
- 2^e décile : - 14 %
- 3^e décile : + 32 %
- 4^e décile : + 101 %
- 5^e décile : + 106 %
- 6^e décile : + 105 %
- 7^e décile : + 102 %
- 8^e décile : + 102 %
- 9^e décile : + 105%
- 10^e décile : + 113 %

En 2018, les très riches emportent comme jadis «leur patrie, à la semelle de leurs souliers». Une grande étude sur les migrations des plus riches le montre : dès qu'un pays connaît des difficultés politiques ou économiques, les ploutocrates s'envolent avec leur argent. Le monde compte \pm 15m. de gens possédant + de 1m de US\$ net ; en 2017, \pm 100 000 ont changé de pays de résidence. Esquisse de l'exode de 2017 :

- Turquie : - 12%
- France : - 4 000 (- 16 000 en 2016)
- Venezuela : - 16%
- Etats-Unis : sans changement notable

- Inde : - 7 000
- Royaume-Uni : - 3 000
- Canada, Australie & Emirats arabes unis : augmentation (Dubai, + 5 000).

• La criminalité, par continents

Ici, les faits et données, classés par continent.

Afrique⁸

Le 21 avril 2018, le cargo néerlandais FWN Rapide, 11 membres d'équipage (non-néerlandais) et venant du Ghana, est capturé par des pirates au large de Port-Harcourt, Nigeria - ce cargo est libéré en mai.

• *Ghana*

«*Robberies*» (Vols à main armée + vols avec violence) du 1/01/2018 au 25/05/2018 (5 premiers mois de l'année, en gros) : 484 dont 191 dans la métropole Accra, la capitale.

Janvier, 121 ; février, 92 ; mars, 98 ; avril, 103 ; trois premières semaines de mai, 70.

«*Robberies*» commises «sur la voie publique» : 172 dont Accra, 78.

Car jackings : 44, dont Accra, 21,

Home jackings : 124 dont Accra, 53,

«*Robberies*» sur lieu de travail : 95, dont Accra, 36,

«*Robberies*» sur les routes nationales : 49, dont Accra, 3.





«Robberies» (20 premières semaines de l'année) comparaison 2015-2018 :

- 2015 : 339
- 2016 : 354
- 2017 : 262
- 2018 : 484 (au plus haut)

Viols : 41, dont Accra, 13

Homicides : 129, dont Accra, 21.

• **République d'Afrique du Sud (RSA)**

Statistiques officielles de la RSA publiées fin octobre 2017 et couvrant novembre 2016 - octobre 2017. Sur cette période :

- 19 016 homicides (connus - 12 mois précédents, 18 127 hom.), $\pm 34/100\ 000$ hom.,

Tentatives d'homicides : 18 205 (12 mois précédents, 18 673 hom.) $\pm 33/100\ 000$,

Les trois provinces les plus meurtrières : Eastern Cape ($\pm 56/100\ 000$) ; Western Cape ($\pm 52/100\ 000$) ; KwaZulu-Natal ($\pm 37/100\ 000$). Les trois moins meurtrières : NorthWest ($\pm 24/100\ 000$) ; Mpumalanga ($\pm 22/100\ 000$) ; Limpopo ($\pm 14/100\ 000$).

En 2015-2016, 78% des homicides commis en RSA ont concerné 4 provinces KwaZulu-Natal, Gauteng, Eastern Cape et Western Cape. Alors, 20% des commissariats enregistrent 20% des homicides et 13% des commissariats, 50% des homicides. Dans l'Etat de Western Cape par exemple, 66% des homicides adviennent les nuits du week-end et 56% de ces derniers, de 18h à 3h du matin. De même, 48% des assassins sont ivres lors des faits.

Bref : en RSA, les homicides adviennent pour l'essentiel le week-end, sur le territoire d'une centaine de commissariats, dans 4 provinces. Malgré cette concentration qui devrait faciliter le travail policier, il y a eu + 22% d'homicides de 2012 à 2017.

Coups et blessures volontaires 156 450, $\pm 429/\text{jour}$, $\pm 280/100\ 000$ - mais la plupart restent inconnus.

Vols avec violence : 53 418, $\pm 96/100\ 000$ (chiffre noir énorme),

Vols à main armée : 140 956, + 6,4% sur les 12 mois précédents, $\pm 252/100\ 000$.

Braquage de transports de fonds : de janvier au 15 juin 2018, on en a compté plus de 150 en RSA, plus de un par jour ; souvent avec assassinats des convoyeurs ; ce par des gangs de 10 à 20 membres, équipés d'armes de guerre et d'explosifs.

Home jackings 22 343 $\pm 61/\text{jour}$, $40/100\ 000$; $\pm 57\%$ des victimes de home jacking avisent la police.

Car jackings : 16 717 (connus - $\pm 46/\text{jour}$; 12 mois précédents, 14 602, + 14,5%.)

Cambriolages : 246 654, $\pm 676/\text{jour}$; $\pm 442/100\ 000$.

Sont déclarés à la police :

- 95% des homicides,
- 94% des vols de véhicule,
- 87% des raptés,
- 53% des vols dans un véhicule,
- 51% des cambriolages.





Xavier RAUFER

Asie – Pacifique ⁹

• *Philippines*

Selon la Philippine National Police, la criminalité constatée dans le pays pour les quatre premiers mois de 2018 (149 491 infractions constatées), a baissé de - 18% sur les mêmes mois de 2017 (183 242 infractions).

• *Inde*

Selon l'*Institute for Economics and Peace*, la violence sous toutes ses formes a coûté à l'Inde, en 2017, ± 1 200 md\$, ± \$600 par habitant, ± 9% du Pnb du pays. Le pays compte, 1,3 md. hab. De leur côté et pour les mêmes motifs, le Pakistan a perdu 13% de son Pnb et l'Afghanistan, 63% de son Pnb.

infractions sans violence représentent 79% du total, 4 sur 5.

Vols avec violence : 22 700 en 2017 (+ 780 sur 2016) + 2% en 2017 ; 62/100 000.

Crime avec usage d'une arme à feu : 2734 en 2017, + 7% sur 2016 (2 534).

Trafic d'êtres humains : 271 affaires en 2017 ; + 8% sur 2016.

Taux d'homicides au Canada : (+ 4% en 2017), 2, 25/100 000.

Naïfs ou égarés par la bienséance médiatique, les autorités canadiennes ont accepté de nombreuses demandes d'asile de «Roumains» (sous prétexte de «discriminations et maltraitance») et même, supprimé le visa qu'il leur fallait avant. Les «Roumains» (les médias locaux disent plus clairement «*Roma from Romania*», sont ainsi arrivés à plus de 1 000 de janvier à mai 2018. Amusante coïncidence : le nombre de mendiants a fort augmenté dans les villes où ils sont arrivés - tandis que les vols et autres délits d'appropriation croissent nettement. Les polices canadiennes enquêtent.

140

Amériques

• *Amérique du Nord*

Canada¹⁰

2017 - infractions au code criminel : ± 1,9 m., 45 300 affaires de plus qu'en 2016.

Infractions déclarées par la police : 5 334/100 000 habitants ; + 1% sur 2016 ; - 23% sur 2007.

Infractions violentes : ± 403 000, ± 14 000 de plus qu'en 2016, 1 098/100 000, + 3% sur 2016, - 19% sur 2007. Au Canada, les

Etats-Unis¹¹

ARMES - Licites ou non, 857 millions d'armes légères sont détenues dans le monde par des civils (23 millions par les polices, 133 millions par les armées)¹² ; dont 393 millions par des citoyens ou résidents des Etats-Unis (46% du total). En 2008 c'était 650 m. dans le monde, 270 m. aux Etats-Unis (42%). 3% des propriétaires américains d'armes à feu en détiennent 50% du tout, 17 armes chacun en moyenne. Les Etats-Unis ont 16 fois plus d'homicides par arme





à feu que le Canada voisin, 7 fois plus que la Suède, 16 fois plus que l'Allemagne.

HOMICIDES - Selon de premières tendances, les 30 principales métropoles américaines ont connu, ensemble, une baisse de - 2,1% des homicides (tous moyens confondus) en 2017, sur l'année précédente. Exception : Philadelphie, Indianapolis, Baltimore, où les homicides augmentent en 2017.

Mexique¹³

(*National Citizen Observatory*) Mai 2018 au Mexique : 93 homicides par jour, 4 par heure, 2 890 au total pour le mois, au plus haut depuis 1997 (début de la statistique officielle). Total janvier-mai : 13 298 hom. + 21% sur janvier-mai 2017 (7 167 morts). Si la tendance continue, on sera à 100 homicides/jour fin 2018. Sous le mandat du président Calderon (fin 2006 à fin 2012) il y avait eu 102 859 morts (connus) ; sous la présidence Pena Nieto, (2012-2018) 104 583 (chiffre auquel manque encore le dernier semestre 2018).

Le Mexique compte environ 17 millions d'armes à feu, dont \pm 70% proviennent (légalement ou non) des Etats-Unis.

• **Amérique latine¹⁴**

Une enquête Gallup, menée depuis dix ans, le «*Global Law and Order Report*» montre qu'en Amérique latine + Caraïbes, l'insécurité est bien plus ressentie que sur les autres continents - nul pays de la région dans la liste des 50 pays les plus sûrs. L'enquête Gallup concerne 140 pays, sur la base de la perception de la sécurité par les sondés, dans les lieux où ils habitent. Pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes, l'insécurité

représente un préjudice équivalent à 3,5% du Pnb régional.

Brésil¹⁵

Dans ce pays de \pm 205 m. d'habitants, on a compté, de 2006 à 2016, 553 000 homicides ; 6 par heure, pour une moyenne (2017) de 30/100 000 - 10 fois la moyenne européenne et 6 fois celle des Etats-Unis (5/100 000). Homicides violents en 2016 : 62 517.

En 2015, la criminalité dans toutes ses dimensions a causé au Brésil un préjudice de \pm 138 md\$ (on en était à \pm 54md\$ en 1996), 4,4% du montant de son Pnb 2017. Sur cette décennie, une facture «violençe» de 1 937 md\$. De 1996 à 2015, les dépenses de sécurité de l'Etat ont cru de + 170% ; celles du secteur privé de sécurité, de + 135%.

Homicides et race : au Brésil en 2016, les Noirs et métis représentent ensemble, 71% des victimes d'homicides (quoiqu'environ 50% de la population).

Récente pratique - quasi-quotidienne - des bandes armées criminelles brésiliennes¹⁶, les attaques des banques du pays par des commandos équipés de fusils d'assaut et d'explosif : destruction par explosif des distributeurs de billets, chambres fortes, etc. En avril 2017 près de la frontière du Paraguay, un méga-braquage a vu des dizaines de bandits en uniforme dévaliser un centre-fort de 12m\$. En mars 2018, 5m\$ ont été pillés à l'aéroport de fret de Viracopos-Campinas. Ainsi de suite.





Xavier RAUFER

Jamaïque¹⁷

(±2,9 millions d'habitants) - 1 616 homicides en 2016 - ± 50/100 000 hab., 10 fois pire que les Etats-Unis, 50 fois pire que le Royaume-Uni. En 2017, 335 homicides dans le site touristique de Montego Bay.

- Blessures par arme à feu (2016) + 25% sur 2015.
- Viols et agressions sexuelles : + 12% (2015 : 7 022 ; 2016 : 7 919). Poursuites pour viols, agressions sexuelles : 40% d'étrangers.
- Coups et blessures volontaires : + 10%

Europe¹⁸

Ici, les faits et données, par pays d'Europe :
- HOMICIDES sur un siècle (14 pays analysés) 1918-2017 - 1918 : 3,3/100 000 ; 2017 : 1,2/100 000.

- TABAC et CIGARETTES : contrefaçons-contrebande, dans la zone considérée : ± 48 milliards de cigarettes fumées en 2017, - 7% sur 2016. Préjudice en taxation pour les Etats en cause ± 10 md€. Baisse générale de la tabagie en Europe en 2017 - 2,5% sur 2016.

Selon le syndicat allemand des officiers de police judiciaire (*Bund Deutscher Kriminal Beamter*) si les vols à l'étalage baissent de - 3,3%, c'est que ce délit est *de facto* décriminalisé par la justice (44% des vols à l'étalage connus le sont par des mineurs étrangers) ; de même, les cambriolages baissent en théorie de - 23% de 2016 sur 2017, mais la police n'en enregistre pas plus de 75%, le reste se perdant dans le «chiffre noir» (*Dunkelfeld*). ± 150 000 cambriolages en Allemagne en 2016 : taux d'élucidation, (*aufklärungsquote*) 1 sur 6.

142

Dans l'ensemble contrefaçons-contrebande (C-C), les contrefaites augmentent en 2017 de ± 9% les *illicit whites* 1/3 du total C-C.

Proportion de cigarettes de contrefaçons-contrebande :

- France : ± 7,7% du total,
- Royaume-Uni : ± 6,9% du total,
- Pologne : ± 4,9% du total,
- Allemagne : ± 4,2% du total,
- Roumanie : ± 4,1% du total,

Ces 5 pays représentent 62% du total C-C en Europe.

Criminalité violence en Allemagne (homicides, coups et blessures volontaires, viols, etc.) : baisse continue de 2009 à 2014, mais : 2015, + 0,2 ; 2016, + 6,7 (-2,4 en 2017) ; 32% des victimes de crimes violents sont des étrangers. Mises en examen en Allemagne : 1/3 d'étrangers. Pickpockets : 75% d'étrangers.

- Infractions commises par des Allemands en 2016 : en baisse
- Infractions commises par des étrangers en 2016 : + 10%
- Victimes d'une/plusieurs infraction(s) en Allemagne en 2016 : 20% d'étrangers.

Allemagne¹⁹

En 2017, l'Allemagne a enregistré 5,8 m. d'infractions, contre 6,4% en 2016. Une baisse, donc. Cependant en 2017 :

- Homicides et tentatives : + 14,3%

Enfin, les statistiques de la police fédérale allemande (*Polizeiliche Kriminalstatistik* PKS) incluent tout passage illicite d'une frontière nationale comme infraction : ainsi, quand 100 000 clandestins de moins entrent





dans le pays, cela fait autant d'infractions en moins dans la statistique du BKA.

Belgique²⁰

Dans la métropole de Bruxelles, les vols à main armée ont baissé de - 45% de 2011 à 2017.

(2000 : 4 179 braquages - 2007 : 3 817 br. - 2009 : 3 513 br. - 2009 : 3 513 br. - 2011 : 3 507 br. - 2013 : 2 857 br. - 2015 : 2 603 br. - 2017 : 1 948 br.)

Danemark-Estonie²¹

De 2011 à 2016, au moins, la filiale estonienne de la Danske Bank aurait blanchi (au minimum) 7 milliards d'euros par ses comptes bancaires de non-résidents (Azerbaïdjanais, Moldaves, Russes...). Notons que l'économie de l'Estonie tout entière «pèse» environ 18 md€ par an.

Grande-Bretagne

- *La débâcle sécuritaire*²²

Grand Londres : de juin 2017 à Mai 2018, la police métropolitaine (*Scotland Yard*) enregistre 22 025 vols avec violence commis à scooter ou moto (*moped crime*), + 50% sur les 12 mois précédents. De des *moped crimes*, on en comptait ±900 en 2012, ±23 000 en 2017, 25 fois plus.

D'octobre 2016 à septembre 2017, Grand Londres, on compte 37 443 usages illicites d'arme blanche et 6 694, d'armes à feu. Grand Londres toujours : de janvier à fin avril 2018 : 59 homicides, + 44% sur les 12 mois précédents. Usages illicites d'arme blanche, + 21% ; arme à feu, + 23%.

Grand Londres du 1/01/2018 au 25/05/2018 : 66 homicides. Ville de New York, mêmes dates, 50 hom. Grand Londres, en 2017, 116 hom. (1,2/100 000) New York, 286 hom. ²³ (3,4/100 000). En 2007, il y avait 4 fois plus d'hom. à New York qu'à Londres.

Angleterre + Pays de Galles (E+W - L'Ecosse et l'Ulster tiennent leurs propres statistiques), 2017, 1,3 m. d'atteintes à la personne, violences, etc. + 21% sur 2016.

E+W : usages illicites d'armes à feu : 6 604 infractions, + 11%.

E+W : usages illicites d'armes blanches : 39 598, 22%.

Tout le Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse, Galles, Ulster) : violences avec arme blanche : + 22% en 2017, «robberies» (vol à main armée + vol avec violence) : + 33%.

- *Qui sont les criminels ?* ²⁴

Des gangs, d'usage juvéniles, lancés dans la conquête de fiefs criminels, où ils agressent en scooter, etc. les passants («accumulation primitive du capital», disait K. Marx) et pratiquent ensuite un florissant *deal* de cocaïne et de *crack*, à usage de bourgeois londoniens. Ces gangs sont le plus souvent ethniques et issus de l'immigration (Albanais, Pays de l'Est de l'Europe, Pakistanais, Africains, etc.). La *Gang Matrix* (notons bien : fichier de *renseignement* créé après les émeutes de 2011, non de *recensement*) compte en octobre 2017, sur 3 806 fichés de 12 ans et +, 3/4 de Noirs (Les Noirs forment 13% de la population du grand Londres). Au total, les minorités ethniques forment 87% du *Gang Matrix*.





Xavier RAUFER

Dans le grand Londres, 25% des inculpés pour violences graves sont noirs.

Par ailleurs, les bandits interpellés dans le Grand Londres en 2017, sont positifs à la cocaïne 42% plus souvent qu'en 2016.

Les mineurs criminels : (E+W) 1 639 mineurs arrêtés pour deal de drogue en 2013, 2 097 en 2017. De 2012 à 2017, le nombre de 10-15 ans soignés à l'hôpital pour blessure à l'arme blanche a augmenté de + 69%. Il y aurait dans les gangs de E+W, ±30 000 de 10-15 ans (*Children's commissioner*). Grand Londres, juin 2017 - Mai 2018 : + 25% d'homicides de mineurs.

Dans le Grand Londres, les gangs juvéniles s'organisent, deviennent pyramidaux, se professionnalisent ; deviennent des entreprises criminelles où les «gros» absorbent les «petits», etc. Ils communiquent par le *Darknet*, disposent d'outils de codage et blanchissent leurs profits criminels. Selon un rapport de la *London South Bank University*, ces gangsters sont en majorité perturbés mentalement (toxicomanie, danger permanent...) : crises d'angoisse, tentatives de suicide, etc.

A l'échelle du Royaume-Uni, les quelque 4 629 gangs connus comptent environ 70 000 membres (dont les 30 000 10-15 ans)

En Ecosse, il y a 164 gangs connus, dont 6 grands ; au total, ils ont 3 282 membres connus. Liés à d'autres gangs, notamment de Liverpool, ils trafiquent des stupéfiants reçus d'Espagne, des Pays-Bas, voire de Chine ; aussi, le trafic des êtres humains (prostitution).

• *Motif de cette débâcle*²⁵

D'abord, le libéralisme forcené des années-Thatcher. On se souvient de la déclaration de *Maggie* dans *Woman's Own* en 1988 «*There is no such thing as society*». Niée dans son être, la société se venge. l'individualisme absolu est invivable ? Les jeunes issus de cultures claniques, d'abord mais pas seulement, se coalisent en gangs. Ainsi sont-ils puissants, protégés et dotés de moyens de vie.

Second méfait du libéralisme-DGSI (Davos-Goldman-Sachs-Ideologie), le massacre de la police britannique 2010-2018, par la «conservatrice» Theresa May, ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre. Elue en 2010 sur un programme d'austérité, elle ampute le budget national de la police de 18%. A la *Police Federation Conference*, de 2015, les chefs policiers alertent Mme May sur l'imminence d'une explosion criminelle (on y est) - méprisante, celle-ci les accuse en retour de «crier au loup».

Du fait d'une durable impéritie officielle, la police britannique de 2018 conserve son modèle des seigneureries médiévales : E+W aujourd'hui, 43 polices différentes - fort méfiantes les unes des autres. Là dessus, le massacre-May : 2010, 143 734 policiers dans les rues ; 122 000 en mai 2018 (-21 734, au plus bas depuis 1996). En 2018, le Royaume-Uni manque de 17% de detectives (officiers de police judiciaire) cruciaux pour la conduite des enquêtes criminelles.

Ajoutons-y une Mme May pétrifiée par la bienséance. Cela donne en 2008, dans le Grand Londres, ± 600 000 contrôles-fouilles



d'éventuels détenteurs d'armes ; 160 000 en 2016.

Grand Londres : agressions à scooter (*moped crime*), + de 60 par jour. Défèrement des malfaiteurs à la justice par Scotland Yard, $\pm 11\%$ des cas connus. Décodeur : un bandit en scooter assaille un passant à Londres, il a 89 chances sur 100 d'en sortir indemne. Agression à l'arme blanche : inculpations en 2015, $\pm 32\%$; en 2017, $\pm 23\%$. Cambriolages : taux d'élucidation des domiciles privés, moins de 4% des cas déclarés.

Pour E+W, infractions relevées en 2017 : + 21%, inculpations sur la même période : - 11%. Taux d'élucidation toutes infractions : $\pm 10\%$, - 25% sur 2016.

Cas caricatural : quartier hors-contrôle de Trafford à Manchester : 225 infractions graves relevées en 2017. Taux d'élucidation : 0% - 100% d'impunité !

Ailleurs au Royaume Uni : taux d'élucidation des infractions de 2012 à 2017 : Ecosse, - 40% ; Pays de Galles, infractions relevées de mai 2017 à avril 2018 : + 13%, inculpations sur cette période, -10%.

E+W - mai 2016-avril 2017 : 527 000 inculpations, - 65 000 sur les mêmes mois de 2014-2015. Infractions enregistrées : + 750 000 de 2014 à 2017.

E+W «robberies» (vols à main armée + vols avec violence) : taux d'élucidation, $\pm 6\%$.

E+W+Ulster : taux d'élucidation des infractions enregistrées 2017 : $\pm 12\%$, - 26% sur 2016. Vols déclarés 1,5% d'élucidations, - 30% sur 2016.

Italie²⁶

Contrefaçons/piratages sur 2013 - perte en revenus, taxes, etc. pour l'Etat italien, ± 10 md€, 3% du montant des importations italiennes licites ; ± 88 000 emplois perdus. Là-dessus :

- ICT (*Information & communication technology*), biens et produits, 2,3 md€,
- Produits en cuir & sacs à main, $\pm 15\%$ du total,
- Jeux et jouets, $\pm 14\%$ du tout,
- Vêtements, $\pm 13\%$ du tout.

50% des acheteurs sont conscients de l'achat de bien contrefait, 50%, non ; là dessus :

- conscients (nourriture) : 15%
- conscients (ICT) : 60%

Produits italiens de marque contrefaits/piratés :

- provenance : Chine, Hongkong, Turquie (surtout)
- préjudice pour les grossistes & détaillants italiens, ± 7 md€
- nature des biens contrefaits/piratés : A) électronique, électrique, optique ; B) vêtements, cuir ; C) aliments.

Pays-Bas²⁷

Selon les officiels du pays (*Statistics Netherlands, NOS*), côté crime, les Pays-Bas sont paradisiaques : les vols et cambriolages (connus de la police) en sont au niveau (bas) de la décennie 1950 ; il y avait en 2001 93 infractions/1 000 hab. et en 2017, 49/1 000 ; certes, minime augmentation des homicides en 2017, mais juste à Amsterdam, Rotterdam et La Haye ; l'essentiel des infractions



Xavier RAUFER

connues restent des atteintes à la propriété. Au total : infractions en 2017 : - 11%.

Mais ni le chef de la police nationale du pays, ni l'ombudsman d'Amsterdam ne gobent le conte de fées. Le premier dit que les chiffres officiels sont «abstraites» et «sans liens réels avec la réalité vécue dans certains quartiers». Le second, «médiateur» ou «protecteur» des citoyens d'Amsterdam, ville qui reçoit \pm 18 m. de touristes par an (plus que la population totale de tout le pays), s'insurge contre le chaos criminel régnant la nuit tombée dans sa ville. Pour lui, le crime organisé (Marocains, Albanais, balkaniques, etc.) se rit d'une administration désorganisée : homicides, fraudes, corruption, trafics : telle est la réalité d'Amsterdam. Rodéos de motos et voitures, vente de stupéfiants, marché noir, 2 000 taxis illégaux dans la ville. L'argent criminel coule à flots et la police est impuissante. La vidéosurveillance de la célèbre *Leidseplein* compte 900 infractions sérieuses en une seule nuit, de 21h à 4h du matin. Dont des jeunes urinant sur un car de police - ses occupants feignant de ne rien remarquer. Jolie métaphore de la situation criminelle réelle des Pays-Bas, où les statistiques pourraient baisser du fait que les officiels regardent ailleurs.

La campagne ne semble pas mieux aller : selon une étude officielle, 15% minimum des paysans néerlandais ont été approchés par des criminels leur proposant de grosses sommes pour implanter chez eux des cultures sous serres de cannabis, ou des laboratoires de stupéfiants chimiques (MDMA-Ecstasy, etc.). Comme nombre de fermiers n'ont ni descendants, ni repreneurs, la proposition est tentante.

Suède²⁸

Attaques à la grenade et armes de guerre lors de règlements de comptes mortels entre gangs allogènes : 1995 : 4 par an ; 2017 : 40/an (décuplement). Incendies de véhicules, actes d'intimidation, incendies de synagogues, policiers et commissariats ciblés par des bandits, échanges de tirs dans de réelles zones hors-contrôle : les officiels danois et norvégiens font désormais de la Suède un épouvantail. A Oslo et Copenhague, une «situation à la suédoise» est ce qu'il faut à tout prix éviter.

France

• *Suicides dans les forces de l'ordre*²⁹

Du 1^{er} janvier 2018 au 30 mai : 17 suicides de policiers, 16 de gendarmes ; total 33 suicidés pour les forces de l'ordre, sur ces mêmes mois, au plus haut sur 10 ans. Total des suicides 2017 : police, 51 ; gendarmerie, 17. Il y avait eu en 2014, 55 suicides dans la police. 1998-2017, \pm 1 000 suicides dans la police ; \pm 50 par ans en moyenne.

• *Faits délictueux ou criminels*³⁰

Cambriolages, police & gendarmerie, sur 12 ans, toutes cibles confondues (résidences principales, secondaires, locaux industriels, commerciaux et financiers & autres lieux, villes et campagnes) : + 37%.

Violences dites «gratuites», faits connus :

- 1^{er} semestre 2016 : 158 745
- 1^{er} semestre 2017 : 163 370 (+ 2,9%)
- 1^{er} semestre 2018 : 173 179 (+ 6%)





Toujours au 1^{er} semestre 2018

- violences sur dépositaire de l'autorité publique : 94 par jour ; coups & blessures volontaires, 688/jour ; règlements de comptes + homicides & tentatives : 281/mois.

Dans les deux dernières années la délinquance juvénile s'intensifie et se diversifie ; guerres entre bandes rivales, trafics de stupéfiants, action des «mineurs étrangers isolés» ; enfin, participation croissante de mineurs aux actions criminelles de majeurs.

- Cambriolages, vols de véhicules, vols à main armée et vols avec violences aux auteurs mis en cause, les mineurs dépassent les 25% de suspects.
- Coups & blessures volontaires : 9% de mineurs mis en cause ;
- Vols à main armée : 20% de mineurs mis en cause ;
- Vols avec violence sans arme : 35% de mineurs mis en cause.

La plupart d'entre eux se rient de la police - et d'une «ordonnance de 1945 sur les mineurs, pathétiquement caduque ; certains dès 15-16 ans sont impliqués dans des dizaines d'affaires judiciaires.

A noter le cas scandaleux des «mineurs étrangers isolés» ; massivement adultes, en fait déjà souvent connus comme voyous dans leurs pays d'origine (Maroc, Mali, Guinée), pays qui semblent déverser sur la France leurs bandits juvéniles.

- 2010 à 2017 : + 10% de mineurs mis en cause en général, crimes et délits en métropole, + 3% ; mis en cause pour violences à des personnes, + 10%.

• Fraudes³¹

Pour l'Etat, la *fraude fiscale* représente un préjudice de \pm 60md€ par an.

Généralités sur les prestations sociales : les Caisses d'allocations familiales (CAF) servent 12,6 m. de foyers, soit 31,6 m. d'allocataires (50% de la population française) dont 13,8 m. d'enfants. Soit 73,3 md€ de prestations sociales, 68,2 md€ en métropole, 5 md€ dans les DOM. Là-dedans : allocations familiales, 4,8 m. de foyers, aide au logement, 2,2 m. d'allocataires (\pm 13 m. de gens couverts).

Exemple de *fraude aux prestations sociales* : la CAF 31 (Haute-Garonne), en 2017 : 965 fraudeurs découverts (0,3% des allocataires), pour un préjudice total de \pm 5,3 m€ (4,2 m€ en 2016). Montant moyen d'une fraude : 5 413 € (France : 6 455 €).

(*Etude ONDRP*) Escroqueries bancaires en 2016 : \pm 1,2 m. de ménages touchés par débit frauduleux de leurs comptes (doublement depuis 2010, \pm 500 000 cas cette année-là).

(2016) Dans 32% des cas plusieurs débits frauduleux dans l'année ; 64% des ménages, préjudice de 300€ ou moins (63% en 2015 ; 61% en 2014). Préjudice de 1000€ + 13% des ménages en 2016 ; 14% en 2014.

(*Observatoire de la sécurité des moyens de paiement, 2016*) Fraude par tout moyen de paiement (carte bancaire, chèque, virement, prélèvement, préjudice total : \pm 800 m€. 50% du tout, par carte bancaire, d'usage lors d'un achat en ligne. Fraude par carte, 2016, 399 m€ ; 2015, 416m€.





Xavier RAUFER

(2017) Fraudes par tous moyens de paiement : 744m€ (- 56m€ sur 2016). A titre de comparaison : total des transactions par carte bancaire française, en France et à l'étranger : 664,6md€.

- 1^{er} moyen de paiement utilisé en France : *la carte bancaire*, ± 48% du total, ± 361m€ de fraude.
- 2^e moyen de paiement en France : *le prélèvement* - 40m€ de fraude en 2016, 9m€ en 2017 (- 78%).
- 3^e moyen de paiement en France : *le virement* - 86m€ de fraude en 2016 ; 78m€ en 2017.
- 4^e moyen de paiement en France : *le chèque* - 272 m€ de fraude en 2016 ; 296 m€ en 2017 (+ 9%).

148

• *Contrefaçons*³²

(UNIFAB) - En 2017, les Douanes françaises ont saisi ±8,4 m. d'articles contrefaits. 75% des Français pensent facile d'acheter des biens contrefaits ; Français ayant volontairement acheté de tels biens : 37% ; Français trompés sur la marchandise : 40%. 71% des 15-18 ans se moquent du «cadre légal», s'agissant des biens culturels, musique, vidéos (téléchargement illégal, par exemple).

• *Sondages, sécurité, environnement international périlleux*³³

Après le mondial de foot, échec de la propagande du vivre-ensemble :

- Oui, le vivre-ensemble est harmonieux : 8% (+ 1% sur mai 2018),
- Ca ne génère pas trop de tensions : 35% (- 13% sur mai 2018),
- Vraies tensions entre catégories sociales séparées : 57% (+ 12% sur mai 2018),

- Le mondial de foot vous a rendu plus optimiste ? Oui, 8%,
- Moins optimiste ? Oui, 10%,
- Ni plus ni moins ? Oui, 75 %,
- Le mondial de foot contribuera-t-il à améliorer les relations entre Français et immigrés ? Plutôt non, 76%,
- Entre les habitants du centre des villes et des banlieues ? Plutôt non, 77% (18-34 ans, non, 67% ; ouvriers et employés, non, 78% ; France insoumise, plutôt non, 73% ; Parti socialiste, plutôt non, 76%).

• *L'opinion française et les migrants*

- (*Opinion Way*) accueil de l'Aquarius : bien fait de ne pas les accueillir, 56% ; aurait dû les accueillir, 42%.

La France accueille trop de migrants : oui, 60% ; le bon nombre, 30% ; pas assez, 10%.

(*Odoxa-Consulting*) Migrants : la réaction du gouvernement est-elle à la hauteur ? oui 27% ; Non, 73% - Migrants : Dans cette crise, faites-vous confiance à l'Europe ? oui 27% ; Non, 73% (Rassemblement national : trop, 98% ; Les Républicains : trop, 76%, LREM : trop, 42%, France insoumise : trop, 36%).

(*Elabe-BFMTV*) Le gouvernement est-il trop laxiste ? Oui, 61% ; comme il faut, 26% ; trop ferme, 13%. (trop laxiste, 18-24 ans, 51% ; catégories populaires, oui, 68% ; zones rurales et urbaines, oui, 64%. Rejet des migrants économiques, 70% ; rejet du regroupement familial, 52%) L'Italie ferme ses ports aux «navires humanitaires» c'est bien, 67% des Français ; c'est mal, 32% des Français.



*Les notes du gouvernement Macron-Philippe*

- Maîtrise de l'immigration, 3,74/10 ; politique de sécurité, 4,69/10.
- Macron un an après son élection : bilan globalement négatif : 55% des Français ; maîtrise de l'immigration, 66% négatif ; lutte contre l'insécurité : 55% négatif.

(D'abord, pouvoir d'achat... chômage... impôts... charges...) importent ensuite pour les Français :

- maîtrise de l'immigration, 30%
- Lutte contre le terrorisme, 26%
- Amélioration de la sécurité, 20%
- Défense des intérêts de la France dans le monde, 9%

Synthèse

- bloc «vie matérielle», 134 pour cent
- bloc souveraineté-sécurité, 85 = =
- bloc sociétal, 58 = =
- bloc économie, 50 = =

Motivation du vote aux européennes :

- Pouvoir d'achat, 35%
- Immigration, 32%
- Sécurité-terrorisme, 27%
- Environnement, 22%
- Chômage, santé, 14% chacun
- Identité française, 13%

- *Les Français et la justice*

(*Louis Harris-Interactive*) Eviter la radicalisation en prison... que des individus dangereux ne soient en liberté... la récurrence des sortants de prison... pour 62% des Français, objectif mal rempli par le gouvernement Macron-Philippe.

Lutte contre la radicalisation, un succès ? Oui, 7% ; lutte contre la récurrence, un succès ? Oui, 9%. Coût du système carcéral, pas satisfaisant, Oui, 78% ; ça s'aggrave encore, Oui, 62% ; les peines de prison ferme ne sont pas assez fréquentes (délit) oui, 59% ; (crimes) oui 73%.

Comment éviter la récurrence des criminels sexuels ? castration chimique des condamnés pour viol, oui, 70% des Français ; peines de prison plus sévères, oui, 80% des Français ; le suivi des criminels sexuels fonctionne mal, oui 90% des français.

- **Migrants, Europe et domaine de l'illicite**

Crise de la migration et crime, éléments contextuels ³⁴

149

En réalité, la grande majorité des demandeurs d'asile déboutés restent en Europe dans des conditions précaires. En 2017, 4 pays de l'UE concentrent 72% des 509 000 requêtes de l'année : Allemagne, France, Grèce et Italie.

Migrations par la Méditerranée : en 2015, 1,26m. de demandes d'asile en Europe ; 2016, 362 000 ; 2017, 172 000 ; jan-mai 2018, 37 000. France 2017, 99 330 demandes d'asile, 17,5% de plus qu'en 2016. Pour 2018 : arrivés par la Méditerranée, du 1/01/2018 au 23/05/2018, 32 303 migrants arrivés (mêmes dates de 2017, 76 481).

Grèce (1/01/2018 - 23/05/2018) : 12 623 migrants,

Italie (1/01/2018 - 23/05/2018) : 10 659 = =,





Xavier RAUFER

Espagne (1/01/2018 - 23/05/2018) : 8 531 = =.

Morts noyés (1/01/2018 - 23/05/2018) : 636 ; mêmes dates 2017, 2 265.

Morts noyés en 2015 : 3 783 ; en 2016, 5 146 ; en 2017 (année entière), 3 139.

Italie, ± 700 000 migrants ont débarqué depuis 2013, dont, en 2018, 152 420 migrants en attente de leur asile, ou non.

Allemagne 2017, 186 644 demandeurs d'asile arrivés. En 2015, 890 000 ; en 2016, 280 000.

(OIM-migrations) dont, en mai 2018, 443 640 migrants en attente de leur asile, ou non.

150

Allemagne³⁵

Gros scandale au BAMF (Bureau fédéral pour les migrations & réfugiés) ; à Brème d'abord, puis dans une douzaines d'autres bureaux du BAMF en Allemagne. Corruption, pagaille, asile accordé sur la base de demandes inadmissibles, identités des demandeurs non-vérifiées. Rien qu'à Brème, 1 176 individus on reçu l'asile à l'aveuglette, hors procédures normales ; dans cette ville, 40% des dossiers doivent être ré-examinés. Au total, 50 000 demandes non traitées et négligées. Les bureaux du BAMF n'ont pas de scanners pour empreintes digitales. De janvier 2015 à mars 2018, le BAMF a reçu 1,65m. de dossiers à étudier. Ce qui a nécessité l'embauche en hâte de milliers d'employés novices, qui, submergés, font un peu n'importe quoi. Qui plus est, des millions d'euros circulent entre le BAMF et d'obscurs «cabinets d'avocats», d'où des

inculpations d'employés et cadres du BAMF ayant clairement vendu des titres de séjour, pour «corruption, octroi abusif d'asile en bande organisée».

Sondage de juin 2018 (Infratest-Pimap) : 62% des Allemands favorables à expulser tous les clandestins ; 86% pour l'expulsion rapide des déboutés du droit d'asile.

En 2018, 10 000 nouveaux migrants arrivent encore chaque mois dans le pays.

Autre scandale : l'assassin d'une jeune fille allemande, braqueur et débouté du droit d'asile, soi-disant recherché par toutes les polices, a pu quitter le pays sous une fausse identité, sans que nul ne s'en avise : quelle sécurité pour les aéroports ?

Rappel : Dans la nuit du nouvel an de 2016, 1 200 femmes ont subi des agressions sexuelles, dont environ 650 à Cologne et 400 à Hambourg ; 600 plaintes ont ensuite été déposées. Sur un total de ± 2 000 agresseurs, 120 ont été arrêtés «la plupart d'origine algérienne ou marocaine» ; 50% d'entre eux étaient en Allemagne depuis moins d'un an. Pour le président du BKA «un lien existe entre ce phénomène (les agressions sexuelles) et la forte immigration, notamment en 2015».

Italie³⁶

Par la Méditerranée, l'Italie a reçu 600 000 migrants de 2014 à 2017 ; 181 000 arrivées en 2016, 119 000 en 2017.

Suède & pays scandinaves³⁷

Suède (10m. d'habitants) - origine des migrants (2015-2018) : Syriens, ± 60 000 ;





Afghans, ± 40 000 ; Irakiens, ± 24 000 ; apatrides, Éritréens, Somaliens, Iraniens, de 4 000 à 5 000 chaque. ± 163 000 arrivés en 2015, encore ± 26 000 en 2017 ; total de 2012 à 2018, ± 400 000 migrants, nombreux à vivre des généreuses prestations sociales du pays, sans désir de s'intégrer. Leurs jeunes « commettent un nombre important d'infractions ». En 2017, les guerres de gangs ont fait 43 morts et 140 blessés en Suède. Selon la WHO, ce pays a désormais l'un des taux de violence par arme à feu parmi les plus élevés d'Europe.

Ville de Stockholm : en 2017, 129 fusillades, 19 homicides (de double de 2016). Quartier hors-contrôle de Rinkeby, 2018 : 91% de ses 16 000 habitants sont nés à l'étranger ; taux de chômage local, 50% des gens en âge de travailler.

Ville de Gothenburg : janvier-juillet 2018, 172 véhicules incendiés. Mi-août, lors d'attaques coordonnées, des gangs de jeunes Kurdes cagoulés brûlent encore une centaine de véhicules au centre-ville, on ne sait pourquoi. Le 9 décembre 2017, de douze à vingt jeunes cagoulés jettent 6 cocktails-Molotov sur la synagogue de la ville, où une trentaine de jeunes Juifs participent à un service religieux. Seuls trois sont identifiés puis interpellés, deux Palestiniens de 22 et 24 ans, un Syrien de 19 ans.

Ville de Malmö, 3^e ville de Suède, 340 000 habitants, 45% d'immigrants : (agence de presse suédoise ITT, journaux *Aftonbladet*, *Dagens Nyheter*, etc.) Janvier-mai 2018, 9 homicides crapuleux (2016-2017, 21 de ces homicides). Au soir du 18 juin 2018, un cyber-café du quartier de Drottninggatan, voisin du commissariat central de Malmö, subit un *drive-by*

shooting (15 à 20 tirs, selon des témoins) lors duquel trois individus de 19, 27 et 29 ans « bien connus de la police » sont abattus, et trois autres, blessés. Il s'agit d'une guerre de gangs pour affaires de stupéfiants et prostitution. Les assassins fuient dans un véhicule sombre, nulle arrestation (connue) depuis lors.

Norvège - Etude portant sur des migrants ayant deux parents étrangers, et leurs enfants de 15 ans et plus, nés en Norvège et résidents permanents du pays depuis le 1/01/2010. L'étude (limitée aux infractions *enregistrées* et aux migrants *légaux*) constate parmi ces migrants une surreprésentation de malfaiteurs issus d'Afrique, connus de la police, notamment chez leurs enfants nés en Norvège. Les migrants d'Amérique du Nord et d'Europe et en général, les jeunes de toutes origines étudiant dans le pays, ont un taux de criminalité analogue à celui des Norvégiens de souche.

Finlande - Etude de l'académie de la police finlandaise ; projet TURVA, étude sur les demandeurs d'asile. Données issues d'un fichier de police, portant sur les infractions commises par les demandeurs d'asile (donc, pas par les clandestins) ; aussi bien que sur les infractions dont ils sont victimes. 1 565 dossiers étudiés. En 2016, la Finlande a reçu « de 20 000 à 30 000 demandeurs d'asile ».

Sur les 1 565 rapports de police envisagés, suspects d'infractions, (= pas encore condamnés), 1 052 individus, 95% d'hommes, 50% de moins de 25 ans, 62% d'Irakiens.

Là dessus, sur 116 cas d'agressions sexuelles : 83 mis en cause Irakiens, 14 Afghans, 6 Marocains ; plus un ou deux cas impliquant des Iraniens, Bangladais, Camerounais, Somaliens,





Xavier RAUFER

Syriens, etc. 4 Finlandais sont coupables d'agressions sexuelles sur des demandeurs d'asile (sexe non spécifié). Sur 147 dossiers de victimes d'infractions sexuelles étudiés, 78% de Finlandaises. Les demandeurs d'asile poursuivis pour agression sexuelle sont à 93% issus de trois pays : Irak, Afghanistan, Maroc.

France³⁸

Données contextuelles : un immigré est «un étranger, né à l'étranger et résidant en France». Selon l'INSEE, la France compte ± 5,7m. d'immigrés, 8,9% de la population de 2013. En 2000, 7,3% d'étrangers, en 1911, 2,8%.

Descendants directs d'immigrés en France : 6,8m. en 2013, 10,4% de la population totale.

152

Donc : immigrés, plus 1e génération issue de l'immigration (2013) : 12,5m., 19,3% de la pop.

Sur 3 générations (INED), près de 30% de la pop. est d'origine étrangère.

Maghreb : 25 à 30% du total des migrants,

Afrique subsaharienne : 14% du total des migrants.

(2013) : 43% de l'immigration est issue de l'Afrique ; 36% d'Europe,

Descendants directs d'immigrés d'Europe, 46,7% du total,

Descendants directs d'immigrés d'Afrique, 40,1% du total.

Immigrés ayant reçu la nationalité française par naturalisation, environ 100 000/an, dont 66% viennent de l'Afrique.

Criminalité des migrants : quelle est la fréquence des actes énoncés ci-dessous, et pourquoi n'y a-t-il pas de statistiques (publiques) sur de tels crimes au ministère de l'Intérieur ?

En mai 2018, rue Myhra à Paris XVIII, un migrant somalien en poignarde un autre à mort.

Trois faux «mineurs étrangers isolés» - doublement faux d'ailleurs car ni «isolés» (ils chassent en meute) ni «mineurs», puisqu'ils ont de 19 à 21 ans, examen médical fait) - sont arrêtés avec 7 chaînes d'or sur eux, arrachées à des femmes. 12 vols à l'arraché à Montpellier, mais tous ces prédateurs violents-itinérants avaient déjà été arrêtés ailleurs en France pour d'analogues méfaits - et relâchés.

-
- Terrorisme, guérillas, etc.
-

Europe³⁹

Inquiétant rapport d'Europol sur le terrorisme, la direction de cet organisme européen s'entêtant, contre toute évidence, à nier l'existence des hybrides, pour partie criminels de droit commun, pour partie terroriste. Europol tient à son confort : une case et un rapport pour le crime organisé, une case et un rapport pour le terrorisme - alors que cette conception caduque n'a plus grand rapport avec le réel de 2018. Pour preuve : de 2015 à 2018, les terroristes ayant fait couler le sang en France et Belgique, sont sans exception d'ex-voyous à commencer par la fratrie Abdeslam - mais de cela, la police belge ne veut pas entendre parler. Mme Catherine De Bolle, nouvelle directrice générale belge d'Europol,





écrit dans l'introduction du rapport TESAT «Combattre le terrorisme exige des informations et échanges hors pair et des données justes». Cependant, ce rapport se borne à une allusion aussi vague qu'entortillée à des «terroristes autochtones, nés dans l'UE ou y ayant vécu toute leur vie ou presque, connus de la police pour des activités non terroristes et souvent, sans lien direct avec l'Etat islamique ou autre entité djihadie» ; plus loin «une part substantielle [des terroristes] avaient un passé criminel et étaient auparavant connus des autorités» : Cela, ce sont des hybrides bien sûr - mais pour Europol ça va tellement mieux sans le dire.

Autre réalité occultée par le dédicétement myope Europol : le fait que le terrorisme s'estompe d'Europe. Prouvons-le à partir des données même d'Europol.

2017 - attentats réussis, déjoués et avortés, 205 :

- Royaume-Uni : 107 (dont 88 en Ulster)
- France : 54 (dont 42 en Corse)
- Espagne : 16
- Grèce : 8
- Belgique, Allemagne : 2 chacun
- Finlande et Suède : 1 chacun

Sauf ces deux micro-territoires que sont la Corse et l'Ulster (142 attentats ensemble), l'immense Union européenne et ses 500 millions d'habitants, ne compte en 2017 que... 56 attentats (séparatistes, 67% du total ; djihadistes, 16% ; anarchistes, etc., 12%). Pour toute l'UE : 33 attentats djihadistes, 12 ratés et 11 déjoués.

Total des morts du fait du terrorisme dans l'UE en 2017, 62 : Royaume-Uni, 35 ; Espagne, 16 ; France, 3 ; Allemagne et Finlande, 1 chacun.

Notons qu'en 2017, nul attentat réussi ou déjoué dans l'UE n'a été commis par des rentrants d'Irak-Syrie, mais pour la plupart par de jeunes maghrébins nés ou élevés en Europe, dont aucun n'avait auparavant visité une zone de combat.

Les rentrants d'Irak-Syrie ? Selon les sources officielles de l'UE, environ 5 000 djihadis seraient partis au Moyen-Orient, surtout combattre pour l'Etat islamique. Depuis il en serait rentré environ 1 500. Selon les services spécialisés, fort peu d'entre eux semblent vouloir continuer le combat.

Terrorisme séparatiste : 137 attentats sur les 205 dénombrés : France, 42 ; Espagne 7 (aucun d'ETA, inactive depuis fin 2011) ; Ulster 88 (58 tirs d'armes à feu et 30 bombes artisanales de dissidents de l'IRA).

Terrorisme gauchiste-anarchiste : 24 attentats en 2017 (Tous en Grèce, Italie, Espagne).

Terrorisme d'extrême-droite : 5 (Allemagne, Grande-Bretagne).

Eco-terrorisme : rien de sérieux. Grande-Bretagne : 66 attaques de bas niveau (déprédations, petits incendies) par le *Animal Liberation Front*.

2017 : *surveillance par le renseignement français* ⁴⁰ - (2^e rapport de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement) :

- Total, 21 386 individus, dont :
 - 9 157 (43%), prévention du terrorisme,
 - 5 528 (26%), crime organisé, etc.





Xavier RAUFER

*Migrants et terrorisme*⁴¹ : de 214 à 2018 (mai), total des attentats islamistes sur la période (commis par des islamistes, migrants ou pas) : 194 (réussis ou déjoués) ayant fait 357 morts et 1 678 blessés. Dans ce total, 32 attentats (réussis ou déjoués) ont impliqué des demandeurs d'asile en Europe ; attentats pour lesquels 44 de ces « migrants » sont identifiés. Sur ces 32 attentats projetés, 11 ont réussi, faisant au total un millier de victimes (182 morts et 814 blessés, à Paris, Berlin, Londres, Stockholm...). Ces 44 faux réfugiés-vrais terroristes provenaient de : Irak, Tunisie, Kurdistan irakien, Maroc, etc.

France, Espagne

154

• *ETA, les grandes dates*⁴²

MAI 2018 - démantèlement complet et dissolution de ETA.

AVRIL 2017 - ETA communique aux autorités françaises les coordonnées de 8 de ses caches d'armes sur le sol français, preuve de son abandon de la lutte armée.

OCTOBRE 2011 - ETA annonce l'arrêt définitif de son action armée et sa volonté de négociation avec la France et l'Espagne.

JANVIER 2011 - ETA annonce un cessez-le-feu permanent et général.

ANNÉE 2008 - Le gouvernement espagnol rejette tous pourparlers avec ETA et exige une reddition sans conditions. Novembre : Mikel Garikoitz Aspiazu Rubina «*Txeroki*», chef militaire de ETA, est arrêté en France.

ANNÉE 2006 - décembre, explosion d'une voiture piégée sur un parking de l'aéroport de Madrid-Barajas, 2 morts, le gouvernement espagnol interrompt le processus de paix. Mars, ETA annonce un cessez-le-feu permanent le 24 du mois.

ANNÉE 2005 - Le parlement espagnol autorise l'ouverture de négociations de paix avec ETA, si celle-ci dépose les armes.

OCTOBRE 2004 - arrestation en France du chef militaire d'ETA Mikel Albisu Iriarte «*Mikel Antza*» ; le gouvernement espagnol exhorte ETA à déposer les armes.

ANNÉE 1999 - Des émissaires de ETA rencontrent en Suisse des officiels espagnols.

1998-1999 - ETA proclame une trêve jusqu'à la fin de 1999.

ANNÉE 1997 - Tentative d'assassinat du roi Juan Carlos à Bilbao, 1 policier tué dans la fusillade. ETA kidnappe et assassine un responsable du Parti populaire basque Miguel-Angel Blanco. Enormes manifestations de protestation dans tout le pays.

ANNÉE 1995 - Attentat de ETA contre José-Maria Aznar, chef du parti d'opposition PPE, sauvé par son véhicule blindé. Tentative d'assassinat du roi Juan-Carlos à Majorque.

ANNÉE 1987 - Attentat à la bombe dans un supermarché de Barcelone, 21 morts (le plus sanglant jamais commis par ETA, qui parle d'une « erreur »).

ANNÉE 1985 - 1^{er} attentat de ETA à Madrid par voiture piégée, 1 mort, 16 blessés ; le gouvernement espagnol suscite les GAL





(Groupes antiterroristes de libération), voués à tuer des cadres de ETA sur le sol français, par opérations de barbouzage.

ANNÉE 1980 - Année sanglante : 118 morts dans des attentats fomentés par ETA.

ANNÉE 1975 - L'Espagne devient une démocratie mais ETA annonce poursuivre la lutte armée.

ANNÉE 1974 - Attentat dans un grand café de Madrid, 12 morts.

ANNÉE 1973 - Le président du gouvernement, Luis Carrero Blanco, successeur désigné du maréchal Franco est tué lors d'un attentat de ETA (bombe au passage de sa voiture officielle).

ANNÉE 1968 - Premier homicide de ETA, qui abat le chef de la police de Saint-Sébastien/Donosti, au Pays Basque espagnol.

ANNÉE 1959 - Fondation de EUSKADI TA ASKATASUNA, (ETA, Le Pays Basque et sa Liberté) pour l'autodétermination du peuple basque, avec comme devise 4 (les 4 provinces basques d'Espagne) + 3 (les 3 provinces basques de France) = 1 (la patrie basque réunifiée).

-
- **Stupéfiants : production, trafics, etc.**
-

MONDE

- **Production**⁴³

En Afghanistan en 2017, la production d'opium a atteint les 9 000 tonnes, soit

87% de plus qu'en 2016, mondialement, 10 500 t. produites. Il se cultive dans le monde environ 420 000 hectares en pavot dont les 3/4 en Afghanistan. Mondialement, les opioïdes provoquent 76% des surdoses mortelles de stupéfiants.

La production mondiale de cocaïne en 2017 a été de 1410 t. selon l'ONU DC, 25% de plus qu'en 2016.

- **Usage**⁴⁴

(Sources UNODC, WHO, instituts divers, sur des statistiques de l'année 2015) :

Ont utilisé au moins une fois de cannabis en 2017 : ± 192 m. de personnes, dont ± 14 m. de 15-16 ans. 1 adulte sur 20 mondialement a déjà utilisé du cannabis en 2017.

Population adulte mondiale :

(approximation) : usage l'an passé de stupéfiants illicites : cannabis, 259/100 000 ; opioïdes, 220/100 000 ; amphétamines : 86/100 000 ; cocaïne, 53/100 000.

Etats-Unis + Canada :

usage dans l'année écoulée, cannabis, 749/100 000 ; opioïdes, 650/100 000 ; cocaïne, 301/100 000.

Australie et Nouvelle-Zélande :

Amphétamines, etc., usage dans l'année écoulée, 491/100 000 adultes ; cannabis, 694/100 000 ; opioïdes, 510/100 000 ; cocaïne, 161/100 000

Grande-Bretagne :

usage dans l'année écoulée, cannabis, 3,8% de la population ; opioïdes, amphétamines, 0,37% de la pop. ; cocaïne, 0,35% de la pop. ;





Xavier RAUFER

Amérique du Nord

Etats-Unis⁴⁵

En 2016, tous stupéfiants confondus, le pays a compté 63 632 surdoses fatales (connues).

- *Cannabis*

Aux Etats-Unis, le marché du cannabis illicite était en 2017 de 113\$md./an.

Californie, Colorado, Washington : dans les Etats où l'usage récréatif du cannabis est légal, le crime organisé (Mexique, Chine, Cuba, etc.) multiplie les plantations illégales et revend ensuite ce cannabis dans des Etats sous prohibition. Dans un Etat «légal», 500g de cannabis se vend \$2 000, pour \$3 500 à \$4 000 dans un Etat «illégal» (New York, par ex.) - d'où, juteux bénéfices. En avril 2018, 74 champs de cannabis clandestin de criminels chinois sont saisis près de Sacramento (Cal). *Idem* près de Denver (Col). Dans ces plantations, sont en prime exploités des esclaves modernes. Pour la culture hydroponique, sous serres, du cannabis, les *narcos* achètent aussi des centaines de propriétés dans les Etats «légalistes», qu'ils fuient après quelques récoltes, laissant impayées d'énormes factures d'électricité.

(Enquête sur 275 000 jeunes, Revue *Prevention Science*) de 2004 à 2014, le nombre de jeunes de 12 à 21 ans, prenant comme première drogue :

- le tabac : baisse de 21% à 9%,
- le Cannabis : hausse de 4,4% à 8%, ventilation ethnique sur 2014 ⁴⁶ :
 - Blancs : 5%

- Noirs : 9%
- Amérindiens : 12%
- Asiatiques : 2,5%

- l'alcool : stabilité à 30%,
- Aucune drogue du tout : hausse, de 35,5% à 46%.

- *Amphétamines, etc.*

Salariés : sur 10m. de tests d'urine pratiqués en 2017, 420 000 (4,2%) sont positifs aux stupéfiants. De 2013 à 2017, explosion des tests positifs aux amphétamines et autres drogues chimiques, dans les Etats suivants :

Illinois, Indiana, Michigan, Ohio, Wisconsin : + 167%

Alabama, Kentucky, Mississippi, Tennessee : + 160%.

- *Opioides*

Sondage : 71% des citoyens américains estiment que la crise des opioïdes est très grave et que l'Etat fédéral devrait prendre l'affaire plus au sérieux. 45% des Américains connaissent un toxicomane aux opioïdes (Blancs : 48%, Noirs, 34% ; ruraux, 52%, urbains, 38%). 20% ont un toxicomane aux opioïdes dans leur famille proche. Les risques de toxicomanie aux médicaments (analgésiques, etc. Oxycontin, Percocet) sont deux fois plus élevés chez les Blancs que chez les Noirs.

(*US Substance abuse & mental health services administration, Journal of the American Medical Association*) Surdoses mortelles aux opioïdes de synthèse (Fentanyl, etc.) : 3 000 en 2010, 19 400 en 2016 ; décès par tous opiacés confondus,





42 249. Ces surdoses mortelles sont désormais la principale cause de décès chez les Américains de moins de 50 ans. Encore, ces chiffres déjà tragiques pourraient-ils être largement sous-estimés - et la crise, bien pire encore qu'on le pensait. En effet, certains Etats n'enregistrent pas comme telles jusqu'à 1/3 des surdoses mortelles d'opioïdes (décès au motif «non spécifié»). Ainsi, \pm 70 000 surdoses létales sont-elles été sans doute «oubliées de 1999 à 2015. Car de 1999 à 2015, les archives comptent 438 607 morts «non spécifiées», dont à coup sûr, une partie relève des surdoses fatales.

Coûts sociaux : de 2004 à 2016, les entreprises (surtout les grandes) ont dépensé par an 26\$m. pour la toxicomanie de leurs salariés (urgences... traitements... dépenses sociales...). En 2016, chaque toxicomane coûte à la société \$16 104/an.

(Governors Highway Safety Association) - Accidents des transports : en 2016 (échelle nationale) 44% des morts par accidents de la route sont positifs à un ou plusieurs stupéfiants (en 2006 : 28%). En 2016-2017, il y a eu aux Etats-Unis, en moyenne, 37 000 accidents mortels par an. Sur 100 positifs en 2016 : 38%, cannabis ; 16% opioïdes. Conduite en état d'ivresse : 41% en 2006 ; 38% en 2016. Sur 100 conducteurs ivres, 49% sont aussi positif à la drogue. La conduite sous emprise du cannabis augmente le risque d'accident de 25% à 35%.

Centres anti-poisons, intoxication involontaire d'enfants : la Buprénorphine bloque l'addiction aux opioïdes et est donc administrée aux toxicomanes. De 2007 à 2016, 11 275 enfants, 86% de moins de six ans

ont été exposé accidentellement à ce médicament et empoisonnés, plus ou moins gravement - parfois, fatalement.

Amérique latine⁴⁷

(2018 World Drug Report, UNODC) Sur le continent de l'Amérique du Sud, \pm 213 000 hectares sont plantés en coca, dont 70% en Colombie. Récemment, la demande s'accroît aux Etats-Unis, premier marché mondial pour cette drogue.

Colombie

En 2017, plantations de coca, + 11% en surfaces sur 2016 (188 000ha), soit 209 000 ha. Production de cocaïne, + 19% sur 2016, à 921 tonnes.

- Un ha de coca donne \pm 7 kg de cocaïne
- donc la production théorique de coca sur 209 000 ha serait en théorie de \pm 1 500 t. de cocaïne, mais du fait des pertes, aléa climatiques, l'estimation de la Maison Blanche-ONDCP est de \pm 921 t (866t. pour l'estimation séparée de l'ONUDC).

Asie⁴⁸

Afghanistan

Record de surfaces plantées en pavot à opium en 2017 : 328 000 ha., + 63% sur 2016 (201 000 ha.). La récolte 2017 d'héroïne (plus ou moins) pure est de 550 à 900 t. d'une héroïne pure à 50% à 78%.





Xavier RAUFER

L'économie illicite en Afghanistan (surtout le trafic des stupéfiants, représente un marché de 4,1 à 6,6 \$md., de 20 à 32% du PIB afghan. Comparaison : les exportations licites de l'Afghanistan représentent 7% de ce même PIB.

Birmanie-Myanmar

Aux confins de la Birmanie/Myanmar, de la Chine, de la Thaïlande et du Laos, les stupéfiants du Triangle d'or (héroïne et amphétamines) représentent un marché annuel de \pm 40 \$md. Ces drogues arrosent tout le bassin du Mékong et au-delà, la Malaisie, l'Indonésie, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

15-16 ans consommé du cannabis au moins une fois, 31% ; dans les 30 derniers jours, 8%.

- **Cocaïne** (*chlorhydrate de cocaïne, poudre et cocaïne base, crack*)

Adultes (15-64 ans) dans sa vie, 17m. (5,1% de la pop. UE) ; année écoulée, 3,5m. (1,1% de la pop. UE) ; jeunes (15-24 ans), année écoulée, 2,3m. (1,9 % de la pop. jeune UE).

Tests sur les résidus de cocaïne dans les eaux usées de 31 métropoles de l'UE : augmentation dans 26 d'entre elles, dans les trois dernières années. Trio de tête, en terme de résidus de cocaïne dans les eaux usées : 1, Anvers ; 2, Londres ; 3, Barcelone. Sur 18 pays d'Europe étudiés, l'usage de la cocaïne augmente dans 3 d'entre eux ; stables, 14 ; baisse, 1.

158

Europe⁴⁹

Dans l'Union européenne, ont usé une fois ou plus de stupéfiants dans leur vie (15-64 ans) 92 m. de gens (1/4 des adultes de l'UE) ; 15-34 ans (dans l'année écoulée), \pm 19m. ; 15-24 ans (année écoulée) \pm 9 m. Stupéfiants les plus utilisés : 1, cannabis ; 2, cocaïne ; 3, MDMA-ecstasy, 4, amphétamines. UE, 2017, les surdoses mortelles de stupéfiants baissent chez les moins de 40 ans.

- **Cannabis** (*UE, estimations*)

Adultes (15-64 ans) dans sa vie, 88m. (26,3% de la pop. UE) ; année écoulée, 24m. (7,2% de la pop. UE) ; jeunes (15-24 ans), année écoulée, 17,2m. (14 % de la pop. jeune UE).

Enquête 2015 en milieu scolaire (EU+Norvège), sur alcool et drogues ; France,

- **MDMA-Ecstasy**

Adultes (15-64 ans) dans sa vie, 13,5m. (4% de la pop. UE) ; année écoulée, 2,6m. (0,8% de la pop. UE) ; jeunes (15-24 ans), année écoulée, 2,2m. (1,8 % de la pop. jeune UE).

- **Amphétamines**

Adultes (15-64 ans) dans sa vie, 12m. (3,6% de la pop. UE) ; année écoulée, 1,7m. (0,5% de la pop. UE) ; jeunes (15-24 ans), année écoulée, 1,2m. (1 % de la pop. jeune UE).

- **Opiacés**

(84% des surdoses mortelles sont dues aux opiacés).

Toxicomanes problématiques, 1,3m. dans l'UE.





- **Nouvelles substances psychoactives**

Dans 24 pays de l'UE, élèves scolarisés de 15-16 ans, usage une fois dans la vie, 4% ; dans l'année, 3%.

Espagne⁵⁰

Andalousie - Cadix est le port d'entrée de 40% des stupéfiants arrivant en Europe. La trentaine de narco-gangs opérant dans la région sont toujours plus puissants et audacieux, attaquant les policiers et éliminant sans hésiter leurs rivaux. De janvier à avril, on a saisi dans les ports locaux environ 12 t. de cocaïne, autant que pour toute l'année 2017. De l'estimation des policiers du secteur, on saisit environ 20% de la drogue trafiquée par l'Andalousie (provenant du Maghreb ou des cartels du cône nord de l'Amérique du Sud).

Grande-Bretagne⁵¹

Toutes substances confondues, le marché britannique des stupéfiants (prix de détail) est de 5,3£md/an, soit ±6£md.

Qui aggrave la toxicomanie en Grande-Bretagne - donc, les guerres de gangs pour desservir cette juteuse clientèle ? Les «bourgeois-bohème» et la jeunesse dorée. Végétariens voire *vegans*, ils ne jurent que par l'éthique - mais sont hypnotisés par les drogues.

Cannabis - (*Institute of Economic Affairs*)
Le marché du cannabis est, en 2017, de 225 tonnes de cette drogue, 2,6£md. (2,95£md.). 3 millions d'utilisateurs réguliers et au total, 760m. de «joints».

England+Wales : en 2017, 3 756 surdoses mortelles de stupéfiants 66,1 mort pour

100 000 hab. (même niveau que 2016, 65,8/100 000 hab.) ; dont 2 503 accidentelles (les 2/3) le reste : suicides pathologies mentales, etc. Région la plus affectée, le nord de l'Angleterre.

Surdoses mortelles par opioïdes (héroïne, morphine, etc.) : 1 164 (à niveau de pureté de l'héroïne analogue à 2016) ; 1 209 morts en 2016, 579 en 2012. Morts par Fentanyl, 58 en 2016, 75 en 2017. Morts par Carfentanyl, apparu en 2017, 10 fois plus puissant encore que le fentanyl, 1mg peut être mortel : 27.

Tramadol (médicament opioïde) 184 morts en 2016, 185 en 2017.

Cocaïne : 432 surdoses mortelles en 2017, 371 en 2016. Cocaïne plus pure en 2017, d'où, létalité pire. Hôpital, urgences par surdose de cocaïne : ± 6 000 en 2007 ; ± 12 000 en 2017.

Notons qu'il s'agit là des décès *déclarés* en 2017, avec des processus judiciaires pouvant pousser la déclaration de décès à l'année suivante - d'autant qu'en moyenne, déclarer une surdose mortelle par stupéfiants prend, au Royaume-Uni... 127 jours.

(*Global Drug Survey*). Sondage (sur 65 000 acheteurs des pays développés) sur la livraison de cocaïne à domicile par son dealer (comme les pizzas). Au Brésil, 45% de ces livraisons se font en 30 minutes ou moins ; Au Pays-Bas, 40% ; en Angleterre et en Ecosse, 37%.

(*Global Drug Survey*). Achat des stupéfiants sur le *Dark Web* : Grande-Bretagne, 25% des acheteurs ; Norvège, 30% ; Finlande, 46%. Drogues le plus fréquemment achetées par





Xavier RAUFER

ce biais : ecstasy, cannabis, LSD. Grande-Bretagne : l'acheteur moyen est un homme de 21 ans.

Pays-Bas⁵²

(*Statistics Netherland*) - en 2015, on croyait que 40% des cultures clandestines de cannabis aux Pays-Bas étaient démantelées ; en fait dit la police, c'est plutôt 20%. le marché du cannabis illégal dans le pays approcherait en réalité les 5€md., 1,5€md. de plus que lle pensaient les officiels.

France⁵³

Selon Bercy, le trafic de stupéfiants génère en France 2,7€md./an, soit 0,1 point de PIB ; les drogues les plus lucratives, cannabis et cocaïne. Le chiffre brut est de 3,1€md./an, moins 400€m/an, imputables à la comptabilité nationale des pays-source, soit, 7€md./an.

En France, le prix moyen d'un gramme de cocaïne est de 60 à 70€ en 2018.

Crack - Cité Reverdy à Paris XIX, près de Stalingrad ; dix ans durant, «le Four» ou «Le zoo» est un haut lieu du trafic de crack, jusqu'à 300 clients par jour, squatteurs, SDF, etc. Un *business* de ± 8 000 euros/jour. Lors d'une première vague d'arrestations en 2014, les policiers récupèrent 200 000 euros en espèces, des véhicules de luxe, des armes, etc. En 2018, un «caillou» de crack se vend 15 euros. Les *dealers* du Nord de Paris sont tous des clandestins sénégalais ou gabonais, souvent multirécidivistes.

Rémunérations des artisans du trafic de cannabis :

- Guetteur : 50-80€/jour, sur 20-25 jours/mois,

- Vendeur : 100 à 140€ par vacation,
- Gérant : 4 000€/mois minimum, jusqu'à dix fois plus ; fréquemment, 10 000 €/mois.

Voyez disent les Diafoirus-sociologues et leur séides journalistes, ce n'est pas énorme ! Mais si : car bien sûr, ces sommes sont libres de tous impôts et taxes et doivent être au minimum doublées en termes de pouvoir d'achat. Aussi : quels emplois légaux pourraient occuper par ailleurs des jeunes gens quasi-illettrés, dotés d'un vocabulaire fort limité et explosant à la moindre contrariété ?

• Prisons et pénitentiaire

Etats-Unis⁵⁴

Fin 2017, une première depuis dix ans, le nombre des détenus aux Etats-Unis descend sous les 1,5 million (1 486 000, - 16 000 sur 2016). Là dessus : prisonniers fédéraux, 183 000, en baisse depuis 8 ans ; prisonniers des prisons des Etats : 1,3m. Restent les maisons d'arrêt locales (*county jails*), assurant surtout les détentions préventives. Le nombre des détenus de ces *local jails* augmente, lui, mais pour des rotations de détention courtes.

Canada⁵⁵

Survol de prisons par des drones au Québec : plus de 4 500% en 4 ans, de jan. 2014 à jan 2018. En 2017 par exemple, 180 drones sont aperçus, abattus ou capturés par les autorités. Ce, alors qu'on peut brouiller le contrôle GPS d'un drone, ou tendre des filets de sécurité au dessus des cours de prison.





Par ailleurs, les pilotes de drones capturés sont souvent liés au crime organisé.

Drones aperçus, abattus ou capturés au dessus de prisons du Québec (la statistique est recueillie de juin à juin suivant) :

- 2013-2014 : 4
- 2014-2015 : 18
- 2015-2016 : 27
- 2016-2017 : 120
- 2017-2018 : 180 (juillet à dec.)

France⁵⁶

*** Laxisme de gauche ? Pas seulement : aujourd'hui, le cauchemar des surveillants de la pénitencière est l'article 57 d'une loi publiée le 24/11/2009, qui restreint dramatiquement la capacité de fouille dans les prisons : obligation de justifications précises... nécessité absolue...fouilles intégrales ou par palpation ultra-rares, etc. Clairement, une démagogique abdication de l'autorité carcérale devant le moralisme gauche-caviar. Une loi signée Nicolas Sarkozy, François Fillon et Michèle Alliot-Marie.

Au 1^{er} juin 2018, 70 408 détenus incarcérés (pour 82 582 écroués) ; densité carcérale dans les Maisons d'arrêt (68% de la pop. carcérale) : 141%. Maison d'arrêt de Villepinte : 200% de taux d'occupation ! Taux d'occupation dans les maisons centrales (condamnés définitifs, moyennes ou longues peines) : ± 75%.

Condamnés sous bracelet électronique ou placement extérieur, 12 174 (+ 6% en un an). Sur le total des incarcérés, 20 573 prévenus en attente de jugement, soit 29,5% du total. Durée moyenne de la détention provisoire : 5,3 mois. Femmes détenues :

2 551 ; mineurs, 882 (respectivement 3,6% et 1,3% de la population carcérale).

En moyenne, un détenu coûte aux contribuables ± 32 000 euros par an.

La capacité d'accueil des lieux pénitentiaires en France est, au 1^{er} mai 2018 de 59 813 places. Taux d'occupation carcérale général : ± 118% ; un an auparavant, 119%.

Avec retard comme d'usage pour les statistiques du ministère de la justice, le Casier judiciaire national (CNJ) signale à l'été 2018 (avec des chiffres vieux de deux ans...) que les condamnations pour évasion augmentent :

- 2014 : 728
- 2015 : 783 (évasions avec violences : 8)
- 2016 : 880 (évasions avec violences : 21)

Ce n'est pourtant qu'une vision très partielle du problème car l'antédiluvien CNJ ne retient que l'infraction principale. 74% des condamnations pour évasion concernent des prisonniers en régime aménagé : permission de sortir, 40% ; semi-liberté, 19% ; bracelet électronique, 15%.

• Entités criminelles : portraits et profils

• *Les méga-gangs du Brésil*⁵⁷

- COMANDO VERMELHO (Commando Rouge, Rio de Janeiro),

- PRIMEIRO COMANDO DA CAPITAL (PCC, Premier commando de la capitale, Sao Paulo),





Xavier RAUFER

- COMANDO REVOLUCIONARIO BRASILEIRO DE CRIMINALIDADE (CRBC - Commando révolutionnaire-criminel brésilien, Etat de Sao Paulo),
- TERCEIRO COMANDO PURO (Troisième commando pur, favelas de Rio),
- AMIGOS DA AMIGOS (Amis des amis favelas de Rio).

Le Brésil contaminé par ces méga-gangs s'étend de Rio et Sao Paulo à tout le nord-est du pays ; de là, à la frontière du Paraguay. Face à ces puissances criminelles, aguerries par de quotidiens affrontements inter-gangs, l'armée du Brésil qui n'a pas combattu depuis 150 ans et dont les soldats sont des gamins novices de 20-22 ans.

162

Ces méga-gangs ont d'usage été formés dans les prisons de la dictature, où ils côtoyaient des militants de groupes communistes-combattants type Brigades rouges ; d'où par imitation, mais sans l'idéologie, les noms pseudo révolutionnaires, type «Commando rouge». Ces méga-gangs s'affrontent pour le contrôle de territoires, d'abord des favelas et les prisons ; bien équipés d'armes de guerre (fusils d'assaut, etc.) ils y exercent une pluri-criminalité à base de trafic de stupéfiants, rackets, attaques de banques et centres-forts à l'explosif, embuscades

routières, pillage de cargaisons de poids-lourds, etc.

Au printemps 2018, des policiers et magistrats de Sao Paulo ont conduit des perquisitions, lors d'une guerre des chefs (en liberté) du PCC. Ils ont alors découvert, puis analysé, une masse de documents internes, leur révélant la taille réelle, les structures, les *modus operandi* et processus de prise de décision du PCC.

Auparavant, ces officiels estimaient à \pm 50 \$m./an le «chiffres d'affaires» du PCC ; c'est en fait 100 \$m./an minimum, voire le double. Dans son fief de l'Etat de Sao Paulo, les «soldats» du PCC étaient environ 6 000 en 2012 ; ils sont \pm 11 000 en 2018. Dans le reste du Brésil, le PCC comptait 3 000 «soldats» en 2014 ; on en est à \pm 20 000 en 2018.

Chaque «soldat» paie à l'appareil central du PCC une cotisation de \$250/mois ; ce qui lui assure un fonds de solidarité d'environ \$ 500 000/an (pour les familles des «soldats» détenus ou défunts). Pour blanchir ses profits criminels, le PCC contrôle des centaines de stations d'essence et de bureaux de change.

Tous ces éléments font du PCC comme l'une des bandes criminelles les plus puissantes au monde.





Notes

1. La Tribune - 23/05/2018 «Deux milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle».
2. Institute for Economics & Peace (IEP) - 2018 - Global Peace Index - «Measuring peace in a complex world».
3. Reuters - 23/05/2018 «Pirate attacks grow in South America and Caribbean: report».
4. ADIAC-Congo - 6/06/2018 «Pêche maritime illégale : un crime halieutique très marquant».
5. The Conversation - May 2018 «30 years of mass shootings by country».
6. NPR - 19/05/2018 «Fake & faulty».
7. New York Times International - 16/07/2018 «While profits soar, workers fall behind» - L'Obs - 14/06/2018 «Pourquoi les riches votent à gauche et pourquoi c'est inquiétant» - Le Monde - 5/06/2018 « Le patrimoine des Français a doublé depuis 1998, mais a diminué pour les 20% les plus pauvres» - New York Times International - 4/06/2018 «The millionaires are fleeing» - RT - 22/05/2018 «A shithole of hate: Silicon Valley pastor on liberal tech elite» - Daily Mail - 16/05/2018 «Top ten: Forbes list, the ten richest people in the world» - The Mirror - 15/05/2018 «Rich list billionaires highlight growing inequality in Britain and should not be celebrated» - 20 Minutes - 14/05/2018 «CAC 40 : un rapport fustige le montant astronomique des dividendes versés aux actionnaires».
8. BBC - 17/06/2018 «New South Africa's cash in transit heists: a national emergency?» - Ghana Police - June 2018 - Crime Statistics - Quantitative data with charts - 1/01/2018 to 28/05/2018 - Criminal investigation department - New York Times - 24/05/2018 «Pirates release hostages taken from Dutch ship in Nigeria» - Africa check - 3/11/2017 - Republic of South Africa.
9. Business Insider - 18/06/2018 «Violence costs India's economy 9% of its GDP last year» - Manila Bulletin - 11/06/2018 «PNP: Filipinos still live peacefully, crime rate in first four months»
10. Juillet 2018 - Centre canadien de la statistique juridique - Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2017 - Balkan Insight - 14/06/2018 « Spike in Romanian linked crime worries Canada».
11. The Week - 25/06/2018 «Nearly half of the world's civilian guns belong to Americans» - Vox - 21/06/2018 «America's love for guns in one chart» - Vox - 12/06/2018 - Chicago and other major US cities saw drop in crime and murder in 2017».
12. Total mondial des armes à feu (légères) 1013 m. ; ±85% détenues par des civils, ±13% par des militaires ; ± 2% par des policiers.
13. Borderland Beat+TelesurTV - 24/06/2018 «May 2018: the deadliest month in Mexico since 1997» - Business Insider - 22/06/2018 «Deadly violence in Mexico is intensifying, and may set an all time record» - Estado Mayor - 20/06/2018 «Une étude de Small Arms Survey révèle que 16,8 millions d'armes circulent au Mexique chez les civils et les groupes criminels».
14. Insight crime - 8/06/2018 «Latin America citizens say they feel least safe for 9th year running».
15. Insight crime - 11/06/2018 «Crime costs Brazil tens of billions yearly: study» - Le Figaro+Afp «Brésil: plus d'un demi-million d'homicides en dix ans» - Insight crime - 9/03/2018 «Brazil thieves growing bolder with heavily armed robberies».
16. Voir p... un chapitre spécial consacré aux méga-gangs brésiliens.
17. The Sun - 25/06/2018 «How Jamaican tourist hot spots are plagued by gang wars with murder at 450 times higher than Britain».
18. KPMG - Project Sun 2018 (résultats de 2017) «A study of the illicit cigarette market in the European union, Norway & Switzerland».
19. The Local Deutschland - 9/05/2018 «What we learned from this year crime statistics... and what we didn't» - AP - 8/05/2018 «Germany reports a rise in imported antisemitic crimes - attacks on Jews committed by migrants - as it releases annual crime stats» - Voice of Europe - 3/05/2018 «More than 56% of crime in German town committed by asylum





seekers» - Times of News - 15/03/2018 «What crimes are committed in Germany and where is criminality most common?» - OSAC-State Department - 03/2018 «Germany crime & safety report».

20. DH-Belgique - 23/06/2018 «Les braquages dans les commerces en chute libre».

21. Reuters - 25/05/2018 «Police says \$ 13 billion laundered through Estonia».

22. Sky News - 9/06/2018 «Why moped crime is rising - and how you can avoid being a victim» - Daily Star - 9/06/2018 «The streets are lost - ex-cop warns London knife and gun crime will inevitably get worse» - BBC Reality check - n7/06/2018 «Violent crime: is it getting worse ?» - Daily Mail - 5/06/2018 «Wild west London: sixty moped attacks a day» - The Sun - 5/06/2018 «London stabbings 2018, London crime statistics» - The Sun - 28/05/2018 «London murder rate, when did it overtake New York and which city has the world's highest murder rate?»

23. Au plus bas depuis 1950 ; en 1990, 2 605 hom. dans l'année ! Par comparaison : Los Cabos (Mexique) 113/100 000 hom. ; Caracas (Venezuela) 111/100 000.

24. The Mirror - 26/06/2018 «Violent gangs are turning streets into a war zone» - The Sun - 25/06/2018 «More than 30 000 kids in gangs, including 10 years old, are being groomed as drug dealers» - Daily Mail - 10/06/2018 «Britain wave of violent crime is being driven by cocaine flooding into UK, leaked home office report reveals» - Daily Star - 6/06/2018 «London crime: gangs becoming more like mafia» - Evening Standard - 23/05/2018 «Ruthless organised crime gangs are driving surge in London violence» - BBC - 14/05/2018 «New Feuds and guns raise threat of crime gangs in Scotland» - BBC News - 13/05/2018 «Threat from organised crime growing» - Evening Standard - 12/05/2018 «Warning over gangs exploiting children amid spike in youth drug dealing arrests» - The Independent - 9/05/2018 «Metropolitan police's racially discriminatory gang's database failing to tackle violence, report finds» - Sky News - 8/05/2018 «Amnesty international: police gang database racially discriminatory and breaches international law».

25. The Telegraph - 16/06/2018 «Ex-head of Met police calls for more stop and searches and claims migration is fueling crime wave» - BBC News - 16/05/2018 «Welsh crime rises but fewer people charged by police» - The Guardian - 21/06/2018 «Met crime detection figures under scrutiny» - The Telegraph - 16/06/2018 «Less than one in 25 burglaries and street robberies are solved by cops amid spiralling crime rates, shock figures reveal» - BBC - 7/06/2018 «Revealed: 60 moped muggings a day as crime surge grips London city» - The Guardian - 5/06/2018 «Police chiefs say cuts are putting safety of public at risk in England and Wales» - Daily Mail - 3/06/2018 «Nine in 10 crimes in Britain are never solved» - Daily Star - 1/06/2018 «Crime rate: how much of crime in the UK remains unsolved? Shocking number revealed» - BBC News - 15/05/2018 «Criminal charges fall despite rise in recorded crime».

26. OECD - 2018 «Trade in counterfeit goods and the Italian economy - Protecting Italy's intellectual property».

27. Daily Mail - 29/07/2018 «Amsterdam turns into a lawless jungle at night» - NL Times - 20/06/2018 «Many Dutch farmers approached by criminals: report» - NL Times - 4/06/2018 «Crime pays too easily in Amsterdam, ombudsman says» - NL Times - 16/05/2018 «Dropping crime figures clash with reality, national police chief says» - NL Times - 7/05/2018 «Registered crime in Netherlands at lowest point since 1980».

28. Politico - 16/04/2018 «Sweden's violent reality is undoing a peaceful self-image».

29. Le Point - 1/06/2018 «Suicides dans la police : les mesures de la Place Beauvau jugées insuffisantes» - Le Figaro - 30/05/2018 «Suicides chez les forces de l'ordre, la crainte d'une nouvelle année noire».

30. Le Figaro - 27/08/2018 «Délinquance : des chiffres toujours en hausse» - Ministère de l'Intérieur+Le Monde - 10/08/2018 «statistiques police-gendarmerie, 2005 à 2017» - Le Figaro - 17/06/2018 «L'Etat débordé par la montée de la violence des mineurs».





31. 4 Vérités - 17/08/2018 «Ministère des Finances» - Le Figaro - 20/07/2018 «En 2017, les CAF ont distribué 73,2 milliards d'euros de prestations, à 12,6 millions de foyers» - AFP - 10/07/2018 «Fraudes sur les paiements en recul en 2017, excepté sur le chèque» - 20 Minutes - 5/07/2018 «Toulouse : les fraudes aux allocs' en cinq chiffres» - Le Figaro - 16/05/2018 «Escroquerie bancaire : 1,2 million de ménages touchés en 2016.
32. AFP - 6/06/2018 «Près de 4 Français sur 10 ont acheté un produit contrefait sans le savoir».
33. Le Figaro - 14/09/2018 «Parmi les grands domaines suivants, quels sont ceux qui compteront le plus dans votre vote aux élections européennes» - Le Figaro+LCI+Kantar, septembre 2018 «Les attentes des Français à l'égard du gouvernement» - Atlantico - 21/07/2018 «Après le mondial de foot, bide de la propagande mélangiste» - France-Info - 8/07/2017 «Immigration, emploi, sécurité...les Français donnent de mauvaises notes à Emmanuel Macron» - BFM - 8/07/2018 «Immigration, sécurité, emploi : Macron mal noté par les Français» - Le Figaro - 28/06/2018 «Une majorité de Français estiment que l'hexagone accueille trop de migrants» - AFP - 20/06/2018 «Immigration et asile : 61% des Français jugent la politique trop laxiste» - BFMTV - 20/06/2018 «L'opinion en direct» - Le Parisien - 20/06/2018 «Prisons : les Français jugent le système carcéral défaillant» - L'Express - 18/06/2018 «Une majorité des Français contre l'accueil de l'Aquarius» - France-Info - 24/05/2018 «Sept Français sur 10 favorables à la castration chimique des délinquants sexuels» - BFMTV - 5/05/2018 «Un an après l'élection de Macron, bilan négatif pour 55% des Français».
34. Le Point - 19/06/2018 «En Allemagne, le nombre de demandeurs d'asile est en chute constante» - AFP - 19/06/2018 «L'immigration, sujet majeur de crispation dans de nombreux pays européens» - Le Monde. 6/06/2018 «L'Europe et les migrants, une catastrophe politique annoncée». Ouest-France - 23/05/2018 «Migrants : deux fois moins d'arrivées par la Méditerranée que l'an passé».
35. RT - 17/06/2018 «Germany's migration chief is sacked amid an asylum agency fraud scandal - but is the problem solved?» - New York Times - 8/06/2018 «A girl's killing shakes Germany's migration debate» - France-Info - 31/05/2018 «Scandale retentissant dans les services allemands de l'immigration» - RT - 18/05/2018 «German migration agency reassesses thousands of refugees cases, following corruption scandal» - Le Figaro - 11/07/2016 «Allemagne : un rapport révèle l'ampleur des agressions sexuelles du nouvel-an».
36. The Sun - 6/06/2018 «Italian prime minister Giuseppe Conte vows to redistribute migrants around the EU and build closer ties to Russia».
37. The Economist - 25/08/2018 «Moving in, moving right» - Swedish Migration Agency + BBC - juillet 2018 «Rapport sur les migrants» - Reuters - 26/06/2018 «Sweden's neo-nazis linked party set for big election wins as gang violence drives anti-immigrant push» - Daily Mail - 25/06/2018 «Three asylum seekers are jailed in Sweden for synagogue arson attack» - Novinite - 19/06/2018 «Shooting in Malmoe, five injured» - Xinhua - 19/06/2018 «Suède : trois morts dans une fusillade liée au crime organisé à Malmoe» - AFP - 19/06/2018 «Suède : au moins deux morts dans une fusillade à Malmö» - RT - 19/06/2018 «Two killed and 4 injured in mass shooting in Malmoe, Sweden» - Daily Mail - 18/06/2018 «Three men dead and three more injured in shooting in swedish city of Malmö» - Libération - 16/05/2018 «93% des crimes sexuels commis en Finlande ont-ils été perpétrés par des migrants originaires de pays musulmans?» - Statistics Norway Reports - 2017/36 - 11/12/2017 «Crime among immigrants and children of immigrants in Norway».
38. Le Figaro - 19/06/2018 «Les chiffres de l'immigration en France» - Le Midi Libre - 9/06/2018 «Montpellier - trois individus confondus pour douze vols à l'arraché» - Le Parisien - 29/05/2018 «Paris : un migrant somalien poignardé à mort lors d'une altercation».
39. TESAT/Europol-2018 - European Union «Terrorism situation and trend - Report». 20 Minutes - 21/06/2018 «Terrorisme - les revenants moins nombreux que prévu».
40. Le Figaro - 18/05/2018 «21 382 personnes surveillées par les renseignements en 2017».
41. Daily Mail - 15/06/2018 «Radicalised asylum seekers have murdered or injured more than 1 000 in terror attacks in Europe since 2014».



42. France 24 - 3/05/2018 «Des années sanglantes à la détente, les dates-clés de l'histoire de l'ETA».
43. Le Monde+Afp - 26/06/2018 «La production mondiale d'opium et de cocaïne a explosé, alerte l'ONU» - Xinhua - 28/06/2018 «La production mondiale de cocaïne et d'opium atteint des records absolus, s'alarme l'ONU» - AFP - 26/06/2018 «Global opium, cocaine production hits record level: UN».
44. Daily Mail - 11/05/2018 «Tobacco is a bigger threat to human health than illegal drugs» - The Independent - 11/05/2018 «Alcohol and tobacco by far the worst drugs for human health, global review finds» - Revue Addiction - Status report 2017 - «Global statistics on alcohol, tobacco and illicit drug use».
45. New York Times International - 2/08/2018 «The opioid crisis, from the ground up» - Quatre Vérités - 6/07/2018 «Cannabis» - NBC - 27/06/2018 «Opioid overdose deaths may be undercounted by 70 000» - CNN - 25/06/2018 «Kids exposure to addiction drug rose 215% in three years, study say» - Borderland Beat + AZ Central - 8/06/2018 «Illicit opioids, not prescription meds, are fueling America's epidemic» - UPI - 3/06/2018 «Pot, opioids, rival alcohol as factors in driver deaths» - NBC News - 3/06/2018 «Growing number of fatal car crashes linked to drug use» - Wall Street Journal - 31/05/2018 «Driving fatality tests find opioid, pot, use rising» - NBC News - 29/05/2018 «Foreign cartels embrace home-grown marijuana in pot-legal states» - NPR - 23/05/2018 «Opioid crisis takes a toll on economic outlook for many Americans, Fed says» - The Guardian - 17/05/2018 «Surge in young Americans using marijuana as first drug» - Daily Mail - 8/05/2018 «Cocaine and meth use among US workers by up to 167% in some states while fewer take opiates» - CBS News - 8/05/2018 «Opioid addiction in the US, 7 in 10 say it's a very serious problem» - CBS News - 2/05/2018 «Fentanyl deaths now outpace prescription painkillers overdoses, study» - CBS-AP - 5/04/2018 «Opioid addiction is a \$2,6 bn cost for business».
46. Etrangement, cette étude ne mentionne pas les Latinos.
47. Reuters - 27/06/2018 «Colombia to use drones to fumigate coca leaf with herbicide» - Insight Crime - 27/06/2018 «Un report calls for new strategies to curb growing global drug market» - Insight Crime - 26/06/2018 «Colombia coca production hits new report high, US figures say».
48. ONU-Info - 21/05/2018 «La production record d'opium de l'année dernière en Afghanistan menace le développement durable» - ONU-Info - 21/05/2018 «Drogue en Asie : niveaux alarmants de trafic de méthamphétamine dans la région du Mékong».
49. The Parliament (Brussels) 8/06/2018 «Production and availability of illicit drugs on the rise in Europe» - Le Parisien - 7/06/2018 «Drogue : la cocaïne consommée par 2,3 millions de jeunes en Europe» - Office européen des drogues et toxicomanies - 2018 - «Rapport européen sur les drogues, tendances et évolutions».
50. AFP - 19/05/2018 «Brazen drug trafficking alarms southern Spain».
51. Office for National Statistics - 6/08/2018 «Deaths related to drug poisoning in England and Wales: 2017 registrations» - The Sun - 29/06/2018 «Brits smoked 225 tons of cannabis last year by rolling 760 million spliffs» - The Sun - 12/05/2018 «Educated, ethical, vegan... the PC cocaine users fuelling London's murder spree» - RT - 9/05/2018 «Cocaine delivered to homes quicker than pizza, survey finds» - The Independent - 9/05/2018 «UK among world's biggest buyer of drugs on dark web, as illicit trade grows, survey finds».
52. NL Times - 24/05/2018 «Cannabis cultivation in netherlands far more extensive than thought».
53. AFP - 8/06/2018 «Vaste trafic de crack dans le métro parisien : jusqu'à six ans de prison» - Libération - 4/06/2018 «Combien gagnent vraiment les trafiquants de cannabis» - 20 Minutes+Afp - 30/05/2018 «Le trafic de drogue génère 2,7 milliards d'euros par an en France» - Le Parisien - 22/05/2018 «Coup de filet dans le milieu du crack : cinq familles expulsées à Paris».
54. NPR - 14/06/2018 «Are prison populations decreasing? Depends on where you look» - Voice of America - 18/05/2018 «Prison population keeps falling».





Faits Et Idées

55. Journal de Montréal - 13/05/2018 «45 fois plus de drones au-dessus de nos prisons».
56. Les Quatre Vérités - 14/09/2018 «Statistiques» - AFP - 25/06/2018 «Plus de 70 400 détenus dans les prisons françaises au 1^{er} juin» - 20 Minutes - 25/05/2018 «Prisons : le nombre des détenus atteint un nouveau record en France « - Le Figaro - 25/05/2018 «Les prisons confrontées à la hausse inexorable du nombre des détenus» - Le Figaro - 16/05/2018 «Les condamnations pour évacion augmentent en France».
57. Insight Crime - 5/06/2018 «PCC files document gang's explosive growth in Brazil and beyond» - Insight Crime - 8/01/2018 «Government and gangs battle for brazil».

Sécurité Globale

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

À retourner accompagné de votre règlement aux
Éditions ESKA – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS
Tél. : 01 42 86 55 65 – Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Pays _____

Adresse électronique _____

TARIFS D'ABONNEMENTS*

	France particulier	France société/ institution	Etranger particulier	Etranger société/ institution
1 an (2019)	<input type="checkbox"/> 111 €	<input type="checkbox"/> 141 €	<input type="checkbox"/> 136 €	<input type="checkbox"/> 167 €
2 ans (2019 et 2020)	<input type="checkbox"/> 200 €	<input type="checkbox"/> 250 €	<input type="checkbox"/> 240 €	<input type="checkbox"/> 299 €

* Abonnements souscrits à l'année civile (janvier à décembre).

Je souscris un abonnement pour 1 an 2 ans

Je joins mon règlement de Euros

- par chèque bancaire à l'ordre des Éditions ESKA
- par virement bancaire aux Éditions ESKA – BNP Paris Champs Elysées 30004/00804/ compte : 00010139858 36
- par carte bancaire : merci d'indiquer votre numéro de compte et la date d'expiration

N° carte bancaire : Visa Eurocard/Mastercard

Date d'expiration : _____ Signature :

Derniers numéros parus

Sécurité globale 15 | 2018 (nouvelle série) : Cybermonde : état des lieux, perspectives, risques et périls
Sécurité globale 14 | 2018 (nouvelle série) : Géopolitique – Terrorismes et crime organisé
Sécurité globale 13 | 2018 (nouvelle série) : Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 12 | 2017 (nouvelle série) : Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 11 | 2017 (nouvelle série) : Géopolitique – Criminologie – Terrorisme
Sécurité globale 10 | 2017 (nouvelle série) : Le chi'isme paramilitaire
Sécurité globale 9 | 2017 (nouvelle série) : Les habits neufs de l'impérialisme
Sécurité globale 8 | 2016 (nouvelle série) : Cyber-chaos et sécurité numérique
Sécurité globale 7 | 2016 (nouvelle série) : Islam activiste, réaction et révolution
Sécurité globale 6 | 2016 (nouvelle série) : Le monde criminel à l'horizon 2025
Sécurité globale 5 | 2016 (nouvelle série) : Dossier Stupéfiants
Sécurité globale 3-4 | 2015 (nouvelle série) : Toujours plus cyber-menacées : les collectivités territoriales / « Police prédictive » : les belles histoires de l'Oncle Predpol
Sécurité globale 2 | 2015 (nouvelle série) : Bandes, Braquages, Terreur
Sécurité globale 1 | 2015 (nouvelle série) : Iran 2015 : Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?

ÉDITIONS ESKA

12 rue du Quatre-Septembre – 75002 Paris, France

Tél. : 01 42 86 55 65 | Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>